

Synthèse. Stat'

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

Numéro 14 • Juin 2015

Intensité du travail et usages des technologies de l'information et de la communication

ENQUÊTES CONDITIONS DE TRAVAIL

ÉLISABETH ALGAVA, LYDIE VINCK

Sommaire

INTRODUCTION	1
I – LES RYTHMES DE TRAVAIL	
1 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes machiniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues	8
2 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure.....	20
3 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé	32
4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique	44
5 • Le travail répétitif	56
II – CONTRAINTES ORGANISATIONNELLES	
6 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins	68
7 • Changements de poste selon une rotation régulière	80
8 • Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration	92
9 • Atteindre des objectifs chiffrés précis	104
10 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue	112
11 • Suivre des procédures de qualité	124
12 • Conséquences d'une erreur dans le travail	133
13 • Attention et vigilance	145
14 • Recevoir des ordres contradictoires	157
15 • Charge de travail jugée excessive	169
III – CONSÉQUENCES DE L'INTENSITE ET DE LA COMPLEXITE DU TRAVAIL	
16 • Obligation de se dépêcher	175
17 • Travail sous pression	187
18 • Penser à trop de choses à la fois	193
19 • Penser à son travail en dehors	199
20 • Aller travailler en étant malade	205
IV – TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	
21 • Utilisation de l'informatique	211
22 • Disposer d'une boîte à lettres électronique	223
23 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet	232
24 • Durée d'utilisation des matériels informatiques	244
25 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement	256
26 • Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles	263

Introduction

Ce numéro de *Synthèse.Stat'* présente d'une part les exigences auxquelles les salariés sont soumis, les indicateurs d'intensité du travail, d'autre part l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Les résultats sont issus des enquêtes Conditions de travail. Conformément aux principes de cette enquête depuis sa création en 1978, c'est le point de vue et les connaissances du salarié sur son travail qui sont recueillis.

Les résultats sont systématiquement ventilés par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, secteur d'activité, type d'employeur (distinguant les trois versants de la fonction publique).

Afin de présenter des évolutions, lorsque le questionnaire est resté à l'identique, les résultats sont fournis pour les années 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013.

Cinq autres volumes sont ou seront publiés pour rendre compte des résultats de l'enquête Conditions de travail.

- [Contraintes physiques, prévention des risques et accidents du travail](#)
- [Organisation du temps de travail](#)
- Autonomie
- Rapports sociaux au travail
- Vécu du travail : reconnaissance, conflits de valeurs, insécurité et changements dans le travail

L'enquête Conditions de travail 2013

La sixième édition de l'enquête Conditions de travail, réalisée par la Dares, la Drees, la DGAFP et l'Insee, s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes. Elle a été réalisée en « face à face » auprès d'un échantillon d'environ 34 000 personnes. C'est la seule enquête sur les conditions de travail de cette ampleur et portant sur l'ensemble des actifs occupés. Cela permet des analyses fines par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité.

La reconduction de l'enquête, environ tous les 7 ans depuis 1978, permet de disposer de la profondeur temporelle nécessaire pour apprécier les évolutions récentes. En plus de l'actualisation des résultats des enquêtes précédentes, l'enquête de 2013 permet d'approfondir certains sujets et d'aborder des problématiques nouvelles et complémentaires à travers deux innovations :

- un auto-questionnaire, rempli par l'enquêté, permettant de mesurer l'exposition aux risques psychosociaux ;
- un questionnaire postal auprès des employeurs des salariés interrogés permettant d'analyser plus finement de nombreux thèmes comme l'organisation du travail ou les pratiques de prévention des risques.

La taille de l'échantillon a été augmentée par rapport à l'édition de 2005 (34 000 contre 18 000) du fait de deux ensembles d'ajouts.

➤ Les suppléments « fonction publique » et « secteur hospitalier »

Ces suppléments visent à mieux connaître les conditions de travail au sein du secteur public (fonctionnaires ou non, travaillant dans l'un des trois versants de la fonction publique -État, territoriale, hospitalière) et au sein du secteur hospitalier, en y comparant notamment le secteur public et le secteur privé, à but lucratif ou non.

Ce sont ainsi 6700 personnes supplémentaires qui ont été interrogées.

➤ Les suppléments Dom

Pour la première fois, l'enquête couvre quatre départements d'Outre-mer (Martinique, Guyane, Guadeloupe et Réunion). En partie grâce à des financements locaux, ce sont 4 800 questionnaires individuels qui ont été collectés.

L'enquête a été réalisée en deux volets.

Un premier volet auprès des personnes en emploi

Il a été collecté d'octobre 2012 à mars 2013. Presque 34 000 individus ont répondu. L'enquête a été réalisée au domicile des enquêtés par les enquêteurs de l'Insee munis d'un ordinateur. À la différence des précédentes, l'enquête de 2013 n'est pas complémentaire à l'enquête Emploi de l'Insee et le questionnement est autonome.

L'échantillon principal se compose de logements sélectionnés dans le recensement tandis que les échantillons supplémentaires sont constitués par des individus tirés dans des bases de sondage issues des fichiers de paie.

Le questionnaire est commun à l'ensemble des enquêtés (métropole et Dom, échantillon principal et échantillons complémentaires, salariés et non salariés, etc.).

Un second volet auprès des employeurs

Il a été collecté de novembre 2012 à août 2013.

Deux échantillons distincts d'établissements ont été concernés :

- les établissements employeurs des salariés interrogés dans le cadre du premier volet, sous réserve qu'ils emploient au moins 10 salariés ;
- 7 000 établissements employant au moins un salarié, tirés dans le répertoire SIRENE, représentatifs de l'ensemble de l'économie.

Trois questionnaires ont été élaborés selon le type d'établissement :

- un questionnaire « fonction publique » adressé aux établissements de l'État et des collectivités territoriales ;
- un questionnaire « secteur hospitalier », pour les hôpitaux et cliniques ;
- un questionnaire « secteur marchand et associatif » pour tous les autres établissements.

Pour retrouver les informations sur l'enquête

[Accueil](#) > [Études, recherches, statistiques de la Dares](#) > [Statistiques](#) >
[Conditions de travail et santé](#) > [Les enquêtes Conditions de travail \(CT\)](#) >
[L'enquête Conditions de travail 2013](#)

Les résultats présentés

1 • Organisation

Les tableaux présentés décrivent l'intensité du travail d'une part, le recours aux technologies de l'information et de la communication d'autre part.

Dans le questionnaire individuel auprès des actifs en emploi, ces thèmes correspondent à une partie du module **Organisation du travail** (pages 82 à 99) du questionnaire principal et pour les séries 15, 17, 18, 19 à une partie du questionnaire auto-administré (pages 109 à 123).

Les résultats sont présentés sous forme de 26 séries de 11 tableaux et un graphique.

Les tableaux présentent les résultats :

- 1) pour l'ensemble des salariés (et par sexe)
- 2) par catégorie socioprofessionnelle
- 3) par catégorie socioprofessionnelle pour les hommes
- 4) par catégorie socioprofessionnelle pour les femmes
- 5) par âge
- 6) par âge pour les hommes
- 7) par âge pour les femmes
- 8) par secteur d'activité
- 9) par type d'employeur
- 10) par type d'employeur pour les hommes
- 11) par type d'employeur pour les femmes

Le graphique porte sur l'ensemble des salariés et présente l'évolution quand il y a lieu.

Chaque fois que cela est possible, pour le graphique et les tableaux 1 à 7, les résultats sont donnés pour les éditions de l'enquête Conditions de travail de 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013.

Les tableaux 8 à 11 portent uniquement sur l'année 2013 :

- la nomenclature des activités françaises a connu une révision profonde en 2008 qui induit une rupture de série. Les résultats de 2013 sont présentés dans la nouvelle nomenclature, agrégée en 17 postes ;
- la classification des salariés selon le versant de la fonction publique a fait l'objet d'un effort particulier pour l'enquête Conditions de travail 2013 du fait des sur-échantillons (voir ci-dessus), mais il n'existe pas de variable comparable pour les éditions précédentes.

2 • Champ

Afin de favoriser la présentation des évolutions, le champ a été restreint aux **salariés de France métropolitaine**. Sur les 34 000 enquêtés de 2013, environ 26 000 sont dans ce champ (les autres étant des indépendants ou des actifs occupés dans les Dom).

Pour les éditions antérieures, le nombre de réponses pris en compte varient entre 17 000 et 19 000.

L'augmentation de l'effectif salarié enquêté en 2013 tient pour l'essentiel aux sur-échantillons dans la fonction publique et le secteur hospitalier.

3 • Pondération

Compte tenu des changements dans le protocole de l'enquête, la pondération de l'enquête de 2013 a fait l'objet d'une attention particulière.

En effet, les éditions antérieures de l'enquête étaient des modules complémentaires à l'enquête Emploi de l'Insee. La pondération était alors celle calculée pour l'enquête Emploi, ajustée pour tenir compte de la non-réponse supplémentaire (faible une fois l'enquête Emploi acceptée).

En 2013, il fallait tenir compte de la non-réponse « primaire », celles de ménages refusant ou évitant l'enquête. De plus, les sur-échantillons ciblaient des individus tirés dans des bases de sondage (issues des fichiers de paie) totalement différentes de celles de l'échantillon principal (constitué de logements sélectionnés dans le recensement).

L'objectif était de calculer une pondération unique qui puisse être utilisée pour étudier une sous-population (la fonction publique ou le secteur hospitalier) ou l'ensemble des enquêtés. À cette fin, après un partage des poids entre les différents échantillons, la pondération est issue de l'empilement de deux calages sur marges réalisés séparément, l'un sur le secteur privé et l'autre sur la fonction publique. Des vérifications ont été faites pour s'assurer que les résultats avec ou sans prise en compte des sur-échantillons ne diffèrent pas, ou très peu.

4 • Modalités de calcul et limites de significativité

Les effectifs sont calculés sur l'ensemble des enquêtés en appliquant la pondération décrite ci-dessus. Les proportions afférentes à une question sont pour leur part calculées sur les répondants à une question, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou répondu « ne sait pas ». Cette règle est reprise des publications sur les éditions antérieures et permet d'assurer la comparabilité. Elle a peu d'influence sur les résultats dans la mesure où la non-réponse partielle à une question donnée est de l'ordre de 1%.

Lorsque l'effectif de salariés dans une catégorie est inférieur à 100, les résultats ne sont pas présentés. Il s'agit d'une condition sur les dénominateurs (nombre de salariés dans une catégorie) qui se retrouve en grande partie à l'identique dans toutes les séries.

Pour les tableaux 4 (femmes par CSP) de chaque série, moins de 100 femmes ouvrières agricoles, et moins de 100 femmes contremaîtres ou agents de maîtrise ont été interrogées lors de chacune des éditions de l'enquête. Il y avait aussi moins de 100 femmes techniciennes interrogées en 1984, 1991 et 1998.

Pour les tableaux 7 (femmes par âge), moins de 100 femmes de moins de 20 ans ont été enquêtées en 1991, 1998, 2005 et 2013.

Pour les tableaux 8 (par secteur d'activité en 2013), le secteur « cokéfaction et raffinage » concerne moins de 100 personnes enquêtées.

Pour les séries 5, 7, 8, 9, 10, 20, 24, la seconde partie du tableau porte sur une population plus restreinte. Par exemple pour la série 24 il s'agit des salariés qui utilisent l'informatique. Or moins de 100 employés des services directs aux particuliers utilisant l'informatique ont été interrogés : les résultats ne sont pas présentés sur la ligne correspondante.

5 • Abréviations utilisées dans les tableaux

Catégories socioprofessionnelles	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	3. Cadres et professions intellectuelles supérieures
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	32. Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
41. P.I. enseignement, santé, public	41. Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
54. Employés adm. d'entreprise	54. Employés administratifs d'entreprise

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	
Fabrication aliments, boissons, tabac	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
Fabrication d'équipements et de machines	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
Commerce et réparation auto. moto.	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale

Type d'employeur	
Fonct. pub. de l'Etat	Fonction publique de l'État <i>Salarié de l'État (ministères, établissements publics administratifs (EPA) nationaux, établissements publics d'enseignement, ...)</i>
Fonct. pub. territoriale	Fonction publique territoriale <i>Salarié d'une collectivité territoriale (régions, départements, communes, OPHLM, établissements publics administratifs (EPA) des collectivités territoriales, ...)</i>
Fonct. pub. hospitalière	Fonction publique hospitalière <i>Salarié d'un hôpital public, salarié du secteur public social et médico-social (établissement d'hébergement pour personnes âgées, établissements sociaux ou médico-sociaux)</i>
Marchand ou associatif	Secteur marchand ou associatif <i>Salarié d'une entreprise, d'un artisan, d'une association, salarié d'un ou plusieurs particuliers</i>

Pour en savoir plus

- . [Les conditions de travail des salariés dans le secteur privé et la fonction publique](#), *Dares Analyses* n° 102, décembre 2014.
- . [Conditions de travail. Reprise de l'intensification du travail chez les salariés](#), *Dares Analyses* n° 049, juillet 2014.
- . [L'enquête Conditions de travail 2013](#)
- . [Conditions de travail des indépendants](#), *in* Emploi et revenus des indépendants, Insee Références - Édition 2015.
- . [Contraintes physiques, prévention des risques et accidents du travail](#), *Synthèse.Stat'* n° 10, Dares, mars 2015.
- . [L'organisation du temps de travail](#), *Synthèse.Stat'* n° 12, Dares, juin 2015.

I – LES RYTHMES DE TRAVAIL

1 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues

Tableau 1.1 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
Femmes	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3
Hommes	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,0 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

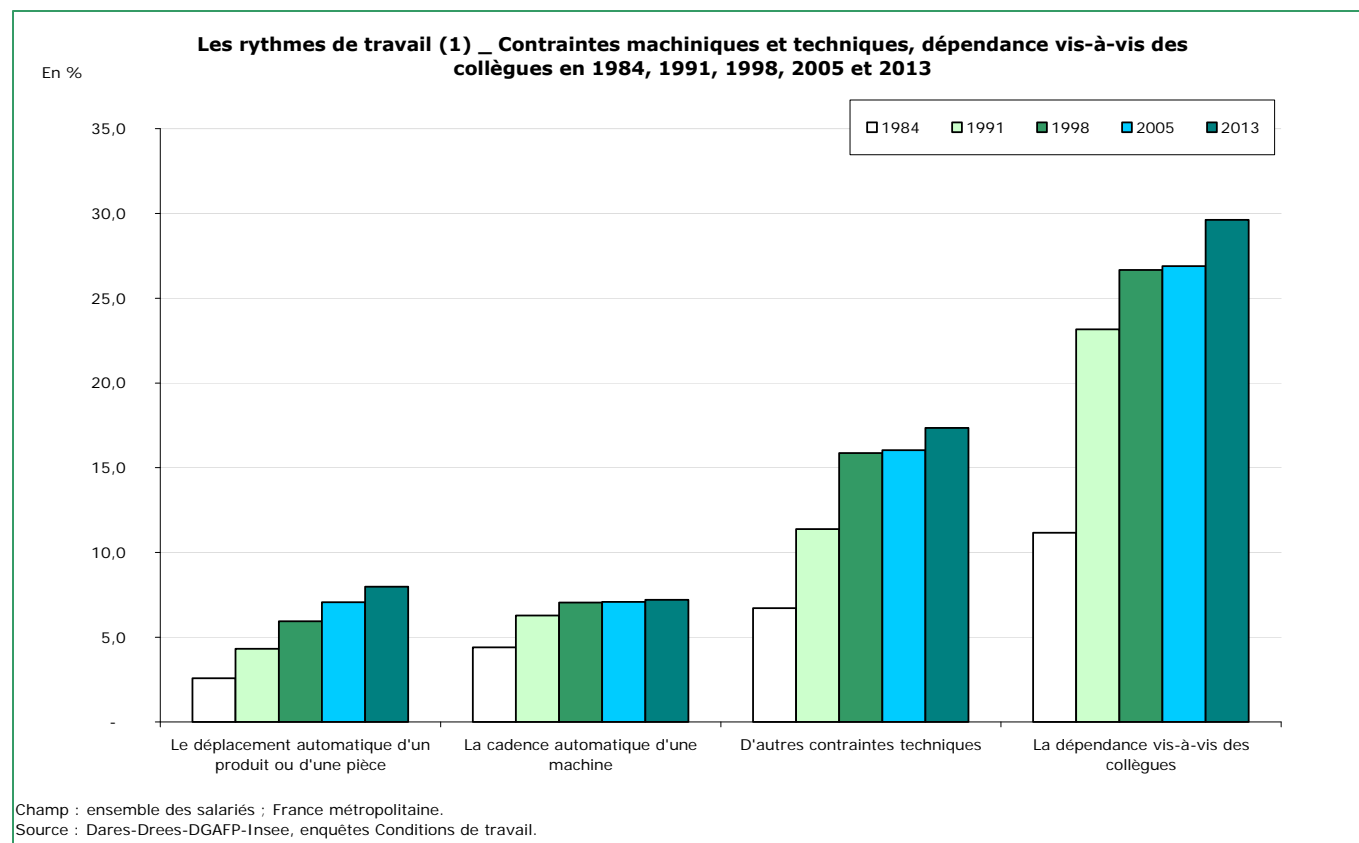


Tableau 1.2 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	0,2	0,2	3,3	7,9
	1991	2 121	0,4	0,5	8,4	19,3
	1998	2 582	0,4	0,6	9,9	22,0
	2005	3 327	1,1	0,8	12,6	23,4
	2013	4 417	0,9	0,8	10,2	26,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	0,3	0,3	2,5	7,2
	1991	880	0,4	0,5	7,8	17,7
	1998	1 104	0,5	0,8	7,9	20,6
	2005	1 341	0,6	0,8	9,7	19,6
	2013	1 664	0,7	0,8	10,6	24,8
36. Cadres d'entreprise	1984	986	0,1	0,1	3,9	8,5
	1991	1 231	0,5	0,5	8,8	20,3
	1998	1 464	0,3	0,5	11,5	23,2
	2005	1 958	1,4	0,8	14,6	26,0
	2013	2 564	1,1	0,7	10,2	27,8
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	0,8	1,0	6,9	9,4
	1991	4 379	1,1	1,9	12,5	22,6
	1998	4 517	2,8	3,0	17,4	25,6
	2005	5 778	4,2	3,3	19,1	28,6
	2013	5 887	4,7	3,6	18,1	30,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	0,1	0,3	2,7	7,2
	1991	1 855	0,4	1,0	7,3	21,4
	1998	1 897	0,7	1,0	8,5	20,8
	2005	2 337	1,7	1,3	12,0	25,0
	2013	2 326	2,1	2,0	12,5	28,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	0,3	0,4	1,9	8,0
	1991	1 137	0,3	0,6	6,3	19,4
	1998	1 196	1,4	1,3	11,2	20,7
	2005	1 771	2,7	1,7	15,8	26,5
	2013	1 835	3,8	1,1	11,2	25,1
47. Techniciens	1984	716	1,1	1,2	16,0	14,5
	1991	804	2,0	2,8	23,9	25,0
	1998	842	6,1	7,1	34,7	34,8
	2005	1 068	7,9	7,8	34,4	34,6
	2013	1 159	10,3	8,4	34,5	36,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	3,0	4,0	16,3	12,1
	1991	582	3,9	6,2	25,5	29,5
	1998	582	7,4	7,0	34,6	38,5
	2005	603	11,6	7,7	29,5	38,4
	2013	560	7,5	8,6	29,9	37,8

Tableau 1.2 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
5. Employés	1984	5 605	0,3	0,9	2,9	8,2
	1991	6 014	1,3	2,0	6,1	19,2
	1998	6 607	1,7	1,9	8,4	21,3
	2005	7 291	3,0	2,1	8,2	19,7
	2013	7 098	4,4	4,0	11,2	23,0
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	0,3	1,1	3,8	9,6
	1991	2 189	1,2	2,3	6,8	22,4
	1998	2 562	1,4	2,0	9,9	26,2
	2005	2 799	2,4	2,1	9,5	24,9
	2013	2 641	4,4	4,0	13,7	29,5
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	0,3	0,9	2,8	10,7
	1991	2 017	0,7	1,9	6,5	24,3
	1998	1 969	1,3	1,8	8,2	25,1
	2005	1 763	2,4	1,9	9,6	22,4
	2013	1 525	2,4	3,1	8,7	23,3
55. Employés de commerce	1984	643	0,4	0,7	1,8	3,1
	1991	783	3,9	3,4	5,1	9,3
	1998	785	5,4	3,1	10,6	14,5
	2005	1 042	7,5	4,1	8,4	18,4
	2013	1 075	9,0	7,6	15,2	22,2
56. Services directs aux particuliers	1984	880	0,3	0,5	1,6	3,0
	1991	1 025	0,6	0,4	4,4	9,7
	1998	1 291	0,6	0,9	4,3	9,7
	2005	1 686	1,7	1,1	4,5	9,2
	2013	1 853	3,2	2,7	7,3	14,0
6. Ouvriers	1984	6 187	6,5	11,0	11,0	16,0
	1991	6 287	10,7	15,4	16,7	28,6
	1998	5 812	15,7	18,9	25,8	35,7
	2005	5 847	18,5	20,6	24,6	36,1
	2013	5 456	21,7	20,3	30,4	40,5
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	4,4	7,9	12,3	14,4
	1991	4 010	7,8	12,3	18,4	27,9
	1998	3 913	13,5	16,4	27,1	35,1
	2005	3 815	15,4	17,1	26,4	36,2
	2013	3 584	22,0	18,6	32,3	42,6
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	10,4	16,5	9,3	19,6
	1991	2 047	16,8	21,8	13,7	31,2
	1998	1 655	21,9	25,6	22,9	39,1
	2005	1 810	25,4	27,7	21,4	37,3
	2013	1 616	22,4	23,7	27,7	37,8
69. Ouvriers agricoles	1984	232	2,4	3,2	6,9	3,3
	1991	230	6,4	13,1	12,7	18,7
	1998	244	8,6	15,3	25,0	20,4
	2005	222	14,9	22,1	21,2	24,6
	2013	252	13,6	23,1	20,5	26,6
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,0 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.3 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	0,1	0,1	3,7	8,1
	1991	1 498	0,5	0,7	9,4	19,1
	1998	1 719	0,3	0,8	12,5	22,5
	2005	2 115	1,4	1,1	14,8	24,7
	2013	2 656	0,9	0,7	10,8	27,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	0,3	-	2,8	8,0
	1991	508	0,4	0,7	8,6	18,5
	1998	597	0,5	1,3	10,9	23,0
	2005	700	0,6	1,3	10,7	19,8
	2013	824	0,8	0,5	11,1	27,0
36. Cadres d'entreprise	1984	849	0,1	0,1	4,2	8,3
	1991	989	0,6	0,7	9,9	19,5
	1998	1 119	0,2	0,5	13,5	22,3
	2005	1 406	1,8	1,0	16,7	27,1
	2013	1 714	1,0	0,7	10,9	28,7
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	1,0	1,6	10,5	10,5
	1991	2 480	1,8	2,3	17,2	23,7
	1998	2 440	4,2	4,5	24,9	29,3
	2005	3 043	6,4	5,0	26,2	32,5
	2013	2 830	7,5	5,6	24,7	33,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	-	0,8	4,0	8,9
	1991	641	0,9	0,5	9,0	23,2
	1998	557	1,1	1,1	10,3	22,0
	2005	730	2,7	1,7	15,2	28,6
	2013	613	3,0	2,6	17,1	28,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	0,4	0,7	2,9	7,3
	1991	595	0,6	0,6	8,6	17,2
	1998	600	2,0	2,0	14,2	20,1
	2005	840	3,4	1,9	21,0	29,0
	2013	748	6,1	1,6	11,9	27,4
47. Techniciens	1984	652	1,0	1,2	16,9	13,9
	1991	705	2,3	2,7	25,0	25,5
	1998	740	6,2	7,3	36,8	35,1
	2005	938	8,5	8,7	36,6	34,9
	2013	973	11,5	8,8	35,9	37,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	2,6	3,7	17,3	11,3
	1991	539	3,6	5,7	26,1	28,9
	1998	542	7,0	7,1	35,5	38,8
	2005	535	12,2	8,2	31,1	39,1
	2013	490	7,5	9,2	31,4	39,5

Tableau 1.3 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
5. Employés	1984	1 471	0,5	1,3	4,7	8,8
	1991	1 416	1,5	2,8	9,0	22,8
	1998	1 584	2,0	2,9	13,7	28,2
	2005	1 736	4,5	3,3	12,1	26,5
	2013	1 658	4,2	3,9	18,5	29,8
51. Employés de la fonction publique	1984	793	0,4	1,0	4,8	8,2
	1991	769	2,0	3,3	10,4	24,6
	1998	934	1,6	2,3	13,4	28,5
	2005	1 018	4,3	2,9	13,0	28,4
	2013	888	3,7	3,6	17,9	30,3
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	0,5	2,3	4,4	12,6
	1991	332	0,6	3,1	10,7	23,5
	1998	299	4,5	6,7	16,8	30,7
	2005	274	4,5	4,2	14,6	28,4
	2013	216	3,6	2,7	21,4	27,0
55. Employés de commerce	1984	117	0,7	0,8	5,3	5,2
	1991	171	1,5	1,3	4,4	12,5
	1998	182	0,7	0,7	15,2	21,8
	2005	261	4,0	2,3	9,4	16,9
	2013	264	6,4	5,9	17,7	24,8
56. Services directs aux particuliers	1984	144	0,5	0,5	4,0	4,8
	1991	144	1,3	1,3	3,1	23,7
	1998	168	1,0	1,8	8,3	29,3
	2005	183	6,3	5,3	7,9	27,1
	2013	290	4,2	3,8	18,6	35,0
6. Ouvriers	1984	5 032	5,4	9,2	12,1	14,7
	1991	5 011	8,5	13,0	18,0	27,9
	1998	4 739	13,7	17,0	27,1	35,8
	2005	4 820	16,8	18,6	26,5	36,2
	2013	4 351	20,5	18,4	32,5	42,1
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	4,0	7,5	12,9	14,6
	1991	3 611	7,2	11,3	18,9	27,5
	1998	3 486	12,3	15,3	27,4	34,5
	2005	3 409	14,4	15,9	27,4	36,0
	2013	3 127	20,3	16,5	33,3	43,1
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	9,0	14,0	11,0	16,7
	1991	1 215	13,2	18,6	16,1	30,6
	1998	1 065	19,5	23,2	26,1	42,8
	2005	1 255	23,5	25,3	24,7	38,6
	2013	1 032	22,8	23,6	31,8	42,1
69. Ouvriers agricoles	1984	202	1,1	2,6	6,4	2,9
	1991	185	4,2	10,3	14,2	18,4
	1998	187	5,4	11,5	27,2	20,2
	2005	156	13,1	22,5	21,4	20,7
	2013	187	10,3	21,3	21,2	25,5
Ensemble	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.4 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
			Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	0,2	0,5	2,1	7,2
	1991	623	0,2	0,1	5,8	19,5
	1998	863	0,4	0,3	4,6	21,1
	2005	1 211	0,4	0,3	8,8	21,1
	2013	1 761	1,0	0,8	9,2	23,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	0,4	0,7	2,2	5,9
	1991	371	0,3	0,2	6,8	16,5
	1998	507	0,5	0,3	4,3	17,7
	2005	642	0,6	0,2	8,6	19,3
	2013	839	0,6	1,0	10,2	22,7
36. Cadres d'entreprise	1984	137	-	-	2,2	9,9
	1991	242	-	-	4,6	23,6
	1998	345	0,4	0,4	5,3	26,3
	2005	552	0,2	0,3	9,2	23,3
	2013	850	1,3	0,7	8,7	25,9
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	0,4	0,3	1,9	7,9
	1991	1 898	0,3	1,4	6,4	21,3
	1998	2 077	1,1	1,2	8,7	21,4
	2005	2 735	1,7	1,4	11,3	24,3
	2013	3 057	2,2	1,8	12,1	26,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	0,2	0,1	2,1	6,3
	1991	1 214	0,2	1,2	6,3	20,5
	1998	1 340	0,5	1,0	7,7	20,3
	2005	1 606	1,2	1,2	10,6	23,4
	2013	1 713	1,7	1,7	10,9	29,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	0,2	-	0,6	8,9
	1991	542	-	0,6	3,8	21,8
	1998	596	0,8	0,7	8,1	21,2
	2005	931	2,1	1,6	11,0	24,2
	2013	1 087	2,2	0,8	10,8	23,4
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	3,2	1,4	18,4	32,1
	2013	186	3,8	6,7	27,6	29,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 1.4 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
5. Employées	1984	4 134	0,2	0,8	2,3	8,0
	1991	4 598	1,2	1,8	5,2	18,1
	1998	5 023	1,6	1,5	6,7	19,1
	2005	5 555	2,5	1,8	7,0	17,6
	2013	5 440	4,4	4,1	8,9	21,0
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	0,2	1,2	3,3	10,4
	1991	1 420	0,8	1,8	4,8	21,3
	1998	1 628	1,2	1,8	7,9	24,9
	2005	1 782	1,4	1,7	7,5	22,9
	2013	1 753	4,8	4,2	11,5	29,1
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	0,2	0,6	2,3	10,2
	1991	1 685	0,7	1,7	5,7	24,5
	1998	1 670	0,7	1,0	6,7	24,1
	2005	1 489	2,0	1,5	8,7	21,3
	2013	1 309	2,2	3,2	6,6	22,7
55. Employées de commerce	1984	526	0,4	0,7	1,0	2,7
	1991	612	4,6	4,0	5,3	8,5
	1998	603	6,8	3,9	9,2	12,3
	2005	781	8,6	4,7	8,1	18,9
	2013	811	9,8	8,2	14,4	21,4
56. Services directs aux particuliers	1984	736	0,3	0,4	1,2	2,6
	1991	881	0,5	0,3	4,6	7,4
	1998	1 122	0,5	0,8	3,7	6,8
	2005	1 503	1,2	0,6	4,1	7,0
	2013	1 563	3,0	2,4	5,2	10,1
6. Ouvrières	1984	1 155	11,7	18,5	6,2	21,2
	1991	1 276	19,3	24,8	11,4	31,4
	1998	1 073	24,7	27,7	20,0	34,9
	2005	1 027	26,5	30,1	15,9	35,7
	2013	1 105	26,5	27,7	22,4	34,0
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	8,3	12,6	5,8	12,8
	1991	399	13,7	21,1	14,4	31,7
	1998	427	23,2	24,8	24,3	40,2
	2005	406	23,4	27,4	17,9	37,7
	2013	456	33,1	32,7	25,5	39,3
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	12,9	21,1	6,2	24,8
	1991	832	22,1	26,5	10,3	32,0
	1998	589	26,3	29,8	17,1	32,5
	2005	555	29,6	33,2	13,9	34,4
	2013	584	21,8	23,8	20,4	30,3
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 5,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.5 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
Moins de 20 ans	1984	356	2,4	3,1	5,7	11,4
	1991	251	2,5	5,3	9,7	26,2
	1998	216	3,5	7,0	18,9	35,2
	2005	320	9,3	9,5	18,5	37,2
	2013	257	7,3	14,9	18,6	29,9
De 20 à 24 ans	1984	1 997	4,0	5,4	6,0	11,7
	1991	1 729	6,7	8,4	10,8	24,8
	1998	1 105	10,5	10,5	18,4	33,1
	2005	1 588	10,1	10,1	19,5	31,9
	2013	1 536	9,1	11,2	22,1	41,3
De 25 à 29 ans	1984	2 842	2,4	4,7	6,3	11,7
	1991	2 957	4,0	5,6	9,7	24,9
	1998	2 793	7,7	8,7	15,2	28,6
	2005	2 632	6,2	7,2	17,0	29,3
	2013	2 578	7,8	7,5	16,4	33,7
De 30 à 34 ans	1984	2 924	2,5	4,0	7,5	11,0
	1991	2 957	4,8	6,7	12,8	24,5
	1998	2 977	5,8	7,2	16,4	27,7
	2005	3 014	8,4	8,0	16,8	28,9
	2013	2 734	10,1	8,8	19,4	32,2
De 35 à 39 ans	1984	2 769	2,7	4,3	7,3	10,9
	1991	2 941	4,4	6,6	12,2	23,4
	1998	2 989	5,5	6,8	17,3	27,2
	2005	3 133	7,1	6,9	16,7	27,4
	2013	2 934	8,5	7,8	18,4	30,7
De 40 à 44 ans	1984	1 866	2,5	4,1	6,2	11,3
	1991	2 963	4,2	6,3	12,5	22,8
	1998	2 884	5,7	6,5	16,6	27,4
	2005	3 263	7,7	6,5	16,0	28,2
	2013	3 269	8,6	7,3	19,3	30,4
De 45 à 49 ans	1984	1 804	2,8	5,0	7,6	11,5
	1991	2 030	4,0	6,0	11,6	21,3
	1998	2 860	4,8	6,1	15,4	24,4
	2005	3 103	7,2	7,4	15,6	25,1
	2013	3 243	7,9	6,2	16,4	27,3
De 50 à 54 ans	1984	1 682	2,0	4,2	6,5	11,8
	1991	1 485	3,9	6,1	10,4	22,6
	1998	2 324	5,4	6,4	14,2	23,6
	2005	2 884	5,6	6,2	15,2	23,9
	2013	3 026	6,5	5,6	16,2	26,9
55 ans et plus	1984	1 361	1,4	3,5	5,7	8,8
	1991	1 488	2,4	4,2	9,6	18,4
	1998	1 369	4,1	5,3	12,9	21,1
	2005	2 313	4,6	5,1	11,9	20,5
	2013	3 283	6,2	4,9	13,2	21,9
Ensemble	1984	17 602	2,6	4,4	6,7	11,2
	1991	18 801	4,3	6,3	11,4	23,2
	1998	19 517	5,9	7,0	15,9	26,7
	2005	22 251	7,1	7,1	16,0	26,9
	2013	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,0 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.6 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
Moins de 20 ans	1984	224	1,7	3,6	8,3	12,6
	1991	166	1,7	7,4	10,3	29,6
	1998	174	3,7	8,4	21,5	38,2
	2005	223	9,2	11,4	24,1	40,0
	2013	168	7,4	16,4	23,9	30,3
De 20 à 24 ans	1984	1 009	4,8	6,3	8,8	11,6
	1991	865	7,8	10,5	15,4	27,3
	1998	539	12,5	14,6	26,2	40,7
	2005	873	12,5	13,7	25,6	36,1
	2013	864	11,4	13,2	28,9	49,8
De 25 à 29 ans	1984	1 606	2,4	6,2	9,2	11,8
	1991	1 586	4,6	6,4	12,5	25,2
	1998	1 516	10,4	12,1	21,3	33,5
	2005	1 427	9,0	10,7	24,0	34,4
	2013	1 271	9,9	9,0	21,9	40,3
De 30 à 34 ans	1984	1 681	2,6	4,7	10,1	11,9
	1991	1 661	4,9	7,7	17,2	25,9
	1998	1 658	7,4	9,6	22,9	31,9
	2005	1 666	11,2	10,5	22,2	33,7
	2013	1 378	13,6	12,1	28,2	37,0
De 35 à 39 ans	1984	1 647	3,3	4,9	10,7	12,0
	1991	1 625	4,9	7,3	16,4	24,9
	1998	1 625	7,2	9,4	24,1	30,8
	2005	1 658	8,9	9,2	22,8	31,9
	2013	1 553	11,8	10,4	25,0	35,8
De 40 à 44 ans	1984	1 138	3,2	4,7	8,9	12,9
	1991	1 652	4,6	7,3	17,3	23,8
	1998	1 518	6,9	8,1	22,9	30,5
	2005	1 703	10,1	8,6	23,0	32,9
	2013	1 698	12,1	10,1	26,7	36,7
De 45 à 49 ans	1984	1 092	3,3	5,8	10,8	13,0
	1991	1 162	5,2	7,7	15,7	24,6
	1998	1 470	6,1	7,6	22,6	29,4
	2005	1 597	9,5	9,9	22,2	30,5
	2013	1 534	10,1	8,3	22,5	31,2
De 50 à 54 ans	1984	1 016	2,4	4,5	9,1	12,3
	1991	869	4,0	6,9	13,3	25,0
	1998	1 237	6,7	8,1	19,6	27,9
	2005	1 427	8,0	8,3	21,5	28,3
	2013	1 458	7,8	5,5	19,6	31,1
55 ans et plus	1984	780	1,9	3,4	8,1	10,4
	1991	819	3,0	4,7	13,6	22,0
	1998	745	5,1	6,9	17,7	24,2
	2005	1 146	6,9	7,2	15,5	24,4
	2013	1 572	8,1	5,7	17,4	25,2
Ensemble	1984	10 194	3,0	5,1	9,6	12,0
	1991	10 406	4,8	7,3	15,4	25,0
	1998	10 481	7,5	9,3	22,2	31,0
	2005	11 720	9,5	9,6	22,2	31,7
	2013	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.7 • Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*				
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues	
Moins de 20 ans	1984	131	3,6	2,2	1,4	9,2
	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	3,3	4,4	3,2	11,8
	1991	864	5,5	6,4	6,3	22,2
	1998	566	8,5	6,6	11,1	25,9
	2005	715	7,1	5,6	12,1	26,8
	2013	672	6,2	8,6	13,5	30,3
De 25 à 29 ans	1984	1 237	2,2	2,9	2,6	11,5
	1991	1 371	3,2	4,7	6,4	24,4
	1998	1 278	4,4	4,7	8,0	22,7
	2005	1 204	2,9	3,1	8,6	23,2
	2013	1 306	5,8	6,2	11,0	27,3
De 30 à 34 ans	1984	1 243	2,4	3,1	3,9	9,7
	1991	1 296	4,6	5,4	7,0	22,7
	1998	1 319	3,8	4,3	8,2	22,4
	2005	1 348	5,0	5,0	10,1	23,0
	2013	1 356	6,5	5,5	10,5	27,3
De 35 à 39 ans	1984	1 122	1,9	3,3	2,3	9,3
	1991	1 317	3,8	5,8	6,9	21,5
	1998	1 364	3,5	3,7	9,1	22,9
	2005	1 475	5,1	4,5	9,9	22,2
	2013	1 381	4,8	5,0	11,1	24,9
De 40 à 44 ans	1984	728	1,3	3,1	2,0	8,8
	1991	1 311	3,8	5,2	6,6	21,5
	1998	1 366	4,4	4,7	9,6	24,0
	2005	1 560	5,1	4,3	8,3	23,1
	2013	1 571	4,8	4,3	11,3	23,6
De 45 à 49 ans	1984	712	2,0	3,8	2,8	9,2
	1991	868	2,5	3,7	6,0	16,8
	1998	1 390	3,4	4,5	7,7	19,1
	2005	1 506	4,8	4,7	8,6	19,3
	2013	1 709	6,0	4,3	10,9	23,8
De 50 à 54 ans	1984	666	1,3	3,7	2,5	11,0
	1991	616	3,7	5,1	6,4	19,2
	1998	1 088	3,9	4,4	8,0	18,7
	2005	1 457	3,2	4,2	9,1	19,5
	2013	1 568	5,3	5,8	12,9	23,0
55 ans et plus	1984	581	0,7	3,6	2,6	6,7
	1991	668	1,6	3,5	4,8	13,9
	1998	624	2,8	3,5	7,3	17,5
	2005	1 168	2,4	3,0	8,4	16,7
	2013	1 711	4,5	4,2	9,4	18,8
Ensemble	1984	7 408	2,1	3,4	2,8	10,0
	1991	8 396	3,7	5,0	6,4	21,0
	1998	9 036	4,1	4,4	8,5	21,7
	2005	10 530	4,4	4,3	9,2	21,5
	2013	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 5,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.8 • **Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Agriculture, sylviculture et pêche	249	11,3	21,6	18,7	23,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	32,3	35,0	30,4	44,1
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	12,2	12,0	27,0	40,0
Fabrication de matériels de transport	442	26,3	22,3	35,2	47,4
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	22,1	23,1	28,5	39,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	9,5	8,8	27,1	33,3
Construction	1 478	12,2	9,2	29,3	41,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	9,7	6,1	14,6	23,0
Transports et entreposage	1 322	9,9	6,3	25,2	33,2
Hébergement et restauration	814	6,8	7,1	15,2	39,8
Information et communication	677	1,6	2,6	17,6	33,0
Activités financières et d'assurance	823	1,5	3,0	9,1	26,4
Activités immobilières	255	0,9	0,7	7,4	20,5
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	4,4	4,2	14,9	27,6
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	2,9	2,8	13,1	27,4
Autres activités de services	1 612	3,6	1,7	6,9	12,4
Non renseigné	111	8,6	5,1	10,7	23,0
Ensemble	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,0 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.9 • **Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	2 316	2,1	1,7	11,8	26,2
Fonct. pub. territoriale	1 755	3,4	4,0	13,3	25,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	5,0	3,8	17,8	42,3
Marchand ou associatif	17 689	9,4	8,5	18,5	29,7
Ensemble	22 859	8,0	7,2	17,4	29,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,0 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.10 • **Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	1 019	2,1	1,9	14,3	29,9
Fonct. pub. territoriale	716	4,5	5,4	21,5	30,5
Fonct. pub. hospitalière	271	8,6	6,3	23,7	43,1
Marchand ou associatif	9 490	11,9	10,3	24,7	35,5
Ensemble	11 495	10,5	9,2	23,5	34,9

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.11 • **Les rythmes de travail (1) - Contraintes mécaniques et techniques, dépendance vis-à-vis des collègues en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*			
		Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce	La cadence automatique d'une machine	D'autres contraintes techniques	La dépendance vis-à-vis des collègues
Fonct. pub. de l'État	1 297	2,1	1,6	9,9	23,3
Fonct. pub. territoriale	1 038	2,7	3,1	7,6	22,0
Fonct. pub. hospitalière	829	3,9	3,0	15,9	42,0
Marchand ou associatif	8 200	6,5	6,3	11,3	22,9
Ensemble	11 364	5,4	5,3	11,1	24,3

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 5,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

2 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure

Tableau 2.1 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Femmes	1984	7 408	4,6	10,2	32,2	8,6
	1991	8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
	1998	9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
	2005	10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
	2013	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2
Hommes	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 27,3 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

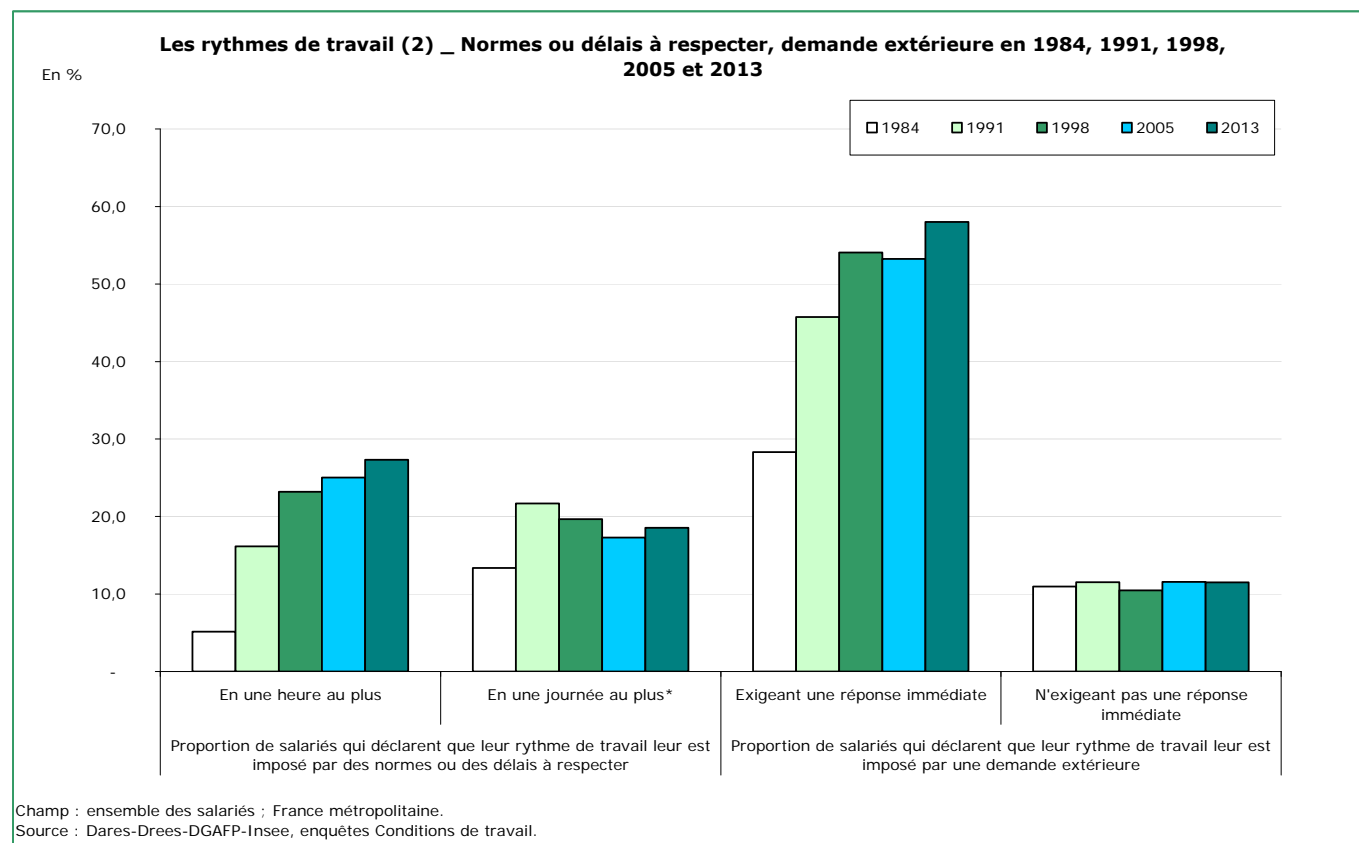


Tableau 2.2 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	2,1	6,0	35,0	16,1
	1991	2 121	9,6	13,2	52,6	15,1
	1998	2 582	15,5	17,3	59,3	14,5
	2005	3 327	16,8	17,4	56,5	15,3
	2013	4 417	19,9	19,8	61,6	18,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	1,1	4,6	30,2	9,0
	1991	880	10,0	9,0	44,5	13,1
	1998	1 104	13,4	11,4	51,4	13,1
	2005	1 341	14,1	10,6	49,5	14,4
	2013	1 664	21,3	15,1	54,4	17,3
36. Cadres d'entreprise	1984	986	2,9	7,2	38,0	21,6
	1991	1 231	9,4	16,2	58,4	16,6
	1998	1 464	17,2	21,9	65,2	15,3
	2005	1 958	18,6	22,2	61,5	16,0
	2013	2 564	19,1	23,1	65,8	18,4
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	3,2	10,3	31,6	12,5
	1991	4 379	13,7	18,4	54,7	12,3
	1998	4 517	21,6	17,0	62,4	9,6
	2005	5 778	23,6	16,8	61,7	12,5
	2013	5 887	26,0	17,6	65,9	11,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	2,0	4,6	29,4	5,5
	1991	1 855	9,3	11,0	50,6	7,8
	1998	1 897	14,6	8,6	56,8	8,2
	2005	2 337	15,4	10,7	57,9	10,9
	2013	2 326	19,9	12,7	60,7	11,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	1,1	8,2	43,2	19,8
	1991	1 137	12,6	17,3	68,4	13,6
	1998	1 196	20,0	20,1	74,4	8,3
	2005	1 771	21,1	18,4	68,3	12,3
	2013	1 835	24,3	16,4	76,3	9,5
47. Techniciens	1984	716	5,7	16,1	24,3	17,9
	1991	804	15,9	26,3	48,1	19,6
	1998	842	28,7	24,3	59,3	13,4
	2005	1 068	35,0	24,0	59,2	14,3
	2013	1 159	34,2	24,7	60,1	15,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	7,5	23,7	28,8	15,2
	1991	582	26,5	32,9	49,7	13,8
	1998	582	37,2	27,4	60,5	11,7
	2005	603	42,5	23,2	61,7	15,9
	2013	560	40,4	26,5	65,4	9,1

Tableau 2.2 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employés	1984	5 605	2,8	8,9	39,3	8,7
	1991	6 014	12,9	15,9	57,8	7,8
	1998	6 607	16,9	15,0	59,9	7,2
	2005	7 291	18,4	13,1	57,5	7,7
	2013	7 098	23,4	14,0	61,5	7,6
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	3,3	10,8	29,5	6,8
	1991	2 189	13,2	16,6	49,2	7,5
	1998	2 562	18,0	15,7	54,2	7,1
	2005	2 799	18,8	13,8	51,1	6,9
	2013	2 641	23,5	15,4	55,3	7,4
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	2,4	10,3	38,9	14,2
	1991	2 017	13,7	20,8	61,0	11,9
	1998	1 969	17,7	20,3	66,3	9,8
	2005	1 763	18,1	20,0	64,9	12,9
	2013	1 525	21,3	20,9	72,7	8,7
55. Employés de commerce	1984	643	1,1	3,7	79,5	4,7
	1991	783	8,1	8,7	88,4	2,5
	1998	785	17,3	7,9	85,6	3,1
	2005	1 042	18,7	10,0	80,8	3,4
	2013	1 075	26,9	13,6	79,1	7,2
56. Services directs aux particuliers	1984	880	3,6	5,0	33,8	3,7
	1991	1 025	14,6	10,5	46,5	4,5
	1998	1 291	13,3	9,5	45,9	5,9
	2005	1 686	17,8	6,7	45,9	6,3
	2013	1 853	23,1	6,5	50,9	7,3
6. Ouvriers	1984	6 187	9,4	21,5	14,3	10,6
	1991	6 287	23,2	32,4	25,7	13,3
	1998	5 812	35,1	28,1	38,6	13,1
	2005	5 847	39,4	22,9	37,8	13,2
	2013	5 456	39,7	24,4	41,9	11,3
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	8,6	22,0	18,9	11,9
	1991	4 010	23,8	32,4	30,5	14,6
	1998	3 913	37,1	28,7	43,2	14,5
	2005	3 815	40,5	23,3	43,1	13,8
	2013	3 584	41,7	24,5	47,0	11,9
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	11,4	20,7	8,6	9,4
	1991	2 047	23,2	32,7	17,7	11,5
	1998	1 655	33,3	27,1	30,3	10,5
	2005	1 810	39,2	22,2	29,1	12,3
	2013	1 616	38,5	25,6	34,2	10,1
69. Ouvriers agricoles	1984	232	2,1	21,1	1,4	2,1
	1991	230	12,0	27,8	13,9	6,1
	1998	244	13,8	24,8	20,6	6,5
	2005	222	22,2	20,6	18,1	12,2
	2013	252	20,2	15,1	18,1	10,5
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 27,3 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.3 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	2,3	6,4	35,4	17,8
	1991	1 498	9,5	12,9	53,6	16,1
	1998	1 719	15,5	18,1	59,3	15,5
	2005	2 115	19,0	18,6	58,2	15,7
	2013	2 656	18,1	21,3	62,1	17,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	0,9	4,9	30,8	10,0
	1991	508	8,9	9,3	44,9	13,7
	1998	597	13,1	12,2	49,2	15,0
	2005	700	15,8	10,7	46,7	13,9
	2013	824	20,9	18,7	52,3	17,4
36. Cadres d'entreprise	1984	849	3,0	7,2	37,5	22,2
	1991	989	9,7	14,7	58,1	17,4
	1998	1 119	16,8	21,2	64,7	15,7
	2005	1 406	20,5	22,6	64,0	16,7
	2013	1 714	16,8	22,7	66,0	18,3
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	3,9	14,0	31,1	15,0
	1991	2 480	16,0	21,4	53,6	13,9
	1998	2 440	25,7	20,7	63,4	10,8
	2005	3 043	28,9	19,2	62,9	12,7
	2013	2 830	29,3	20,8	64,9	12,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	1,9	6,8	27,2	6,4
	1991	641	10,0	12,2	46,7	8,3
	1998	557	16,0	8,7	54,2	10,5
	2005	730	15,5	12,7	56,9	10,8
	2013	613	19,5	12,0	54,5	12,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	0,9	9,2	45,4	21,2
	1991	595	12,7	15,6	68,6	14,5
	1998	600	19,2	21,7	77,3	7,7
	2005	840	24,4	17,4	71,9	11,5
	2013	748	23,3	17,0	79,0	9,5
47. Techniciens	1984	652	5,3	16,6	25,7	17,8
	1991	705	16,0	25,8	50,2	18,4
	1998	740	29,6	23,8	61,1	12,8
	2005	938	35,9	22,9	60,7	13,0
	2013	973	34,1	26,0	60,0	15,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	7,3	23,4	28,0	15,3
	1991	539	26,9	32,8	49,6	13,8
	1998	542	37,4	27,5	60,5	12,0
	2005	535	42,1	24,5	61,0	16,7
	2013	490	41,1	26,8	66,1	9,3

Tableau 2.3 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employés	1984	1 471	3,3	8,8	40,4	7,9
	1991	1 416	12,0	16,9	59,0	7,9
	1998	1 584	20,8	14,0	63,0	7,5
	2005	1 736	19,5	13,9	56,2	7,0
	2013	1 658	28,4	12,1	63,8	8,0
51. Employés de la fonction publique	1984	793	3,6	9,9	30,6	5,9
	1991	769	11,3	16,0	49,6	7,7
	1998	934	18,5	14,2	56,1	7,6
	2005	1 018	17,5	12,3	48,9	7,2
	2013	888	22,4	11,5	58,8	7,4
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	3,1	9,6	43,1	11,5
	1991	332	11,5	22,4	58,1	12,3
	1998	299	24,4	18,9	61,6	10,7
	2005	274	25,7	21,1	60,2	10,8
	2013	216	31,3	18,9	70,0	5,9
55. Employés de commerce	1984	117	1,7	5,5	65,7	11,8
	1991	171	11,1	13,7	90,7	3,6
	1998	182	16,7	11,3	89,9	3,3
	2005	261	14,5	14,0	79,7	5,4
	2013	264	35,2	15,6	73,4	12,3
56. Services directs aux particuliers	1984	144	3,6	2,7	65,5	5,0
	1991	144	18,1	12,4	73,5	4,1
	1998	168	31,7	7,1	74,5	6,2
	2005	183	28,3	11,2	57,1	2,8
	2013	290	38,4	5,6	65,6	7,6
6. Ouvriers	1984	5 032	7,9	20,9	16,0	11,6
	1991	5 011	21,7	32,4	27,3	14,1
	1998	4 739	33,6	28,9	39,7	13,9
	2005	4 820	38,1	23,2	39,3	13,8
	2013	4 351	38,7	25,1	44,4	12,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	8,0	21,8	19,3	12,1
	1991	3 611	22,8	32,3	30,6	15,0
	1998	3 486	35,8	29,3	43,5	14,8
	2005	3 409	39,5	23,4	43,2	13,9
	2013	3 127	40,5	24,9	48,0	12,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	8,4	19,0	10,5	11,8
	1991	1 215	19,7	33,6	19,8	12,9
	1998	1 065	30,6	28,1	31,3	12,0
	2005	1 255	36,1	23,6	31,3	13,9
	2013	1 032	37,2	27,2	38,8	11,1
69. Ouvriers agricoles	1984	202	2,0	20,7	1,3	2,0
	1991	185	11,1	27,8	12,5	4,8
	1998	187	9,9	24,9	18,1	7,4
	2005	156	22,4	16,1	17,9	11,5
	2013	187	17,1	17,5	16,5	11,3
Ensemble	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 30,2 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.4 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	1,6	5,0	34,1	10,9
	1991	623	9,9	13,9	50,3	12,7
	1998	863	15,5	15,9	59,3	12,4
	2005	1 211	13,0	15,2	53,5	14,7
	2013	1 761	22,5	17,6	61,0	18,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	1,4	4,1	29,2	7,5
	1991	371	11,5	8,6	44,1	12,3
	1998	507	13,8	10,4	53,9	10,8
	2005	642	12,4	10,6	52,6	15,0
	2013	839	21,8	11,5	56,5	17,1
36. Cadres d'entreprise	1984	137	2,0	7,6	40,7	18,1
	1991	242	7,8	22,3	59,8	13,4
	1998	345	18,4	23,8	67,0	14,0
	2005	552	13,9	21,1	55,1	14,2
	2013	850	23,6	24,0	65,3	18,5
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	2,3	5,2	32,4	8,9
	1991	1 898	10,7	14,5	56,1	10,3
	1998	2 077	16,8	12,7	61,2	8,3
	2005	2 735	17,7	14,1	60,4	12,3
	2013	3 057	23,0	14,6	66,8	11,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	2,0	3,4	30,6	5,0
	1991	1 214	9,0	10,4	52,7	7,6
	1998	1 340	14,0	8,6	57,8	7,2
	2005	1 606	15,4	9,8	58,4	11,0
	2013	1 713	20,0	13,0	62,9	11,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	1,3	6,9	40,4	17,9
	1991	542	12,6	19,2	68,1	12,7
	1998	596	20,7	18,5	71,6	9,0
	2005	931	18,2	19,3	65,0	13,1
	2013	1 087	24,9	16,1	74,4	9,5
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	28,2	31,8	48,5	23,7
	2013	186	35,2	17,5	60,7	18,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 2.4 • Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure		
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate	
5. Employées	1984	4 134	2,6	8,9	38,9	9,0
	1991	4 598	13,2	15,6	57,5	7,8
	1998	5 023	15,7	15,3	58,9	7,1
	2005	5 555	18,0	12,9	57,8	8,0
	2013	5 440	21,9	14,6	60,8	7,5
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	3,1	11,4	28,8	7,3
	1991	1 420	14,3	16,9	49,0	7,4
	1998	1 628	17,7	16,6	53,1	6,8
	2005	1 782	19,6	14,7	52,3	6,8
	2013	1 753	24,1	17,3	53,5	7,5
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	2,2	10,4	37,8	14,9
	1991	1 685	14,1	20,5	61,6	11,9
	1998	1 670	16,5	20,6	67,1	9,7
	2005	1 489	16,7	19,8	65,7	13,3
	2013	1 309	19,6	21,3	73,1	9,2
55. Employées de commerce	1984	526	1,0	3,3	82,5	3,1
	1991	612	7,3	7,3	87,7	2,2
	1998	603	17,6	6,8	84,3	3,0
	2005	781	20,1	8,6	81,2	2,7
	2013	811	24,2	13,0	81,0	5,6
56. Services directs aux particuliers	1984	736	3,6	5,4	27,6	3,4
	1991	881	14,0	10,1	42,1	4,5
	1998	1 122	10,6	9,9	41,6	5,9
	2005	1 503	16,5	6,1	44,5	6,7
	2013	1 563	20,2	6,7	48,2	7,2
6. Ouvrières	1984	1 155	16,1	23,8	7,2	6,2
	1991	1 276	29,0	32,1	19,5	10,1
	1998	1 073	41,3	24,5	33,3	9,4
	2005	1 027	45,6	21,2	31,0	10,4
	2013	1 105	43,9	21,8	31,8	8,5
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	15,0	23,6	13,9	9,7
	1991	399	32,0	33,9	29,5	11,4
	1998	427	47,8	23,5	40,6	12,3
	2005	406	48,7	22,4	42,3	12,4
	2013	456	49,8	22,4	40,4	8,5
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	17,0	23,9	5,0	5,1
	1991	832	28,3	31,4	14,7	9,5
	1998	589	38,1	25,2	28,4	7,8
	2005	555	46,1	19,0	24,2	8,6
	2013	584	40,8	22,8	26,0	8,4
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1984	7 408	4,6	10,2	32,2	8,6
	1991	8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
	1998	9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
	2005	10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
	2013	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 24,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.5 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Moins de 20 ans	1984	356	5,9	12,7	30,6	11,4
	1991	251	20,9	22,6	45,1	7,8
	1998	216	30,5	17,2	48,2	12,7
	2005	320	23,7	21,4	45,9	14,9
	2013	257	35,9	18,0	53,3	10,6
De 20 à 24 ans	1984	1 997	5,4	12,3	29,2	11,7
	1991	1 729	19,2	22,8	46,6	11,3
	1998	1 105	28,7	19,9	56,1	9,5
	2005	1 588	28,7	18,9	55,8	9,8
	2013	1 536	34,1	20,7	55,2	13,9
De 25 à 29 ans	1984	2 842	5,1	14,0	31,3	10,9
	1991	2 957	17,5	22,0	49,8	13,0
	1998	2 793	26,3	19,4	58,9	9,6
	2005	2 632	27,9	18,2	58,8	10,3
	2013	2 578	28,5	16,4	64,5	10,9
De 30 à 34 ans	1984	2 924	5,4	14,2	30,1	10,4
	1991	2 957	16,4	22,6	48,5	12,1
	1998	2 977	25,3	19,7	58,3	10,1
	2005	3 014	26,9	15,7	54,1	12,8
	2013	2 734	31,0	18,6	65,0	11,3
De 35 à 39 ans	1984	2 769	5,7	12,9	28,8	12,0
	1991	2 941	15,5	21,5	48,0	11,1
	1998	2 989	22,6	21,3	54,3	11,0
	2005	3 133	26,4	16,9	53,7	13,0
	2013	2 934	27,9	18,9	60,1	11,6
De 40 à 44 ans	1984	1 866	5,3	13,2	27,4	11,5
	1991	2 963	15,3	21,6	45,1	11,9
	1998	2 884	23,2	20,2	53,1	10,5
	2005	3 263	25,1	18,8	54,5	11,6
	2013	3 269	27,3	18,7	61,0	9,9
De 45 à 49 ans	1984	1 804	5,2	14,4	27,0	9,0
	1991	2 030	15,6	21,5	43,8	10,2
	1998	2 860	20,4	19,3	52,6	9,9
	2005	3 103	23,7	18,2	52,3	11,7
	2013	3 243	25,6	19,4	54,4	12,5
De 50 à 54 ans	1984	1 682	4,8	13,0	22,8	11,0
	1991	1 485	15,3	21,0	38,5	11,3
	1998	2 324	19,6	19,7	49,8	11,7
	2005	2 884	23,3	16,7	50,0	11,1
	2013	3 026	26,2	20,5	53,4	11,9
55 ans et plus	1984	1 361	3,3	12,3	25,2	10,8
	1991	1 488	13,3	19,1	38,2	10,5
	1998	1 369	20,1	16,4	46,0	11,6
	2005	2 313	19,0	14,6	48,0	10,6
	2013	3 283	21,8	16,0	51,7	11,3
Ensemble	1984	17 602	5,2	13,4	28,3	11,0
	1991	18 801	16,2	21,7	45,8	11,5
	1998	19 517	23,2	19,7	54,0	10,5
	2005	22 251	25,0	17,3	53,2	11,6
	2013	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 27,3 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.6 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Moins de 20 ans	1984	224	6,0	14,6	21,5	14,1
	1991	166	25,6	27,1	31,7	10,0
	1998	174	33,0	19,0	40,2	15,3
	2005	223	23,9	25,2	36,9	18,6
	2013	168	37,1	20,9	48,1	7,5
De 20 à 24 ans	1984	1 009	6,3	15,0	23,7	14,0
	1991	865	20,5	28,9	37,7	14,6
	1998	539	33,6	24,8	50,4	11,8
	2005	873	30,3	23,0	50,1	10,8
	2013	864	38,7	24,8	50,9	15,9
De 25 à 29 ans	1984	1 606	5,6	16,4	27,8	12,4
	1991	1 586	20,4	24,9	44,4	15,5
	1998	1 516	31,1	22,0	55,3	11,3
	2005	1 427	33,2	20,7	54,8	11,4
	2013	1 271	30,5	19,1	61,4	11,8
De 30 à 34 ans	1984	1 681	5,8	16,2	28,9	11,5
	1991	1 661	15,6	27,1	45,2	13,9
	1998	1 658	27,9	23,5	55,8	12,3
	2005	1 666	31,3	17,0	50,2	14,7
	2013	1 378	35,9	21,1	62,4	12,5
De 35 à 39 ans	1984	1 647	6,4	15,6	27,1	12,9
	1991	1 625	16,1	24,4	43,7	12,2
	1998	1 625	26,3	25,2	52,8	13,7
	2005	1 658	31,3	20,5	52,5	14,3
	2013	1 553	31,6	20,5	58,3	13,7
De 40 à 44 ans	1984	1 138	6,0	15,7	24,7	12,9
	1991	1 652	17,0	23,2	41,4	13,2
	1998	1 518	26,9	23,3	51,8	12,9
	2005	1 703	31,9	20,5	54,1	12,4
	2013	1 698	31,1	21,5	62,9	9,2
De 45 à 49 ans	1984	1 092	5,1	16,8	24,9	11,7
	1991	1 162	17,7	24,1	42,1	11,9
	1998	1 470	24,2	22,5	51,7	11,5
	2005	1 597	27,1	21,9	51,9	12,2
	2013	1 534	28,1	22,7	52,4	14,2
De 50 à 54 ans	1984	1 016	5,0	15,0	20,4	13,6
	1991	869	14,9	24,7	35,4	15,0
	1998	1 237	22,0	23,1	48,3	13,0
	2005	1 427	27,1	19,9	48,9	12,5
	2013	1 458	27,1	22,3	52,0	13,5
55 ans et plus	1984	780	3,0	13,8	22,4	13,2
	1991	819	13,8	20,8	37,7	11,9
	1998	745	24,2	18,2	45,8	12,7
	2005	1 146	23,0	15,9	48,7	12,5
	2013	1 572	21,8	19,8	49,9	13,5
Ensemble	1984	10 194	5,6	15,7	25,5	12,7
	1991	10 406	17,2	24,9	41,7	13,5
	1998	10 481	26,9	23,0	52,0	12,5
	2005	11 720	29,5	20,0	51,3	12,9
	2013	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 30,2 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.7 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
			En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Moins de 20 ans	1984	131	5,8	9,4	46,1	6,8
	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	4,4	9,6	34,8	9,4
	1991	864	17,8	16,6	55,4	7,9
	1998	566	24,0	15,2	61,5	7,3
	2005	715	26,7	13,9	62,7	8,5
	2013	672	28,2	15,5	60,6	11,3
De 25 à 29 ans	1984	1 237	4,5	10,8	35,7	9,1
	1991	1 371	14,1	18,7	56,0	10,0
	1998	1 278	20,7	16,3	63,2	7,5
	2005	1 204	21,7	15,2	63,6	9,1
	2013	1 306	26,6	13,8	67,5	9,9
De 30 à 34 ans	1984	1 243	4,9	11,4	31,8	9,0
	1991	1 296	17,5	16,7	52,8	9,6
	1998	1 319	21,9	15,0	61,3	7,3
	2005	1 348	21,5	14,0	58,9	10,4
	2013	1 356	25,9	16,1	67,6	10,0
De 35 à 39 ans	1984	1 122	4,7	9,1	31,4	10,7
	1991	1 317	14,7	17,9	53,4	9,7
	1998	1 364	18,1	16,6	56,1	7,9
	2005	1 475	20,8	12,8	55,1	11,5
	2013	1 381	23,8	17,0	62,2	9,3
De 40 à 44 ans	1984	728	4,1	9,3	31,7	9,3
	1991	1 311	13,2	19,6	49,7	10,3
	1998	1 366	19,2	16,7	54,6	7,8
	2005	1 560	17,7	16,9	54,9	10,6
	2013	1 571	23,3	15,7	58,9	10,6
De 45 à 49 ans	1984	712	5,2	10,6	30,2	4,9
	1991	868	12,7	18,1	46,1	8,0
	1998	1 390	16,4	15,9	53,5	8,1
	2005	1 506	20,0	14,3	52,7	11,2
	2013	1 709	23,3	16,5	56,2	11,0
De 50 à 54 ans	1984	666	4,5	10,0	26,5	7,1
	1991	616	15,9	15,9	42,8	6,0
	1998	1 088	16,8	15,8	51,5	10,2
	2005	1 457	19,6	13,5	51,0	9,7
	2013	1 568	25,4	18,9	54,7	10,4
55 ans et plus	1984	581	3,7	10,2	28,9	7,7
	1991	668	12,8	16,9	38,7	8,9
	1998	624	15,2	14,3	46,2	10,3
	2005	1 168	15,1	13,4	47,3	8,7
	2013	1 711	21,7	12,6	53,4	9,2
Ensemble	1984	7 408	4,6	10,2	32,2	8,6
	1991	8 396	14,8	17,7	50,8	9,1
	1998	9 036	19,0	15,8	56,5	8,1
	2005	10 530	20,1	14,3	55,4	10,1
	2013	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 24,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.8 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rev.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rev.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Agriculture, sylviculture et pêche	249	22,6	16,3	26,0	7,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	44,2	21,4	46,8	10,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	33,2	25,8	58,5	11,4
Fabrication de matériels de transport	442	37,9	24,1	41,6	25,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	37,0	24,7	47,3	14,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	24,1	19,6	55,0	13,1
Construction	1 478	30,1	28,7	51,6	15,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	25,4	16,9	73,0	8,2
Transports et entreposage	1 322	41,7	22,4	58,3	11,1
Hébergement et restauration	814	44,3	7,9	76,0	4,8
Information et communication	677	33,2	25,2	61,9	19,2
Activités financières et d'assurance	823	26,4	23,6	72,8	13,2
Activités immobilières	255	18,5	15,4	62,4	14,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	25,8	21,1	63,4	12,9
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	22,0	15,3	55,9	10,6
Autres activités de services	1 612	14,8	9,2	46,0	8,8
Non renseigné	111	18,3	12,6	39,5	18,5
Ensemble	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 27,3 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.9 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	2 316	18,5	13,1	51,5	13,6
Fonct. pub. territoriale	1 755	20,0	15,7	54,6	11,0
Fonct. pub. hospitalière	1 099	28,6	16,9	62,8	7,9
Marchand ou associatif	17 689	29,1	19,7	58,9	11,5
Ensemble	22 859	27,3	18,5	58,0	11,5

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 27,3 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.10 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	1 019	19,4	13,9	50,8	13,9
Fonct. pub. territoriale	716	17,9	16,7	53,6	10,4
Fonct. pub. hospitalière	271	29,8	16,5	62,0	8,9
Marchand ou associatif	9 490	32,2	22,6	57,0	12,9
Ensemble	11 495	30,2	21,3	56,4	12,8

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 30,2 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.11 • **Les rythmes de travail (2) - Normes ou délais à respecter, demande extérieure en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par des normes ou des délais à respecter		Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par une demande extérieure	
		En une heure au plus	En une journée au plus*	Exigeant une réponse immédiate	N'exigeant pas une réponse immédiate
Fonct. pub. de l'État	1 297	17,8	12,4	52,0	13,3
Fonct. pub. territoriale	1 038	21,4	14,9	55,4	11,4
Fonct. pub. hospitalière	829	28,2	17,0	63,0	7,6
Marchand ou associatif	8 200	25,5	16,2	61,0	9,8
Ensemble	11 364	24,5	15,7	59,6	10,2

* Mais en plus d'une heure.

Lecture : en 2013, 24,5 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par des normes ou des délais à respecter en une heure au plus.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

3 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé

Tableau 3.1 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*		
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé	
Femmes	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6
Hommes	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 31,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

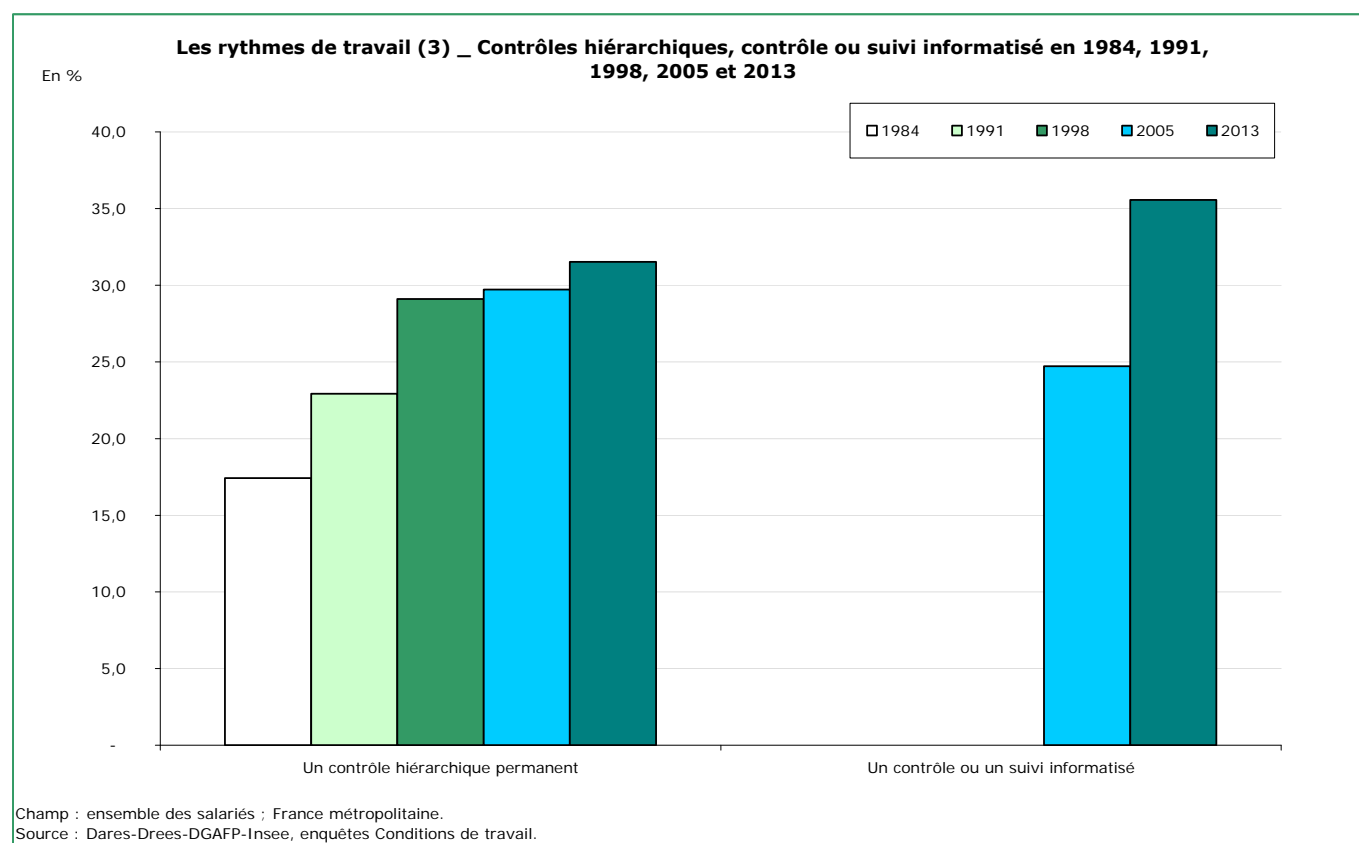


Tableau 3.2 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	7,6	-
	1991	2 121	9,9	-
	1998	2 582	14,0	-
	2005	3 327	16,8	23,5
	2013	4 417	18,8	36,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	8,4	-
	1991	880	9,9	-
	1998	1 104	15,6	-
	2005	1 341	16,5	15,5
	2013	1 664	16,0	29,4
36. Cadres d'entreprise	1984	986	7,1	-
	1991	1 231	10,0	-
	1998	1 464	12,9	-
	2005	1 958	17,1	29,2
	2013	2 564	21,6	41,0
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	13,5	-
	1991	4 379	17,7	-
	1998	4 517	24,2	-
	2005	5 778	26,4	29,7
	2013	5 887	30,7	42,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	13,3	-
	1991	1 855	16,8	-
	1998	1 897	22,1	-
	2005	2 337	23,7	19,2
	2013	2 326	28,4	34,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	9,6	-
	1991	1 137	14,8	-
	1998	1 196	26,1	-
	2005	1 771	27,1	36,9
	2013	1 835	34,6	47,3
47. Techniciens	1984	716	13,3	-
	1991	804	18,1	-
	1998	842	24,3	-
	2005	1 068	27,6	38,2
	2013	1 159	28,2	50,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	20,4	-
	1991	582	25,7	-
	1998	582	26,8	-
	2005	603	32,7	34,0
	2013	560	33,6	46,7

Tableau 3.2 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
5. Employés	1984	5 605	18,3	-
	1991	6 014	22,9	-
	1998	6 607	30,3	-
	2005	7 291	29,9	22,3
	2013	7 098	32,0	31,8
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	22,8	-
	1991	2 189	29,3	-
	1998	2 562	36,3	-
	2005	2 799	33,6	22,0
	2013	2 641	34,1	33,6
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	18,7	-
	1991	2 017	21,1	-
	1998	1 969	27,0	-
	2005	1 763	29,6	34,4
	2013	1 525	32,7	47,7
55. Employés de commerce	1984	643	13,2	-
	1991	783	20,8	-
	1998	785	38,1	-
	2005	1 042	40,3	30,1
	2013	1 075	44,6	39,8
56. Services directs aux particuliers	1984	880	10,3	-
	1991	1 025	14,4	-
	1998	1 291	18,7	-
	2005	1 686	17,8	5,2
	2013	1 853	21,0	11,4
6. Ouvriers	1984	6 187	21,9	-
	1991	6 287	31,0	-
	1998	5 812	38,3	-
	2005	5 847	40,1	23,5
	2013	5 456	42,1	32,3
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	20,3	-
	1991	4 010	29,6	-
	1998	3 913	37,5	-
	2005	3 815	38,1	26,2
	2013	3 584	42,6	35,9
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	25,2	-
	1991	2 047	35,3	-
	1998	1 655	42,3	-
	2005	1 810	46,4	20,6
	2013	1 616	43,0	27,0
69. Ouvriers agricoles	1984	232	14,7	-
	1991	230	18,3	-
	1998	244	23,9	-
	2005	222	23,6	0,8
	2013	252	28,8	15,2
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 31,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.3 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	8,3	-
	1991	1 498	9,3	-
	1998	1 719	13,2	-
	2005	2 115	16,6	25,2
	2013	2 656	18,4	35,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	9,8	-
	1991	508	8,6	-
	1998	597	15,1	-
	2005	700	15,8	13,4
	2013	824	15,9	25,8
36. Cadres d'entreprise	1984	849	7,5	-
	1991	989	9,6	-
	1998	1 119	12,3	-
	2005	1 406	17,2	31,2
	2013	1 714	20,4	41,0
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	14,7	-
	1991	2 480	18,8	-
	1998	2 440	25,4	-
	2005	3 043	27,9	34,1
	2013	2 830	30,8	44,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	14,7	-
	1991	641	18,2	-
	1998	557	25,3	-
	2005	730	23,9	24,3
	2013	613	29,2	32,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	9,7	-
	1991	595	13,1	-
	1998	600	26,4	-
	2005	840	27,2	38,6
	2013	748	32,8	45,6
47. Techniciens	1984	652	13,5	-
	1991	705	18,7	-
	1998	740	24,0	-
	2005	938	28,1	38,2
	2013	973	28,3	51,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	20,8	-
	1991	539	26,2	-
	1998	542	26,4	-
	2005	535	34,3	33,3
	2013	490	34,8	46,1

Tableau 3.3 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
5. Employés	1984	1 471	20,3	-
	1991	1 416	26,7	-
	1998	1 584	39,3	-
	2005	1 736	37,3	29,4
	2013	1 658	40,4	39,2
51. Employés de la fonction publique	1984	793	24,3	-
	1991	769	32,2	-
	1998	934	44,5	-
	2005	1 018	38,7	30,1
	2013	888	40,2	38,9
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	18,5	-
	1991	332	22,5	-
	1998	299	30,9	-
	2005	274	30,8	43,5
	2013	216	36,9	56,7
55. Employés de commerce	1984	117	9,9	-
	1991	171	17,6	-
	1998	182	29,2	-
	2005	261	37,8	28,3
	2013	264	43,8	42,1
56. Services directs aux particuliers	1984	144	11,6	-
	1991	144	18,0	-
	1998	168	35,8	-
	2005	183	39,0	6,4
	2013	290	40,4	24,5
6. Ouvriers	1984	5 032	21,2	-
	1991	5 011	29,7	-
	1998	4 739	37,3	-
	2005	4 820	38,9	23,7
	2013	4 351	42,4	33,1
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	20,5	-
	1991	3 611	29,0	-
	1998	3 486	36,3	-
	2005	3 409	37,7	25,9
	2013	3 127	42,3	35,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	23,8	-
	1991	1 215	33,6	-
	1998	1 065	42,7	-
	2005	1 255	44,5	20,6
	2013	1 032	44,6	29,0
69. Ouvriers agricoles	1984	202	14,5	-
	1991	185	17,0	-
	1998	187	23,4	-
	2005	156	19,3	0,4
	2013	187	30,4	16,6
Ensemble	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 33,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.4 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	5,7	-
	1991	623	11,4	-
	1998	863	15,5	-
	2005	1 211	17,0	20,7
	2013	1 761	19,5	36,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	6,1	-
	1991	371	11,7	-
	1998	507	16,3	-
	2005	642	17,3	17,8
	2013	839	16,0	33,0
36. Cadres d'entreprise	1984	137	4,7	-
	1991	242	11,4	-
	1998	345	14,9	-
	2005	552	16,9	24,0
	2013	850	24,0	41,0
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	11,8	-
	1991	1 898	16,2	-
	1998	2 077	22,7	-
	2005	2 735	24,7	24,8
	2013	3 057	30,7	41,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	12,6	-
	1991	1 214	16,0	-
	1998	1 340	20,8	-
	2005	1 606	23,6	16,8
	2013	1 713	28,1	35,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	9,4	-
	1991	542	16,7	-
	1998	596	25,9	-
	2005	931	27,1	35,5
	2013	1 087	35,8	48,5
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	24,1	38,6
	2013	186	27,5	45,2
48. Contremaitres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 3.4 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
5. Employées	1984	4 134	17,6	-
	1991	4 598	21,7	-
	1998	5 023	27,5	-
	2005	5 555	27,6	20,0
	2013	5 440	29,5	29,5
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	21,9	-
	1991	1 420	27,7	-
	1998	1 628	31,5	-
	2005	1 782	30,8	17,4
	2013	1 753	31,0	31,0
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	18,8	-
	1991	1 685	20,8	-
	1998	1 670	26,3	-
	2005	1 489	29,4	32,7
	2013	1 309	32,0	46,2
55. Employées de commerce	1984	526	13,9	-
	1991	612	21,7	-
	1998	603	40,9	-
	2005	781	41,1	30,7
	2013	811	44,9	39,0
56. Services directs aux particuliers	1984	736	10,0	-
	1991	881	13,8	-
	1998	1 122	16,2	-
	2005	1 503	15,2	5,1
	2013	1 563	17,5	9,0
6. Ouvrières	1984	1 155	25,0	-
	1991	1 276	36,2	-
	1998	1 073	42,6	-
	2005	1 027	45,9	22,6
	2013	1 105	41,1	29,2
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	18,0	-
	1991	399	34,4	-
	1998	427	46,5	-
	2005	406	41,4	28,7
	2013	456	44,8	39,1
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	27,8	-
	1991	832	37,8	-
	1998	589	41,5	-
	2005	555	50,6	20,7
	2013	584	40,0	23,5
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 29,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.5 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Moins de 20 ans	1984	356	27,4	-
	1991	251	36,7	-
	1998	216	56,6	-
	2005	320	43,3	9,4
	2013	257	45,0	17,3
De 20 à 24 ans	1984	1 997	22,1	-
	1991	1 729	28,3	-
	1998	1 105	41,3	-
	2005	1 588	41,5	23,9
	2013	1 536	40,5	36,0
De 25 à 29 ans	1984	2 842	17,4	-
	1991	2 957	23,1	-
	1998	2 793	33,1	-
	2005	2 632	35,0	27,4
	2013	2 578	37,6	38,7
De 30 à 34 ans	1984	2 924	15,9	-
	1991	2 957	24,5	-
	1998	2 977	29,8	-
	2005	3 014	30,6	26,0
	2013	2 734	34,2	36,1
De 35 à 39 ans	1984	2 769	16,8	-
	1991	2 941	22,8	-
	1998	2 989	29,0	-
	2005	3 133	29,1	26,4
	2013	2 934	31,1	38,8
De 40 à 44 ans	1984	1 866	15,8	-
	1991	2 963	23,4	-
	1998	2 884	27,5	-
	2005	3 263	28,7	25,3
	2013	3 269	32,0	37,9
De 45 à 49 ans	1984	1 804	16,6	-
	1991	2 030	19,2	-
	1998	2 860	26,5	-
	2005	3 103	27,6	25,7
	2013	3 243	29,2	34,2
De 50 à 54 ans	1984	1 682	18,0	-
	1991	1 485	20,2	-
	1998	2 324	24,7	-
	2005	2 884	27,1	24,8
	2013	3 026	27,7	35,4
55 ans et plus	1984	1 361	15,2	-
	1991	1 488	17,7	-
	1998	1 369	21,7	-
	2005	2 313	21,0	18,2
	2013	3 283	24,9	30,2
Ensemble	1984	17 602	17,4	-
	1991	18 801	22,9	-
	1998	19 517	29,1	-
	2005	22 251	29,7	24,7
	2013	22 859	31,5	35,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 31,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.6 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Moins de 20 ans	1984	224	29,8	-
	1991	166	41,7	-
	1998	174	58,0	-
	2005	223	44,7	9,5
	2013	168	48,1	17,8
De 20 à 24 ans	1984	1 009	21,8	-
	1991	865	29,4	-
	1998	539	43,6	-
	2005	873	42,2	24,4
	2013	864	43,2	38,5
De 25 à 29 ans	1984	1 606	18,0	-
	1991	1 586	23,3	-
	1998	1 516	34,4	-
	2005	1 427	36,3	30,5
	2013	1 271	36,8	38,2
De 30 à 34 ans	1984	1 681	16,4	-
	1991	1 661	24,6	-
	1998	1 658	30,8	-
	2005	1 666	31,2	29,2
	2013	1 378	36,0	37,3
De 35 à 39 ans	1984	1 647	16,8	-
	1991	1 625	24,0	-
	1998	1 625	30,6	-
	2005	1 658	31,5	28,4
	2013	1 553	34,3	40,4
De 40 à 44 ans	1984	1 138	17,0	-
	1991	1 652	24,8	-
	1998	1 518	29,1	-
	2005	1 703	30,6	27,4
	2013	1 698	35,4	41,7
De 45 à 49 ans	1984	1 092	16,8	-
	1991	1 162	20,7	-
	1998	1 470	28,6	-
	2005	1 597	28,9	30,2
	2013	1 534	32,2	37,2
De 50 à 54 ans	1984	1 016	19,1	-
	1991	869	20,2	-
	1998	1 237	27,2	-
	2005	1 427	30,9	28,7
	2013	1 458	27,7	34,9
55 ans et plus	1984	780	16,1	-
	1991	819	19,0	-
	1998	745	22,9	-
	2005	1 146	23,9	20,9
	2013	1 572	26,5	33,9
Ensemble	1984	10 194	17,9	-
	1991	10 406	23,8	-
	1998	10 481	30,9	-
	2005	11 720	31,8	27,5
	2013	11 495	33,6	37,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 33,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.7 • Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
			Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Moins de 20 ans	1984	131	23,2	-
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	22,3	-
	1991	864	27,2	-
	1998	566	39,1	-
	2005	715	40,6	23,2
	2013	672	37,1	32,7
De 25 à 29 ans	1984	1 237	16,7	-
	1991	1 371	22,9	-
	1998	1 278	31,5	-
	2005	1 204	33,5	23,7
	2013	1 306	38,4	39,2
De 30 à 34 ans	1984	1 243	15,1	-
	1991	1 296	24,4	-
	1998	1 319	28,4	-
	2005	1 348	29,9	22,1
	2013	1 356	32,3	34,9
De 35 à 39 ans	1984	1 122	16,7	-
	1991	1 317	21,4	-
	1998	1 364	27,1	-
	2005	1 475	26,4	24,2
	2013	1 381	27,5	37,1
De 40 à 44 ans	1984	728	13,9	-
	1991	1 311	21,7	-
	1998	1 366	25,7	-
	2005	1 560	26,7	22,9
	2013	1 571	28,3	33,8
De 45 à 49 ans	1984	712	16,3	-
	1991	868	17,3	-
	1998	1 390	24,3	-
	2005	1 506	26,2	20,8
	2013	1 709	26,6	31,5
De 50 à 54 ans	1984	666	16,4	-
	1991	616	20,0	-
	1998	1 088	21,9	-
	2005	1 457	23,4	20,9
	2013	1 568	27,7	35,9
55 ans et plus	1984	581	14,0	-
	1991	668	16,1	-
	1998	624	20,4	-
	2005	1 168	18,2	15,6
	2013	1 711	23,5	26,7
Ensemble	1984	7 408	16,7	-
	1991	8 396	21,9	-
	1998	9 036	27,1	-
	2005	10 530	27,4	21,6
	2013	11 364	29,4	33,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 29,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.8 • **Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Agriculture, sylviculture et pêche	249	23,3	11,2
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	43,9	38,2
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	30,8	47,7
Fabrication de matériels de transport	442	39,2	52,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	36,4	42,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	29,8	44,1
Construction	1 478	33,4	20,8
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	36,2	42,4
Transports et entreposage	1 322	43,4	56,6
Hébergement et restauration	814	43,8	23,0
Information et communication	677	26,3	45,9
Activités financières et d'assurance	823	41,6	59,6
Activités immobilières	255	27,3	28,9
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	26,8	32,9
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	28,3	32,8
Autres activités de services	1 612	13,9	12,1
Non renseigné	111	24,3	24,2
Ensemble	22 859	31,5	35,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 31,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.9 • **Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	2 316	26,4	34,2
Fonct. pub. territoriale	1 755	25,0	23,6
Fonct. pub. hospitalière	1 099	35,6	39,6
Marchand ou associatif	17 689	32,6	36,7
Ensemble	22 859	31,5	35,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 31,5 % des salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.10 • **Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	1 019	27,9	36,3
Fonct. pub. territoriale	716	26,0	27,6
Fonct. pub. hospitalière	271	38,5	41,7
Marchand ou associatif	9 490	34,7	38,2
Ensemble	11 495	33,6	37,5

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 33,6 % des hommes salariés déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.11 • **Les rythmes de travail (3) - Contrôles hiérarchiques, contrôle ou suivi informatisé en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur rythme de travail leur est imposé par*	
		Un contrôle hiérarchique permanent	Un contrôle ou un suivi informatisé
Fonct. pub. de l'État	1 297	25,2	32,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	24,2	20,8
Fonct. pub. hospitalière	829	34,6	38,9
Marchand ou associatif	8 200	30,2	34,9
Ensemble	11 364	29,4	33,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 29,4 % des femmes salariées déclarent que leur rythme de travail est imposé par un contrôle hiérarchique permanent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique

Tableau 4.1 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
			Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Femmes	1984	7 408	3,5	5,9
	1991	8 396	3,8	7,2
	1998	9 036	3,5	6,7
	2005	10 530	3,1	6,6
	2013	11 364	3,7	9,0
Hommes	1984	10 194	2,4	7,4
	1991	10 406	3,2	9,5
	1998	10 481	3,6	12,1
	2005	11 720	3,9	14,0
	2013	11 495	4,5	15,2
Ensemble	1984	17 602	2,8	6,8
	1991	18 801	3,5	8,5
	1998	19 517	3,5	9,6
	2005	22 251	3,5	10,5
	2013	22 859	4,1	12,1

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,1 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

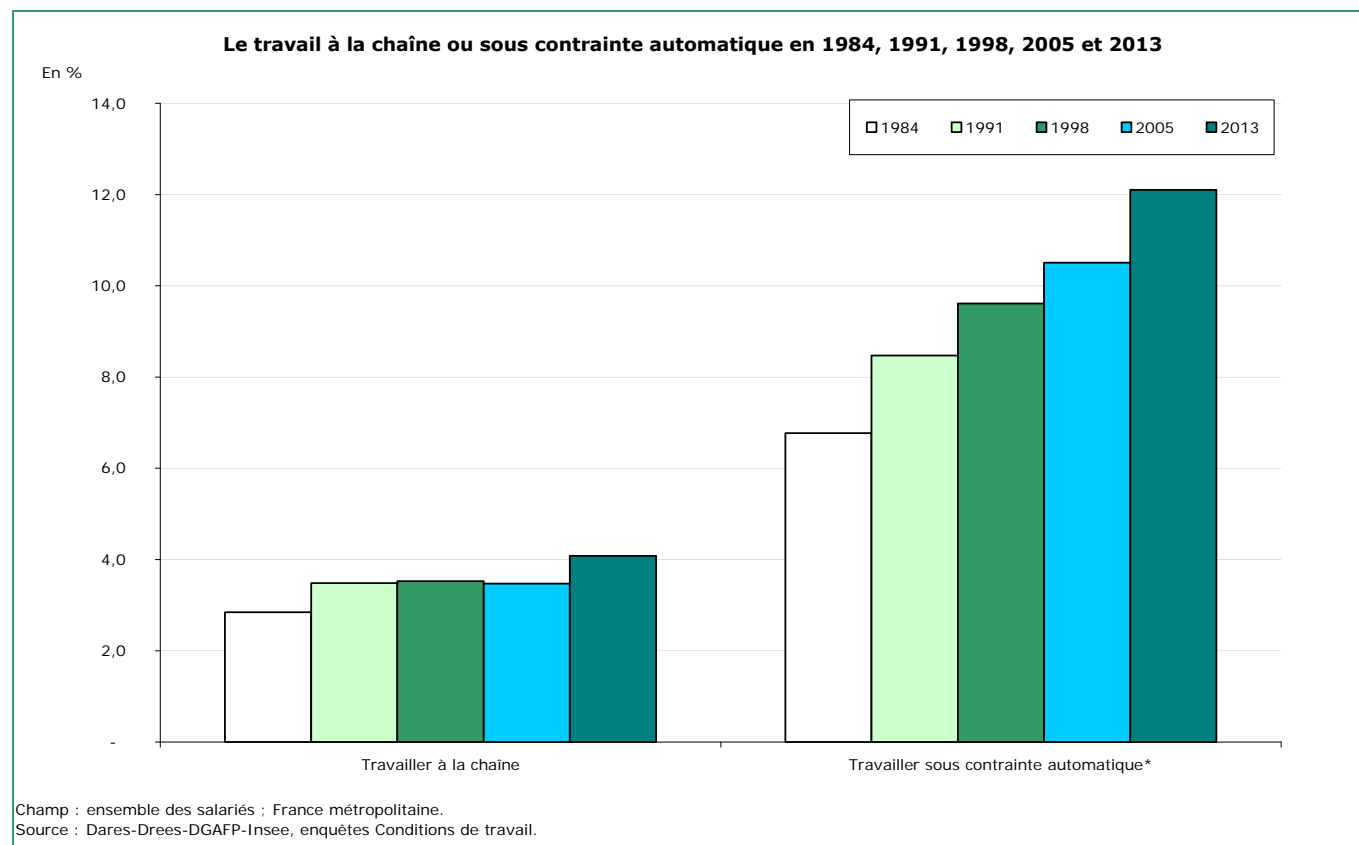


Tableau 4.2 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	0,1	0,3
	1991	2 121	0,1	0,9
	1998	2 582	0,2	1,0
	2005	3 327	0,2	1,6
	2013	4 417	0,3	1,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	0,1	0,6
	1991	880	0,2	1,1
	1998	1 104	0,2	1,3
	2005	1 341	0,2	1,3
	2013	1 664	0,4	1,7
36. Cadres d'entreprise	1984	986	-	0,1
	1991	1 231	-	0,8
	1998	1 464	0,1	0,7
	2005	1 958	0,1	1,8
	2013	2 564	0,2	1,6
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	0,3	1,7
	1991	4 379	0,5	2,8
	1998	4 517	0,6	4,6
	2005	5 778	0,7	5,8
	2013	5 887	2,0	7,2
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	0,1	0,5
	1991	1 855	0,2	1,5
	1998	1 897	0,4	1,6
	2005	2 337	0,4	2,7
	2013	2 326	1,6	4,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	-	0,6
	1991	1 137	0,4	1,1
	1998	1 196	0,3	2,3
	2005	1 771	0,4	3,9
	2013	1 835	2,2	5,2
47. Techniciens	1984	716	0,3	2,3
	1991	804	0,8	4,3
	1998	842	1,1	10,0
	2005	1 068	1,2	11,6
	2013	1 159	2,4	13,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	1,1	6,4
	1991	582	1,3	8,3
	1998	582	1,3	10,9
	2005	603	2,0	13,3
	2013	560	2,1	12,2

Tableau 4.2 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
			Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
5. Employés	1984	5 605	0,4	1,4
	1991	6 014	0,6	3,0
	1998	6 607	0,8	3,0
	2005	7 291	1,1	4,5
	2013	7 098	2,6	8,3
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	0,3	1,6
	1991	2 189	0,7	3,0
	1998	2 562	0,8	3,0
	2005	2 799	0,8	3,8
	2013	2 641	2,4	8,3
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	0,2	1,3
	1991	2 017	0,2	2,4
	1998	1 969	0,7	2,9
	2005	1 763	0,8	3,8
	2013	1 525	1,2	5,6
55. Employés de commerce	1984	643	0,8	1,8
	1991	783	1,6	6,7
	1998	785	2,0	6,6
	2005	1 042	2,6	10,4
	2013	1 075	6,2	16,6
56. Services directs aux particuliers	1984	880	0,6	1,0
	1991	1 025	0,4	1,2
	1998	1 291	0,2	1,1
	2005	1 686	1,0	2,5
	2013	1 853	1,8	5,4
6. Ouvriers	1984	6 187	7,6	16,8
	1991	6 287	9,4	20,2
	1998	5 812	10,4	24,8
	2005	5 847	11,1	27,8
	2013	5 456	11,1	30,6
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	3,6	11,5
	1991	4 010	5,5	15,8
	1998	3 913	7,0	21,9
	2005	3 815	7,1	23,3
	2013	3 584	10,4	29,8
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	14,3	26,1
	1991	2 047	17,7	29,5
	1998	1 655	18,5	32,7
	2005	1 810	19,3	37,2
	2013	1 616	13,7	33,2
69. Ouvriers agricoles	1984	232	3,2	5,0
	1991	230	4,7	14,9
	1998	244	9,7	18,5
	2005	222	10,9	27,0
	2013	252	4,6	25,5
Ensemble	1984	17 602	2,8	6,8
	1991	18 801	3,5	8,5
	1998	19 517	3,5	9,6
	2005	22 251	3,5	10,5
	2013	22 859	4,1	12,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,1 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.3 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
			Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	-	0,1
	1991	1 498	0,1	1,2
	1998	1 719	0,2	1,2
	2005	2 115	0,1	2,1
	2013	2 656	0,2	1,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	-	0,3
	1991	508	0,4	1,5
	1998	597	0,2	1,8
	2005	700	-	1,5
	2013	824	0,3	1,4
36. Cadres d'entreprise	1984	849	-	0,1
	1991	989	-	1,0
	1998	1 119	0,1	0,8
	2005	1 406	0,2	2,4
	2013	1 714	0,1	1,4
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	0,3	2,4
	1991	2 480	0,5	3,5
	1998	2 440	0,8	6,8
	2005	3 043	0,9	8,6
	2013	2 830	2,2	10,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	0,3	1,0
	1991	641	0,3	1,4
	1998	557	0,6	2,3
	2005	730	0,6	3,7
	2013	613	1,8	5,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	-	0,8
	1991	595	0,2	1,0
	1998	600	0,4	3,1
	2005	840	0,5	5,0
	2013	748	3,0	7,2
47. Techniciens	1984	652	0,3	2,2
	1991	705	0,8	4,3
	1998	740	1,0	10,4
	2005	938	1,1	12,4
	2013	973	2,2	14,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	0,6	5,6
	1991	539	0,8	7,8
	1998	542	1,1	10,6
	2005	535	1,7	14,0
	2013	490	1,6	12,3

Tableau 4.3 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*	
5. Employés	1984	1 471	0,4	1,9
	1991	1 416	0,5	3,7
	1998	1 584	0,8	3,7
	2005	1 736	1,7	6,5
	2013	1 658	3,2	8,9
51. Employés de la fonction publique	1984	793	0,5	1,5
	1991	769	0,8	4,2
	1998	934	0,7	3,2
	2005	1 018	0,9	6,0
	2013	888	1,9	7,3
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	0,3	3,1
	1991	332	-	3,4
	1998	299	2,1	8,1
	2005	274	2,3	7,0
	2013	216	3,5	7,2
55. Employés de commerce	1984	117	-	1,5
	1991	171	-	2,8
	1998	182	-	0,7
	2005	261	2,5	6,3
	2013	264	9,9	17,4
56. Services directs aux particuliers	1984	144	-	0,5
	1991	144	0,7	2,7
	1998	168	-	1,8
	2005	183	4,3	8,6
	2013	290	0,9	7,1
6. Ouvriers	1984	5 032	4,5	13,2
	1991	5 011	6,3	16,7
	1998	4 739	7,2	21,7
	2005	4 820	8,1	25,4
	2013	4 351	8,8	28,9
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	2,9	10,5
	1991	3 611	4,3	14,3
	1998	3 486	5,1	19,9
	2005	3 409	5,8	22,1
	2013	3 127	8,6	27,7
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	8,6	20,9
	1991	1 215	12,8	24,5
	1998	1 065	14,1	28,9
	2005	1 255	14,7	34,5
	2013	1 032	10,7	33,9
69. Ouvriers agricoles	1984	202	1,1	2,6
	1991	185	2,5	11,6
	1998	187	6,4	13,4
	2005	156	5,9	26,1
	2013	187	2,4	22,5
Ensemble	1984	10 194	2,4	7,4
	1991	10 406	3,2	9,5
	1998	10 481	3,6	12,1
	2005	11 720	3,9	14,0
	2013	11 495	4,5	15,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,5 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent		
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	0,2	0,7
	1991	623	-	0,3
	1998	863	0,1	0,6
	2005	1 211	0,2	0,7
	2013	1 761	0,4	2,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	0,4	1,1
	1991	371	-	0,5
	1998	507	0,2	0,7
	2005	642	0,4	0,9
	2013	839	0,4	2,0
36. Cadres d'entreprise	1984	137	-	-
	1991	242	-	-
	1998	345	-	0,4
	2005	552	-	0,5
	2013	850	0,4	2,1
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	0,2	0,8
	1991	1 898	0,5	1,9
	1998	2 077	0,5	2,0
	2005	2 735	0,5	2,8
	2013	3 057	1,8	4,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	-	0,3
	1991	1 214	0,2	1,5
	1998	1 340	0,3	1,4
	2005	1 606	0,3	2,3
	2013	1 713	1,6	4,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	-	0,2
	1991	542	0,6	1,3
	1998	596	0,2	1,5
	2005	931	0,4	2,8
	2013	1 087	1,7	3,8
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	1,2	5,8
	2013	186	3,5	10,1
48. Contremaitres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 4.4 • Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent	
			Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
5. Employées	1984	4 134	0,4	1,3
	1991	4 598	0,6	2,8
	1998	5 023	0,8	2,8
	2005	5 555	0,9	3,8
	2013	5 440	2,4	8,1
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	0,2	1,6
	1991	1 420	0,6	2,4
	1998	1 628	0,9	2,9
	2005	1 782	0,7	2,6
	2013	1 753	2,7	8,8
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	0,1	0,8
	1991	1 685	0,2	2,2
	1998	1 670	0,4	2,0
	2005	1 489	0,5	3,2
	2013	1 309	0,8	5,3
55. Employées de commerce	1984	526	1,0	1,8
	1991	612	2,0	7,7
	1998	603	2,6	8,3
	2005	781	2,7	11,7
	2013	811	5,0	16,4
56. Services directs aux particuliers	1984	736	0,7	1,2
	1991	881	0,4	1,0
	1998	1 122	0,3	1,0
	2005	1 503	0,6	1,8
	2013	1 563	2,0	5,1
6. Ouvrières	1984	1 155	20,8	32,1
	1991	1 276	22,0	34,2
	1998	1 073	24,4	38,8
	2005	1 027	25,0	38,8
	2013	1 105	20,1	37,2
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	10,6	23,4
	1991	399	17,1	29,3
	1998	427	21,8	38,0
	2005	406	18,6	33,9
	2013	456	22,9	44,3
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	24,6	35,7
	1991	832	24,8	36,8
	1998	589	26,5	39,6
	2005	555	29,9	43,5
	2013	584	18,9	32,1
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1984	7 408	3,5	5,9
	1991	8 396	3,8	7,2
	1998	9 036	3,5	6,7
	2005	10 530	3,1	6,6
	2013	11 364	3,7	9,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 3,7 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.5 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
			Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Moins de 20 ans	1984	356	3,0	6,6
	1991	251	2,5	7,0
	1998	216	3,4	8,3
	2005	320	2,1	14,3
	2013	257	9,3	20,7
De 20 à 24 ans	1984	1 997	4,2	9,4
	1991	1 729	6,2	12,5
	1998	1 105	6,7	15,0
	2005	1 588	6,0	16,0
	2013	1 536	7,9	20,0
De 25 à 29 ans	1984	2 842	3,4	7,3
	1991	2 957	3,4	7,9
	1998	2 793	4,2	11,4
	2005	2 632	4,0	10,4
	2013	2 578	4,9	13,0
De 30 à 34 ans	1984	2 924	2,7	6,2
	1991	2 957	3,5	9,0
	1998	2 977	3,1	9,8
	2005	3 014	3,5	12,0
	2013	2 734	5,3	14,5
De 35 à 39 ans	1984	2 769	2,5	6,5
	1991	2 941	3,2	8,8
	1998	2 989	3,6	9,5
	2005	3 133	3,1	10,6
	2013	2 934	4,5	11,8
De 40 à 44 ans	1984	1 866	2,3	6,0
	1991	2 963	3,6	8,4
	1998	2 884	3,8	9,1
	2005	3 263	3,4	10,1
	2013	3 269	3,6	12,1
De 45 à 49 ans	1984	1 804	2,7	7,3
	1991	2 030	3,3	7,6
	1998	2 860	2,6	8,1
	2005	3 103	3,2	10,4
	2013	3 243	3,3	10,9
De 50 à 54 ans	1984	1 682	2,7	6,2
	1991	1 485	3,0	7,7
	1998	2 324	3,2	8,5
	2005	2 884	3,3	9,0
	2013	3 026	2,6	9,9
55 ans et plus	1984	1 361	1,6	4,9
	1991	1 488	1,8	5,4
	1998	1 369	2,4	7,7
	2005	2 313	2,4	6,9
	2013	3 283	2,4	8,5
Ensemble	1984	17 602	2,8	6,8
	1991	18 801	3,5	8,5
	1998	19 517	3,5	9,6
	2005	22 251	3,5	10,5
	2013	22 859	4,1	12,1

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,1 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.6 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*	
Moins de 20 ans	1984	224	1,2	5,8
	1991	166	2,5	8,6
	1998	174	4,2	9,7
	2005	223	2,8	14,9
	2013	168	10,0	22,9
De 20 à 24 ans	1984	1 009	3,1	9,8
	1991	865	7,1	14,9
	1998	539	7,2	18,7
	2005	873	7,2	20,2
	2013	864	9,4	25,0
De 25 à 29 ans	1984	1 606	2,7	8,3
	1991	1 586	3,0	8,7
	1998	1 516	5,1	15,7
	2005	1 427	5,3	14,8
	2013	1 271	6,2	15,5
De 30 à 34 ans	1984	1 681	2,4	6,8
	1991	1 661	3,2	10,4
	1998	1 658	3,1	12,5
	2005	1 666	3,9	15,5
	2013	1 378	6,2	19,4
De 35 à 39 ans	1984	1 647	2,3	7,3
	1991	1 625	2,9	9,5
	1998	1 625	3,4	12,0
	2005	1 658	2,9	13,3
	2013	1 553	5,5	15,8
De 40 à 44 ans	1984	1 138	2,2	6,9
	1991	1 652	2,9	9,0
	1998	1 518	3,6	10,8
	2005	1 703	3,4	13,4
	2013	1 698	3,9	15,5
De 45 à 49 ans	1984	1 092	2,8	8,2
	1991	1 162	3,4	9,5
	1998	1 470	2,5	10,0
	2005	1 597	3,1	13,8
	2013	1 534	3,1	13,4
De 50 à 54 ans	1984	1 016	2,2	6,6
	1991	869	2,4	8,3
	1998	1 237	2,7	10,6
	2005	1 427	3,8	12,5
	2013	1 458	1,6	10,7
55 ans et plus	1984	780	1,2	4,9
	1991	819	1,7	6,5
	1998	745	2,7	9,6
	2005	1 146	2,9	10,1
	2013	1 572	2,1	9,9
Ensemble	1984	10 194	2,4	7,4
	1991	10 406	3,2	9,5
	1998	10 481	3,6	12,1
	2005	11 720	3,9	14,0
	2013	11 495	4,5	15,2

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,5 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.7 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent		
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*	
Moins de 20 ans	1984	131	6,0	8,0
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	5,4	8,9
	1991	864	5,4	10,1
	1998	566	6,1	11,4
	2005	715	4,7	10,9
	2013	672	6,1	13,5
De 25 à 29 ans	1984	1 237	4,3	5,9
	1991	1 371	3,8	7,0
	1998	1 278	3,1	6,4
	2005	1 204	2,5	5,2
	2013	1 306	3,6	10,5
De 30 à 34 ans	1984	1 243	3,0	5,4
	1991	1 296	3,8	7,3
	1998	1 319	3,1	6,3
	2005	1 348	3,0	7,6
	2013	1 356	4,4	9,6
De 35 à 39 ans	1984	1 122	2,9	5,4
	1991	1 317	3,5	8,1
	1998	1 364	3,8	6,6
	2005	1 475	3,2	7,5
	2013	1 381	3,4	7,3
De 40 à 44 ans	1984	728	2,5	4,7
	1991	1 311	4,3	7,6
	1998	1 366	4,0	7,2
	2005	1 560	3,4	6,5
	2013	1 571	3,3	8,5
De 45 à 49 ans	1984	712	2,7	5,8
	1991	868	3,0	5,1
	1998	1 390	2,7	6,1
	2005	1 506	3,3	6,8
	2013	1 709	3,5	8,7
De 50 à 54 ans	1984	666	3,6	5,5
	1991	616	3,9	7,0
	1998	1 088	3,7	6,2
	2005	1 457	2,9	5,5
	2013	1 568	3,5	9,2
55 ans et plus	1984	581	2,3	4,8
	1991	668	1,9	4,2
	1998	624	2,1	5,3
	2005	1 168	1,9	3,8
	2013	1 711	2,7	7,1
Ensemble	1984	7 408	3,5	5,9
	1991	8 396	3,8	7,2
	1998	9 036	3,5	6,7
	2005	10 530	3,1	6,6
	2013	11 364	3,7	9,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 3,7 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.8 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Agriculture, sylviculture et pêche	249	3,0	23,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	24,3	42,5
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	6,9	18,6
Fabrication de matériels de transport	442	24,0	36,6
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	10,8	30,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	5,0	12,1
Construction	1 478	1,8	16,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	3,3	13,6
Transports et entreposage	1 322	2,7	13,3
Hébergement et restauration	814	8,3	15,7
Information et communication	677	1,7	4,0
Activités financières et d'assurance	823	1,6	3,6
Activités immobilières	255	1,9	3,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	2,0	7,7
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	2,0	5,8
Autres activités de services	1 612	0,8	4,8
Non renseigné	111	3,3	11,5
Ensemble	22 859	4,1	12,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,1 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.9 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Fonct. pub. de l'État	2 316	1,3	3,9
Fonct. pub. territoriale	1 755	1,7	6,6
Fonct. pub. hospitalière	1 099	3,7	9,5
Marchand ou associatif	17 689	4,7	13,9
Ensemble	22 859	4,1	12,1

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,1 % des salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.10 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent	
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Fonct. pub. de l'État	1 019	1,8	4,4
Fonct. pub. territoriale	716	1,6	8,4
Fonct. pub. hospitalière	271	4,0	13,3
Marchand ou associatif	9 490	5,0	16,9
Ensemble	11 495	4,5	15,2

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 4,5 % des hommes salariés déclarent travailler à la chaîne.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.11 • **Le travail à la chaîne ou sous contrainte automatique en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent	
		Travailler à la chaîne	Travailler sous contrainte automatique*
Fonct. pub. de l'État	1 297	0,8	3,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	1,8	5,4
Fonct. pub. hospitalière	829	3,6	8,3
Marchand ou associatif	8 200	4,3	10,4
Ensemble	11 364	3,7	9,0

* Travail à la chaîne ou rythme de travail soumis à la cadence d'une machine ou rythme de travail dépendant du déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce.

Lecture : en 2013, 3,7 % des femmes salariées déclarent travailler à la chaîne.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

5 • Le travail répétitif

Tableau 5.1 • Le travail répétitif en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Femmes	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0
Hommes	1984	10 194	18,3	23,9
	1991	10 406	26,0	23,9
	1998	10 481	26,6	23,5
	2005	11 720	26,0	25,4
	2013	11 495	37,5	24,6
Ensemble	1984	17 602	20,1	27,3
	1991	18 801	29,6	24,6
	1998	19 517	28,7	25,0
	2005	22 251	28,0	24,8
	2013	22 859	41,2	24,8

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,8 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

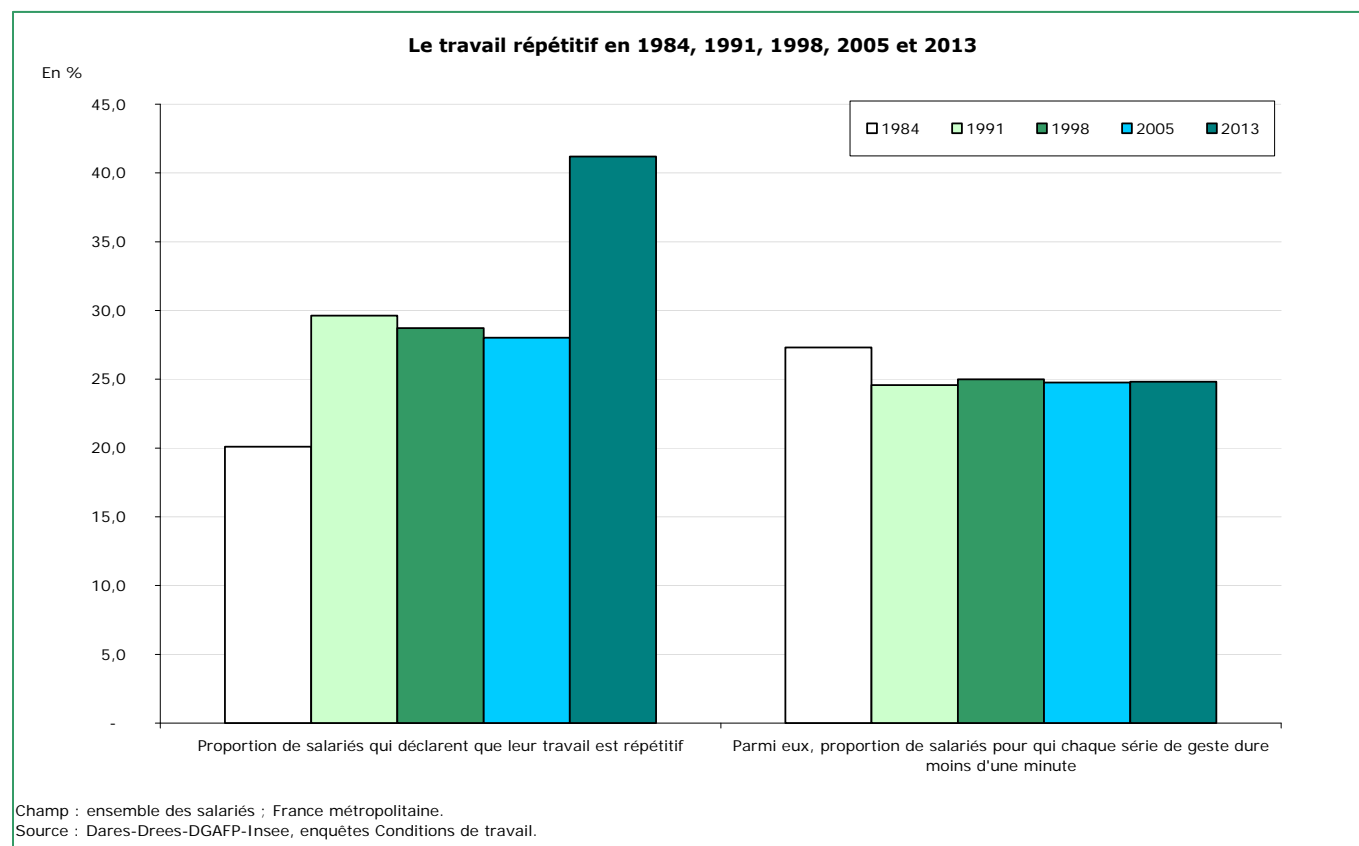


Tableau 5.2 • **Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	2,5	-
	1991	2 121	5,6	12,1
	1998	2 582	4,7	12,6
	2005	3 327	4,5	13,3
	2013	4 417	11,0	18,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	4,4	-
	1991	880	7,5	-
	1998	1 104	6,6	-
	2005	1 341	4,9	-
	2013	1 664	14,3	22,8
36. Cadres d'entreprise	1984	986	1,2	-
	1991	1 231	4,1	-
	1998	1 464	3,3	-
	2005	1 958	4,1	-
	2013	2 564	8,9	14,9
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	7,5	13,9
	1991	4 379	15,7	17,4
	1998	4 517	14,5	14,8
	2005	5 778	15,3	22,4
	2013	5 887	27,1	22,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	6,7	12,3
	1991	1 855	15,1	15,0
	1998	1 897	14,1	12,9
	2005	2 337	12,8	12,5
	2013	2 326	25,0	18,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	6,7	-
	1991	1 137	16,5	16,0
	1998	1 196	14,4	14,4
	2005	1 771	18,1	29,0
	2013	1 835	31,3	26,8
47. Techniciens	1984	716	8,5	-
	1991	804	15,4	20,5
	1998	842	13,7	16,7
	2005	1 068	13,6	25,8
	2013	1 159	24,6	21,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	9,7	-
	1991	582	16,9	-
	1998	582	17,0	-
	2005	603	19,8	-
	2013	560	27,3	20,8

Tableau 5.2 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
5. Employés	1984	5 605	18,4	21,8
	1991	6 014	32,7	20,4
	1998	6 607	32,3	24,3
	2005	7 291	33,3	21,0
	2013	7 098	53,7	22,8
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	18,6	16,3
	1991	2 189	32,6	16,8
	1998	2 562	33,3	18,3
	2005	2 799	32,0	14,8
	2013	2 641	52,3	18,6
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	17,3	25,1
	1991	2 017	29,4	22,6
	1998	1 969	25,1	26,1
	2005	1 763	27,9	23,7
	2013	1 525	41,7	23,7
55. Employés de commerce	1984	643	25,7	30,7
	1991	783	39,8	33,6
	1998	785	44,8	44,1
	2005	1 042	41,8	37,5
	2013	1 075	60,4	39,1
56. Services directs aux particuliers	1984	880	15,2	18,2
	1991	1 025	34,0	12,3
	1998	1 291	33,7	17,9
	2005	1 686	35,8	16,1
	2013	1 853	61,8	18,0
6. Ouvriers	1984	6 187	34,7	32,0
	1991	6 287	44,4	29,8
	1998	5 812	46,4	28,6
	2005	5 847	47,4	29,4
	2013	5 456	64,3	29,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	26,8	25,9
	1991	4 010	37,7	23,1
	1998	3 913	41,0	24,1
	2005	3 815	41,1	26,9
	2013	3 584	60,7	26,4
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	49,1	36,8
	1991	2 047	57,6	38,0
	1998	1 655	58,9	34,3
	2005	1 810	60,5	33,1
	2013	1 616	72,8	31,6
69. Ouvriers agricoles	1984	232	13,7	-
	1991	230	44,1	-
	1998	244	48,4	41,9
	2005	222	50,2	-
	2013	252	60,5	46,7
Ensemble	1984	17 602	20,1	27,3
	1991	18 801	29,6	24,6
	1998	19 517	28,7	25,0
	2005	22 251	28,0	24,8
	2013	22 859	41,2	24,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,8 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.3 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	2,0	-
	1991	1 498	5,1	-
	1998	1 719	3,8	-
	2005	2 115	3,6	-
	2013	2 656	8,8	12,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	3,9	-
	1991	508	7,4	-
	1998	597	5,8	-
	2005	700	3,9	-
	2013	824	11,5	13,4
36. Cadres d'entreprise	1984	849	1,0	-
	1991	989	3,9	-
	1998	1 119	2,7	-
	2005	1 406	3,5	-
	2013	1 714	7,7	12,4
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	7,7	14,3
	1991	2 480	15,1	20,6
	1998	2 440	13,2	16,0
	2005	3 043	14,0	24,4
	2013	2 830	24,1	20,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	7,6	-
	1991	641	15,8	-
	1998	557	13,0	-
	2005	730	9,6	-
	2013	613	23,4	19,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	6,2	-
	1991	595	14,4	-
	1998	600	12,9	-
	2005	840	16,1	-
	2013	748	25,6	20,4
47. Techniciens	1984	652	7,9	-
	1991	705	14,4	-
	1998	740	12,3	-
	2005	938	12,4	-
	2013	973	22,7	21,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	8,9	-
	1991	539	15,9	-
	1998	542	14,8	-
	2005	535	19,3	-
	2013	490	25,8	19,2

Tableau 5.3 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
5. Employés	1984	1 471	16,9	17,9
	1991	1 416	26,0	25,1
	1998	1 584	27,7	26,2
	2005	1 736	28,3	23,9
	2013	1 658	46,1	27,6
51. Employés de la fonction publique	1984	793	15,8	20,0
	1991	769	24,2	23,6
	1998	934	25,8	22,3
	2005	1 018	26,3	17,9
	2013	888	37,9	25,4
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	17,8	-
	1991	332	26,7	-
	1998	299	25,7	-
	2005	274	25,9	-
	2013	216	44,6	-
55. Employés de commerce	1984	117	16,7	-
	1991	171	24,7	-
	1998	182	30,1	-
	2005	261	29,4	-
	2013	264	59,0	-
56. Services directs aux particuliers	1984	144	20,8	-
	1991	144	35,0	-
	1998	168	39,1	-
	2005	183	41,3	-
	2013	290	60,4	31,1
6. Ouvriers	1984	5 032	28,0	26,1
	1991	5 011	37,7	24,8
	1998	4 739	41,4	24,5
	2005	4 820	42,7	26,4
	2013	4 351	60,2	26,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	24,6	24,3
	1991	3 611	34,6	21,1
	1998	3 486	38,1	21,5
	2005	3 409	38,4	25,4
	2013	3 127	58,5	24,1
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	38,1	28,6
	1991	1 215	46,7	32,3
	1998	1 065	51,9	30,5
	2005	1 255	54,1	28,6
	2013	1 032	66,4	29,0
69. Ouvriers agricoles	1984	202	7,7	-
	1991	185	40,4	-
	1998	187	42,1	-
	2005	156	46,5	-
	2013	187	55,0	-
Ensemble	1984	10 194	18,3	23,9
	1991	10 406	26,0	23,9
	1998	10 481	26,6	23,5
	2005	11 720	26,0	25,4
	2013	11 495	37,5	24,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 37,5 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.4 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	4,3	-
	1991	623	6,6	-
	1998	863	6,4	-
	2005	1 211	6,0	-
	2013	1 761	14,2	25,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	5,1	-
	1991	371	7,7	-
	1998	507	7,5	-
	2005	642	6,1	-
	2013	839	17,1	29,2
36. Cadres d'entreprise	1984	137	2,3	-
	1991	242	4,9	-
	1998	345	5,0	-
	2005	552	5,9	-
	2013	850	11,4	-
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	7,2	13,2
	1991	1 898	16,5	13,7
	1998	2 077	16,0	13,6
	2005	2 735	16,8	20,6
	2013	3 057	29,8	23,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	6,2	-
	1991	1 214	14,6	11,1
	1998	1 340	14,5	10,1
	2005	1 606	14,3	11,8
	2013	1 713	25,5	18,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	7,4	-
	1991	542	18,8	-
	1998	596	15,9	15,1
	2005	931	19,9	28,5
	2013	1 087	35,3	29,9
47. Techniciennes	1984	65	-	-
	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	21,7	-
	2013	186	34,5	-
48. Contremaitres, agents de maîtrise	1984	41	-	-
	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 5.4 • Le travail répétitif selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
5. Employées	1984	4 134	18,9	23,0
	1991	4 598	34,8	19,3
	1998	5 023	33,8	23,8
	2005	5 555	34,9	20,3
	2013	5 440	56,1	21,6
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	20,2	14,6
	1991	1 420	37,1	14,3
	1998	1 628	37,6	16,7
	2005	1 782	35,3	13,5
	2013	1 753	59,6	16,4
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	17,1	-
	1991	1 685	30,0	21,0
	1998	1 670	25,0	25,5
	2005	1 489	28,3	22,3
	2013	1 309	41,2	23,6
55. Employées de commerce	1984	526	27,8	-
	1991	612	44,1	34,4
	1998	603	49,2	46,8
	2005	781	45,9	39,3
	2013	811	60,8	41,8
56. Services directs aux particuliers	1984	736	14,1	-
	1991	881	33,9	11,7
	1998	1 122	32,8	15,1
	2005	1 503	35,2	13,7
	2013	1 563	62,1	15,7
6. Ouvrières	1984	1 155	64,0	42,7
	1991	1 276	70,7	40,4
	1998	1 073	68,5	39,3
	2005	1 027	69,5	38,1
	2013	1 105	80,5	38,2
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	51,0	34,1
	1991	399	66,2	32,4
	1998	427	64,1	36,5
	2005	406	63,7	34,4
	2013	456	76,4	38,3
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	69,1	44,8
	1991	832	73,5	43,2
	1998	589	71,6	39,3
	2005	555	75,0	40,4
	2013	584	84,2	35,4
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-
	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 44,9 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 25,0 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.5 • Le travail répétitif selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	356	20,2	-
	1991	251	35,2	-
	1998	216	35,1	-
	2005	320	34,6	-
	2013	257	59,8	34,2
De 20 à 24 ans	1984	1 997	25,0	31,6
	1991	1 729	36,9	27,4
	1998	1 105	38,2	35,6
	2005	1 588	36,7	24,2
	2013	1 536	51,3	25,5
De 25 à 29 ans	1984	2 842	20,8	30,1
	1991	2 957	29,6	24,8
	1998	2 793	29,5	27,7
	2005	2 632	26,9	27,6
	2013	2 578	41,7	25,4
De 30 à 34 ans	1984	2 924	20,5	28,8
	1991	2 957	30,5	23,5
	1998	2 977	28,5	24,8
	2005	3 014	26,3	30,4
	2013	2 734	41,1	26,5
De 35 à 39 ans	1984	2 769	18,6	22,7
	1991	2 941	28,6	28,3
	1998	2 989	29,6	24,9
	2005	3 133	28,1	24,9
	2013	2 934	38,4	23,3
De 40 à 44 ans	1984	1 866	17,5	23,6
	1991	2 963	27,9	24,4
	1998	2 884	26,9	24,1
	2005	3 263	28,0	22,4
	2013	3 269	40,2	28,0
De 45 à 49 ans	1984	1 804	18,9	27,0
	1991	2 030	27,3	22,4
	1998	2 860	27,8	22,3
	2005	3 103	28,9	26,1
	2013	3 243	39,4	25,4
De 50 à 54 ans	1984	1 682	20,2	29,9
	1991	1 485	29,4	24,9
	1998	2 324	26,3	21,7
	2005	2 884	27,9	21,5
	2013	3 026	41,5	21,2
55 ans et plus	1984	1 361	18,5	22,0
	1991	1 488	27,2	18,7
	1998	1 369	27,1	22,5
	2005	2 313	23,4	20,5
	2013	3 283	39,7	22,4
Ensemble	1984	17 602	20,1	27,3
	1991	18 801	29,6	24,6
	1998	19 517	28,7	25,0
	2005	22 251	28,0	24,8
	2013	22 859	41,2	24,8

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,8 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.6 • **Le travail répétitif selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**
En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	224	16,5	-
	1991	166	32,2	-
	1998	174	36,5	-
	2005	223	30,7	-
	2013	168	53,5	-
De 20 à 24 ans	1984	1 009	22,4	25,4
	1991	865	33,7	24,9
	1998	539	37,3	33,8
	2005	873	35,8	21,2
	2013	864	50,2	22,9
De 25 à 29 ans	1984	1 606	19,2	24,4
	1991	1 586	26,8	24,9
	1998	1 516	28,0	27,0
	2005	1 427	26,9	28,0
	2013	1 271	41,0	22,8
De 30 à 34 ans	1984	1 681	18,7	25,6
	1991	1 661	26,7	22,9
	1998	1 658	27,9	20,4
	2005	1 666	24,6	31,1
	2013	1 378	41,2	27,7
De 35 à 39 ans	1984	1 647	18,0	19,1
	1991	1 625	24,8	28,0
	1998	1 625	27,7	25,0
	2005	1 658	25,3	25,0
	2013	1 553	37,4	23,8
De 40 à 44 ans	1984	1 138	16,5	22,7
	1991	1 652	23,2	23,0
	1998	1 518	24,1	22,1
	2005	1 703	25,7	24,0
	2013	1 698	35,2	25,7
De 45 à 49 ans	1984	1 092	17,0	24,9
	1991	1 162	26,2	23,0
	1998	1 470	24,2	20,9
	2005	1 597	25,9	29,3
	2013	1 534	31,9	25,6
De 50 à 54 ans	1984	1 016	18,7	30,5
	1991	869	25,2	24,2
	1998	1 237	23,7	19,8
	2005	1 427	27,0	18,4
	2013	1 458	35,9	21,3
55 ans et plus	1984	780	15,9	20,2
	1991	819	22,8	20,2
	1998	745	23,0	26,4
	2005	1 146	19,1	25,7
	2013	1 572	32,4	24,3
Ensemble	1984	10 194	18,3	23,9
	1991	10 406	26,0	23,9
	1998	10 481	26,6	23,5
	2005	11 720	26,0	25,4
	2013	11 495	37,5	24,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 37,5 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.7 • Le travail répétitif selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Moins de 20 ans	1984	131	26,5	-
	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	27,5	36,5
	1991	864	40,0	29,6
	1998	566	38,9	37,3
	2005	715	37,8	27,7
	2013	672	52,8	28,6
De 25 à 29 ans	1984	1 237	22,9	36,3
	1991	1 371	32,8	24,6
	1998	1 278	31,3	28,4
	2005	1 204	27,0	27,0
	2013	1 306	42,3	27,8
De 30 à 34 ans	1984	1 243	22,8	32,3
	1991	1 296	35,3	24,0
	1998	1 319	29,3	30,1
	2005	1 348	28,4	29,6
	2013	1 356	41,1	25,2
De 35 à 39 ans	1984	1 122	19,5	27,7
	1991	1 317	33,4	28,6
	1998	1 364	31,9	24,8
	2005	1 475	31,2	24,8
	2013	1 381	39,5	22,8
De 40 à 44 ans	1984	728	19,2	24,7
	1991	1 311	33,9	25,7
	1998	1 366	29,9	25,8
	2005	1 560	30,5	20,8
	2013	1 571	45,7	29,9
De 45 à 49 ans	1984	712	22,0	29,5
	1991	868	28,8	21,7
	1998	1 390	31,6	23,4
	2005	1 506	32,1	23,4
	2013	1 709	46,1	25,2
De 50 à 54 ans	1984	666	22,6	29,2
	1991	616	35,4	25,7
	1998	1 088	29,3	23,4
	2005	1 457	28,9	24,2
	2013	1 568	46,7	21,1
55 ans et plus	1984	581	22,1	23,5
	1991	668	32,7	17,4
	1998	624	32,0	19,2
	2005	1 168	27,7	17,0
	2013	1 711	46,5	21,2
Ensemble	1984	7 408	22,5	31,1
	1991	8 396	34,0	25,2
	1998	9 036	31,2	26,5
	2005	10 530	30,2	24,2
	2013	11 364	44,9	25,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 44,9 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 25,0 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.8 • **Le travail répétitif en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Agriculture, sylviculture et pêche	249	49,8	43,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	59,5	39,4
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	34,0	-
Fabrication de matériels de transport	442	43,1	43,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	46,4	28,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	32,0	23,4
Construction	1 478	45,1	20,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	47,7	34,7
Transports et entreposage	1 322	52,9	26,6
Hébergement et restauration	814	62,3	33,3
Information et communication	677	18,2	25,0
Activités financières et d'assurance	823	23,4	21,0
Activités immobilières	255	39,8	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	33,2	20,9
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	37,1	16,7
Autres activités de services	1 612	44,6	17,2
Non renseigné	111	52,8	-
Ensemble	22 859	41,2	24,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,8 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.9 • Le travail répétitif en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	2 316	23,8	18,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	38,6	18,1
Fonct. pub. hospitalière	1 099	46,7	16,8
Marchand ou associatif	17 689	43,4	26,4
Ensemble	22 859	41,2	24,8

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,8 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.10 • Le travail répétitif en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi eux, proportion de salariés pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	1 019	19,8	20,6
Fonct. pub. territoriale	716	32,8	19,5
Fonct. pub. hospitalière	271	35,1	21,9
Marchand ou associatif	9 490	39,8	25,2
Ensemble	11 495	37,5	24,6

Lecture : en 2013, 37,5 % des hommes salariés déclarent que leur travail est répétitif ; 24,6 % d'entre eux déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.11 • Le travail répétitif en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que leur travail est répétitif	Parmi elles, proportion de salariées pour qui chaque série de geste dure moins d'une minute
Fonct. pub. de l'État	1 297	27,0	17,6
Fonct. pub. territoriale	1 038	42,6	17,3
Fonct. pub. hospitalière	829	50,5	15,6
Marchand ou associatif	8 200	47,5	27,5
Ensemble	11 364	44,9	25,0

Lecture : en 2013, 44,9 % des femmes salariées déclarent que leur travail est répétitif ; 25,0 % d'entre elles déclarent que chaque série de geste dure moins d'une minute.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

II – CONTRAINTES ORGANISATIONNELLES

6 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins

Tableau 6.1 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Femmes	1991	8 396	5,3	20,3
	1998	9 036	7,1	19,5
	2005	10 530	7,0	14,7
	2013	11 364	10,7	20,2
Hommes	1991	10 406	4,7	24,8
	1998	10 481	6,1	26,3
	2005	11 720	5,4	22,2
	2013	11 495	8,7	26,0
Ensemble	1991	18 801	5,0	22,8
	1998	19 517	6,6	23,2
	2005	22 251	6,2	18,7
	2013	22 859	9,7	23,1

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

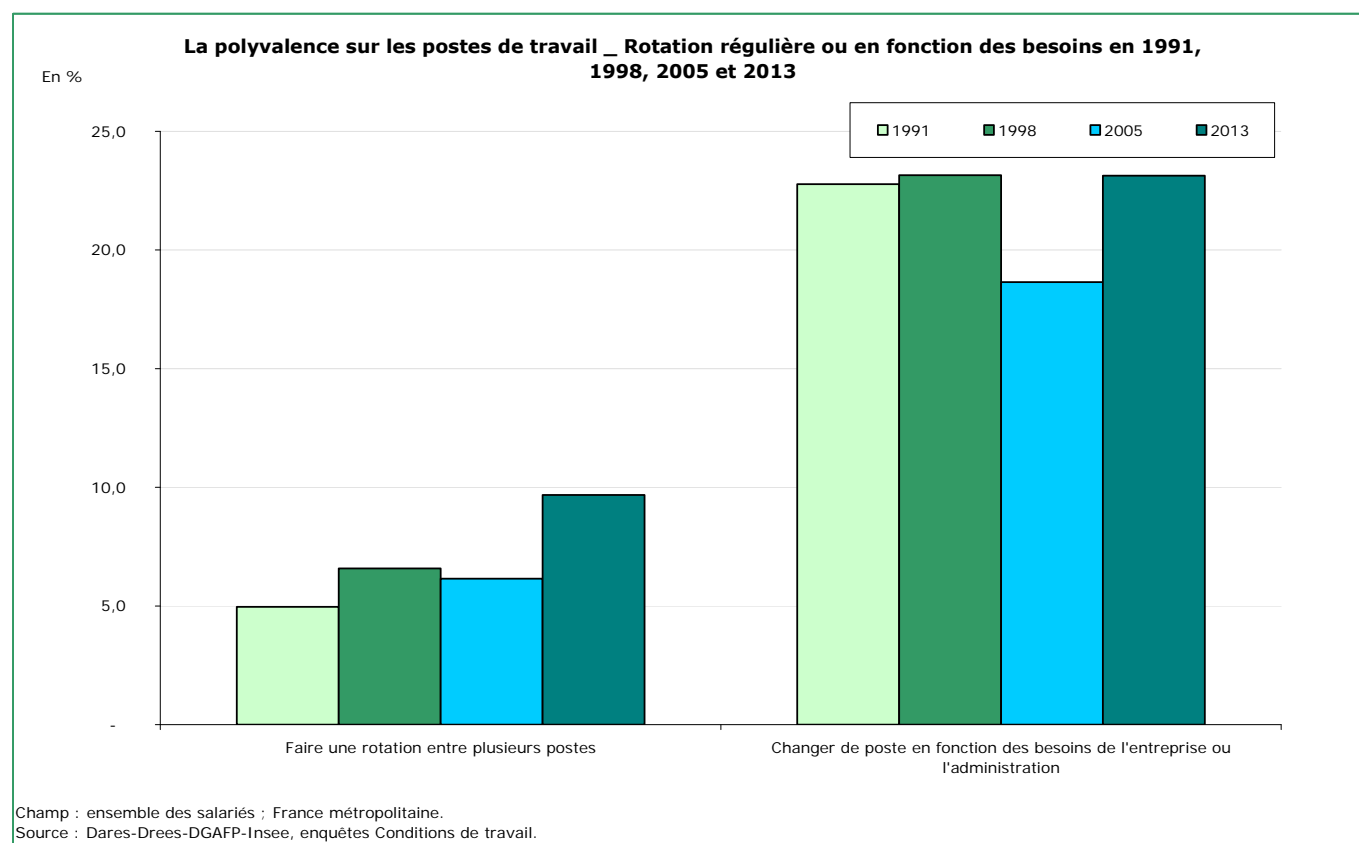


Tableau 6.2 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	2,3	12,2
	1998	2 582	4,1	10,7
	2005	3 327	2,4	8,8
	2013	4 417	5,7	12,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	3,0	9,1
	1998	1 104	5,2	7,1
	2005	1 341	3,3	6,6
	2013	1 664	8,9	14,0
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	1,8	14,6
	1998	1 464	3,2	13,5
	2005	1 958	1,8	10,3
	2013	2 564	3,6	10,8
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	4,2	17,5
	1998	4 517	5,6	18,7
	2005	5 778	5,6	15,6
	2013	5 887	9,5	21,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	5,2	14,6
	1998	1 897	6,1	14,5
	2005	2 337	7,1	11,7
	2013	2 326	13,2	17,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	2,6	16,1
	1998	1 196	5,0	18,0
	2005	1 771	4,7	16,1
	2013	1 835	6,2	22,5
47. Techniciens	1991	804	3,7	20,3
	1998	842	5,5	23,5
	2005	1 068	4,1	18,2
	2013	1 159	7,4	24,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	4,9	25,5
	1998	582	5,8	26,7
	2005	603	5,3	25,1
	2013	560	8,3	29,0

Tableau 6.2 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
5. Employés	1991	6 014	6,3	21,9
	1998	6 607	7,8	21,7
	2005	7 291	7,4	17,0
	2013	7 098	10,9	22,3
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	8,8	21,7
	1998	2 562	9,5	23,8
	2005	2 799	9,6	17,7
	2013	2 641	15,0	22,7
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	5,5	23,8
	1998	1 969	7,1	20,4
	2005	1 763	6,3	18,8
	2013	1 525	8,3	22,3
55. Employés de commerce	1991	783	4,3	26,9
	1998	785	9,5	29,1
	2005	1 042	9,0	22,5
	2013	1 075	10,3	30,2
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	4,1	14,4
	1998	1 291	4,3	14,7
	2005	1 686	3,9	10,5
	2013	1 853	7,5	16,9
6. Ouvriers	1991	6 287	5,2	30,9
	1998	5 812	7,1	33,8
	2005	5 847	7,2	29,3
	2013	5 456	11,6	34,4
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	5,0	29,9
	1998	3 913	6,4	33,0
	2005	3 815	7,0	28,6
	2013	3 584	10,7	33,7
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	5,7	32,5
	1998	1 655	8,9	34,9
	2005	1 810	7,9	29,6
	2013	1 616	14,4	33,1
69. Ouvriers agricoles	1991	230	3,8	32,7
	1998	244	5,2	40,0
	2005	222	7,1	39,2
	2013	252	6,3	51,6
Ensemble	1991	18 801	5,0	22,8
	1998	19 517	6,6	23,2
	2005	22 251	6,2	18,7
	2013	22 859	9,7	23,1

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.3 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	2,5	13,8
	1998	1 719	4,7	11,6
	2005	2 115	2,1	10,5
	2013	2 656	5,5	11,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	3,5	11,5
	1998	597	7,5	7,1
	2005	700	2,9	7,7
	2013	824	9,4	13,8
36. Cadres d'entreprise	1991	989	2,0	15,0
	1998	1 119	3,2	14,0
	2005	1 406	1,7	12,0
	2013	1 714	3,5	9,7
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	4,1	19,5
	1998	2 440	5,1	21,6
	2005	3 043	4,7	19,2
	2013	2 830	8,2	24,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	6,5	17,9
	1998	557	5,8	17,6
	2005	730	5,9	14,9
	2013	613	14,8	20,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	2,0	15,1
	1998	600	3,7	17,1
	2005	840	4,7	18,8
	2013	748	5,2	24,6
47. Techniciens	1991	705	3,4	20,5
	1998	740	5,5	23,8
	2005	938	3,5	18,6
	2013	973	6,4	24,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	4,3	25,1
	1998	542	5,3	27,4
	2005	535	5,0	26,7
	2013	490	8,2	29,4

Tableau 6.3 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
5. Employés	1991	1 416	8,4	24,7
	1998	1 584	8,8	28,2
	2005	1 736	8,3	21,6
	2013	1 658	11,2	29,0
51. Employés de la fonction publique	1991	769	11,1	25,9
	1998	934	9,2	29,8
	2005	1 018	10,0	22,6
	2013	888	14,2	28,0
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	7,1	20,4
	1998	299	8,3	22,7
	2005	274	4,7	18,8
	2013	216	5,0	24,6
55. Employés de commerce	1991	171	1,9	29,2
	1998	182	9,7	32,5
	2005	261	5,3	23,8
	2013	264	7,7	20,6
56. Services directs aux particuliers	1991	144	4,5	22,7
	1998	168	6,6	24,7
	2005	183	7,9	16,9
	2013	290	10,0	43,1
6. Ouvriers	1991	5 011	4,7	30,6
	1998	4 739	6,3	33,3
	2005	4 820	6,3	29,4
	2013	4 351	10,0	34,4
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	4,8	29,6
	1998	3 486	5,7	32,5
	2005	3 409	6,5	28,1
	2013	3 127	9,6	32,3
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	4,5	33,0
	1998	1 065	8,4	34,5
	2005	1 255	5,8	31,2
	2013	1 032	11,7	37,2
69. Ouvriers agricoles	1991	185	3,6	33,8
	1998	187	5,5	41,3
	2005	156	6,7	44,2
	2013	187	6,5	55,3
Ensemble	1991	10 406	4,7	24,8
	1998	10 481	6,1	26,3
	2005	11 720	5,4	22,2
	2013	11 495	8,7	26,0

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.4 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	1,6	8,5
	1998	863	2,9	9,0
	2005	1 211	3,0	5,7
	2013	1 761	6,0	13,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	2,2	6,0
	1998	507	2,5	7,0
	2005	642	3,8	5,5
	2013	839	8,4	14,2
36. Cadres d'entreprise	1991	242	0,9	12,7
	1998	345	3,4	11,8
	2005	552	2,1	6,1
	2013	850	3,8	13,0
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	4,4	14,8
	1998	2 077	6,3	15,3
	2005	2 735	6,7	11,7
	2013	3 057	10,6	19,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	4,6	12,8
	1998	1 340	6,2	13,2
	2005	1 606	7,7	10,2
	2013	1 713	12,7	16,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	3,2	17,3
	1998	596	6,2	19,0
	2005	931	4,7	13,6
	2013	1 087	7,0	21,0
47. Techniciennes	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	8,2	15,5
	2013	186	12,6	27,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 6.4 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
5. Employées	1991	4 598	5,6	21,0
	1998	5 023	7,4	19,6
	2005	5 555	7,1	15,5
	2013	5 440	10,8	20,2
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	7,5	19,4
	1998	1 628	9,6	20,3
	2005	1 782	9,3	14,8
	2013	1 753	15,5	19,9
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	5,2	24,5
	1998	1 670	6,9	20,0
	2005	1 489	6,6	18,8
	2013	1 309	8,9	22,0
55. Employées de commerce	1991	612	4,9	26,3
	1998	603	9,4	28,1
	2005	781	10,3	22,1
	2013	811	11,2	33,3
56. Services directs aux particuliers	1991	881	4,1	13,1
	1998	1 122	4,0	13,2
	2005	1 503	3,4	9,7
	2013	1 563	7,0	12,0
6. Ouvrières	1991	1 276	6,9	32,0
	1998	1 073	10,4	36,0
	2005	1 027	11,5	28,8
	2013	1 105	17,8	34,1
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	6,3	32,7
	1998	427	12,0	36,5
	2005	406	10,6	32,7
	2013	456	17,9	43,6
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	7,3	31,8
	1998	589	9,8	35,6
	2005	555	12,6	26,1
	2013	584	19,1	25,9
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1991	8 396	5,3	20,3
	1998	9 036	7,1	19,5
	2005	10 530	7,0	14,7
	2013	11 364	10,7	20,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.5 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Moins de 20 ans	1991	251	3,6	33,4
	1998	216	7,1	27,0
	2005	320	3,6	23,2
	2013	257	10,4	35,1
De 20 à 24 ans	1991	1 729	5,3	27,7
	1998	1 105	8,5	31,4
	2005	1 588	7,2	25,0
	2013	1 536	10,2	29,5
De 25 à 29 ans	1991	2 957	5,6	25,7
	1998	2 793	7,7	27,0
	2005	2 632	6,2	20,8
	2013	2 578	10,0	27,5
De 30 à 34 ans	1991	2 957	5,0	23,9
	1998	2 977	5,7	24,6
	2005	3 014	7,5	19,4
	2013	2 734	9,5	26,7
De 35 à 39 ans	1991	2 941	4,8	22,5
	1998	2 989	7,4	23,2
	2005	3 133	5,7	19,1
	2013	2 934	9,5	23,1
De 40 à 44 ans	1991	2 963	5,3	20,6
	1998	2 884	6,8	23,0
	2005	3 263	5,9	19,8
	2013	3 269	10,7	22,8
De 45 à 49 ans	1991	2 030	4,6	21,0
	1998	2 860	6,0	20,0
	2005	3 103	6,0	17,6
	2013	3 243	10,2	21,4
De 50 à 54 ans	1991	1 485	4,5	20,0
	1998	2 324	5,7	19,6
	2005	2 884	6,7	15,5
	2013	3 026	9,7	20,7
55 ans et plus	1991	1 488	4,1	17,4
	1998	1 369	5,2	17,7
	2005	2 313	4,3	13,4
	2013	3 283	7,8	17,1
Ensemble	1991	18 801	5,0	22,8
	1998	19 517	6,6	23,2
	2005	22 251	6,2	18,7
	2013	22 859	9,7	23,1

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.6 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Moins de 20 ans	1991	166	3,3	37,0
	1998	174	5,9	25,6
	2005	223	2,1	23,1
	2013	168	8,4	33,0
De 20 à 24 ans	1991	865	3,8	31,7
	1998	539	8,1	34,6
	2005	873	5,1	28,6
	2013	864	8,8	32,7
De 25 à 29 ans	1991	1 586	5,7	28,2
	1998	1 516	7,3	32,3
	2005	1 427	5,9	23,4
	2013	1 271	10,0	27,7
De 30 à 34 ans	1991	1 661	4,8	25,3
	1998	1 658	5,7	28,1
	2005	1 666	6,4	22,0
	2013	1 378	8,3	30,8
De 35 à 39 ans	1991	1 625	5,1	24,5
	1998	1 625	6,6	27,0
	2005	1 658	5,8	23,0
	2013	1 553	8,9	26,7
De 40 à 44 ans	1991	1 652	5,1	21,5
	1998	1 518	6,2	24,4
	2005	1 703	5,0	24,4
	2013	1 698	9,7	25,9
De 45 à 49 ans	1991	1 162	4,8	22,6
	1998	1 470	5,6	23,0
	2005	1 597	5,0	21,9
	2013	1 534	9,3	24,7
De 50 à 54 ans	1991	869	3,7	21,5
	1998	1 237	5,1	21,6
	2005	1 427	6,1	18,2
	2013	1 458	8,5	24,5
55 ans et plus	1991	819	3,6	20,7
	1998	745	5,2	20,4
	2005	1 146	4,2	16,8
	2013	1 572	6,1	18,3
Ensemble	1991	10 406	4,7	24,8
	1998	10 481	6,1	26,3
	2005	11 720	5,4	22,2
	2013	11 495	8,7	26,0

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.7 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent*	
			Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Moins de 20 ans	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	6,8	23,6
	1998	566	8,8	28,4
	2005	715	9,7	20,7
	2013	672	12,0	25,4
De 25 à 29 ans	1991	1 371	5,5	22,9
	1998	1 278	8,1	20,6
	2005	1 204	6,7	17,6
	2013	1 306	9,9	27,3
De 30 à 34 ans	1991	1 296	5,2	22,1
	1998	1 319	5,7	20,3
	2005	1 348	9,0	16,2
	2013	1 356	10,8	22,6
De 35 à 39 ans	1991	1 317	4,5	20,0
	1998	1 364	8,4	18,7
	2005	1 475	5,7	14,7
	2013	1 381	10,1	18,9
De 40 à 44 ans	1991	1 311	5,7	19,5
	1998	1 366	7,4	21,4
	2005	1 560	6,9	14,7
	2013	1 571	11,7	19,5
De 45 à 49 ans	1991	868	4,4	18,8
	1998	1 390	6,4	16,7
	2005	1 506	7,0	13,0
	2013	1 709	11,0	18,4
De 50 à 54 ans	1991	616	5,5	17,9
	1998	1 088	6,5	17,4
	2005	1 457	7,3	12,9
	2013	1 568	10,9	17,2
55 ans et plus	1991	668	4,7	13,3
	1998	624	5,2	14,6
	2005	1 168	4,5	10,0
	2013	1 711	9,4	16,0
Ensemble	1991	8 396	5,3	20,3
	1998	9 036	7,1	19,5
	2005	10 530	7,0	14,7
	2013	11 364	10,7	20,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Le complément à 100 correspond aux salariées non polyvalentes.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.8 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
		Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Agriculture, sylviculture et pêche	249	7,6	50,1
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	13,2	32,4
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	7,4	22,7
Fabrication de matériels de transport	442	16,7	20,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	10,8	31,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	7,3	16,2
Construction	1 478	6,1	31,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	9,3	32,4
Transports et entreposage	1 322	8,4	21,2
Hébergement et restauration	814	12,4	32,3
Information et communication	677	3,2	15,1
Activités financières et d'assurance	823	6,0	16,1
Activités immobilières	255	4,6	18,7
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	6,9	17,9
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	12,6	18,9
Autres activités de services	1 612	7,1	14,7
Non renseigné	111	7,0	24,0
Ensemble	22 859	9,7	23,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.9 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
		Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Fonct. pub. de l'État	2 316	10,9	16,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	15,0	22,1
Fonct. pub. hospitalière	1 099	16,6	20,2
Marchand ou associatif	17 689	8,6	24,3
Ensemble	22 859	9,7	23,1

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.10 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent*	
		Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Fonct. pub. de l'État	1 019	10,7	21,1
Fonct. pub. territoriale	716	10,7	29,8
Fonct. pub. hospitalière	271	17,2	24,1
Marchand ou associatif	9 490	8,1	26,3
Ensemble	11 495	8,7	26,0

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.11 • La polyvalence sur les postes de travail - Rotation régulière ou en fonction des besoins en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent*	
		Faire une rotation entre plusieurs postes	Changer de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration
Fonct. pub. de l'État	1 297	11,0	12,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	17,9	16,7
Fonct. pub. hospitalière	829	16,4	18,9
Marchand ou associatif	8 200	9,1	21,9
Ensemble	11 364	10,7	20,2

* Le complément à 100 correspond aux salariés non polyvalents.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent faire une rotation régulière entre plusieurs postes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

7 • Changements de poste selon une rotation régulière

Tableau 7.1 • Changements de poste selon une rotation régulière en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
Femmes	1998	9 036	7,1	73,6	10,3	16,1	16,5
	2005	10 530	7,0	73,9	8,8	17,3	16,5
	2013	11 364	10,7	71,4	13,1	15,5	23,4
Hommes	1998	10 481	6,1	71,2	12,0	16,8	20,4
	2005	11 720	5,4	73,1	7,1	19,7	18,9
	2013	11 495	8,7	74,0	9,2	16,8	23,1
Ensemble	1998	19 517	6,6	72,4	11,1	16,4	18,5
	2005	22 251	6,2	73,5	8,0	18,4	17,6
	2013	22 859	9,7	72,6	11,3	16,1	23,3

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 72,6 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFF-Insee, enquêtes Conditions de travail.

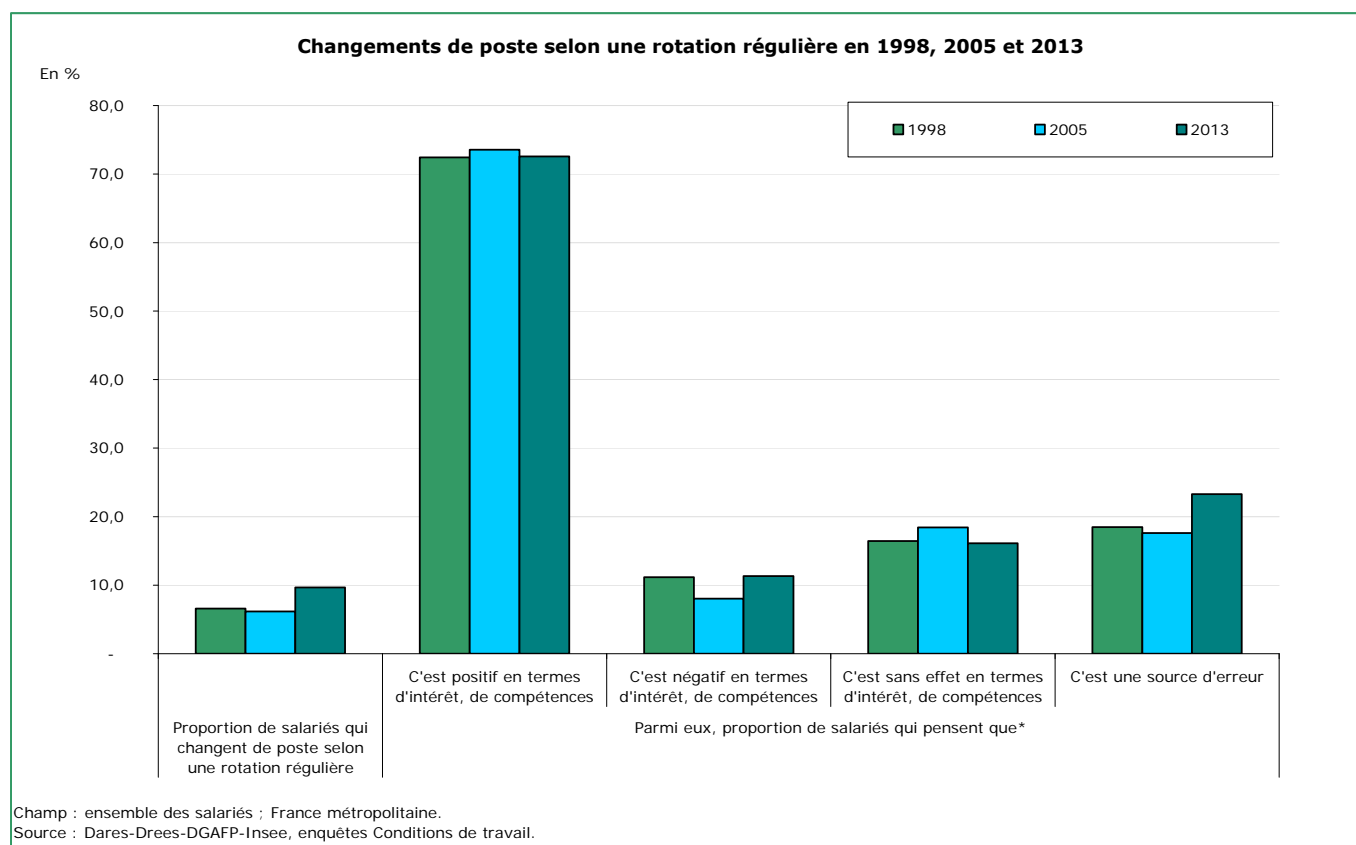


Tableau 7.2 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	4,1	-	-	-	-
	2005	3 327	2,4	-	-	-	-
	2013	4 417	5,7	80,2	12,6	7,2	28,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	5,2	-	-	-	-
	2005	1 341	3,3	-	-	-	-
	2013	1 664	8,9	82,6	7,6	9,8	22,3
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	3,2	-	-	-	-
	2005	1 958	1,8	-	-	-	-
	2013	2 564	3,6	-	-	-	-
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	5,6	70,6	15,9	13,5	31,6
	2005	5 778	5,6	76,0	10,8	13,2	23,3
	2013	5 887	9,5	69,6	11,2	19,3	28,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	6,1	68,9	19,6	11,6	20,3
	2005	2 337	7,1	78,4	13,2	8,4	24,6
	2013	2 326	13,2	71,5	10,6	17,8	26,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	5,0	-	-	-	-
	2005	1 771	4,7	-	-	-	-
	2013	1 835	6,2	62,5	17,1	20,4	32,6
47. Techniciens	1998	842	5,5	-	-	-	-
	2005	1 068	4,1	-	-	-	-
	2013	1 159	7,4	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	5,8	-	-	-	-
	2005	603	5,3	-	-	-	-
	2013	560	8,3	-	-	-	-

Tableau 7.2 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employés	1998	6 607	7,8	71,1	10,8	18,1	14,5
	2005	7 291	7,4	72,0	8,6	19,4	15,1
	2013	7 098	10,9	72,6	10,6	16,8	21,1
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	9,5	72,1	11,6	16,3	13,0
	2005	2 799	9,6	70,6	7,7	21,7	10,6
	2013	2 641	15,0	75,3	9,4	15,3	18,5
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	7,1	70,4	9,8	19,8	22,3
	2005	1 763	6,3	-	-	-	-
	2013	1 525	8,3	66,6	15,9	17,5	33,1
55. Employés de commerce	1998	785	9,5	-	-	-	-
	2005	1 042	9,0	-	-	-	-
	2013	1 075	10,3	65,1	12,6	22,2	24,5
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	4,3	-	-	-	-
	2005	1 686	3,9	-	-	-	-
	2013	1 853	7,5	76,3	7,5	16,2	14,8
6. Ouvriers	1998	5 812	7,1	72,5	8,9	18,6	15,4
	2005	5 847	7,2	72,7	5,4	21,9	15,5
	2013	5 456	11,6	72,3	11,8	15,9	19,1
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	6,4	66,8	11,0	22,2	17,9
	2005	3 815	7,0	75,0	5,7	19,3	18,9
	2013	3 584	10,7	72,9	9,4	17,6	21,3
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	8,9	81,0	5,3	13,7	10,6
	2005	1 810	7,9	72,2	5,6	22,2	11,0
	2013	1 616	14,4	71,7	16,6	11,8	16,4
69. Ouvriers agricoles	1998	244	5,2	-	-	-	-
	2005	222	7,1	-	-	-	-
	2013	252	6,3	-	-	-	-
Ensemble	1998	19 517	6,6	72,4	11,1	16,4	18,5
	2005	22 251	6,2	73,5	8,0	18,4	17,6
	2013	22 859	9,7	72,6	11,3	16,1	23,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 72,6 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.3 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	4,7	82,5	13,3	4,2	21,6
	2005	2 115	2,1	84,2	7,8	8,0	30,2
	2013	2 656	5,5	89,2	6,5	4,4	21,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	7,5	82,8	17,2	-	13,8
	2005	700	2,9	85,4	10,4	4,2	41,4
	2013	824	9,4	91,2	3,5	5,3	13,2
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	3,2	82,0	8,4	9,6	31,5
	2005	1 406	1,7	83,3	5,5	11,2	21,0
	2013	1 714	3,5	-	-	-	-
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	5,1	67,2	15,1	17,8	32,9
	2005	3 043	4,7	77,2	8,2	14,6	23,9
	2013	2 830	8,2	70,3	10,0	19,7	30,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	5,8	64,8	18,3	17,0	19,7
	2005	730	5,9	78,8	11,3	9,8	27,2
	2013	613	14,8	72,6	12,4	15,0	27,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	3,7	68,0	15,9	16,0	38,2
	2005	840	4,7	82,8	3,2	14,0	15,7
	2013	748	5,2	-	-	-	-
47. Techniciens	1998	740	5,5	73,3	12,9	13,8	25,5
	2005	938	3,5	80,6	7,2	12,1	21,1
	2013	973	6,4	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	5,3	60,7	13,8	25,5	54,0
	2005	535	5,0	62,0	11,7	26,4	34,2
	2013	490	8,2	-	-	-	-

Tableau 7.3 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employés	1998	1 584	8,8	73,6	11,1	15,3	16,5
	2005	1 736	8,3	70,6	7,6	21,9	13,0
	2013	1 658	11,2	71,0	8,4	20,6	24,5
51. Employés de la fonction publique	1998	934	9,2	74,3	10,9	14,8	17,6
	2005	1 018	10,0	69,1	9,2	21,8	9,0
	2013	888	14,2	74,6	8,9	16,5	23,6
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	8,3	78,8	4,7	16,5	13,6
	2005	274	4,7	81,7	-	18,3	17,6
	2013	216	5,0	-	-	-	-
55. Employés de commerce	1998	182	9,7	74,8	10,5	14,7	25,5
	2005	261	5,3	61,5	10,4	28,1	36,0
	2013	264	7,7	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	1998	168	6,6	53,8	28,6	17,5	-
	2005	183	7,9	80,2	-	19,8	15,6
	2013	290	10,0	-	-	-	-
6. Ouvriers	1998	4 739	6,3	68,8	10,8	20,4	16,8
	2005	4 820	6,3	70,8	6,4	22,8	17,7
	2013	4 351	10,0	72,2	10,0	17,8	19,0
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	5,7	64,9	11,6	23,5	18,7
	2005	3 409	6,5	73,9	5,6	20,5	18,9
	2013	3 127	9,6	72,2	9,5	18,3	20,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	8,4	76,1	8,7	15,2	12,4
	2005	1 255	5,8	69,0	9,7	21,3	16,5
	2013	1 032	11,7	72,3	12,4	15,2	18,3
69. Ouvriers agricoles	1998	187	5,5	81,3	12,4	6,3	17,1
	2005	156	6,7	18,2	-	81,8	-
	2013	187	6,5	-	-	-	-
Ensemble	1998	10 481	6,1	71,2	12,0	16,8	20,4
	2005	11 720	5,4	73,1	7,1	19,7	18,9
	2013	11 495	8,7	74,0	9,2	16,8	23,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 74,0 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.4 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	2,9	84,6	-	15,4	5,3
	2005	1 211	3,0	71,1	5,6	23,4	12,3
	2013	1 761	6,0	67,1	21,6	11,3	39,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	2,5	75,7	-	24,3	10,5
	2005	642	3,8	68,8	8,2	23,0	12,5
	2013	839	8,4	-	-	-	32,5
36. Cadres d'entreprise	1998	345	3,4	93,2	-	6,8	-
	2005	552	2,1	75,8	-	24,2	11,8
	2013	850	3,8	-	-	-	-
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	6,3	73,8	16,7	9,4	30,5
	2005	2 735	6,7	75,1	12,8	12,1	22,9
	2013	3 057	10,6	69,0	12,0	19,0	27,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	6,2	70,5	20,1	9,4	20,6
	2005	1 606	7,7	78,3	13,8	7,9	23,7
	2013	1 713	12,7	71,1	9,9	19,0	26,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	6,2	77,3	10,7	12,0	45,8
	2005	931	4,7	65,6	12,7	21,7	23,6
	2013	1 087	7,0	-	-	-	-
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-	-
	2005	130	8,2	89,2	-	10,8	10,0
	2013	186	12,6	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-	-

Tableau 7.4 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employées	1998	5 023	7,4	70,2	10,6	19,2	13,8
	2005	5 555	7,1	72,6	9,0	18,5	15,8
	2013	5 440	10,8	73,1	11,4	15,6	20,0
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	9,6	70,9	12,0	17,1	10,5
	2005	1 782	9,3	71,6	6,8	21,6	11,5
	2013	1 753	15,5	75,6	9,7	14,7	16,2
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	6,9	68,5	10,9	20,6	24,2
	2005	1 489	6,6	79,8	9,6	10,6	22,6
	2013	1 309	8,9	65,9	16,4	17,7	34,7
55. Employées de commerce	1998	603	9,4	72,5	8,3	19,2	12,5
	2005	781	10,3	71,5	9,7	18,8	17,4
	2013	811	11,2	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	4,0	69,1	8,0	22,9	-
	2005	1 503	3,4	63,4	13,5	23,1	14,3
	2013	1 563	7,0	77,4	9,5	13,2	12,8
6. Ouvrières	1998	1 073	10,4	82,4	3,9	13,7	11,7
	2005	1 027	11,5	77,4	3,0	19,6	9,9
	2013	1 105	17,8	72,4	15,7	11,9	19,2
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	12,0	74,4	8,4	17,1	14,5
	2005	406	10,6	80,7	5,9	13,5	18,5
	2013	456	17,9	-	-	-	-
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	9,8	88,7	-	11,3	7,7
	2005	555	12,6	75,6	1,4	23,0	5,3
	2013	584	19,1	-	-	-	-
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	7,1	73,6	10,3	16,1	16,5
	2005	10 530	7,0	73,9	8,8	17,3	16,5
	2013	11 364	10,7	71,4	13,1	15,5	23,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées changent de poste selon une rotation régulière ; 71,4 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.5 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	216	7,1	-	-	-	-
	2005	320	3,6	-	-	-	-
	2013	257	10,4	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	1 105	8,5	-	-	-	-
	2005	1 588	7,2	75,7	12,9	11,4	15,8
	2013	1 536	10,2	75,6	6,3	18,2	14,5
De 25 à 29 ans	1998	2 793	7,7	69,0	11,2	19,8	16,0
	2005	2 632	6,2	76,9	5,9	17,2	14,5
	2013	2 578	10,0	74,0	9,7	16,4	26,1
De 30 à 34 ans	1998	2 977	5,7	77,9	9,4	12,8	17,2
	2005	3 014	7,5	73,2	10,7	16,1	18,9
	2013	2 734	9,5	69,2	9,6	21,2	25,8
De 35 à 39 ans	1998	2 989	7,4	70,7	12,1	17,2	22,0
	2005	3 133	5,7	74,1	4,2	21,7	18,9
	2013	2 934	9,5	71,7	11,0	17,3	24,4
De 40 à 44 ans	1998	2 884	6,8	75,0	12,0	13,0	20,3
	2005	3 263	5,9	73,3	7,7	19,1	20,5
	2013	3 269	10,7	71,8	11,4	16,8	23,2
De 45 à 49 ans	1998	2 860	6,0	73,3	11,9	14,8	17,1
	2005	3 103	6,0	69,2	8,4	22,4	15,9
	2013	3 243	10,2	73,3	13,0	13,7	20,6
De 50 à 54 ans	1998	2 324	5,7	61,9	15,8	22,3	22,5
	2005	2 884	6,7	72,7	7,2	20,1	19,6
	2013	3 026	9,7	71,3	17,6	11,1	28,2
55 ans et plus	1998	1 369	5,2	-	-	-	-
	2005	2 313	4,3	-	-	-	-
	2013	3 283	7,8	74,3	10,0	15,7	22,0
Ensemble	1998	19 517	6,6	72,4	11,1	16,4	18,5
	2005	22 251	6,2	73,5	8,0	18,4	17,6
	2013	22 859	9,7	72,6	11,3	16,1	23,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 72,6 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.6 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	174	5,9	-	-	-	-
	2005	223	2,1	-	-	-	-
	2013	168	8,4	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	539	8,1	-	-	-	-
	2005	873	5,1	-	-	-	-
	2013	864	8,8	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	1998	1 516	7,3	-	-	-	-
	2005	1 427	5,9	-	-	-	-
	2013	1 271	10,0	79,8	7,3	12,9	24,2
De 30 à 34 ans	1998	1 658	5,7	-	-	-	-
	2005	1 666	6,4	-	-	-	-
	2013	1 378	8,3	66,6	12,3	21,1	28,1
De 35 à 39 ans	1998	1 625	6,6	67,3	14,7	18,0	21,6
	2005	1 658	5,8	-	-	-	-
	2013	1 553	8,9	69,6	11,2	19,2	25,8
De 40 à 44 ans	1998	1 518	6,2	-	-	-	-
	2005	1 703	5,0	-	-	-	-
	2013	1 698	9,7	70,5	10,9	18,6	26,2
De 45 à 49 ans	1998	1 470	5,6	-	-	-	-
	2005	1 597	5,0	-	-	-	-
	2013	1 534	9,3	78,5	8,8	12,7	19,2
De 50 à 54 ans	1998	1 237	5,1	-	-	-	-
	2005	1 427	6,1	-	-	-	-
	2013	1 458	8,5	78,3	8,3	13,4	25,6
55 ans et plus	1998	745	5,2	-	-	-	-
	2005	1 146	4,2	-	-	-	-
	2013	1 572	6,1	70,3	8,9	20,8	20,7
Ensemble	1998	10 481	6,1	71,2	12,0	16,8	20,4
	2005	11 720	5,4	73,1	7,1	19,7	18,9
	2013	11 495	8,7	74,0	9,2	16,8	23,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 74,0 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.7 • **Changements de poste selon une rotation régulière selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	8,8	-	-	-	-
	2005	715	9,7	-	-	-	-
	2013	672	12,0	-	-	-	-
De 25 à 29 ans	1998	1 278	8,1	-	-	-	-
	2005	1 204	6,7	-	-	-	-
	2013	1 306	9,9	68,4	11,9	19,7	28,1
De 30 à 34 ans	1998	1 319	5,7	-	-	-	-
	2005	1 348	9,0	-	-	-	-
	2013	1 356	10,8	71,3	7,4	21,3	24,1
De 35 à 39 ans	1998	1 364	8,4	73,9	9,7	16,3	22,4
	2005	1 475	5,7	-	-	-	-
	2013	1 381	10,1	73,8	10,8	15,5	23,1
De 40 à 44 ans	1998	1 366	7,4	77,1	9,1	13,8	17,1
	2005	1 560	6,9	-	-	-	-
	2013	1 571	11,7	73,0	11,8	15,2	20,4
De 45 à 49 ans	1998	1 390	6,4	-	-	-	-
	2005	1 506	7,0	-	-	-	-
	2013	1 709	11,0	69,2	16,2	14,5	21,7
De 50 à 54 ans	1998	1 088	6,5	-	-	-	-
	2005	1 457	7,3	-	-	-	-
	2013	1 568	10,9	66,1	24,5	9,3	30,1
55 ans et plus	1998	624	5,2	-	-	-	-
	2005	1 168	4,5	-	-	-	-
	2013	1 711	9,4	76,8	10,6	12,6	22,7
Ensemble	1998	9 036	7,1	73,6	10,3	16,1	16,5
	2005	10 530	7,0	73,9	8,8	17,3	16,5
	2013	11 364	10,7	71,4	13,1	15,5	23,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées changent de poste selon une rotation régulière ; 71,4 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.8 • **Changements de poste selon une rotation régulière en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Agriculture, sylviculture et pêche	249	7,6	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	13,2	-	-	-	-
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	7,4	-	-	-	-
Fabrication de matériels de transport	442	16,7	-	-	-	-
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	10,8	70,5	9,7	19,8	30,0
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	7,3	-	-	-	-
Construction	1 478	6,1	-	-	-	-
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	9,3	65,2	13,2	21,7	24,1
Transports et entreposage	1 322	8,4	76,8	4,0	19,1	20,5
Hébergement et restauration	814	12,4	-	-	-	-
Information et communication	677	3,2	-	-	-	-
Activités financières et d'assurance	823	6,0	-	-	-	-
Activités immobilières	255	4,6	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	6,9	77,4	14,5	8,1	23,5
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	12,6	70,7	12,9	16,4	24,5
Autres activités de services	1 612	7,1	77,2	6,7	16,1	12,7
Non renseigné	111	7,0	-	-	-	-
Ensemble	22 859	9,7	72,6	11,3	16,1	23,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 72,6 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.9 • **Changements de poste selon une rotation régulière en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	2 316	10,9	67,7	11,6	20,7	27,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	15,0	74,0	9,7	16,3	19,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	16,6	76,1	9,8	14,1	23,6
Marchand ou associatif	17 689	8,6	72,7	11,7	15,6	23,3
Ensemble	22 859	9,7	72,6	11,3	16,1	23,3

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 9,7 % des salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 72,6 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.10 • **Changements de poste selon une rotation régulière en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	1 019	10,7	70,2	9,4	20,3	20,9
Fonct. pub. territoriale	716	10,7	78,4	6,9	14,7	19,0
Fonct. pub. hospitalière	271	17,2	77,9	6,3	15,8	18,7
Marchand ou associatif	9 490	8,1	73,8	9,6	16,6	24,1
Ensemble	11 495	8,7	74,0	9,2	16,8	23,1

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 8,7 % des hommes salariés changent de poste selon une rotation régulière ; 74,0 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.11 • **Changements de poste selon une rotation régulière en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste selon une rotation régulière	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	1 297	11,0	65,8	13,3	20,9	31,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	17,9	72,2	10,8	17,0	19,4
Fonct. pub. hospitalière	829	16,4	75,5	11,0	13,6	25,3
Marchand ou associatif	8 200	9,1	71,5	14,0	14,5	22,6
Ensemble	11 364	10,7	71,4	13,1	15,5	23,4

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées changent de poste selon une rotation régulière ; 71,4 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

8 • Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration

Tableau 8.1 • Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
Femmes	1998	9 036	19,5	66,5	13,8	19,7	23,0
	2005	10 530	14,7	72,2	7,9	19,9	17,6
	2013	11 364	20,2	68,6	12,6	18,8	27,9
Hommes	1998	10 481	26,3	65,2	11,0	23,8	20,7
	2005	11 720	22,2	71,0	6,6	22,4	20,3
	2013	11 495	26,0	70,0	9,0	21,0	28,7
Ensemble	1998	19 517	23,2	65,7	12,1	22,2	21,6
	2005	22 251	18,7	71,4	7,1	21,5	19,3
	2013	22 859	23,1	69,4	10,6	20,0	28,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 23,1 % des salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ; 69,4 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

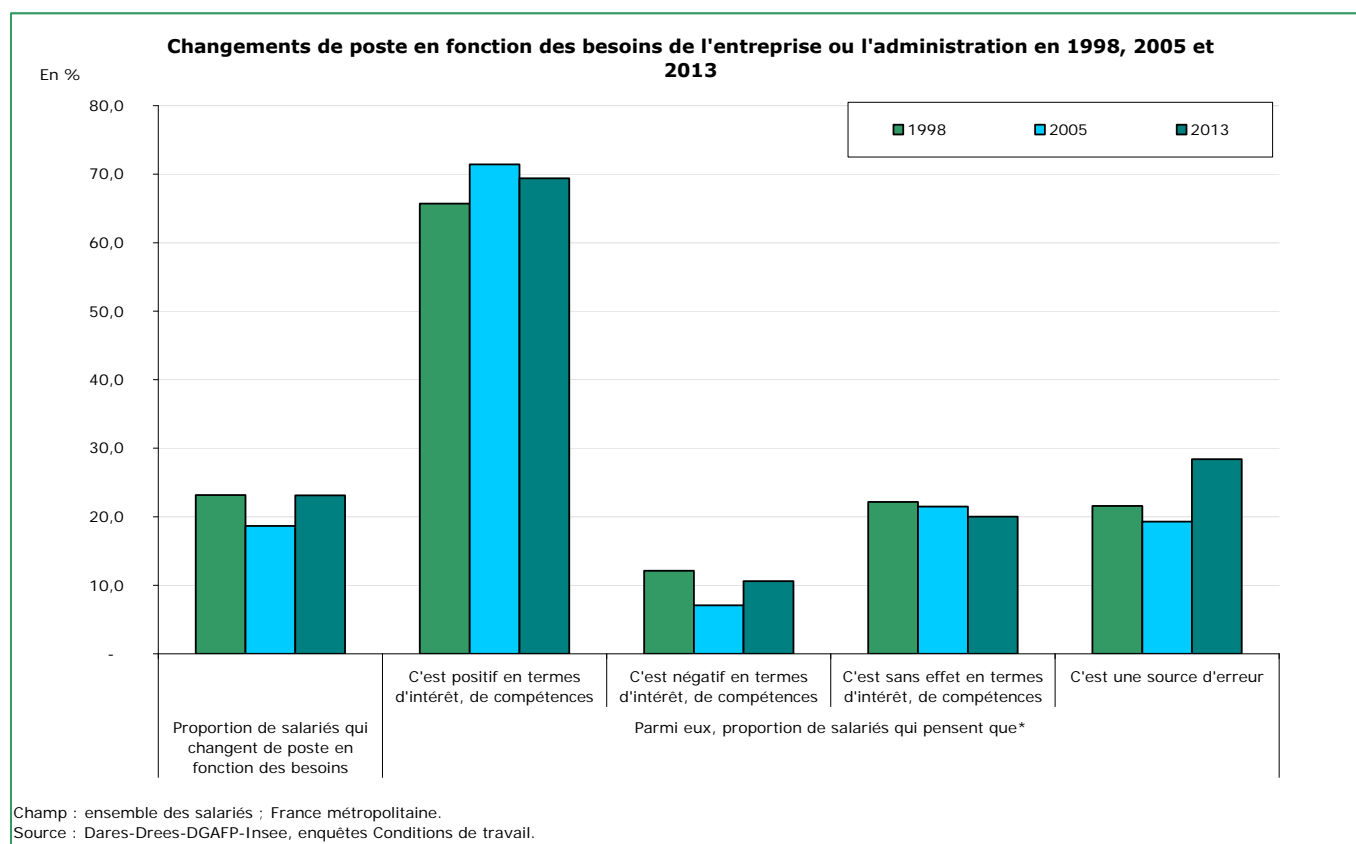


Tableau 8.2 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	10,7	72,9	9,0	18,1	24,9
	2005	3 327	8,8	76,7	10,1	13,2	22,3
	2013	4 417	12,5	77,9	7,3	14,8	29,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	7,1	-	-	-	-
	2005	1 341	6,6	-	-	-	-
	2013	1 664	14,0	71,9	9,3	18,8	31,0
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	13,5	74,7	9,4	15,9	28,5
	2005	1 958	10,3	73,4	12,1	14,5	21,6
	2013	2 564	10,8	83,0	6,8	10,3	29,4
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	18,7	70,2	12,7	17,1	26,4
	2005	5 778	15,6	74,5	7,1	18,4	26,3
	2013	5 887	21,5	69,3	11,8	18,9	33,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	14,5	65,0	16,5	18,5	27,0
	2005	2 337	11,7	73,2	11,7	15,1	23,3
	2013	2 326	17,5	65,4	15,3	19,3	34,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	18,0	72,6	15,1	12,3	24,5
	2005	1 771	16,1	76,0	6,0	18,0	28,3
	2013	1 835	22,5	65,1	12,6	22,3	30,7
47. Techniciens	1998	842	23,5	73,8	6,5	19,6	26,3
	2005	1 068	18,2	73,3	3,6	23,1	25,9
	2013	1 159	24,7	73,9	9,4	16,6	42,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	26,7	71,5	10,8	17,8	28,4
	2005	603	25,1	75,4	5,5	19,1	28,5
	2013	560	29,0	81,6	5,3	13,1	25,5

Tableau 8.2 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employés	1998	6 607	21,7	64,5	13,2	22,3	22,4
	2005	7 291	17,0	70,3	7,3	22,5	16,5
	2013	7 098	22,3	67,4	14,2	18,4	28,7
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	23,8	61,7	15,2	23,2	20,1
	2005	2 799	17,7	68,7	7,4	24,0	17,0
	2013	2 641	22,7	68,3	13,7	18,0	27,8
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	20,4	71,9	11,4	16,7	28,8
	2005	1 763	18,8	72,2	8,9	18,8	20,9
	2013	1 525	22,3	71,6	11,5	16,9	36,8
55. Employés de commerce	1998	785	29,1	64,4	14,3	21,3	27,3
	2005	1 042	22,5	75,2	5,6	19,3	14,6
	2013	1 075	30,2	70,6	12,0	17,4	26,5
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	14,7	58,1	9,6	32,3	10,1
	2005	1 686	10,5	64,5	6,1	29,4	9,2
	2013	1 853	16,9	57,8	20,8	21,4	24,2
6. Ouvriers	1998	5 812	33,8	63,6	11,5	24,9	18,4
	2005	5 847	29,3	69,7	6,4	23,8	17,1
	2013	5 456	34,4	68,4	7,7	23,9	23,7
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	33,0	63,6	11,9	24,5	19,3
	2005	3 815	28,6	71,0	6,2	22,8	17,2
	2013	3 584	33,7	68,1	8,2	23,7	25,7
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	34,9	61,7	11,5	26,8	17,9
	2005	1 810	29,6	67,2	7,3	25,5	16,2
	2013	1 616	33,1	67,4	8,1	24,4	23,1
69. Ouvriers agricoles	1998	244	40,0	-	-	-	-
	2005	222	39,2	-	-	-	-
	2013	252	51,6	74,7	1,1	24,2	7,7
Ensemble	1998	19 517	23,2	65,7	12,1	22,2	21,6
	2005	22 251	18,7	71,4	7,1	21,5	19,3
	2013	22 859	23,1	69,4	10,6	20,0	28,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 23,1 % des salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ; 69,4 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.3 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	11,6	73,1	7,5	19,4	25,5
	2005	2 115	10,5	77,2	9,2	13,6	21,0
	2013	2 656	11,9	79,4	7,3	13,3	27,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	7,1	70,3	3,2	26,5	22,4
	2005	700	7,7	83,9	3,4	12,7	18,6
	2013	824	13,8	72,0	10,4	17,6	26,6
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	14,0	74,2	8,7	17,0	26,5
	2005	1 406	12,0	75,1	11,0	13,8	21,8
	2013	1 714	9,7	84,7	6,7	8,7	29,8
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	21,6	70,2	9,4	20,4	26,1
	2005	3 043	19,2	74,1	5,4	20,6	27,1
	2013	2 830	24,3	71,3	9,1	19,6	35,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	17,6	61,7	11,2	27,1	25,2
	2005	730	14,9	69,2	7,0	23,8	23,2
	2013	613	20,1	67,0	13,9	19,1	36,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	17,1	68,5	15,0	16,5	25,4
	2005	840	18,8	79,3	6,3	14,4	29,4
	2013	748	24,6	70,0	6,2	23,8	28,9
47. Techniciens	1998	740	23,8	73,5	5,8	20,7	25,8
	2005	938	18,6	72,2	3,4	24,4	27,0
	2013	973	24,2	69,4	10,6	19,9	46,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	27,4	72,9	8,8	18,3	27,7
	2005	535	26,7	74,3	5,4	20,3	27,5
	2013	490	29,4	80,1	6,0	13,9	27,3

Tableau 8.3 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employés	1998	1 584	28,2	63,1	12,7	24,2	20,6
	2005	1 736	21,6	66,9	7,0	26,1	17,6
	2013	1 658	29,0	64,2	15,0	20,8	31,2
51. Employés de la fonction publique	1998	934	29,8	62,2	13,0	24,7	19,0
	2005	1 018	22,6	67,2	6,1	26,6	16,8
	2013	888	28,0	67,9	11,3	20,8	26,0
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	22,7	62,0	11,4	26,6	20,9
	2005	274	18,8	70,4	5,4	24,2	25,8
	2013	216	24,6	-	-	-	-
55. Employés de commerce	1998	182	32,5	67,9	11,7	20,4	27,4
	2005	261	23,8	71,6	10,2	18,3	18,0
	2013	264	20,6	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	1998	168	24,7	64,3	13,7	22,0	21,4
	2005	183	16,9	48,7	10,1	41,1	8,7
	2013	290	43,1	-	-	-	-
6. Ouvriers	1998	4 739	33,3	63,2	11,5	25,3	18,3
	2005	4 820	29,4	69,8	6,6	23,6	18,1
	2013	4 351	34,4	69,0	7,6	23,4	24,3
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	32,5	62,7	12,2	25,0	19,2
	2005	3 409	28,1	71,8	5,9	22,3	18,1
	2013	3 127	32,3	68,9	7,6	23,5	27,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	34,5	62,2	10,5	27,4	17,4
	2005	1 255	31,2	65,1	8,5	26,4	16,9
	2013	1 032	37,2	67,5	9,2	23,3	22,4
69. Ouvriers agricoles	1998	187	41,3	74,7	5,9	19,4	9,3
	2005	156	44,2	69,2	5,0	25,8	25,2
	2013	187	55,3	-	-	-	-
Ensemble	1998	10 481	26,3	65,2	11,0	23,8	20,7
	2005	11 720	22,2	71,0	6,6	22,4	20,3
	2013	11 495	26,0	70,0	9,0	21,0	28,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 26,0 % des hommes salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 70,0% d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.4 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	9,0	72,4	12,7	14,9	23,4
	2005	1 211	5,7	74,9	13,1	12,0	26,3
	2013	1 761	13,6	76,0	7,3	16,7	31,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	7,0	69,6	14,1	16,4	9,4
	2005	642	5,5	85,6	7,8	6,6	32,1
	2013	839	14,2	71,8	8,2	20,0	35,3
36. Cadres d'entreprise	1998	345	11,8	76,7	11,7	11,5	36,3
	2005	552	6,1	64,9	17,3	17,8	20,7
	2013	850	13,0	80,4	6,9	12,7	28,7
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	15,3	70,3	18,1	11,5	26,9
	2005	2 735	11,7	75,3	10,3	14,4	24,9
	2013	3 057	19,0	66,8	15,1	18,1	31,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	13,2	66,9	19,4	13,7	28,0
	2005	1 606	10,2	75,9	14,8	9,2	23,3
	2013	1 713	16,5	64,7	15,9	19,4	33,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	19,0	76,3	15,1	8,6	23,6
	2005	931	13,6	71,9	5,6	22,5	27,0
	2013	1 087	21,0	61,1	17,8	21,1	32,2
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-	-
	2005	130	15,5	83,1	5,2	11,7	16,5
	2013	186	27,3	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-	-

Tableau 8.4 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*				
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur	
5. Employées	1998	5 023	19,6	65,2	13,5	21,4	23,2
	2005	5 555	15,5	71,7	7,4	20,9	16,0
	2013	5 440	20,2	68,8	13,9	17,3	27,6
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	20,3	61,2	17,0	21,9	21,0
	2005	1 782	14,8	69,9	8,4	21,7	17,2
	2013	1 753	19,9	68,6	15,3	16,1	29,1
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	20,0	73,9	11,4	14,7	30,4
	2005	1 489	18,8	72,6	9,6	17,8	20,0
	2013	1 309	22,0	70,7	12,1	17,2	37,8
55. Employées de commerce	1998	603	28,1	63,2	15,2	21,6	27,3
	2005	781	22,1	76,5	3,9	19,6	13,4
	2013	811	33,3	72,0	11,0	17,0	24,7
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	13,2	56,3	8,4	35,2	6,9
	2005	1 503	9,7	67,9	5,2	26,9	9,2
	2013	1 563	12,0	61,6	18,7	19,7	13,9
6. Ouvrières	1998	1 073	36,0	65,4	11,3	23,2	19,1
	2005	1 027	28,8	69,4	5,8	24,8	12,4
	2013	1 105	34,1	66,1	8,1	25,8	21,4
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	36,5	70,2	9,4	20,4	20,4
	2005	406	32,7	65,6	8,6	25,9	10,6
	2013	456	43,6	64,3	11,1	24,6	18,8
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	35,6	60,8	13,4	25,8	18,9
	2005	555	26,1	72,7	4,0	23,3	14,4
	2013	584	25,9	67,4	5,4	27,2	24,8
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	19,5	66,5	13,8	19,7	23,0
	2005	10 530	14,7	72,2	7,9	19,9	17,6
	2013	11 364	20,2	68,6	12,6	18,8	27,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 20,2 % des femmes salariées changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 68,6 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.5 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	216	27,0	-	-	-	-
	2005	320	23,2	87,4	2,3	10,4	27,2
	2013	257	35,1	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	1 105	31,4	66,6	10,5	23,0	15,1
	2005	1 588	25,0	72,9	6,1	21,0	17,4
	2013	1 536	29,5	76,5	7,1	16,4	18,8
De 25 à 29 ans	1998	2 793	27,0	70,4	10,7	19,0	20,6
	2005	2 632	20,8	76,1	6,0	17,9	18,8
	2013	2 578	27,5	68,0	11,6	20,4	24,5
De 30 à 34 ans	1998	2 977	24,6	68,9	10,9	20,2	24,1
	2005	3 014	19,4	74,3	5,6	20,1	20,5
	2013	2 734	26,7	65,3	13,9	20,9	32,9
De 35 à 39 ans	1998	2 989	23,2	66,5	10,7	22,8	22,8
	2005	3 133	19,1	69,3	7,7	23,0	17,6
	2013	2 934	23,1	69,7	10,0	20,3	26,8
De 40 à 44 ans	1998	2 884	23,0	63,4	15,1	21,5	23,9
	2005	3 263	19,8	70,4	6,7	22,9	21,6
	2013	3 269	22,8	66,2	12,7	21,1	33,2
De 45 à 49 ans	1998	2 860	20,0	64,8	13,1	22,1	20,8
	2005	3 103	17,6	68,9	6,8	24,3	20,8
	2013	3 243	21,4	71,0	9,7	19,3	32,7
De 50 à 54 ans	1998	2 324	19,6	59,9	13,8	26,3	22,6
	2005	2 884	15,5	72,2	10,0	17,8	16,4
	2013	3 026	20,7	70,5	10,0	19,5	29,4
55 ans et plus	1998	1 369	17,7	55,5	14,0	30,5	17,3
	2005	2 313	13,4	62,0	9,9	28,1	18,0
	2013	3 283	17,1	69,9	8,5	21,6	27,9
Ensemble	1998	19 517	23,2	65,7	12,1	22,2	21,6
	2005	22 251	18,7	71,4	7,1	21,5	19,3
	2013	22 859	23,1	69,4	10,6	20,0	28,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 23,1 % des salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ; 69,4 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.6 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	174	25,6	-	-	-	-
	2005	223	23,1	-	-	-	-
	2013	168	33,0	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	539	34,6	64,8	11,4	23,8	15,2
	2005	873	28,6	70,5	7,2	22,3	21,3
	2013	864	32,7	78,8	4,2	16,9	17,6
De 25 à 29 ans	1998	1 516	32,3	72,3	9,6	18,1	18,1
	2005	1 427	23,4	76,1	5,8	18,1	23,3
	2013	1 271	27,7	66,8	11,7	21,4	27,4
De 30 à 34 ans	1998	1 658	28,1	67,3	8,9	23,8	22,5
	2005	1 666	22,0	76,1	3,8	20,1	20,6
	2013	1 378	30,8	64,3	11,0	24,7	29,8
De 35 à 39 ans	1998	1 625	27,0	63,7	10,3	25,9	23,7
	2005	1 658	23,0	69,4	8,8	21,8	18,7
	2013	1 553	26,7	68,8	8,1	23,1	27,5
De 40 à 44 ans	1998	1 518	24,4	63,9	13,2	22,9	22,8
	2005	1 703	24,4	71,2	5,0	23,9	22,7
	2013	1 698	25,9	65,1	13,7	21,2	34,5
De 45 à 49 ans	1998	1 470	23,0	65,3	12,0	22,6	20,3
	2005	1 597	21,9	65,9	7,0	27,2	19,8
	2013	1 534	24,7	71,9	8,9	19,2	35,9
De 50 à 54 ans	1998	1 237	21,6	58,9	13,2	27,9	20,1
	2005	1 427	18,2	69,3	9,5	21,2	17,9
	2013	1 458	24,5	75,8	5,5	18,7	27,0
55 ans et plus	1998	745	20,4	51,0	14,8	34,2	18,4
	2005	1 146	16,8	62,5	8,4	29,1	14,6
	2013	1 572	18,3	71,7	7,7	20,7	28,9
Ensemble	1998	10 481	26,3	65,2	11,0	23,8	20,7
	2005	11 720	22,2	71,0	6,6	22,4	20,3
	2013	11 495	26,0	70,0	9,0	21,0	28,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 26,0 % des hommes salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 70,0 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.7 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*			
				C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	28,4	68,6	9,4	22,0	15,1
	2005	715	20,7	77,0	4,3	18,7	11,0
	2013	672	25,4	72,6	11,8	15,6	20,7
De 25 à 29 ans	1998	1 278	20,6	66,7	12,7	20,6	25,1
	2005	1 204	17,6	76,0	6,4	17,6	11,9
	2013	1 306	27,3	69,1	11,4	19,5	21,5
De 30 à 34 ans	1998	1 319	20,3	71,6	14,4	14,0	26,8
	2005	1 348	16,2	71,3	8,6	20,1	20,2
	2013	1 356	22,6	66,6	17,8	15,7	37,2
De 35 à 39 ans	1998	1 364	18,7	71,2	11,5	17,3	21,2
	2005	1 475	14,7	69,0	6,0	25,1	15,6
	2013	1 381	18,9	71,2	13,0	15,8	25,6
De 40 à 44 ans	1998	1 366	21,4	62,7	17,5	19,7	25,4
	2005	1 560	14,7	69,1	9,7	21,2	19,7
	2013	1 571	19,5	67,7	11,4	20,9	31,2
De 45 à 49 ans	1998	1 390	16,7	64,0	14,7	21,2	21,7
	2005	1 506	13,0	74,2	6,6	19,2	22,7
	2013	1 709	18,4	69,8	10,8	19,4	28,7
De 50 à 54 ans	1998	1 088	17,4	61,2	14,7	24,1	26,1
	2005	1 457	12,9	76,0	10,7	13,2	14,4
	2013	1 568	17,2	63,4	16,0	20,6	32,7
55 ans et plus	1998	624	14,6	62,8	12,7	24,6	15,7
	2005	1 168	10,0	61,1	12,4	26,5	23,5
	2013	1 711	16,0	68,1	9,4	22,5	26,8
Ensemble	1998	9 036	19,5	66,5	13,8	19,7	23,0
	2005	10 530	14,7	72,2	7,9	19,9	17,6
	2013	11 364	20,2	68,6	12,6	18,8	27,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 20,2 % des femmes salariées changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 68,6 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.8 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Agriculture, sylviculture et pêche	249	50,1	73,2	1,9	24,9	6,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	32,4	75,4	10,1	14,6	25,3
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	22,7	-	-	-	-
Fabrication de matériels de transport	442	20,7	63,8	3,4	32,8	35,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	31,4	71,3	8,2	20,6	30,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	16,2	-	-	-	-
Construction	1 478	31,4	71,4	7,3	21,3	24,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	32,4	70,6	8,1	21,3	30,2
Transports et entreposage	1 322	21,2	70,7	9,8	19,6	33,6
Hébergement et restauration	814	32,3	62,9	10,2	26,9	22,6
Information et communication	677	15,1	-	-	-	-
Activités financières et d'assurance	823	16,1	60,2	17,0	22,7	42,5
Activités immobilières	255	18,7	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	17,9	73,0	9,1	17,9	27,2
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	18,9	66,3	15,3	18,4	30,1
Autres activités de services	1 612	14,7	69,5	13,5	17,0	16,6
Non renseigné	111	24,0	-	-	-	-
Ensemble	22 859	23,1	69,4	10,6	20,0	28,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 23,1 % des salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ; 69,4 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.9 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	2 316	16,4	67,3	13,1	19,7	27,6
Fonct. pub. territoriale	1 755	22,1	75,0	9,2	15,8	23,9
Fonct. pub. hospitalière	1 099	20,2	63,7	20,1	16,2	39,9
Marchand ou associatif	17 689	24,3	69,4	10,0	20,6	28,3
Ensemble	22 859	23,1	69,4	10,6	20,0	28,4

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 23,1 % des salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ; 69,4 % d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.10 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi eux, proportion de salariés qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	1 019	21,1	69,9	7,5	22,6	25,6
Fonct. pub. territoriale	716	29,8	75,9	7,4	16,7	22,8
Fonct. pub. hospitalière	271	24,1	63,0	18,5	18,5	36,8
Marchand ou associatif	9 490	26,3	69,7	9,1	21,2	29,3
Ensemble	11 495	26,0	70,0	9,0	21,0	28,7

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 26,0 % des hommes salariés changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 70,0% d'entre eux pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.11 • **Changements de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui changent de poste en fonction des besoins	Parmi elles, proportion de salariées qui pensent que*			
			C'est positif en termes d'intérêt, de compétences	C'est négatif en termes d'intérêt, de compétences	C'est sans effet en termes d'intérêt, de compétences	C'est une source d'erreur
Fonct. pub. de l'État	1 297	12,7	63,8	20,5	15,7	30,1
Fonct. pub. territoriale	1 038	16,7	73,9	11,5	14,6	25,3
Fonct. pub. hospitalière	829	18,9	64,1	20,7	15,2	41,2
Marchand ou associatif	8 200	21,9	68,9	11,3	19,8	26,8
Ensemble	11 364	20,2	68,6	12,6	18,8	27,9

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 20,2 % des femmes salariées changent de poste en fonction des besoins de l'entreprise ou l'administration ; 68,6 % d'entre elles pensent que c'est positif en termes d'intérêt, de compétences.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

9 • Atteindre des objectifs chiffrés précis

Tableau 9.1 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6
Hommes	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,4 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

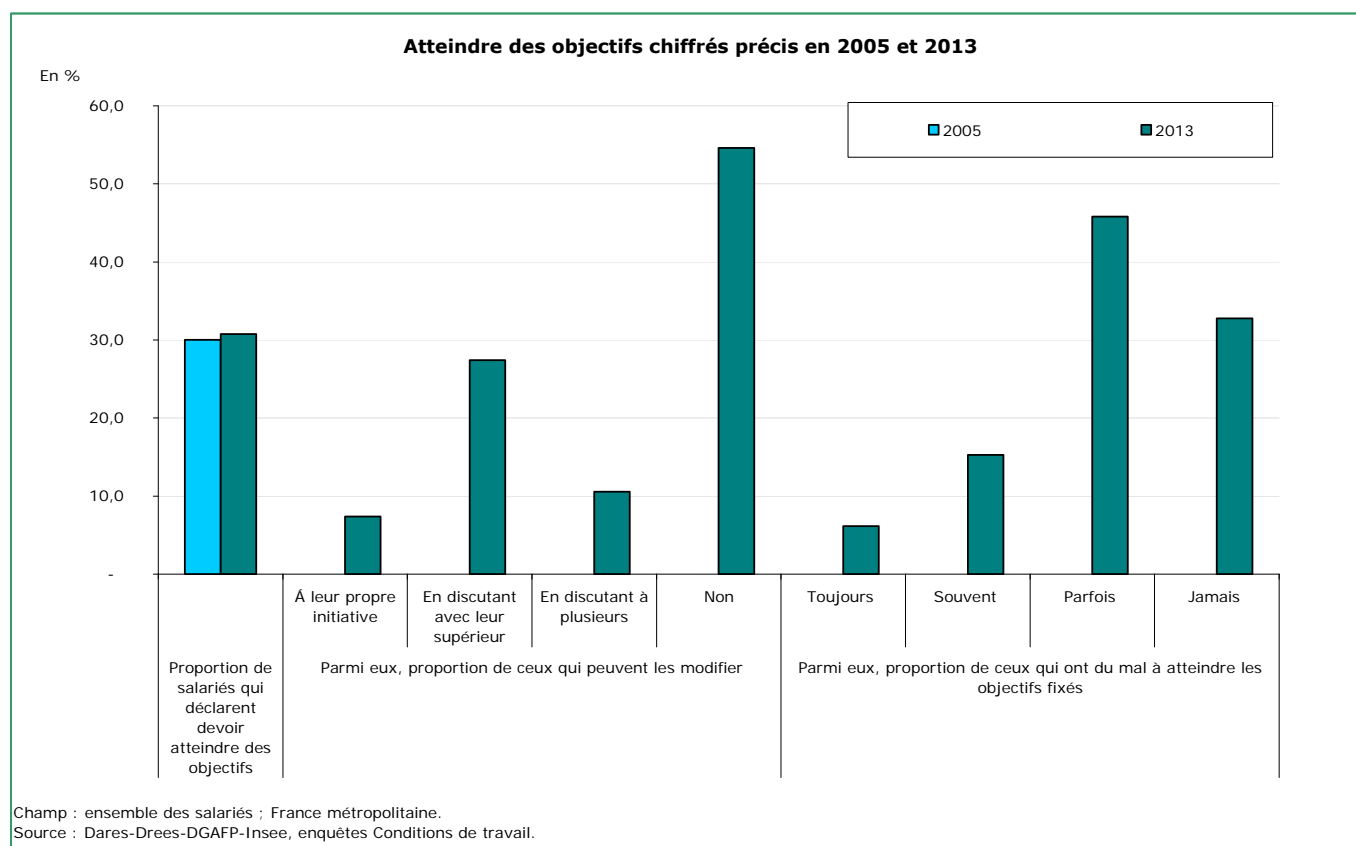


Tableau 9.2 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	42,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	4 417	44,4	9,3	41,3	13,3	36,1	5,5	15,2	50,4	28,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	23,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 664	26,6	9,2	31,7	13,8	45,3	7,3	14,0	45,1	33,6
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	55,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 564	55,2	7,2	46,1	12,6	34,2	5,3	16,0	51,0	27,8
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	34,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 887	35,2	6,8	25,7	9,4	58,0	5,7	18,4	46,0	29,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	19,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 326	21,5	6,5	23,8	14,5	55,2	3,9	18,4	45,5	32,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	45,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 835	49,2	4,7	24,6	5,6	65,0	7,4	20,9	43,6	28,1
47. Techniciens	2005	1 068	40,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 159	33,6	8,3	30,0	12,3	49,4	5,2	13,7	51,4	29,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	603	49,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	560	49,2	12,3	26,3	8,6	52,8	4,1	16,5	46,4	33,0
5. Employés	2005	7 291	20,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	7 098	20,5	5,2	18,4	10,8	65,6	7,4	14,9	44,9	32,8
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	15,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 641	12,8	6,8	18,2	15,5	59,5	7,7	17,4	34,6	40,4
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	27,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 525	30,5	4,0	24,5	10,3	61,2	7,7	10,7	47,3	34,3
55. Employés de commerce	2005	1 042	45,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 075	47,3	2,9	15,1	6,2	75,9	7,8	17,7	49,6	25,0
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	7,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 853	7,7	13,8	10,8	17,9	57,5	4,7	12,1	44,8	38,4
6. Ouvriers	2005	5 847	30,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 456	28,4	7,8	20,6	8,5	63,0	6,5	11,7	40,6	41,2
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	31,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 584	29,6	7,3	22,3	9,2	61,2	7,0	12,5	40,7	39,8
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	31,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 616	27,7	8,2	16,2	6,4	69,2	5,6	8,9	41,5	44,1
69. Ouvriers agricoles	2005	222	19,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	252	16,2	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,4 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.3 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Année	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	48,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 656	50,1	10,2	44,2	15,8	29,8	4,9	15,7	49,7	29,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	27,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	824	28,6	9,1	37,6	14,3	39,0	4,6	14,3	41,0	40,1
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	59,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 714	59,3	7,9	48,1	15,3	28,8	5,3	16,6	50,5	27,6
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	40,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 830	41,8	8,8	26,7	9,1	55,5	4,9	17,7	45,2	32,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	24,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	613	25,1	6,9	33,3	10,4	49,3	4,2	15,1	45,8	34,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	48,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	748	60,0	6,8	22,5	6,9	63,8	4,8	22,4	40,7	32,1
47. Techniciens	2005	938	40,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	973	34,3	8,6	30,4	11,8	49,3	5,9	13,2	49,2	31,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	50,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	490	49,4	13,9	24,4	8,7	53,0	4,5	17,1	46,7	31,7
5. Employés	2005	1 736	23,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 658	23,5	6,1	16,5	16,6	60,8	9,0	12,6	42,1	36,3
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	15,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	888	13,3	5,7	18,4	15,0	60,9	8,8	12,3	32,1	46,8
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	42,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	216	45,0	-	-	-	-	-	-	-	-
55. Employés de commerce	2005	261	46,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	264	49,6	-	-	-	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	2005	183	8,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	290	14,2	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	2005	4 820	29,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	4 351	27,9	7,5	23,4	8,6	60,6	6,8	12,3	40,1	40,8
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	29,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 127	28,9	7,7	24,1	9,1	59,1	7,4	13,0	39,4	40,2
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	29,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 032	27,0	6,4	19,8	5,8	68,0	5,2	8,6	44,2	42,0
69. Ouvriers agricoles	2005	156	17,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	187	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,8 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 8,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,9 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.4 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	31,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 761	35,7	7,1	35,0	8,2	49,7	6,8	14,1	51,8	27,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	20,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	839	24,6	9,4	24,8	13,2	52,5	10,4	13,7	49,7	26,2
36. Cadres d'entreprise	2005	552	45,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	850	47,0	5,4	40,9	5,6	48,1	5,4	14,4	52,1	28,2
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	26,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 057	29,1	4,2	24,4	9,9	61,5	6,7	19,3	47,0	27,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	16,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 713	20,2	6,3	19,5	16,3	57,9	3,8	19,9	45,4	30,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	42,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 087	41,7	2,6	26,7	4,4	66,2	10,0	19,4	46,5	24,0
47. Techniciennes	2005	130	34,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	186	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Employées	2005	5 555	19,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	5 440	19,6	4,9	19,0	8,7	67,4	6,8	15,7	45,8	31,6
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 753	12,5	7,3	18,1	15,8	58,8	7,1	20,1	35,9	37,0
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 309	28,0	3,7	26,3	7,7	62,3	8,7	10,7	47,6	33,0
55. Employées de commerce	2005	781	44,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	811	46,6	1,7	15,0	5,3	78,0	5,2	20,0	49,1	25,7
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	7,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 563	6,5	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Ouvrières	2005	1 027	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 105	30,5	9,1	10,8	8,2	71,8	5,1	9,5	42,5	42,9
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	41,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	456	34,2	5,0	12,2	9,8	73,0	4,5	9,9	47,9	37,7
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	584	28,8	11,2	10,3	7,4	71,1	6,1	9,4	37,0	47,5
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 25,7 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,6 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,6 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.5 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
				À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	320	16,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	257	22,5	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	1 588	28,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 536	28,1	5,1	23,0	11,5	60,3	8,3	10,9	39,5	41,3
De 25 à 29 ans	2005	2 632	32,5	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 578	31,5	6,3	17,0	13,4	63,3	4,7	11,6	49,4	34,3
De 30 à 34 ans	2005	3 014	32,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 734	35,8	6,1	31,0	9,1	53,8	5,9	13,9	47,9	32,3
De 35 à 39 ans	2005	3 133	31,1	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	2 934	32,9	5,4	31,3	8,8	54,5	3,9	17,0	45,3	33,8
De 40 à 44 ans	2005	3 263	29,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 269	33,4	6,7	28,1	10,7	54,5	7,3	13,8	49,6	29,3
De 45 à 49 ans	2005	3 103	29,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 243	29,6	9,1	27,6	11,3	52,0	6,6	16,8	44,8	31,8
De 50 à 54 ans	2005	2 884	30,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 026	28,1	9,9	26,5	11,7	51,9	8,1	18,7	39,0	34,2
55 ans et plus	2005	2 313	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	3 283	27,0	9,9	31,1	9,5	49,4	5,7	17,4	46,0	30,9
Ensemble	2005	22 251	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,4 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.6 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
Moins de 20 ans	2005	223	16,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	168	15,3	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	873	29,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	864	32,7	4,9	27,4	14,4	53,3	7,9	6,9	38,7	46,5
De 25 à 29 ans	2005	1 427	36,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 271	34,5	6,0	19,0	18,1	56,9	6,5	11,4	48,4	33,6
De 30 à 34 ans	2005	1 666	34,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 378	39,9	8,1	31,6	8,7	51,6	4,2	16,5	43,0	36,3
De 35 à 39 ans	2005	1 658	36,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 553	37,5	6,6	36,1	8,7	48,7	3,3	16,5	43,4	36,9
De 40 à 44 ans	2005	1 703	36,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 698	38,8	8,4	30,0	11,8	49,8	4,9	14,9	51,8	28,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	36,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 534	35,6	9,4	31,4	11,9	47,3	8,1	16,6	42,7	32,7
De 50 à 54 ans	2005	1 427	36,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 458	33,5	13,6	30,3	12,9	43,2	8,1	15,1	37,6	39,2
55 ans et plus	2005	1 146	32,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 572	34,4	10,3	33,7	11,0	45,0	5,9	17,1	48,2	28,7
Ensemble	2005	11 720	34,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,8 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 8,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,9 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.7 • Atteindre des objectifs chiffrés précis selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés				
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	27,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	672	22,2	5,6	14,8	6,1	73,5	9,0	18,5	40,9	31,6
De 25 à 29 ans	2005	1 204	28,4	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 306	28,6	6,5	14,8	7,9	70,8	2,6	11,8	50,5	35,1
De 30 à 34 ans	2005	1 348	30,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 356	31,6	3,5	30,3	9,6	56,6	8,0	10,5	54,2	27,3
De 35 à 39 ans	2005	1 475	24,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 381	27,7	3,5	24,1	9,1	63,4	4,9	17,7	48,3	29,1
De 40 à 44 ans	2005	1 560	22,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 571	27,5	4,0	25,2	9,1	61,7	11,0	12,1	46,2	30,7
De 45 à 49 ans	2005	1 506	22,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 709	24,2	8,8	22,5	10,6	58,1	4,7	17,0	47,5	30,7
De 50 à 54 ans	2005	1 457	24,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 568	23,1	5,0	21,4	10,0	63,6	8,0	23,7	41,0	27,3
55 ans et plus	2005	1 168	18,0	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	1 711	20,2	9,3	27,0	7,1	56,5	5,5	17,8	42,4	34,3
Ensemble	2005	10 530	24,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	2013	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 25,7 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,6 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,6 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.8 • Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	18,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	37,0	5,8	22,6	10,7	60,8	5,4	10,1	45,7	38,8
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	52,8	4,0	31,3	14,8	49,9	7,3	19,7	43,3	29,8
Fabrication de matériels de transport	442	57,4	1,9	34,4	9,9	53,8	11,0	13,4	47,2	28,3
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	45,3	7,9	30,9	10,4	50,8	5,8	14,1	48,6	31,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	41,8	7,6	29,3	11,9	51,2	6,9	16,4	46,9	29,8
Construction	1 478	30,9	7,4	39,8	12,3	40,5	6,4	11,9	47,7	34,0
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	45,2	6,9	21,8	6,0	65,3	6,0	18,7	48,5	26,8
Transports et entreposage	1 322	34,2	5,8	22,5	10,0	61,7	6,2	11,5	40,0	42,3
Hébergement et restauration	814	30,4	10,5	11,7	10,9	66,8	2,4	16,4	39,9	41,3
Information et communication	677	40,0	8,2	37,3	7,7	46,7	6,6	8,8	37,8	46,8
Activités financières et d'assurance	823	59,1	4,1	29,2	8,9	57,9	9,4	13,4	47,1	30,1
Activités immobilières	255	33,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	29,6	7,6	33,1	12,2	47,1	4,0	15,5	48,0	32,5
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	18,0	8,0	24,7	14,0	53,2	5,8	17,3	44,1	32,8
Autres activités de services	1 612	9,8	19,1	18,7	14,6	47,7	7,6	13,3	46,0	33,1
Non renseigné	111	20,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,4 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.9 • **Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	24,7	8,5	23,0	14,8	53,7	6,2	19,9	45,7	28,3
Fonct. pub. territoriale	1 755	13,2	9,8	30,6	17,1	42,5	4,1	10,2	39,3	46,4
Fonct. pub. hospitalière	1 099	16,2	4,0	18,9	22,9	54,2	5,1	21,8	40,3	32,7
Marchand ou associatif	17 689	34,2	7,3	28,0	9,6	55,2	6,3	14,9	46,2	32,6
Ensemble	22 859	30,8	7,4	27,4	10,6	54,6	6,2	15,3	45,8	32,7

Lecture : en 2013, 30,8 % des salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 7,4 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,2 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.10 • **Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi eux, proportion de ceux qui peuvent les modifier				Parmi eux, proportion de ceux qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	26,0	8,0	28,1	15,4	48,4	6,5	20,3	44,9	28,3
Fonct. pub. territoriale	716	14,1	9,6	32,4	20,5	37,5	2,3	7,9	38,2	51,5
Fonct. pub. hospitalière	271	20,0	5,1	28,0	25,2	41,7	4,8	15,4	39,0	40,8
Marchand ou associatif	9 490	38,9	8,7	30,6	11,1	49,6	5,9	14,8	45,2	34,1
Ensemble	11 495	35,8	8,6	30,5	11,8	49,1	5,9	15,0	44,9	34,3

Lecture : en 2013, 35,8 % des hommes salariés déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 8,6 % d'entre eux peuvent les modifier à leur propre initiative et 5,9 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.11 • **Atteindre des objectifs chiffrés précis en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis	Parmi elles, proportion de celles qui peuvent les modifier				Parmi elles, proportion de celles qui ont du mal à atteindre les objectifs fixés			
			À leur propre initiative	En discutant avec leur supérieur	En discutant à plusieurs	Non	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	23,6	8,8	18,6	14,3	58,3	5,9	19,5	46,4	28,2
Fonct. pub. territoriale	1 038	12,7	10,0	29,2	14,4	46,4	5,5	11,9	40,2	42,5
Fonct. pub. hospitalière	829	15,0	3,5	14,9	21,9	59,7	5,3	24,7	40,8	29,2
Marchand ou associatif	8 200	28,8	5,1	23,8	7,2	63,9	6,8	15,0	47,9	30,3
Ensemble	11 364	25,7	5,6	23,1	8,9	62,3	6,6	15,7	47,1	30,6

Lecture : en 2013, 25,7 % des femmes salariées déclarent devoir atteindre des objectifs chiffrés précis ; 5,6 % d'entre elles peuvent les modifier à leur propre initiative et 6,6 % ont toujours du mal à atteindre les objectifs fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

10 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue

Tableau 10.1 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 1991, 1998, 2005 et 2013

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent			
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail	
Femmes	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3
Hommes	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 64,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 43,6 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

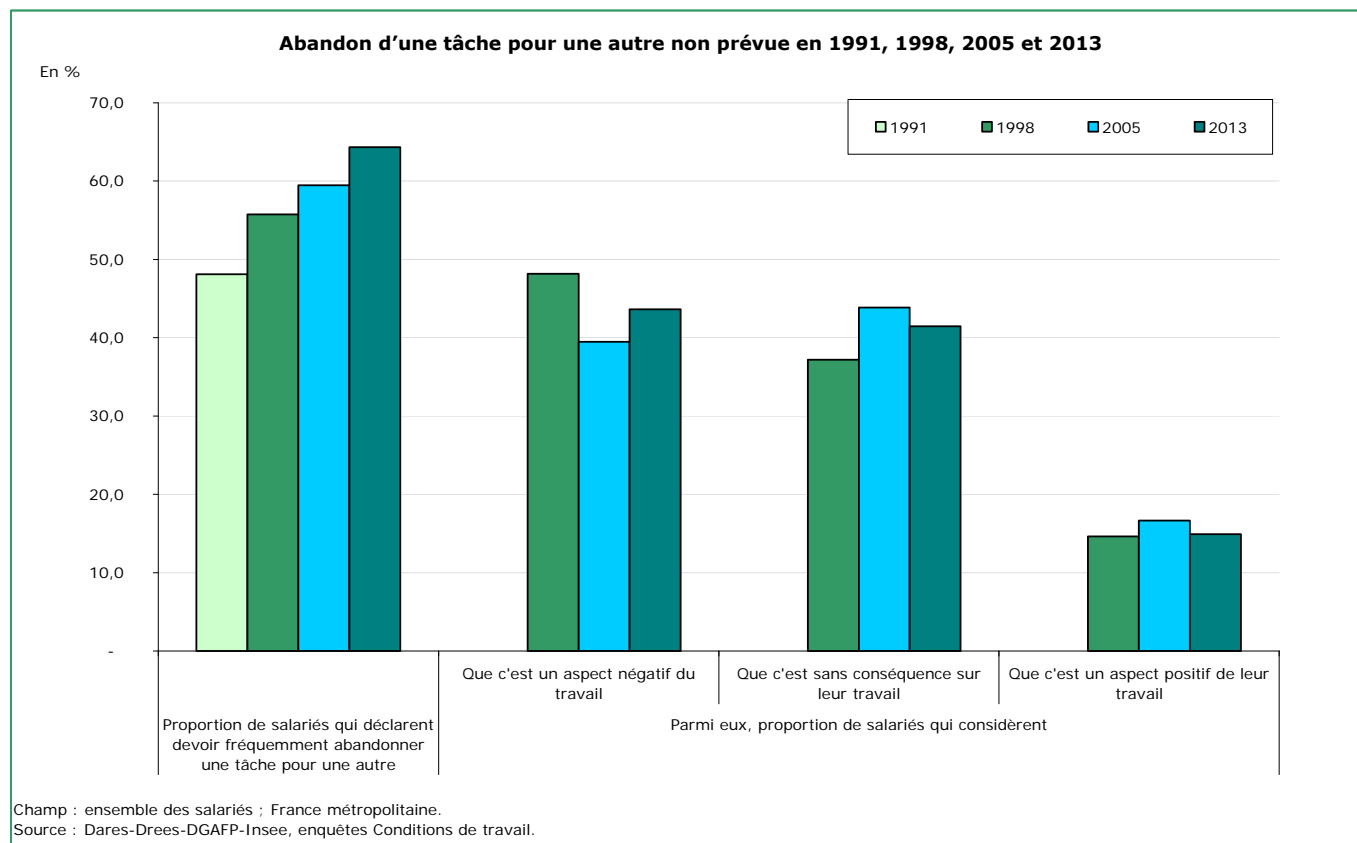


Tableau 10.2 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent			
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	55,3	-	-	-
	1998	2 582	59,3	48,5	30,2	21,4
	2005	3 327	66,5	41,4	42,1	16,5
	2013	4 417	74,7	47,3	36,8	15,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	39,9	-	-	-
	1998	1 104	43,1	43,8	27,5	28,7
	2005	1 341	55,5	44,9	39,9	15,2
	2013	1 664	64,9	50,8	35,9	13,3
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	66,9	-	-	-
	1998	1 464	71,9	50,6	31,3	18,1
	2005	1 958	74,3	39,6	43,2	17,2
	2013	2 564	81,7	46,5	36,4	17,1
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	52,4	-	-	-
	1998	4 517	60,7	52,8	30,1	17,1
	2005	5 778	66,5	44,2	38,8	17,0
	2013	5 887	72,7	47,8	39,3	12,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	46,1	-	-	-
	1998	1 897	54,6	54,4	26,5	19,1
	2005	2 337	63,4	47,0	38,0	15,0
	2013	2 326	70,9	53,5	35,1	11,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	52,8	-	-	-
	1998	1 196	63,6	50,6	31,5	17,9
	2005	1 771	68,8	42,6	40,3	17,2
	2013	1 835	75,3	44,7	43,2	12,1
47. Techniciens	1991	804	56,8	-	-	-
	1998	842	63,1	57,0	30,8	12,2
	2005	1 068	67,0	46,0	34,0	20,1
	2013	1 159	67,9	46,6	40,6	12,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	65,7	-	-	-
	1998	582	71,2	47,8	35,4	16,9
	2005	603	70,9	36,4	45,7	17,9
	2013	560	81,9	38,7	39,9	21,4

Tableau 10.2 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
5. Employés	1991	6 014	51,0	-	-	-
	1998	6 607	58,0	45,1	41,8	13,1
	2005	7 291	60,0	34,9	48,4	16,6
	2013	7 098	62,4	38,4	45,9	15,7
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	50,3	-	-	-
	1998	2 562	56,7	46,4	41,0	12,5
	2005	2 799	62,0	35,5	48,5	16,0
	2013	2 641	61,7	44,7	39,5	15,8
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	55,7	-	-	-
	1998	1 969	66,5	52,7	32,8	14,5
	2005	1 763	68,0	42,8	41,8	15,4
	2013	1 525	74,1	41,6	45,5	13,0
55. Employés de commerce	1991	783	48,3	-	-	-
	1998	785	58,3	38,8	46,0	15,1
	2005	1 042	62,8	37,5	44,6	18,0
	2013	1 075	64,0	36,1	43,8	20,2
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	45,0	-	-	-
	1998	1 291	47,6	30,5	59,5	10,0
	2005	1 686	46,4	19,5	61,7	18,8
	2013	1 853	52,7	26,0	58,5	15,5
6. Ouvriers	1991	6 287	39,9	-	-	-
	1998	5 812	47,7	47,7	41,8	10,5
	2005	5 847	47,8	38,6	45,0	16,4
	2013	5 456	49,6	41,2	43,1	15,7
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	42,0	-	-	-
	1998	3 913	51,1	50,0	40,7	9,3
	2005	3 815	51,0	39,4	45,2	15,4
	2013	3 584	52,1	43,2	41,4	15,4
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	36,0	-	-	-
	1998	1 655	40,4	43,4	44,1	12,5
	2005	1 810	40,7	37,7	43,1	19,2
	2013	1 616	45,2	39,8	46,0	14,2
69. Ouvriers agricoles	1991	230	38,0	-	-	-
	1998	244	43,7	32,2	49,3	18,4
	2005	222	50,6	-	-	-
	2013	252	41,4	-	-	-
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 64,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 43,6 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.3 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	60,3	-	-	-
	1998	1 719	63,3	48,9	30,1	21,0
	2005	2 115	68,1	40,3	43,4	16,4
	2013	2 656	74,9	43,9	38,8	17,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	47,7	-	-	-
	1998	597	48,7	41,9	29,8	28,3
	2005	700	57,4	43,5	42,7	13,7
	2013	824	62,3	46,2	40,9	12,9
36. Cadres d'entreprise	1991	989	66,8	-	-	-
	1998	1 119	71,2	51,5	30,2	18,4
	2005	1 406	73,5	38,8	43,7	17,5
	2013	1 714	81,5	44,2	37,0	18,8
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	53,4	-	-	-
	1998	2 440	61,8	50,9	31,3	17,8
	2005	3 043	66,5	40,7	40,9	18,4
	2013	2 830	71,4	44,3	40,2	15,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	45,2	-	-	-
	1998	557	53,2	47,8	29,6	22,6
	2005	730	62,7	39,0	41,6	19,4
	2013	613	68,5	45,4	40,0	14,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	46,1	-	-	-
	1998	600	58,2	49,1	29,4	21,5
	2005	840	65,9	38,9	44,0	17,1
	2013	748	70,7	43,1	42,1	14,7
47. Techniciens	1991	705	57,7	-	-	-
	1998	740	64,1	57,1	30,6	12,3
	2005	938	67,4	45,7	35,2	19,0
	2013	973	68,2	47,3	39,7	13,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	65,6	-	-	-
	1998	542	71,4	47,3	35,3	17,4
	2005	535	71,2	36,8	44,9	18,3
	2013	490	83,0	40,0	38,2	21,8

Tableau 10.3 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
5. Employés	1991	1 416	47,1	-	-	-
	1998	1 584	55,8	41,2	42,2	16,6
	2005	1 736	57,5	32,8	49,9	17,2
	2013	1 658	61,4	37,2	43,6	19,2
51. Employés de la fonction publique	1991	769	46,6	-	-	-
	1998	934	54,1	39,7	44,3	16,0
	2005	1 018	57,8	32,4	51,5	16,1
	2013	888	58,6	40,0	40,0	20,0
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	49,2	-	-	-
	1998	299	56,3	49,0	33,2	17,8
	2005	274	58,9	45,9	40,2	13,9
	2013	216	61,2	45,1	38,6	16,3
55. Employés de commerce	1991	171	50,5	-	-	-
	1998	182	67,5	36,8	43,2	20,0
	2005	261	61,2	28,5	50,7	20,7
	2013	264	67,4	27,5	52,6	19,9
56. Services directs aux particuliers	1991	144	40,7	-	-	-
	1998	168	52,2	-	-	-
	2005	183	48,9	-	-	-
	2013	290	64,7	32,8	48,8	18,4
6. Ouvriers	1991	5 011	41,7	-	-	-
	1998	4 739	49,7	47,5	42,2	10,3
	2005	4 820	49,1	39,6	44,3	16,1
	2013	4 351	52,4	41,4	43,0	15,6
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	42,4	-	-	-
	1998	3 486	51,7	49,9	41,0	9,1
	2005	3 409	51,2	40,1	44,5	15,5
	2013	3 127	53,0	43,5	41,7	14,8
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	40,0	-	-	-
	1998	1 065	43,8	41,6	44,8	13,6
	2005	1 255	42,6	39,6	42,0	18,5
	2013	1 032	51,6	40,2	44,8	15,0
69. Ouvriers agricoles	1991	185	41,3	-	-	-
	1998	187	45,2	-	-	-
	2005	156	56,3	-	-	-
	2013	187	47,0	-	-	-
Ensemble	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 63,5 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 42,3 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.4 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	43,4	-	-	-
	1998	863	51,3	47,5	30,3	22,3
	2005	1 211	63,7	43,5	39,8	16,7
	2013	1 761	74,3	52,5	33,8	13,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	29,2	-	-	-
	1998	507	36,4	46,8	23,9	29,4
	2005	642	53,4	46,4	36,6	17,0
	2013	839	67,4	54,9	31,4	13,6
36. Cadres d'entreprise	1991	242	66,9	-	-	-
	1998	345	73,9	47,9	34,7	17,4
	2005	552	76,1	41,5	41,9	16,5
	2013	850	82,1	51,0	35,2	13,8
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	51,2	-	-	-
	1998	2 077	59,5	55,2	28,5	16,3
	2005	2 735	66,5	48,2	36,5	15,3
	2013	3 057	73,9	50,9	38,4	10,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	46,6	-	-	-
	1998	1 340	55,2	57,0	25,3	17,7
	2005	1 606	63,7	50,6	36,3	13,1
	2013	1 713	71,7	56,3	33,4	10,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	60,3	-	-	-
	1998	596	69,1	51,8	33,3	14,9
	2005	931	71,4	45,6	37,1	17,3
	2013	1 087	78,4	45,7	43,9	10,5
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	64,2	-	-	-
	2013	186	66,3	43,0	45,4	11,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 10.4 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
5. Employées	1991	4 598	52,1	-	-	-
	1998	5 023	58,7	46,3	41,6	12,1
	2005	5 555	60,7	35,6	48,0	16,5
	2013	5 440	62,7	38,8	46,6	14,6
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	52,3	-	-	-
	1998	1 628	58,2	50,0	39,3	10,7
	2005	1 782	64,3	37,0	47,0	16,0
	2013	1 753	63,3	46,9	39,3	13,8
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	57,0	-	-	-
	1998	1 670	68,3	53,3	32,7	14,0
	2005	1 489	69,7	42,3	42,1	15,6
	2013	1 309	76,2	41,1	46,4	12,5
55. Employées de commerce	1991	612	47,6	-	-	-
	1998	603	55,5	39,6	47,1	13,3
	2005	781	63,4	40,3	42,6	17,1
	2013	811	62,9	39,1	40,7	20,3
56. Services directs aux particuliers	1991	881	45,7	-	-	-
	1998	1 122	46,9	28,7	61,7	9,5
	2005	1 503	46,1	19,5	62,4	18,1
	2013	1 563	50,4	24,3	60,9	14,8
6. Ouvrières	1991	1 276	32,7	-	-	-
	1998	1 073	39,0	48,6	39,8	11,6
	2005	1 027	41,9	33,3	48,9	17,8
	2013	1 105	38,4	39,6	43,9	16,5
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	39,0	-	-	-
	1998	427	45,7	50,3	38,0	11,7
	2005	406	50,0	33,7	51,1	15,1
	2013	456	46,1	40,8	39,2	20,0
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	30,2	-	-	-
	1998	589	34,2	47,3	42,6	10,1
	2005	555	36,6	32,6	46,2	21,2
	2013	584	34,0	38,8	49,2	12,1
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 65,1 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.5 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	251	46,0	-	-	-
	1998	216	53,5	43,6	42,8	13,5
	2005	320	48,6	-	-	-
	2013	257	53,8	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	1 729	46,2	-	-	-
	1998	1 105	51,2	41,5	41,9	16,6
	2005	1 588	56,1	34,3	46,4	19,3
	2013	1 536	62,5	35,7	49,2	15,1
De 25 à 29 ans	1991	2 957	48,9	-	-	-
	1998	2 793	57,8	45,3	37,1	17,6
	2005	2 632	64,8	39,9	44,6	15,4
	2013	2 578	69,4	42,9	44,5	12,6
De 30 à 34 ans	1991	2 957	47,4	-	-	-
	1998	2 977	58,6	47,3	38,1	14,6
	2005	3 014	63,1	40,5	42,8	16,7
	2013	2 734	71,8	44,7	39,2	16,1
De 35 à 39 ans	1991	2 941	49,4	-	-	-
	1998	2 989	55,8	49,2	37,9	12,9
	2005	3 133	61,4	38,8	45,5	15,7
	2013	2 934	68,1	45,1	40,5	14,4
De 40 à 44 ans	1991	2 963	50,0	-	-	-
	1998	2 884	56,7	52,5	34,4	13,1
	2005	3 263	59,6	42,1	43,0	15,0
	2013	3 269	65,0	45,4	40,3	14,3
De 45 à 49 ans	1991	2 030	47,3	-	-	-
	1998	2 860	55,4	51,8	35,1	13,1
	2005	3 103	58,5	41,5	40,2	18,3
	2013	3 243	64,7	44,9	40,8	14,3
De 50 à 54 ans	1991	1 485	47,9	-	-	-
	1998	2 324	53,7	48,5	35,5	16,0
	2005	2 884	58,4	37,7	44,7	17,6
	2013	3 026	59,0	45,9	38,0	16,1
55 ans et plus	1991	1 488	45,5	-	-	-
	1998	1 369	51,4	42,2	42,9	14,9
	2005	2 313	52,2	39,3	44,7	16,0
	2013	3 283	56,3	40,3	43,1	16,6
Ensemble	1991	18 801	48,1	-	-	-
	1998	19 517	55,8	48,2	37,2	14,6
	2005	22 251	59,4	39,5	43,9	16,7
	2013	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 64,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 43,6 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.6 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	166	45,5	-	-	-
	1998	174	51,5	-	-	-
	2005	223	44,1	28,3	49,4	22,4
	2013	168	48,1	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	865	43,4	-	-	-
	1998	539	50,0	45,2	38,8	16,0
	2005	873	53,2	31,8	49,7	18,5
	2013	864	62,4	31,5	52,3	16,2
De 25 à 29 ans	1991	1 586	46,7	-	-	-
	1998	1 516	56,3	43,1	39,4	17,5
	2005	1 427	62,0	40,8	43,4	15,8
	2013	1 271	68,1	41,4	42,8	15,8
De 30 à 34 ans	1991	1 661	45,5	-	-	-
	1998	1 658	58,3	47,9	36,1	16,0
	2005	1 666	59,7	38,0	43,6	18,4
	2013	1 378	69,7	46,6	37,1	16,3
De 35 à 39 ans	1991	1 625	49,1	-	-	-
	1998	1 625	55,6	46,7	39,7	13,7
	2005	1 658	60,2	38,9	45,0	16,1
	2013	1 553	65,8	43,3	43,2	13,5
De 40 à 44 ans	1991	1 652	49,0	-	-	-
	1998	1 518	57,0	52,0	34,2	13,8
	2005	1 703	59,5	41,3	42,4	16,3
	2013	1 698	64,7	46,9	38,5	14,6
De 45 à 49 ans	1991	1 162	49,4	-	-	-
	1998	1 470	56,8	50,4	35,6	14,0
	2005	1 597	58,8	41,1	41,6	17,2
	2013	1 534	62,4	42,2	41,9	15,9
De 50 à 54 ans	1991	869	51,1	-	-	-
	1998	1 237	53,2	48,9	34,2	16,8
	2005	1 427	57,4	37,8	43,1	19,1
	2013	1 458	60,2	41,4	37,6	21,0
55 ans et plus	1991	819	50,5	-	-	-
	1998	745	52,7	43,8	41,6	14,6
	2005	1 146	54,2	40,5	45,2	14,3
	2013	1 572	57,5	38,7	40,8	20,5
Ensemble	1991	10 406	47,9	-	-	-
	1998	10 481	55,7	47,7	37,1	15,2
	2005	11 720	58,3	39,1	43,9	17,0
	2013	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 63,5 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 42,3 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.7 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de saliées qui déclarent devoir abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
				Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	49,0	-	-	-
	1998	566	52,4	38,1	44,8	17,1
	2005	715	59,6	37,0	42,8	20,2
	2013	672	62,7	41,1	45,2	13,7
De 25 à 29 ans	1991	1 371	51,4	-	-	-
	1998	1 278	59,6	47,8	34,6	17,6
	2005	1 204	68,1	39,0	46,0	15,0
	2013	1 306	70,6	44,4	46,0	9,6
De 30 à 34 ans	1991	1 296	49,8	-	-	-
	1998	1 319	58,9	46,5	40,5	12,9
	2005	1 348	67,2	43,2	41,9	14,9
	2013	1 356	73,8	42,9	41,2	15,9
De 35 à 39 ans	1991	1 317	49,9	-	-	-
	1998	1 364	56,0	52,2	35,9	11,9
	2005	1 475	62,7	38,6	46,1	15,3
	2013	1 381	70,8	47,0	37,7	15,3
De 40 à 44 ans	1991	1 311	51,2	-	-	-
	1998	1 366	56,5	53,1	34,7	12,2
	2005	1 560	59,7	42,9	43,6	13,5
	2013	1 571	65,4	43,8	42,2	14,0
De 45 à 49 ans	1991	868	44,5	-	-	-
	1998	1 390	53,9	53,3	34,6	12,1
	2005	1 506	58,2	41,8	38,7	19,5
	2013	1 709	66,8	47,2	39,8	13,0
De 50 à 54 ans	1991	616	43,3	-	-	-
	1998	1 088	54,3	48,0	37,0	15,0
	2005	1 457	59,4	37,7	46,2	16,1
	2013	1 568	57,8	50,3	38,3	11,4
55 ans et plus	1991	668	39,3	-	-	-
	1998	624	49,8	40,1	44,5	15,4
	2005	1 168	50,3	38,0	44,2	17,8
	2013	1 711	55,2	41,8	45,4	12,7
Ensemble	1991	8 396	48,3	-	-	-
	1998	9 036	55,9	48,8	37,3	14,0
	2005	10 530	60,7	39,9	43,8	16,3
	2013	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 65,1 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.8 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Agriculture, sylviculture et pêche	249	45,6	21,5	58,2	20,3
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	55,3	39,7	45,6	14,6
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	69,4	42,6	40,8	16,6
Fabrication de matériels de transport	442	62,7	42,0	40,2	17,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	64,7	45,3	40,0	14,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	68,3	46,1	32,6	21,3
Construction	1 478	61,5	43,9	43,7	12,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	70,1	38,3	44,7	17,0
Transports et entreposage	1 322	49,4	37,7	42,2	20,0
Hébergement et restauration	814	68,5	40,4	44,6	15,0
Information et communication	677	72,1	45,2	40,4	14,4
Activités financières et d'assurance	823	77,7	50,6	36,1	13,3
Activités immobilières	255	71,2	40,9	39,1	20,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	66,2	41,7	43,3	15,1
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	65,5	50,2	36,7	13,2
Autres activités de services	1 612	51,2	26,7	57,9	15,4
Non renseigné	111	61,2	-	-	-
Ensemble	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 64,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 43,6 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.9 • **Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	2 316	62,7	51,7	35,6	12,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	64,0	40,6	43,2	16,2
Fonct. pub. hospitalière	1 099	78,1	61,2	29,9	8,9
Marchand ou associatif	17 689	63,7	41,6	42,9	15,5
Ensemble	22 859	64,3	43,6	41,5	14,9

Lecture : en 2013, 64,3 % des salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 43,6 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.10 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi eux, proportion de salariés qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	1 019	63,4	50,0	38,2	11,8
Fonct. pub. territoriale	716	64,7	39,6	41,8	18,6
Fonct. pub. hospitalière	271	73,4	53,4	37,2	9,4
Marchand ou associatif	9 490	63,2	41,3	41,6	17,1
Ensemble	11 495	63,5	42,3	41,2	16,5

Lecture : en 2013, 63,5 % des hommes salariés déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 42,3 % d'entre eux considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.11 • Abandon d'une tâche pour une autre non prévue en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre	Parmi elles, proportion de salariées qui considèrent		
			Que c'est un aspect négatif du travail	Que c'est sans conséquence sur leur travail	Que c'est un aspect positif de leur travail
Fonct. pub. de l'État	1 297	62,3	53,1	33,6	13,3
Fonct. pub. territoriale	1 038	63,5	41,3	44,2	14,5
Fonct. pub. hospitalière	829	79,6	63,6	27,6	8,8
Marchand ou associatif	8 200	64,3	41,9	44,4	13,7
Ensemble	11 364	65,1	45,0	41,7	13,3

Lecture : en 2013, 65,1 % des femmes salariées déclarent devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue ; 45,0 % d'entre elles considèrent que c'est un aspect négatif de leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

11 • Suivre des procédures de qualité

Tableau 11.1 • Suivre des procédures de qualité en 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Femmes	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2
Hommes	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6

Lecture : en 2013, 44,6 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

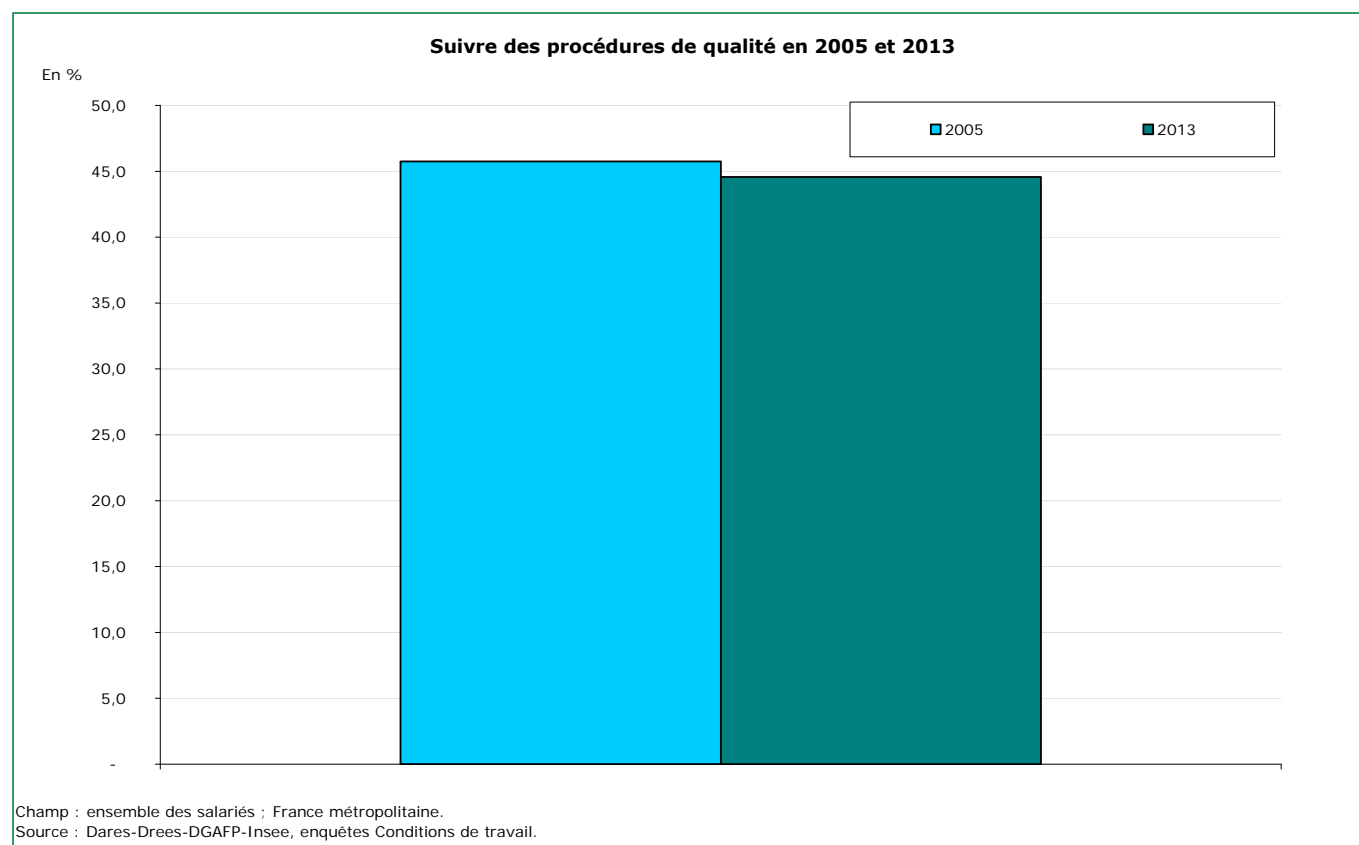


Tableau 11.2 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	43,7
	2013	4 417	42,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	26,5
	2013	1 664	24,1
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	55,6
	2013	2 564	53,3
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	50,4
	2013	5 887	49,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	37,6
	2013	2 326	39,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	47,4
	2013	1 835	45,0
47. Techniciens	2005	1 068	71,6
	2013	1 159	65,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	603	71,7
	2013	560	69,7
5. Employés	2005	7 291	33,2
	2013	7 098	34,6
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	38,1
	2013	2 641	42,9
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	39,1
	2013	1 525	40,7
55. Employés de commerce	2005	1 042	39,4
	2013	1 075	32,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	15,0
	2013	1 853	18,4
6. Ouvriers	2005	5 847	58,1
	2013	5 456	54,2
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	60,4
	2013	3 584	58,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	55,4
	2013	1 616	49,3
69. Ouvriers agricoles	2005	222	41,4
	2013	252	27,1
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6

Lecture : en 2013, 44,6 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.3 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	50,0
	2013	2 656	46,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	30,6
	2013	824	26,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	59,6
	2013	1 714	55,7
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	57,9
	2013	2 830	56,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	37,3
	2013	613	37,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	50,8
	2013	748	49,4
47. Techniciens	2005	938	72,1
	2013	973	68,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	72,4
	2013	490	70,0
5. Employés	2005	1 736	40,6
	2013	1 658	41,0
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	38,6
	2013	888	43,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	50,8
	2013	216	45,1
55. Employés de commerce	2005	261	48,4
	2013	264	33,9
56. Services directs aux particuliers	2005	183	25,6
	2013	290	37,1
6. Ouvriers	2005	4 820	58,3
	2013	4 351	55,8
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	59,8
	2013	3 127	58,2
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	56,4
	2013	1 032	53,5
69. Ouvriers agricoles	2005	156	40,6
	2013	187	27,5
Ensemble	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8

Lecture : en 2013, 51,8 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.4 • Suivre des procédures de qualité selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	32,7
	2013	1 761	35,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	22,1
	2013	839	22,0
36. Cadres d'entreprise	2005	552	45,5
	2013	850	48,4
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	42,1
	2013	3 057	42,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	37,7
	2013	1 713	40,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	44,3
	2013	1 087	41,9
47. Techniciennes	2005	130	67,7
	2013	186	53,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-
	2013	69	-
5. Employées	2005	5 555	30,8
	2013	5 440	32,6
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	37,8
	2013	1 753	42,7
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	37,0
	2013	1 309	40,0
55. Employées de commerce	2005	781	36,4
	2013	811	32,5
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	13,7
	2013	1 563	14,9
6. Ouvrières	2005	1 027	57,4
	2013	1 105	48,2
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	65,6
	2013	456	59,5
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	52,9
	2013	584	41,7
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-
	2013	65	-
Ensemble	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 37,2 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.5 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	320	45,4
	2013	257	26,6
De 20 à 24 ans	2005	1 588	45,6
	2013	1 536	44,1
De 25 à 29 ans	2005	2 632	47,4
	2013	2 578	44,5
De 30 à 34 ans	2005	3 014	47,1
	2013	2 734	46,7
De 35 à 39 ans	2005	3 133	46,1
	2013	2 934	46,4
De 40 à 44 ans	2005	3 263	47,0
	2013	3 269	45,2
De 45 à 49 ans	2005	3 103	46,9
	2013	3 243	42,9
De 50 à 54 ans	2005	2 884	45,8
	2013	3 026	47,4
55 ans et plus	2005	2 313	38,4
	2013	3 283	41,1
Ensemble	2005	22 251	45,8
	2013	22 859	44,6

Lecture : en 2013, 44,6 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.6 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	223	47,1
	2013	168	-
De 20 à 24 ans	2005	873	52,4
	2013	864	53,4
De 25 à 29 ans	2005	1 427	52,7
	2013	1 271	50,5
De 30 à 34 ans	2005	1 666	53,9
	2013	1 378	51,1
De 35 à 39 ans	2005	1 658	54,0
	2013	1 553	52,3
De 40 à 44 ans	2005	1 703	56,3
	2013	1 698	52,8
De 45 à 49 ans	2005	1 597	58,4
	2013	1 534	51,0
De 50 à 54 ans	2005	1 427	55,9
	2013	1 458	55,9
55 ans et plus	2005	1 146	47,1
	2013	1 572	50,3
Ensemble	2005	11 720	54,1
	2013	11 495	51,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 51,8 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.7 • Suivre des procédures de qualité selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Moins de 20 ans	2005	97	-
	2013	88	-
De 20 à 24 ans	2005	715	37,5
	2013	672	32,2
De 25 à 29 ans	2005	1 204	41,2
	2013	1 306	38,5
De 30 à 34 ans	2005	1 348	38,8
	2013	1 356	42,1
De 35 à 39 ans	2005	1 475	37,4
	2013	1 381	39,8
De 40 à 44 ans	2005	1 560	36,8
	2013	1 571	37,0
De 45 à 49 ans	2005	1 506	34,8
	2013	1 709	35,5
De 50 à 54 ans	2005	1 457	35,9
	2013	1 568	39,5
55 ans et plus	2005	1 168	29,8
	2013	1 711	32,6
Ensemble	2005	10 530	36,5
	2013	11 364	37,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 37,2 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.8 • Suivre des procédures de qualité en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Agriculture, sylviculture et pêche	249	30,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	60,7
Cokéfaction et raffinage	55	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	72,1
Fabrication de matériels de transport	442	82,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	69,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	67,8
Construction	1 478	53,8
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	39,4
Transports et entreposage	1 322	58,5
Hébergement et restauration	814	44,3
Information et communication	677	31,3
Activités financières et d'assurance	823	55,8
Activités immobilières	255	27,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	40,2
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	38,2
Autres activités de services	1 612	14,8
Non renseigné	111	36,3
Ensemble	22 859	44,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 44,6 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.9 • Suivre des procédures de qualité en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	2 316	26,6
Fonct. pub. territoriale	1 755	25,9
Fonct. pub. hospitalière	1 099	68,5
Marchand ou associatif	17 689	47,3
Ensemble	22 859	44,6

Lecture : en 2013, 44,6 % des salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.10 • Suivre des procédures de qualité en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	1 019	32,8
Fonct. pub. territoriale	716	30,4
Fonct. pub. hospitalière	271	69,0
Marchand ou associatif	9 490	55,0
Ensemble	11 495	51,8

Lecture : en 2013, 51,8 % des hommes salariés déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.11 • Suivre des procédures de qualité en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes
Fonct. pub. de l'État	1 297	21,8
Fonct. pub. territoriale	1 038	22,9
Fonct. pub. hospitalière	829	68,3
Marchand ou associatif	8 200	38,3
Ensemble	11 364	37,2

Lecture : en 2013, 37,2 % des femmes salariées déclarent devoir suivre des procédures de qualité strictes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

12 • Conséquences d'une erreur dans le travail

Tableau 12.1 • Conséquences d'une erreur dans le travail en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Femmes	1991	8 396	54,0	32,5	20,2	47,0
	1998	9 036	57,3	35,7	27,8	55,7
	2005	10 530	55,0	36,7	31,6	55,5
	2013	11 364	60,9	45,0	35,2	59,5
Hommes	1991	10 406	69,2	58,1	40,9	54,8
	1998	10 481	72,1	62,9	46,5	63,7
	2005	11 720	69,7	62,9	50,8	64,7
	2013	11 495	72,6	69,8	51,3	66,7
Ensemble	1991	18 801	62,4	46,7	31,7	51,3
	1998	19 517	65,2	50,3	37,8	60,0
	2005	22 251	62,7	50,5	41,7	60,3
	2013	22 859	66,8	57,6	43,3	63,1

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 66,8 % des salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

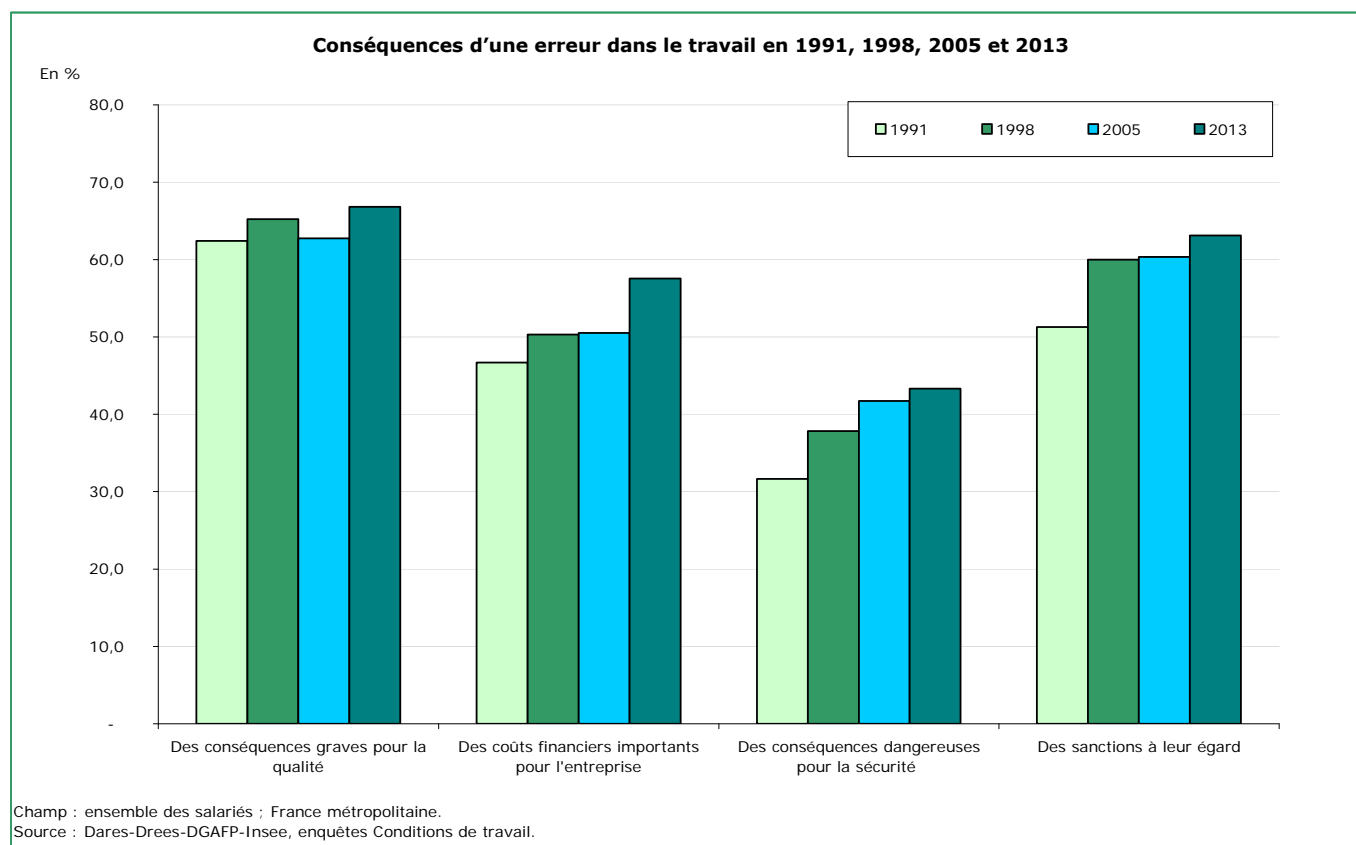


Tableau 12.2 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	69,6	61,0	20,7	52,2
	1998	2 582	68,2	56,5	25,1	58,2
	2005	3 327	65,8	57,6	24,5	58,2
	2013	4 417	66,9	63,9	26,7	62,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	58,6	34,0	27,5	47,4
	1998	1 104	55,7	29,6	31,2	52,9
	2005	1 341	56,5	33,9	31,4	53,6
	2013	1 664	59,3	42,2	31,3	57,1
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	77,2	80,2	15,7	55,9
	1998	1 464	77,4	77,3	20,2	62,2
	2005	1 958	72,0	74,2	19,5	61,4
	2013	2 564	71,2	77,7	23,3	66,4
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	69,7	49,1	32,5	54,5
	1998	4 517	70,7	53,8	40,5	63,4
	2005	5 778	65,4	51,4	42,8	63,9
	2013	5 887	70,5	58,7	44,1	65,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	62,8	23,6	39,9	58,7
	1998	1 897	66,3	32,3	51,4	67,7
	2005	2 337	62,4	31,4	54,1	69,6
	2013	2 326	67,0	40,7	55,4	69,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	66,9	60,1	10,4	50,7
	1998	1 196	66,1	62,5	14,7	56,7
	2005	1 771	59,5	56,6	17,9	55,5
	2013	1 835	65,1	62,5	16,8	60,1
47. Techniciens	1991	804	81,4	72,3	32,9	47,5
	1998	842	79,5	73,4	44,0	61,0
	2005	1 068	75,7	72,8	47,8	63,1
	2013	1 159	79,2	75,7	57,1	63,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	80,8	76,5	51,2	57,3
	1998	582	81,8	78,0	52,8	66,1
	2005	603	76,0	75,9	63,5	68,0
	2013	560	85,1	85,3	60,0	73,1

Tableau 12.2 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
5. Employés	1991	6 014	51,6	31,3	22,1	48,1
	1998	6 607	56,6	35,0	30,7	57,5
	2005	7 291	54,3	35,3	35,8	57,1
	2013	7 098	60,9	43,4	41,1	61,4
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	55,3	23,7	38,3	55,8
	1998	2 562	64,8	32,3	49,0	66,8
	2005	2 799	60,1	32,5	51,7	65,8
	2013	2 641	67,7	44,0	59,6	70,4
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	58,1	45,9	5,8	44,1
	1998	1 969	56,1	48,1	8,9	49,8
	2005	1 763	54,9	51,4	12,2	49,6
	2013	1 525	59,0	55,6	14,1	52,1
55. Employés de commerce	1991	783	43,0	38,3	13,2	48,0
	1998	785	49,4	44,4	16,2	56,1
	2005	1 042	50,4	46,7	20,1	56,0
	2013	1 075	53,4	50,0	21,6	59,7
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	36,9	11,9	26,5	39,5
	1998	1 291	45,2	14,7	36,7	51,4
	2005	1 686	46,6	16,0	43,9	51,4
	2013	1 853	57,2	28,3	48,7	57,2
6. Ouvriers	1991	6 287	65,2	54,8	44,3	51,7
	1998	5 812	69,5	62,3	49,5	61,0
	2005	5 847	68,9	64,5	57,8	62,1
	2013	5 456	70,3	69,3	58,6	62,9
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	71,3	61,2	52,6	55,1
	1998	3 913	75,5	68,4	55,8	64,8
	2005	3 815	72,3	69,0	63,0	65,3
	2013	3 584	75,1	75,3	63,9	66,0
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	54,6	42,6	28,6	46,7
	1998	1 655	57,8	49,9	36,2	55,1
	2005	1 810	62,4	55,4	47,0	57,3
	2013	1 616	61,7	57,3	47,4	59,0
69. Ouvriers agricoles	1991	230	51,9	47,5	36,2	35,3
	1998	244	53,2	47,9	37,3	39,4
	2005	222	63,4	63,3	56,3	43,9
	2013	252	57,3	60,8	54,3	42,6
Ensemble	1991	18 801	62,4	46,7	31,7	51,3
	1998	19 517	65,2	50,3	37,8	60,0
	2005	22 251	62,7	50,5	41,7	60,3
	2013	22 859	66,8	57,6	43,3	63,1

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 66,8 % des salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.3 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	73,3	68,1	21,6	54,1
	1998	1 719	73,0	66,7	27,6	60,8
	2005	2 115	69,7	65,2	27,0	61,6
	2013	2 656	69,5	69,9	28,2	63,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	62,7	39,0	28,2	49,0
	1998	597	59,0	37,3	35,2	52,2
	2005	700	57,3	38,4	34,0	55,8
	2013	824	61,0	46,7	32,0	55,0
36. Cadres d'entreprise	1991	989	78,6	82,7	18,3	56,9
	1998	1 119	80,4	82,6	23,5	65,5
	2005	1 406	75,8	78,5	23,4	64,5
	2013	1 714	73,1	80,8	26,4	67,8
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	73,6	60,8	34,1	53,2
	1998	2 440	74,5	66,0	42,8	63,5
	2005	3 043	71,6	63,2	48,3	66,1
	2013	2 830	75,7	70,8	51,3	67,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	60,4	26,4	35,6	56,6
	1998	557	65,6	38,5	50,6	66,5
	2005	730	64,2	35,9	54,9	69,5
	2013	613	65,2	44,1	53,4	66,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	69,8	66,6	14,5	51,1
	1998	600	68,2	67,9	21,4	58,3
	2005	840	67,2	64,2	27,9	60,6
	2013	748	69,6	71,5	28,5	65,1
47. Techniciens	1991	705	82,1	74,4	34,7	48,4
	1998	740	80,6	75,4	45,5	62,4
	2005	938	78,1	75,5	50,3	66,0
	2013	973	81,6	79,6	60,9	65,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	82,2	77,7	53,0	57,2
	1998	542	82,2	79,3	54,8	67,6
	2005	535	77,3	77,7	67,7	70,3
	2013	490	85,9	85,5	64,1	74,8

Tableau 12.3 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
5. Employés	1991	1 416	61,3	39,8	36,3	60,3
	1998	1 584	68,9	46,0	47,7	69,3
	2005	1 736	62,9	45,9	50,2	67,8
	2013	1 658	72,5	58,4	53,6	72,8
51. Employés de la fonction publique	1991	769	64,7	35,1	54,8	68,5
	1998	934	73,9	41,8	64,8	79,0
	2005	1 018	66,0	42,3	66,0	74,6
	2013	888	75,1	60,5	72,0	83,7
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	64,2	55,0	8,1	53,9
	1998	299	65,8	58,1	19,1	54,2
	2005	274	70,4	65,1	22,5	60,8
	2013	216	75,3	67,7	26,5	65,2
55. Employés de commerce	1991	171	50,1	45,3	21,5	49,2
	1998	182	55,7	60,7	23,9	58,4
	2005	261	58,2	54,6	33,2	61,6
	2013	264	65,3	58,0	32,7	64,5
56. Services directs aux particuliers	1991	144	50,3	21,4	21,2	43,1
	1998	168	60,5	31,7	29,4	53,6
	2005	183	41,5	24,6	28,3	49,3
	2013	290	68,6	45,6	36,6	51,9
6. Ouvriers	1991	5 011	68,0	58,7	51,7	54,1
	1998	4 739	71,6	65,6	54,8	63,0
	2005	4 820	71,0	67,8	63,1	64,2
	2013	4 351	72,5	73,3	64,5	65,9
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	71,7	62,6	56,2	56,2
	1998	3 486	75,7	69,6	58,6	65,5
	2005	3 409	72,9	70,7	65,9	66,6
	2013	3 127	75,2	76,8	67,0	67,5
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	58,8	47,9	39,1	50,6
	1998	1 065	61,5	55,2	44,5	58,2
	2005	1 255	66,2	59,4	55,5	59,9
	2013	1 032	66,8	64,1	57,5	64,4
69. Ouvriers agricoles	1991	185	54,0	50,8	43,3	35,2
	1998	187	52,2	49,9	43,0	42,7
	2005	156	68,1	71,0	63,8	46,0
	2013	187	59,2	64,3	59,9	45,6
Ensemble	1991	10 406	69,2	58,1	40,9	54,8
	1998	10 481	72,1	62,9	46,5	63,7
	2005	11 720	69,7	62,9	50,8	64,7
	2013	11 495	72,6	69,8	51,3	66,7

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 72,6 % des hommes salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.4 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	60,3	43,6	18,4	47,4
	1998	863	58,5	36,2	20,1	53,0
	2005	1 211	58,9	44,4	20,0	52,4
	2013	1 761	62,9	54,8	24,6	60,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	52,8	27,1	26,5	45,1
	1998	507	51,7	20,6	26,5	53,8
	2005	642	55,6	28,9	28,6	51,2
	2013	839	57,6	37,7	30,6	59,2
36. Cadres d'entreprise	1991	242	71,5	69,8	4,9	51,4
	1998	345	67,6	60,0	9,6	51,5
	2005	552	62,3	63,3	9,5	53,7
	2013	850	67,5	71,5	17,0	63,4
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	64,6	33,7	30,4	56,2
	1998	2 077	66,2	39,6	37,8	63,2
	2005	2 735	58,4	38,2	36,7	61,5
	2013	3 057	65,8	47,4	37,5	64,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	64,1	22,2	42,1	59,9
	1998	1 340	66,5	29,7	51,8	68,3
	2005	1 606	61,6	29,4	53,7	69,7
	2013	1 713	67,7	39,5	56,2	70,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	63,6	52,9	6,0	50,3
	1998	596	64,0	57,1	8,0	55,1
	2005	931	52,5	49,7	8,8	50,8
	2013	1 087	61,9	56,3	8,8	56,5
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	58,4	53,0	29,7	42,1
	2013	186	66,3	55,0	36,8	51,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 12.4 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
5. Employées	1991	4 598	48,6	28,7	17,7	44,2
	1998	5 023	52,7	31,6	25,4	53,8
	2005	5 555	51,6	32,0	31,3	53,8
	2013	5 440	57,3	38,7	37,3	57,9
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	50,2	17,6	29,4	48,5
	1998	1 628	59,6	26,8	39,9	59,8
	2005	1 782	56,7	27,0	43,5	60,7
	2013	1 753	63,9	35,4	53,3	63,5
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	56,9	44,2	5,4	42,1
	1998	1 670	54,4	46,3	7,1	49,0
	2005	1 489	52,1	48,9	10,4	47,6
	2013	1 309	56,3	53,6	12,0	50,0
55. Employées de commerce	1991	612	41,0	36,3	10,8	47,7
	1998	603	47,5	39,5	13,9	55,4
	2005	781	47,8	44,1	15,8	54,2
	2013	811	49,5	47,5	18,1	58,1
56. Services directs aux particuliers	1991	881	34,7	10,4	27,4	38,9
	1998	1 122	42,9	12,2	37,8	51,1
	2005	1 503	47,2	15,0	45,8	51,7
	2013	1 563	55,0	25,0	51,0	58,2
6. Ouvrières	1991	1 276	54,5	39,2	14,9	42,3
	1998	1 073	60,4	47,4	25,9	52,4
	2005	1 027	59,1	49,3	32,9	52,0
	2013	1 105	61,6	53,5	35,4	51,0
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	67,9	48,5	19,1	45,5
	1998	427	73,6	58,3	33,4	59,4
	2005	406	67,5	54,1	39,2	54,6
	2013	456	74,5	64,3	42,8	55,9
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	48,5	34,9	13,3	41,1
	1998	589	51,1	40,2	21,1	49,6
	2005	555	53,8	46,3	27,7	51,7
	2013	584	52,6	45,3	29,3	48,9
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	54,0	32,5	20,2	47,0
	1998	9 036	57,3	35,7	27,8	55,7
	2005	10 530	55,0	36,7	31,6	55,5
	2013	11 364	60,9	45,0	35,2	59,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 60,9 % des femmes salariées déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.5 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*				
		Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard	
Moins de 20 ans	1991	251	56,4	36,2	31,0	48,5
	1998	216	59,3	42,8	44,4	49,8
	2005	320	68,6	46,9	46,4	55,4
	2013	257	70,9	61,0	44,9	61,1
De 20 à 24 ans	1991	1 729	62,3	44,6	27,7	50,4
	1998	1 105	64,5	48,5	39,0	61,3
	2005	1 588	66,7	54,0	44,4	61,4
	2013	1 536	69,5	61,1	49,1	65,0
De 25 à 29 ans	1991	2 957	64,8	49,4	32,2	51,2
	1998	2 793	71,0	53,2	39,9	64,3
	2005	2 632	67,0	55,3	42,8	63,9
	2013	2 578	72,5	61,1	45,5	67,2
De 30 à 34 ans	1991	2 957	65,5	49,4	33,8	54,4
	1998	2 977	68,0	54,5	39,2	62,2
	2005	3 014	67,4	55,0	43,0	65,2
	2013	2 734	70,7	64,1	46,5	65,4
De 35 à 39 ans	1991	2 941	65,7	48,2	32,0	53,4
	1998	2 989	66,3	52,1	39,7	61,8
	2005	3 133	62,1	51,4	41,8	61,3
	2013	2 934	70,6	62,7	45,8	68,3
De 40 à 44 ans	1991	2 963	64,8	48,3	33,3	53,3
	1998	2 884	65,9	51,0	38,1	62,1
	2005	3 263	62,7	51,6	42,2	62,1
	2013	3 269	66,7	58,9	43,1	65,0
De 45 à 49 ans	1991	2 030	60,3	47,8	32,7	52,7
	1998	2 860	64,2	49,9	38,3	59,5
	2005	3 103	63,4	51,0	43,0	60,9
	2013	3 243	65,4	55,9	42,7	63,6
De 50 à 54 ans	1991	1 485	57,4	43,3	30,7	49,8
	1998	2 324	60,3	45,5	33,3	55,6
	2005	2 884	58,8	46,9	41,0	56,4
	2013	3 026	65,5	53,7	43,7	61,2
55 ans et plus	1991	1 488	49,3	35,5	26,7	37,7
	1998	1 369	55,8	41,9	30,8	46,9
	2005	2 313	53,1	38,4	34,7	50,5
	2013	3 283	56,7	46,6	34,3	52,1
Ensemble	1991	18 801	62,4	46,7	31,7	51,3
	1998	19 517	65,2	50,3	37,8	60,0
	2005	22 251	62,7	50,5	41,7	60,3
	2013	22 859	66,8	57,6	43,3	63,1

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 66,8 % des salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.6 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Moins de 20 ans	1991	166	63,4	42,8	38,2	51,5
	1998	174	60,7	47,1	50,0	51,2
	2005	223	71,9	52,4	52,4	52,6
	2013	168	74,9	67,5	55,5	62,5
De 20 à 24 ans	1991	865	69,0	54,9	38,4	52,9
	1998	539	70,7	58,0	50,2	60,5
	2005	873	69,4	63,4	57,2	63,6
	2013	864	73,5	69,6	55,3	67,7
De 25 à 29 ans	1991	1 586	69,4	59,0	39,7	52,4
	1998	1 516	77,9	65,0	47,8	66,5
	2005	1 427	73,0	66,5	52,0	67,4
	2013	1 271	76,5	72,7	52,2	67,9
De 30 à 34 ans	1991	1 661	71,3	58,9	42,7	56,4
	1998	1 658	74,1	64,8	48,0	65,0
	2005	1 666	71,9	62,8	49,5	68,0
	2013	1 378	76,2	74,6	54,7	67,8
De 35 à 39 ans	1991	1 625	71,7	59,2	40,9	55,4
	1998	1 625	73,6	64,8	48,3	66,7
	2005	1 658	69,7	64,0	49,7	65,4
	2013	1 553	75,4	71,4	52,9	72,3
De 40 à 44 ans	1991	1 652	72,5	60,5	42,8	58,3
	1998	1 518	71,9	64,8	46,9	66,5
	2005	1 703	69,8	63,7	51,9	67,7
	2013	1 698	73,4	72,0	51,6	70,1
De 45 à 49 ans	1991	1 162	68,2	62,0	43,5	58,8
	1998	1 470	72,0	64,7	48,0	64,0
	2005	1 597	72,4	66,6	53,5	66,3
	2013	1 534	71,0	70,3	51,2	66,9
De 50 à 54 ans	1991	869	65,6	55,4	39,6	55,5
	1998	1 237	67,3	59,7	41,5	61,8
	2005	1 427	67,4	61,3	51,7	62,5
	2013	1 458	72,0	68,1	53,8	67,2
55 ans et plus	1991	819	59,6	51,2	36,8	43,3
	1998	745	64,4	55,8	37,4	50,5
	2005	1 146	61,5	54,1	41,5	55,2
	2013	1 572	64,3	60,7	40,9	54,8
Ensemble	1991	10 406	69,2	58,1	40,9	54,8
	1998	10 481	72,1	62,9	46,5	63,7
	2005	11 720	69,7	62,9	50,8	64,7
	2013	11 495	72,6	69,8	51,3	66,7

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 72,6 % des hommes salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.7 • Conséquences d'une erreur dans le travail selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
			Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	55,7	34,3	17,1	47,9
	1998	566	58,5	39,4	28,5	61,9
	2005	715	63,3	42,5	28,8	58,8
	2013	672	64,5	50,2	41,1	61,4
De 25 à 29 ans	1991	1 371	59,4	38,2	23,5	49,8
	1998	1 278	62,8	39,2	30,4	61,8
	2005	1 204	59,9	42,1	31,9	59,7
	2013	1 306	68,7	49,8	39,1	66,4
De 30 à 34 ans	1991	1 296	58,1	37,3	22,3	52,0
	1998	1 319	60,2	41,6	28,2	58,6
	2005	1 348	61,9	45,4	34,9	61,7
	2013	1 356	65,0	53,3	38,1	62,9
De 35 à 39 ans	1991	1 317	58,2	34,6	20,9	51,1
	1998	1 364	57,5	37,0	29,4	56,0
	2005	1 475	53,7	37,2	33,0	56,6
	2013	1 381	65,3	52,8	37,7	63,7
De 40 à 44 ans	1991	1 311	54,9	32,8	21,4	47,0
	1998	1 366	59,1	35,6	28,3	57,2
	2005	1 560	54,9	38,4	31,7	56,0
	2013	1 571	59,5	44,5	33,9	59,4
De 45 à 49 ans	1991	868	49,9	29,1	18,2	44,4
	1998	1 390	56,0	34,2	28,0	54,8
	2005	1 506	54,0	34,5	31,8	55,2
	2013	1 709	60,5	42,9	35,0	60,7
De 50 à 54 ans	1991	616	45,8	26,4	18,6	41,4
	1998	1 088	52,4	29,4	24,0	48,5
	2005	1 457	50,4	32,8	30,6	50,4
	2013	1 568	59,4	40,0	34,3	55,4
55 ans et plus	1991	668	36,9	16,8	14,5	31,2
	1998	624	45,6	25,4	22,9	42,5
	2005	1 168	44,9	22,9	28,0	45,8
	2013	1 711	49,6	33,4	28,1	49,7
Ensemble	1991	8 396	54,0	32,5	20,2	47,0
	1998	9 036	57,3	35,7	27,8	55,7
	2005	10 530	55,0	36,7	31,6	55,5
	2013	11 364	60,9	45,0	35,2	59,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 60,9 % des femmes salariées déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.8 • Conséquences d'une erreur dans le travail en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
		Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Agriculture, sylviculture et pêche	249	56,3	61,2	48,8	40,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	68,4	66,2	44,1	62,7
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	69,2	73,8	40,6	55,2
Fabrication de matériels de transport	442	82,4	76,4	48,1	65,5
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	78,9	77,5	43,0	65,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	71,4	74,2	61,1	71,3
Construction	1 478	76,0	79,3	59,3	65,0
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	61,8	63,6	32,8	60,9
Transports et entreposage	1 322	71,6	72,3	58,6	73,4
Hébergement et restauration	814	66,9	51,6	36,6	54,6
Information et communication	677	69,7	61,9	8,3	57,9
Activités financières et d'assurance	823	74,9	77,8	14,3	72,7
Activités immobilières	255	53,2	52,2	29,2	54,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	68,4	64,5	32,9	60,6
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	63,6	40,6	51,1	65,4
Autres activités de services	1 612	53,3	30,6	42,1	53,0
Non renseigné	111	66,6	54,1	32,8	59,4
Ensemble	22 859	66,8	57,6	43,3	63,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 66,8 % des salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.9 • Conséquences d'une erreur dans le travail en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
		Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Fonct. pub. de l'État	2 316	53,5	32,3	41,2	59,3
Fonct. pub. territoriale	1 755	60,0	42,3	47,6	63,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	82,4	57,3	75,1	79,1
Marchand ou associatif	17 689	68,3	62,4	41,2	62,6
Ensemble	22 859	66,8	57,6	43,3	63,1

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 66,8 % des salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.10 • Conséquences d'une erreur dans le travail en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
		Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Fonct. pub. de l'État	1 019	61,3	42,7	47,8	62,9
Fonct. pub. territoriale	716	61,8	56,5	60,1	67,5
Fonct. pub. hospitalière	271	83,1	68,4	78,4	78,5
Marchand ou associatif	9 490	74,3	73,8	50,3	66,7
Ensemble	11 495	72,6	69,8	51,3	66,7

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 72,6 % des hommes salariés déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.11 • Conséquences d'une erreur dans le travail en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'une erreur dans leur travail pourrait entraîner*			
		Des conséquences graves pour la qualité	Des coûts financiers importants pour l'entreprise	Des conséquences dangereuses pour la sécurité	Des sanctions à leur égard
Fonct. pub. de l'État	1 297	47,3	24,1	35,9	56,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	58,8	32,2	39,0	60,8
Fonct. pub. hospitalière	829	82,2	53,6	74,0	79,4
Marchand ou associatif	8 200	61,2	49,1	30,7	57,7
Ensemble	11 364	60,9	45,0	35,2	59,5

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 60,9 % des femmes salariées déclarent qu'une erreur dans leur travail aurait des conséquences graves pour la qualité du service ou du produit.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

13 • Attention et vigilance

Tableau 13.1 • Attention et vigilance en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
Femmes	1984	7 408	15,0	-	-	-
	1991	8 396	24,5	23,8	9,7	-
	1998	9 036	28,4	30,2	11,3	-
	2005	10 530	29,2	31,4	11,6	12,2
	2013	11 364	36,2	33,2	14,0	15,8
Hommes	1984	10 194	15,9	-	-	-
	1991	10 406	27,8	20,2	14,6	-
	1998	10 481	34,9	30,1	20,6	-
	2005	11 720	37,7	33,0	21,9	27,8
	2013	11 495	41,9	36,7	24,8	33,0
Ensemble	1984	17 602	15,5	-	-	-
	1991	18 801	26,3	21,8	12,4	-
	1998	19 517	31,9	30,1	16,3	-
	2005	22 251	33,7	32,2	17,0	20,4
	2013	22 859	39,1	35,0	19,4	24,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 39,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

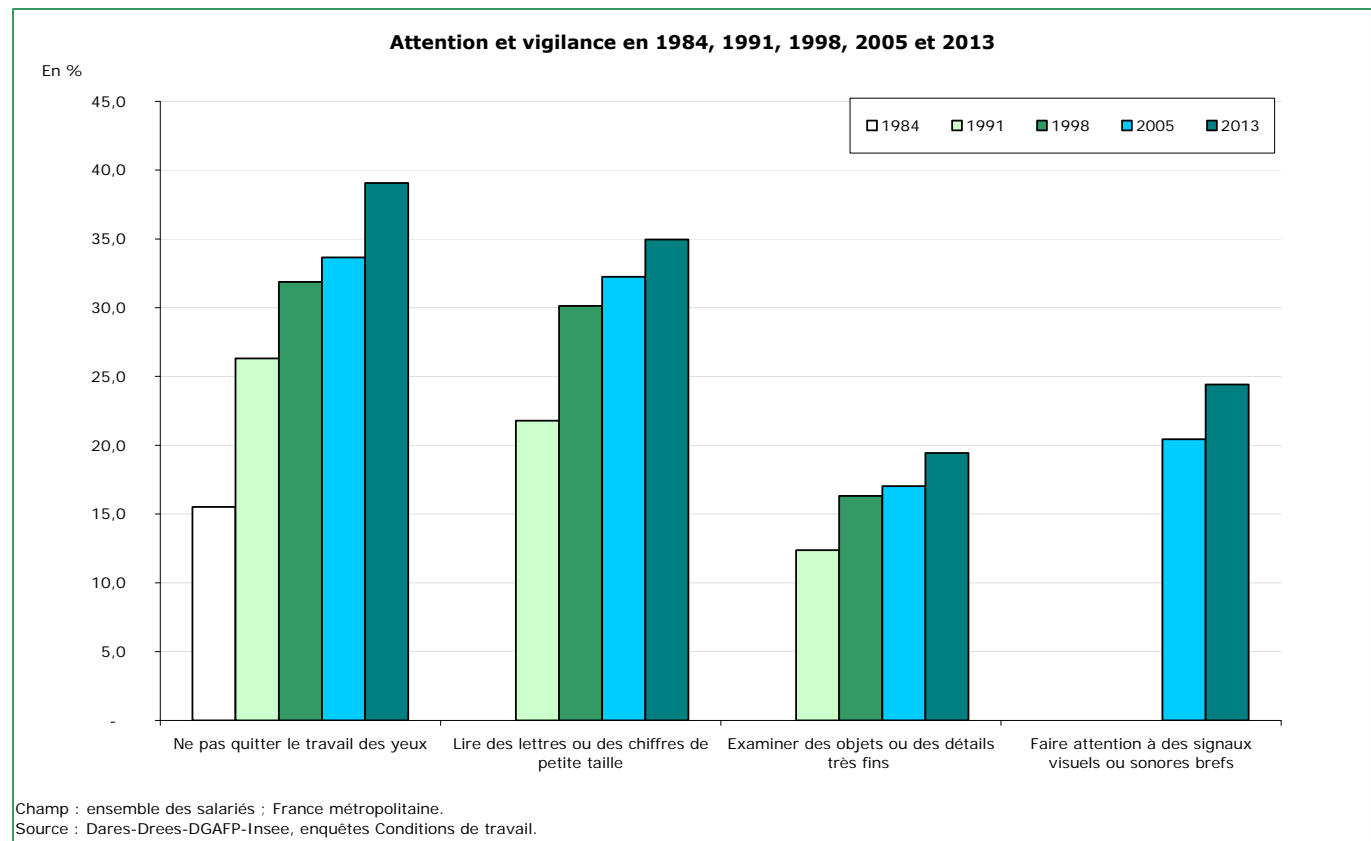


Tableau 13.2 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 739	6,1	-	-	-
	1991	2 121	11,6	26,1	8,9	-
	1998	2 582	16,4	35,3	11,3	-
	2005	3 327	17,3	33,9	11,6	9,1
	2013	4 417	26,0	36,6	14,9	12,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	732	9,9	-	-	-
	1991	880	16,5	26,0	9,9	-
	1998	1 104	21,4	36,1	13,8	-
	2005	1 341	21,6	36,9	13,8	10,8
	2013	1 664	35,1	43,6	19,0	16,6
36. Cadres d'entreprise	1984	986	2,9	-	-	-
	1991	1 231	8,2	26,3	8,1	-
	1998	1 464	12,8	34,8	9,6	-
	2005	1 958	14,5	32,2	10,1	7,9
	2013	2 564	20,8	33,1	12,1	9,8
4. Professions intermédiaires	1984	4 071	9,8	-	-	-
	1991	4 379	20,1	26,6	15,3	-
	1998	4 517	25,9	35,3	20,0	-
	2005	5 778	29,7	37,9	20,7	18,9
	2013	5 887	37,3	41,5	23,1	22,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 798	10,2	-	-	-
	1991	1 855	22,7	24,1	11,0	-
	1998	1 897	27,6	32,7	15,9	-
	2005	2 337	31,9	35,8	18,0	17,3
	2013	2 326	45,3	41,7	21,7	24,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	948	6,4	-	-	-
	1991	1 137	12,3	28,8	7,7	-
	1998	1 196	19,8	37,1	9,8	-
	2005	1 771	23,0	40,5	11,2	11,0
	2013	1 835	28,0	40,6	10,3	9,2
47. Techniciens	1984	716	13,4	-	-	-
	1991	804	26,6	32,7	34,1	-
	1998	842	32,3	38,9	38,9	-
	2005	1 068	32,9	38,4	38,7	29,6
	2013	1 159	38,6	43,0	42,7	35,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	609	9,6	-	-	-
	1991	582	17,8	21,4	18,3	-
	1998	582	23,6	34,5	27,0	-
	2005	603	35,1	36,9	26,8	29,4
	2013	560	32,3	40,7	30,1	34,1

Tableau 13.2 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
			Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
5. Employés	1984	5 605	10,8	-	-	-
	1991	6 014	21,9	25,6	6,4	-
	1998	6 607	28,4	31,1	9,5	-
	2005	7 291	30,2	30,8	10,2	15,0
	2013	7 098	37,1	30,9	11,3	19,1
51. Employés de la fonction publique	1984	2 099	10,1	-	-	-
	1991	2 189	20,5	22,4	6,9	-
	1998	2 562	29,0	31,1	12,9	-
	2005	2 799	33,5	30,8	12,8	23,9
	2013	2 641	40,8	30,8	14,8	31,6
54. Employés adm. d'entreprise	1984	1 983	14,8	-	-	-
	1991	2 017	25,6	42,1	6,3	-
	1998	1 969	28,7	49,0	7,9	-
	2005	1 763	25,4	47,8	8,1	9,3
	2013	1 525	31,4	46,4	9,3	8,7
55. Employés de commerce	1984	643	9,7	-	-	-
	1991	783	21,9	20,7	9,9	-
	1998	785	32,5	29,1	12,7	-
	2005	1 042	33,4	39,7	14,7	15,5
	2013	1 075	30,7	42,7	15,1	14,2
56. Services directs aux particuliers	1984	880	4,3	-	-	-
	1991	1 025	17,3	3,5	2,8	-
	1998	1 291	24,3	4,8	3,5	-
	2005	1 686	28,0	7,6	5,2	6,0
	2013	1 853	40,1	11,5	5,5	12,5
6. Ouvriers	1984	6 187	26,2	-	-	-
	1991	6 287	39,8	13,4	17,2	-
	1998	5 812	47,3	22,8	23,4	-
	2005	5 847	51,1	27,4	25,1	35,1
	2013	5 456	54,0	31,9	29,6	42,6
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 634	25,5	-	-	-
	1991	4 010	40,4	15,6	19,1	-
	1998	3 913	49,3	26,8	25,5	-
	2005	3 815	53,6	32,1	26,5	39,2
	2013	3 584	58,7	36,5	32,5	46,8
66. Ouvriers non qualifiés	1984	2 321	28,7	-	-	-
	1991	2 047	39,2	10,2	14,5	-
	1998	1 655	42,8	15,6	20,5	-
	2005	1 810	46,0	20,6	23,7	27,7
	2013	1 616	43,8	23,9	24,5	36,0
69. Ouvriers agricoles	1984	232	13,0	-	-	-
	1991	230	35,8	5,2	7,8	-
	1998	244	45,7	7,8	8,2	-
	2005	222	50,4	3,4	11,2	26,1
	2013	252	52,4	17,5	21,5	26,6
Ensemble	1984	17 602	15,5	-	-	-
	1991	18 801	26,3	21,8	12,4	-
	1998	19 517	31,9	30,1	16,3	-
	2005	22 251	33,7	32,2	17,0	20,4
	2013	22 859	39,1	35,0	19,4	24,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 39,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.3 • Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	1 307	5,6	-	-	-
	1991	1 498	9,9	25,1	9,4	-
	1998	1 719	16,1	34,6	12,8	-
	2005	2 115	16,0	32,6	13,8	11,2
	2013	2 656	25,2	35,3	16,1	13,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	451	9,9	-	-	-
	1991	508	16,1	23,1	11,8	-
	1998	597	21,4	35,6	16,1	-
	2005	700	19,4	34,4	16,9	13,5
	2013	824	34,9	42,6	20,0	18,5
36. Cadres d'entreprise	1984	849	3,1	-	-	-
	1991	989	6,8	26,1	8,2	-
	1998	1 119	13,3	34,2	11,1	-
	2005	1 406	14,3	31,9	12,2	10,0
	2013	1 714	21,2	32,4	14,2	11,4
4. Professions intermédiaires	1984	2 385	10,4	-	-	-
	1991	2 480	19,7	26,9	18,8	-
	1998	2 440	25,5	35,8	25,2	-
	2005	3 043	32,0	38,8	26,7	24,3
	2013	2 830	36,4	42,2	30,0	29,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	622	13,3	-	-	-
	1991	641	22,7	28,3	10,6	-
	1998	557	26,1	32,4	16,2	-
	2005	730	34,0	36,5	20,7	17,9
	2013	613	47,6	41,4	26,2	28,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	542	5,6	-	-	-
	1991	595	12,1	25,2	8,9	-
	1998	600	19,2	35,1	12,8	-
	2005	840	26,0	41,3	16,1	16,9
	2013	748	25,5	38,0	14,0	14,3
47. Techniciens	1984	652	12,4	-	-	-
	1991	705	25,3	31,3	35,3	-
	1998	740	31,3	39,3	40,3	-
	2005	938	33,7	39,8	40,7	31,8
	2013	973	39,6	46,2	43,9	39,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	568	9,6	-	-	-
	1991	539	17,3	21,5	17,9	-
	1998	542	23,8	35,5	27,5	-
	2005	535	35,6	36,5	26,9	31,2
	2013	490	32,9	41,8	31,2	36,8

Tableau 13.3 • Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
5. Employés	1984	1 471	11,4	-	-	-
	1991	1 416	24,0	25,2	9,0	-
	1998	1 584	34,8	34,2	16,9	-
	2005	1 736	35,9	33,7	15,9	26,0
	2013	1 658	40,0	35,7	16,7	31,7
51. Employés de la fonction publique	1984	793	12,5	-	-	-
	1991	769	24,0	25,6	10,4	-
	1998	934	37,3	34,2	21,2	-
	2005	1 018	40,8	31,6	18,1	33,5
	2013	888	43,4	33,0	19,5	44,1
54. Employés adm. d'entreprise	1984	416	13,0	-	-	-
	1991	332	27,7	37,8	9,0	-
	1998	299	32,8	49,3	12,1	-
	2005	274	30,4	50,6	10,2	16,2
	2013	216	35,8	49,3	15,5	21,3
55. Employés de commerce	1984	117	4,9	-	-	-
	1991	171	17,7	13,0	6,2	-
	1998	182	29,5	28,9	12,5	-
	2005	261	29,6	39,0	19,1	19,4
	2013	264	32,9	56,0	23,2	12,2
56. Services directs aux particuliers	1984	144	6,2	-	-	-
	1991	144	22,8	8,3	4,4	-
	1998	168	30,1	13,2	6,1	-
	2005	183	25,6	12,8	7,7	8,2
	2013	290	38,9	15,5	2,9	19,4
6. Ouvriers	1984	5 032	22,4	-	-	-
	1991	5 011	38,1	13,9	15,6	-
	1998	4 739	46,6	24,1	22,4	-
	2005	4 820	51,4	29,3	24,6	38,1
	2013	4 351	56,3	34,5	29,7	47,0
61. Ouvriers qualifiés	1984	3 333	23,9	-	-	-
	1991	3 611	39,3	15,5	17,5	-
	1998	3 486	48,3	27,3	24,6	-
	2005	3 409	53,7	33,0	26,2	40,6
	2013	3 127	58,9	38,2	31,6	48,8
66. Ouvriers non qualifiés	1984	1 497	20,8	-	-	-
	1991	1 215	35,1	10,4	11,3	-
	1998	1 065	41,9	16,8	17,9	-
	2005	1 255	44,9	22,5	22,3	32,1
	2013	1 032	49,7	25,9	25,2	44,5
69. Ouvriers agricoles	1984	202	11,4	-	-	-
	1991	185	34,7	6,5	7,1	-
	1998	187	41,3	7,6	8,0	-
	2005	156	53,1	3,9	10,2	30,4
	2013	187	50,4	20,0	24,4	30,3
Ensemble	1984	10 194	15,9	-	-	-
	1991	10 406	27,8	20,2	14,6	-
	1998	10 481	34,9	30,1	20,6	-
	2005	11 720	37,7	33,0	21,9	27,8
	2013	11 495	41,9	36,7	24,8	33,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,9 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.4 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1984	431	7,7	-	-	-
	1991	623	15,6	28,3	7,5	-
	1998	863	17,2	36,5	8,3	-
	2005	1 211	19,6	36,3	7,8	5,4
	2013	1 761	27,2	38,6	13,1	10,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1984	281	10,0	-	-	-
	1991	371	17,0	30,0	7,2	-
	1998	507	21,4	36,7	11,1	-
	2005	642	24,0	39,7	10,5	7,8
	2013	839	35,2	44,6	18,1	14,8
36. Cadres d'entreprise	1984	137	1,6	-	-	-
	1991	242	14,1	26,9	7,8	-
	1998	345	11,2	36,8	4,6	-
	2005	552	14,8	33,3	4,7	2,8
	2013	850	19,8	34,3	7,8	6,6
4. Professions intermédiaires	1984	1 687	8,9	-	-	-
	1991	1 898	20,6	26,1	10,9	-
	1998	2 077	26,4	34,6	14,0	-
	2005	2 735	27,2	36,8	14,0	13,0
	2013	3 057	38,1	40,8	16,8	16,2
41. P.I. enseignement, santé, public	1984	1 175	8,6	-	-	-
	1991	1 214	22,7	21,9	11,3	-
	1998	1 340	28,2	32,9	15,8	-
	2005	1 606	31,0	35,5	16,9	17,0
	2013	1 713	44,5	41,7	20,2	23,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1984	406	7,4	-	-	-
	1991	542	12,5	32,9	6,3	-
	1998	596	20,5	39,1	6,8	-
	2005	931	20,3	39,8	6,8	5,7
	2013	1 087	29,7	42,3	7,8	5,6
47. Techniciennes	1984	65	-	-	-	-
	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	27,6	28,8	23,7	14,0
	2013	186	33,0	26,4	36,0	14,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1984	41	-	-	-	-
	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 13.4 • **Attention et vigilance selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
5. Employées	1984	4 134	10,6	-	-	-
	1991	4 598	21,2	25,7	5,6	-
	1998	5 023	26,4	30,1	7,2	-
	2005	5 555	28,5	29,9	8,4	11,6
	2013	5 440	36,2	29,5	9,6	15,2
51. Employées de la fonction publique	1984	1 307	8,6	-	-	-
	1991	1 420	18,7	20,6	5,0	-
	1998	1 628	24,2	29,3	8,1	-
	2005	1 782	29,3	30,3	9,7	18,4
	2013	1 753	39,5	29,6	12,4	25,3
54. Employées adm. d'entreprise	1984	1 566	15,3	-	-	-
	1991	1 685	25,2	43,0	5,8	-
	1998	1 670	28,0	48,9	7,1	-
	2005	1 489	24,5	47,3	7,7	8,0
	2013	1 309	30,6	45,9	8,3	6,7
55. Employées de commerce	1984	526	10,7	-	-	-
	1991	612	23,1	22,8	10,9	-
	1998	603	33,4	29,2	12,7	-
	2005	781	34,6	40,0	13,2	14,2
	2013	811	30,0	38,3	12,4	14,9
56. Services directs aux particuliers	1984	736	3,9	-	-	-
	1991	881	16,4	2,7	2,6	-
	1998	1 122	23,4	3,6	3,1	-
	2005	1 503	28,3	7,0	4,9	5,7
	2013	1 563	40,3	10,7	5,9	11,2
6. Ouvrières	1984	1 155	42,6	-	-	-
	1991	1 276	46,4	11,5	23,6	-
	1998	1 073	50,4	17,1	27,6	-
	2005	1 027	49,9	18,6	27,2	21,2
	2013	1 105	44,8	21,7	28,9	25,5
61. Ouvrières qualifiées	1984	301	43,2	-	-	-
	1991	399	49,9	16,3	34,4	-
	1998	427	57,3	23,1	33,4	-
	2005	406	53,1	24,5	29,5	27,1
	2013	456	57,6	25,2	38,3	32,4
66. Ouvrières non qualifiées	1984	825	43,0	-	-	-
	1991	832	45,1	9,8	19,1	-
	1998	589	44,5	13,6	25,2	-
	2005	555	48,3	16,2	27,0	17,5
	2013	584	33,4	20,3	23,3	21,1
69. Ouvrières agricoles	1984	30	-	-	-	-
	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1984	7 408	15,0	-	-	-
	1991	8 396	24,5	23,8	9,7	-
	1998	9 036	28,4	30,2	11,3	-
	2005	10 530	29,2	31,4	11,6	12,2
	2013	11 364	36,2	33,2	14,0	15,8

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 36,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.5 • Attention et vigilance selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de				
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs	
Moins de 20 ans	1984	356	18,2	-	-	-
	1991	251	29,5	8,7	12,5	-
	1998	216	42,6	14,3	16,6	-
	2005	320	48,9	21,8	23,3	27,7
	2013	257	45,3	30,9	27,6	32,3
De 20 à 24 ans	1984	1 997	18,2	-	-	-
	1991	1 729	31,5	19,2	11,8	-
	1998	1 105	39,9	25,2	17,4	-
	2005	1 588	40,5	32,5	19,6	27,5
	2013	1 536	49,0	33,8	24,2	35,9
De 25 à 29 ans	1984	2 842	18,4	-	-	-
	1991	2 957	28,2	22,4	13,5	-
	1998	2 793	35,0	29,9	17,1	-
	2005	2 632	36,4	32,9	18,6	22,7
	2013	2 578	40,5	36,6	19,8	27,9
De 30 à 34 ans	1984	2 924	16,7	-	-	-
	1991	2 957	28,7	22,9	13,6	-
	1998	2 977	33,1	29,4	17,0	-
	2005	3 014	36,9	29,3	16,3	23,3
	2013	2 734	38,8	31,8	19,8	26,1
De 35 à 39 ans	1984	2 769	15,4	-	-	-
	1991	2 941	25,7	21,0	12,0	-
	1998	2 989	31,7	27,2	14,6	-
	2005	3 133	31,6	29,0	15,2	18,9
	2013	2 934	37,9	32,2	17,2	24,8
De 40 à 44 ans	1984	1 866	13,2	-	-	-
	1991	2 963	24,5	22,2	11,6	-
	1998	2 884	31,5	29,8	16,3	-
	2005	3 263	32,7	30,8	15,1	19,9
	2013	3 269	39,9	35,9	18,9	25,7
De 45 à 49 ans	1984	1 804	14,1	-	-	-
	1991	2 030	24,3	24,8	13,1	-
	1998	2 860	29,0	33,3	16,3	-
	2005	3 103	32,7	37,5	18,7	20,5
	2013	3 243	39,7	36,5	19,4	22,8
De 50 à 54 ans	1984	1 682	13,3	-	-	-
	1991	1 485	25,0	22,6	12,5	-
	1998	2 324	29,3	35,1	15,8	-
	2005	2 884	31,6	36,0	19,0	18,4
	2013	3 026	37,8	38,6	20,4	21,0
55 ans et plus	1984	1 361	10,5	-	-	-
	1991	1 488	20,0	19,4	9,6	-
	1998	1 369	26,2	30,8	16,7	-
	2005	2 313	27,5	31,3	14,2	13,4
	2013	3 283	33,7	33,9	17,7	17,3
Ensemble	1984	17 602	15,5	-	-	-
	1991	18 801	26,3	21,8	12,4	-
	1998	19 517	31,9	30,1	16,3	-
	2005	22 251	33,7	32,2	17,0	20,4
	2013	22 859	39,1	35,0	19,4	24,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 39,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.6 • **Attention et vigilance selon l'âge des HOMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013**
En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
			Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Moins de 20 ans	1984	224	16,5	-	-	-
	1991	166	31,4	9,0	13,6	-
	1998	174	43,9	13,4	15,9	-
	2005	223	50,7	23,9	29,5	34,9
	2013	168	47,1	32,1	33,0	40,8
De 20 à 24 ans	1984	1 009	17,7	-	-	-
	1991	865	35,5	13,0	13,0	-
	1998	539	45,8	25,4	23,1	-
	2005	873	43,6	33,2	24,8	34,6
	2013	864	52,2	35,7	31,0	45,0
De 25 à 29 ans	1984	1 606	19,1	-	-	-
	1991	1 586	29,2	18,7	15,7	-
	1998	1 516	38,1	28,9	22,4	-
	2005	1 427	41,1	31,9	24,2	30,0
	2013	1 271	42,1	36,7	21,9	35,2
De 30 à 34 ans	1984	1 681	17,2	-	-	-
	1991	1 661	29,6	20,2	15,3	-
	1998	1 658	36,9	27,7	21,3	-
	2005	1 666	39,7	28,4	19,8	29,7
	2013	1 378	42,1	33,6	25,4	35,5
De 35 à 39 ans	1984	1 647	16,7	-	-	-
	1991	1 625	26,3	19,7	14,2	-
	1998	1 625	34,6	27,4	18,4	-
	2005	1 658	35,3	28,6	18,4	25,8
	2013	1 553	40,1	32,7	21,2	33,2
De 40 à 44 ans	1984	1 138	13,7	-	-	-
	1991	1 652	25,4	20,9	14,5	-
	1998	1 518	33,9	29,5	20,6	-
	2005	1 703	37,5	31,0	20,0	27,2
	2013	1 698	43,2	37,3	25,2	34,7
De 45 à 49 ans	1984	1 092	14,3	-	-	-
	1991	1 162	26,9	24,5	15,8	-
	1998	1 470	32,4	33,6	20,9	-
	2005	1 597	37,8	40,9	24,6	29,3
	2013	1 534	41,7	38,1	24,8	31,7
De 50 à 54 ans	1984	1 016	14,2	-	-	-
	1991	869	26,7	23,2	14,3	-
	1998	1 237	30,8	37,2	19,6	-
	2005	1 427	35,6	38,6	24,6	26,0
	2013	1 458	42,6	44,0	28,0	28,9
55 ans et plus	1984	780	9,5	-	-	-
	1991	819	22,4	22,6	12,1	-
	1998	745	28,3	33,4	21,0	-
	2005	1 146	29,5	34,3	19,3	20,1
	2013	1 572	35,5	35,8	22,8	24,4
Ensemble	1984	10 194	15,9	-	-	-
	1991	10 406	27,8	20,2	14,6	-
	1998	10 481	34,9	30,1	20,6	-
	2005	11 720	37,7	33,0	21,9	27,8
	2013	11 495	41,9	36,7	24,8	33,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,9 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.7 • Attention et vigilance selon l'âge des FEMMES en 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
			Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Moins de 20 ans	1984	131	20,9	-	-	-
	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1984	989	18,8	-	-	-
	1991	864	27,5	25,5	10,7	-
	1998	566	34,3	25,1	11,9	-
	2005	715	36,8	31,7	13,3	18,8
	2013	672	44,9	31,2	15,4	24,1
De 25 à 29 ans	1984	1 237	17,5	-	-	-
	1991	1 371	27,1	26,7	10,9	-
	1998	1 278	31,3	31,0	10,9	-
	2005	1 204	30,9	34,0	11,9	14,1
	2013	1 306	39,0	36,4	17,7	20,8
De 30 à 34 ans	1984	1 243	15,9	-	-	-
	1991	1 296	27,5	26,4	11,4	-
	1998	1 319	28,4	31,5	11,7	-
	2005	1 348	33,3	30,5	12,0	15,5
	2013	1 356	35,5	30,0	14,0	16,6
De 35 à 39 ans	1984	1 122	13,4	-	-	-
	1991	1 317	25,0	22,5	9,2	-
	1998	1 364	28,2	26,8	10,1	-
	2005	1 475	27,6	29,4	11,6	11,2
	2013	1 381	35,4	31,5	12,8	15,4
De 40 à 44 ans	1984	728	12,4	-	-	-
	1991	1 311	23,3	23,7	7,9	-
	1998	1 366	28,8	30,2	11,6	-
	2005	1 560	27,5	30,5	9,7	11,9
	2013	1 571	36,3	34,4	12,1	16,0
De 45 à 49 ans	1984	712	13,8	-	-	-
	1991	868	20,8	25,1	9,5	-
	1998	1 390	25,5	33,0	11,4	-
	2005	1 506	27,2	33,9	12,4	11,1
	2013	1 709	37,9	35,1	14,5	14,8
De 50 à 54 ans	1984	666	12,0	-	-	-
	1991	616	22,7	21,8	9,9	-
	1998	1 088	27,5	32,6	11,4	-
	2005	1 457	27,7	33,4	13,6	11,0
	2013	1 568	33,4	33,6	13,4	13,7
55 ans et plus	1984	581	11,7	-	-	-
	1991	668	17,2	15,6	6,6	-
	1998	624	23,6	27,7	11,6	-
	2005	1 168	25,5	28,3	9,1	6,9
	2013	1 711	32,1	32,2	12,9	10,8
Ensemble	1984	7 408	15,0	-	-	-
	1991	8 396	24,5	23,8	9,7	-
	1998	9 036	28,4	30,2	11,3	-
	2005	10 530	29,2	31,4	11,6	12,2
	2013	11 364	36,2	33,2	14,0	15,8

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 36,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.8 • **Attention et vigilance en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Agriculture, sylviculture et pêche	249	39,1	16,3	18,3	28,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	40,8	31,2	18,9	37,5
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	35,4	41,3	38,2	23,7
Fabrication de matériels de transport	442	45,7	35,6	37,9	32,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	41,3	36,4	37,4	32,9
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	42,2	35,5	19,9	37,9
Construction	1 478	49,3	38,0	28,8	38,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	33,9	42,0	22,2	20,0
Transports et entreposage	1 322	53,2	44,3	19,8	46,4
Hébergement et restauration	814	36,8	17,1	8,5	18,8
Information et communication	677	29,6	38,0	11,0	14,8
Activités financières et d'assurance	823	28,3	42,9	6,3	8,3
Activités immobilières	255	16,7	29,4	6,9	7,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	30,7	32,2	17,7	17,8
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	40,4	36,0	16,5	23,3
Autres activités de services	1 612	40,9	15,8	10,8	12,5
Non renseigné	111	31,0	40,1	16,5	14,3
Ensemble	22 859	39,1	35,0	19,4	24,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 39,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.9 • **Attention et vigilance en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Fonct. pub. de l'État	2 316	44,6	45,2	19,1	20,9
Fonct. pub. territoriale	1 755	36,9	27,0	11,9	18,9
Fonct. pub. hospitalière	1 099	43,7	40,6	24,4	39,3
Marchand ou associatif	17 689	38,3	34,1	19,9	24,5
Ensemble	22 859	39,1	35,0	19,4	24,4

Lecture : en 2013, 39,1 % des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.10 • **Attention et vigilance en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Fonct. pub. de l'État	1 019	44,0	46,0	23,8	26,1
Fonct. pub. territoriale	716	40,9	28,5	15,7	30,7
Fonct. pub. hospitalière	271	45,0	45,6	30,8	42,0
Marchand ou associatif	9 490	41,7	36,1	25,5	33,6
Ensemble	11 495	41,9	36,7	24,8	33,0

Lecture : en 2013, 41,9 % des hommes salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 13.11 • **Attention et vigilance en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent que l'exécution de leur travail leur impose de			
		Ne pas quitter le travail des yeux	Lire des lettres ou des chiffres de petite taille	Examiner des objets ou des détails très fins	Faire attention à des signaux visuels ou sonores brefs
Fonct. pub. de l'État	1 297	45,2	44,5	15,4	16,8
Fonct. pub. territoriale	1 038	34,1	26,0	9,3	10,7
Fonct. pub. hospitalière	829	43,3	39,0	22,3	38,4
Marchand ou associatif	8 200	34,3	31,7	13,5	14,0
Ensemble	11 364	36,2	33,2	14,0	15,8

Lecture : en 2013, 36,2 % des femmes salariées déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

14 • Recevoir des ordres contradictoires

Tableau 14.1 • Recevoir des ordres contradictoires en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Femmes	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5
Hommes	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 44,0 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

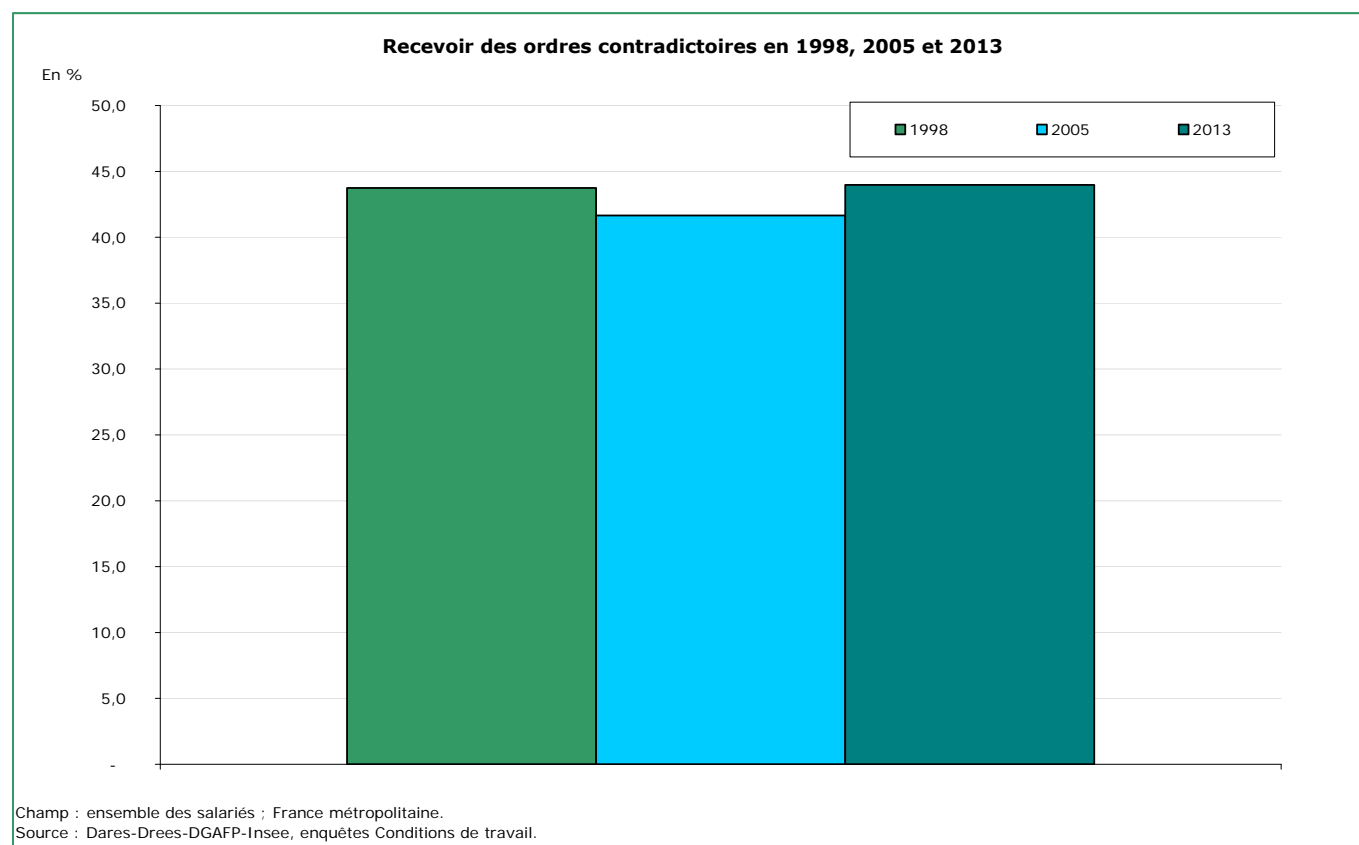


Tableau 14.2 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	44,8
	2005	3 327	41,6
	2013	4 417	45,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	38,9
	2005	1 341	39,9
	2013	1 664	46,9
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	49,3
	2005	1 958	42,8
	2013	2 564	44,7
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	48,6
	2005	5 778	46,7
	2013	5 887	46,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	46,3
	2005	2 337	47,2
	2013	2 326	47,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	45,7
	2005	1 771	44,5
	2013	1 835	42,7
47. Techniciens	1998	842	50,8
	2005	1 068	48,3
	2013	1 159	46,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	58,4
	2005	603	48,4
	2013	560	49,9

Tableau 14.2 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employés	1998	6 607	41,4
	2005	7 291	39,8
	2013	7 098	41,1
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	44,4
	2005	2 799	43,3
	2013	2 641	43,0
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	43,6
	2005	1 763	42,9
	2013	1 525	44,4
55. Employés de commerce	1998	785	43,8
	2005	1 042	44,7
	2013	1 075	45,1
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	26,6
	2005	1 686	23,4
	2013	1 853	31,2
6. Ouvriers	1998	5 812	42,5
	2005	5 847	39,2
	2013	5 456	44,8
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	45,5
	2005	3 815	42,0
	2013	3 584	48,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	37,1
	2005	1 810	34,2
	2013	1 616	38,7
69. Ouvriers agricoles	1998	244	33,0
	2005	222	34,7
	2013	252	35,6
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 44,0 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.3 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	47,0
	2005	2 115	43,0
	2013	2 656	44,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	38,9
	2005	700	41,8
	2013	824	46,8
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	51,4
	2005	1 406	43,8
	2013	1 714	43,9
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	51,0
	2005	3 043	47,7
	2013	2 830	46,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	51,6
	2005	730	48,4
	2013	613	48,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	43,2
	2005	840	47,2
	2013	748	43,0
47. Techniciens	1998	740	50,8
	2005	938	47,2
	2013	973	46,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	58,7
	2005	535	48,4
	2013	490	48,8

Tableau 14.3 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employés	1998	1 584	49,3
	2005	1 736	46,4
	2013	1 658	48,1
51. Employés de la fonction publique	1998	934	50,7
	2005	1 018	49,0
	2013	888	47,4
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	48,5
	2005	274	49,5
	2013	216	56,3
55. Employés de commerce	1998	182	48,2
	2005	261	42,5
	2013	264	40,2
56. Services directs aux particuliers	1998	168	42,9
	2005	183	30,9
	2013	290	52,2
6. Ouvriers	1998	4 739	43,4
	2005	4 820	40,7
	2013	4 351	46,6
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	45,9
	2005	3 409	42,9
	2013	3 127	49,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	37,5
	2005	1 255	35,4
	2013	1 032	41,7
69. Ouvriers agricoles	1998	187	31,9
	2005	156	39,2
	2013	187	33,1
Ensemble	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 46,4 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.4 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	40,3
	2005	1 211	39,1
	2013	1 761	46,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	39,0
	2005	642	37,9
	2013	839	46,9
36. Cadres d'entreprise	1998	345	42,3
	2005	552	40,4
	2013	850	46,4
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	45,8
	2005	2 735	45,5
	2013	3 057	45,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	44,1
	2005	1 606	46,6
	2013	1 713	47,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	48,0
	2005	931	42,1
	2013	1 087	42,4
47. Techniciennes	1998	102	-
	2005	130	55,7
	2013	186	44,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-
	2005	68	-
	2013	69	-

Tableau 14.4 • Recevoir des ordres contradictoires selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
5. Employées	1998	5 023	38,6
	2005	5 555	37,5
	2013	5 440	38,7
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	40,4
	2005	1 782	40,0
	2013	1 753	40,6
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	42,7
	2005	1 489	41,6
	2013	1 309	42,4
55. Employées de commerce	1998	603	42,5
	2005	781	45,4
	2013	811	46,8
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	23,4
	2005	1 503	22,2
	2013	1 563	26,7
6. Ouvrières	1998	1 073	38,6
	2005	1 027	32,4
	2013	1 105	37,3
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	41,9
	2005	406	34,6
	2013	456	41,6
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	36,3
	2005	555	31,7
	2013	584	33,1
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-
	2005	66	-
	2013	65	-
Ensemble	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Parmi celles qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 41,5 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.5 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	216	40,0
	2005	320	29,7
	2013	257	33,0
De 20 à 24 ans	1998	1 105	38,4
	2005	1 588	38,9
	2013	1 536	43,7
De 25 à 29 ans	1998	2 793	45,1
	2005	2 632	44,0
	2013	2 578	46,9
De 30 à 34 ans	1998	2 977	44,4
	2005	3 014	45,4
	2013	2 734	49,6
De 35 à 39 ans	1998	2 989	45,6
	2005	3 133	42,0
	2013	2 934	44,1
De 40 à 44 ans	1998	2 884	46,8
	2005	3 263	42,5
	2013	3 269	44,6
De 45 à 49 ans	1998	2 860	43,7
	2005	3 103	40,6
	2013	3 243	44,6
De 50 à 54 ans	1998	2 324	41,0
	2005	2 884	42,8
	2013	3 026	42,0
55 ans et plus	1998	1 369	38,4
	2005	2 313	35,4
	2013	3 283	37,3
Ensemble	1998	19 517	43,7
	2005	22 251	41,7
	2013	22 859	44,0

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 44,0 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.6 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	174	41,2
	2005	223	27,8
	2013	168	39,4
De 20 à 24 ans	1998	539	39,9
	2005	873	41,1
	2013	864	45,1
De 25 à 29 ans	1998	1 516	47,3
	2005	1 427	44,2
	2013	1 271	45,9
De 30 à 34 ans	1998	1 658	46,2
	2005	1 666	48,1
	2013	1 378	53,0
De 35 à 39 ans	1998	1 625	49,0
	2005	1 658	44,9
	2013	1 553	46,3
De 40 à 44 ans	1998	1 518	50,2
	2005	1 703	45,0
	2013	1 698	49,0
De 45 à 49 ans	1998	1 470	47,2
	2005	1 597	41,2
	2013	1 534	47,6
De 50 à 54 ans	1998	1 237	42,7
	2005	1 427	46,6
	2013	1 458	42,8
55 ans et plus	1998	745	43,5
	2005	1 146	38,2
	2013	1 572	41,2
Ensemble	1998	10 481	46,5
	2005	11 720	43,7
	2013	11 495	46,4

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 46,4 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.7 • Recevoir des ordres contradictoires selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Moins de 20 ans	1998	41	-
	2005	97	-
	2013	88	-
De 20 à 24 ans	1998	566	36,9
	2005	715	36,1
	2013	672	41,9
De 25 à 29 ans	1998	1 278	42,5
	2005	1 204	43,7
	2013	1 306	47,9
De 30 à 34 ans	1998	1 319	42,1
	2005	1 348	42,2
	2013	1 356	46,3
De 35 à 39 ans	1998	1 364	41,3
	2005	1 475	38,6
	2013	1 381	41,5
De 40 à 44 ans	1998	1 366	42,8
	2005	1 560	39,8
	2013	1 571	39,7
De 45 à 49 ans	1998	1 390	39,8
	2005	1 506	39,9
	2013	1 709	41,9
De 50 à 54 ans	1998	1 088	38,9
	2005	1 457	38,9
	2013	1 568	41,4
55 ans et plus	1998	624	31,8
	2005	1 168	32,5
	2013	1 711	33,5
Ensemble	1998	9 036	40,4
	2005	10 530	39,3
	2013	11 364	41,5

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Parmi celles qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 41,5 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.8 • Recevoir des ordres contradictoires en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Agriculture, sylviculture et pêche	249	35,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	46,3
Cokéfaction et raffinage	55	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	46,0
Fabrication de matériels de transport	442	52,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	50,0
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	50,9
Construction	1 478	45,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	44,8
Transports et entreposage	1 322	42,1
Hébergement et restauration	814	40,9
Information et communication	677	48,6
Activités financières et d'assurance	823	42,9
Activités immobilières	255	44,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	42,7
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	44,7
Autres activités de services	1 612	28,3
Non renseigné	111	33,6
Ensemble	22 859	44,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 44,0 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.9 • Recevoir des ordres contradictoires en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	2 316	45,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	41,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	51,9
Marchand ou associatif	17 689	43,5
Ensemble	22 859	44,0

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 44,0 % des salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.10 • Recevoir des ordres contradictoires en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	1 019	48,6
Fonct. pub. territoriale	716	47,8
Fonct. pub. hospitalière	271	53,3
Marchand ou associatif	9 490	45,9
Ensemble	11 495	46,4

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 46,4 % des hommes salariés déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 14.11 • Recevoir des ordres contradictoires en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent recevoir des ordres contradictoires*
Fonct. pub. de l'État	1 297	43,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	37,2
Fonct. pub. hospitalière	829	51,5
Marchand ou associatif	8 200	40,6
Ensemble	11 364	41,5

* Parmi ceux qui ont déclaré recevoir des ordres, des consignes, des modes d'emploi.

Lecture : en 2013, 41,5 % des femmes salariées déclarent recevoir des ordres contradictoires.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

15 • Charge de travail jugée excessive

Tableau 15.1 • Charge de travail jugée excessive en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Femmes	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8
Hommes	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0
Ensemble	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4

Lecture : en 2013, 14,2 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

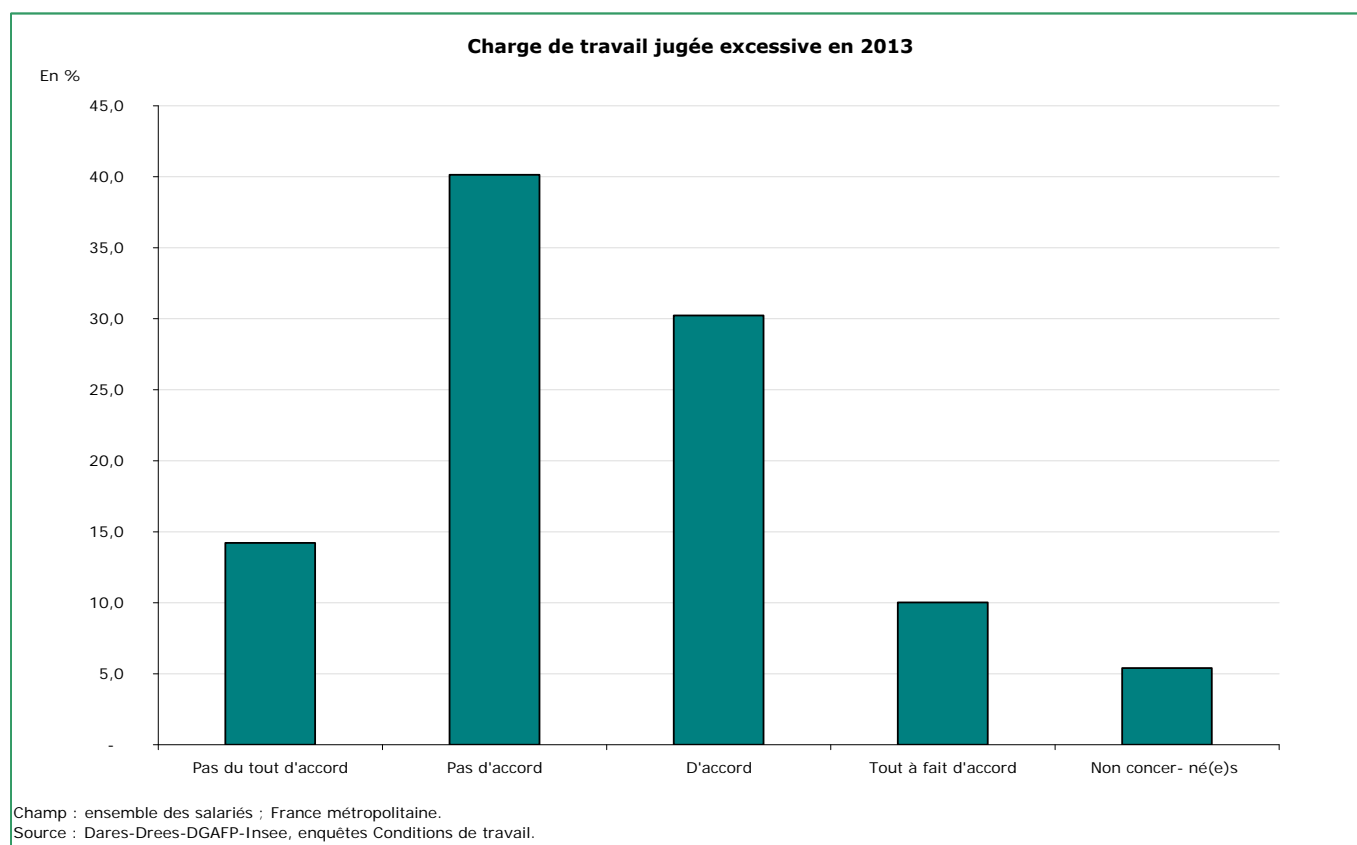


Tableau 15.2 • **Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	9,2	41,9	32,3	12,8	3,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	9,3	41,3	32,6	12,2	4,6
36. Cadres d'entreprise	2 564	8,5	42,9	32,7	13,3	2,6
4. Professions intermédiaires	5 887	10,9	41,8	33,3	10,6	3,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	10,4	38,9	33,5	13,3	4,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	10,3	42,1	33,9	10,4	3,2
47. Techniciens	1 159	13,8	45,2	31,6	6,5	2,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	9,2	45,5	34,4	8,3	2,6
5. Employés	7 098	17,9	37,1	27,4	8,8	8,8
51. Employés de la fonction publique	2 641	18,1	35,7	30,0	10,2	5,9
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	16,1	39,7	26,4	11,6	6,2
55. Employés de commerce	1 075	13,7	43,0	30,8	8,0	4,4
56. Services directs aux particuliers	1 853	21,3	33,6	22,5	5,0	17,6
6. Ouvriers	5 456	17,0	41,1	28,7	8,8	4,4
61. Ouvriers qualifiés	3 584	15,9	41,4	30,3	8,3	4,1
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	18,2	40,9	25,8	9,8	5,3
69. Ouvriers agricoles	252	24,5	37,2	25,4	8,6	4,3
Ensemble	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4

Lecture : en 2013, 14,2 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.3 • **Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	9,3	45,7	29,2	11,7	4,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	9,1	48,0	27,7	9,3	5,9
36. Cadres d'entreprise	1 714	8,7	46,0	30,2	12,6	2,5
4. Professions intermédiaires	2 830	12,5	43,5	32,3	8,4	3,4
41. P.I. enseignement, santé, public	613	14,3	43,7	28,2	9,1	4,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	10,8	40,5	33,9	10,5	4,3
47. Techniciens	973	13,8	45,2	32,3	6,4	2,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	9,7	44,7	35,0	8,2	2,4
5. Employés	1 658	17,7	39,5	31,0	7,9	4,0
51. Employés de la fonction publique	888	18,4	38,4	30,5	8,5	4,3
54. Employés adm. d'entreprise	216	17,0	47,4	23,5	10,2	1,9
55. Employés de commerce	264	10,8	44,2	33,6	9,0	2,4
56. Services directs aux particuliers	290	22,3	32,6	35,8	3,1	6,3
6. Ouvriers	4 351	16,4	41,4	29,1	8,8	4,2
61. Ouvriers qualifiés	3 127	15,6	40,9	30,4	8,8	4,3
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	17,0	43,8	26,2	8,6	4,4
69. Ouvriers agricoles	187	26,8	36,8	23,8	10,4	2,3
Ensemble	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0

Lecture : en 2013, 14,0 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.4 • Charge de travail jugée excessive selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	9,1	36,1	37,1	14,6	3,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	9,4	34,7	37,6	15,1	3,2
36. Cadres d'entreprise	850	8,2	36,6	37,8	14,6	2,8
4. Professions intermédiaires	3 057	9,5	40,2	34,2	12,6	3,5
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	8,9	37,1	35,4	14,8	3,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	10,1	43,3	33,9	10,4	2,5
47. Techniciennes	186	13,5	45,4	27,9	7,2	6,0
48. Contremaitres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-	-
5. Employées	5 440	17,9	36,4	26,4	9,1	10,2
51. Employées de la fonction publique	1 753	18,0	34,4	29,8	11,1	6,7
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	15,9	38,4	26,9	11,8	7,0
55. Employées de commerce	811	14,7	42,7	29,9	7,7	5,1
56. Services directs aux particuliers	1 563	21,1	33,7	20,1	5,4	19,6
6. Ouvrières	1 105	19,4	39,7	27,0	8,5	5,3
61. Ouvrières qualifiées	456	18,3	45,0	29,2	4,9	2,6
66. Ouvrières non qualifiées	584	20,5	35,7	24,9	12,0	6,9
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-	-
Ensemble	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.5 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	257	24,1	47,7	21,0	5,6	1,6
De 20 à 24 ans	1 536	16,0	44,2	27,3	8,6	3,9
De 25 à 29 ans	2 578	14,7	42,1	30,4	10,8	2,0
De 30 à 34 ans	2 734	12,4	40,3	31,2	12,7	3,4
De 35 à 39 ans	2 934	10,8	41,7	32,2	10,5	4,7
De 40 à 44 ans	3 269	13,8	39,3	31,7	10,6	4,7
De 45 à 49 ans	3 243	14,2	39,6	31,1	9,3	5,8
De 50 à 54 ans	3 026	15,0	37,9	30,8	9,1	7,2
55 ans et plus	3 283	16,5	38,0	26,7	8,8	10,0
Ensemble	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4

Lecture : en 2013, 14,2 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.6 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	13,5	47,2	27,8	8,2	3,3
De 25 à 29 ans	1 271	14,9	43,2	31,2	8,9	1,8
De 30 à 34 ans	1 378	12,2	40,0	32,5	13,0	2,3
De 35 à 39 ans	1 553	11,3	44,3	31,5	10,0	2,9
De 40 à 44 ans	1 698	13,2	40,1	33,2	10,3	3,1
De 45 à 49 ans	1 534	14,9	41,8	30,3	7,3	5,8
De 50 à 54 ans	1 458	15,3	41,4	30,0	8,7	4,7
55 ans et plus	1 572	15,6	43,3	25,7	7,7	7,7
Ensemble	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,0 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.7 • Charge de travail jugée excessive selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	19,3	40,3	26,7	9,0	4,7
De 25 à 29 ans	1 306	14,5	41,1	29,6	12,6	2,2
De 30 à 34 ans	1 356	12,5	40,7	29,9	12,4	4,5
De 35 à 39 ans	1 381	10,4	38,8	33,0	11,1	6,8
De 40 à 44 ans	1 571	14,4	38,3	30,2	10,8	6,3
De 45 à 49 ans	1 709	13,6	37,6	31,8	11,2	5,8
De 50 à 54 ans	1 568	14,7	34,7	31,5	9,6	9,6
55 ans et plus	1 711	17,3	33,2	27,7	9,7	12,1
Ensemble	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.8 • Charge de travail jugée excessive en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Agriculture, sylviculture et pêche	249	19,7	43,0	28,5	7,3	1,5
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	13,2	43,5	30,8	9,3	3,1
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	15,4	38,0	34,6	9,6	2,4
Fabrication de matériels de transport	442	9,8	44,6	36,3	7,4	1,9
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	12,6	43,3	29,6	11,2	3,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	13,2	41,4	33,7	8,9	2,8
Construction	1 478	15,3	43,0	30,4	7,2	4,1
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	14,0	41,7	31,0	9,2	4,1
Transports et entreposage	1 322	12,9	44,5	27,8	9,0	5,9
Hébergement et restauration	814	18,4	34,2	31,8	9,8	5,7
Information et communication	677	9,1	49,2	29,4	10,4	1,9
Activités financières et d'assurance	823	9,3	39,8	35,0	13,7	2,2
Activités immobilières	255	12,9	39,2	28,7	13,7	5,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	15,1	39,2	30,4	11,2	4,2
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	13,8	38,4	31,5	11,3	4,9
Autres activités de services	1 612	21,2	32,9	19,1	6,3	20,5
Non renseigné	111	8,3	40,3	26,6	6,6	18,2
Ensemble	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,2 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.9 • **Charge de travail jugée excessive en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	2 316	11,8	38,6	32,1	12,8	4,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	16,8	43,0	26,2	7,7	6,2
Fonct. pub. hospitalière	1 099	9,0	34,1	36,1	17,3	3,4
Marchand ou associatif	17 689	14,6	40,4	30,0	9,4	5,5
Ensemble	22 859	14,2	40,1	30,2	10,0	5,4

Lecture : en 2013, 14,2 % des salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.10 • **Charge de travail jugée excessive en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 019	11,5	43,9	29,8	10,7	4,1
Fonct. pub. territoriale	716	19,0	46,6	23,0	5,4	6,0
Fonct. pub. hospitalière	271	10,4	36,5	34,5	15,7	2,9
Marchand ou associatif	9 490	14,0	42,3	30,7	9,2	3,8
Ensemble	11 495	14,0	42,6	30,2	9,2	4,0

Lecture : en 2013, 14,0 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 15.11 • **Charge de travail jugée excessive en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"On me demande une quantité de travail excessive", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 297	12,1	34,4	33,9	14,4	5,2
Fonct. pub. territoriale	1 038	15,4	40,5	28,3	9,4	6,4
Fonct. pub. hospitalière	829	8,5	33,4	36,6	17,9	3,6
Marchand ou associatif	8 200	15,3	38,3	29,2	9,7	7,5
Ensemble	11 364	14,4	37,7	30,2	10,8	6,8

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne sont pas du tout d'accord avec la proposition : « On me demande d'effectuer une quantité de travail excessive ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

III – CONSÉQUENCES DE L'INTENSITE ET DE LA COMPLEXITE DU TRAVAIL

16 • Obligation de se dépêcher

Tableau 16.1 • Obligation de se dépêcher en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1
Hommes	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0

Lecture : en 2013, 17,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

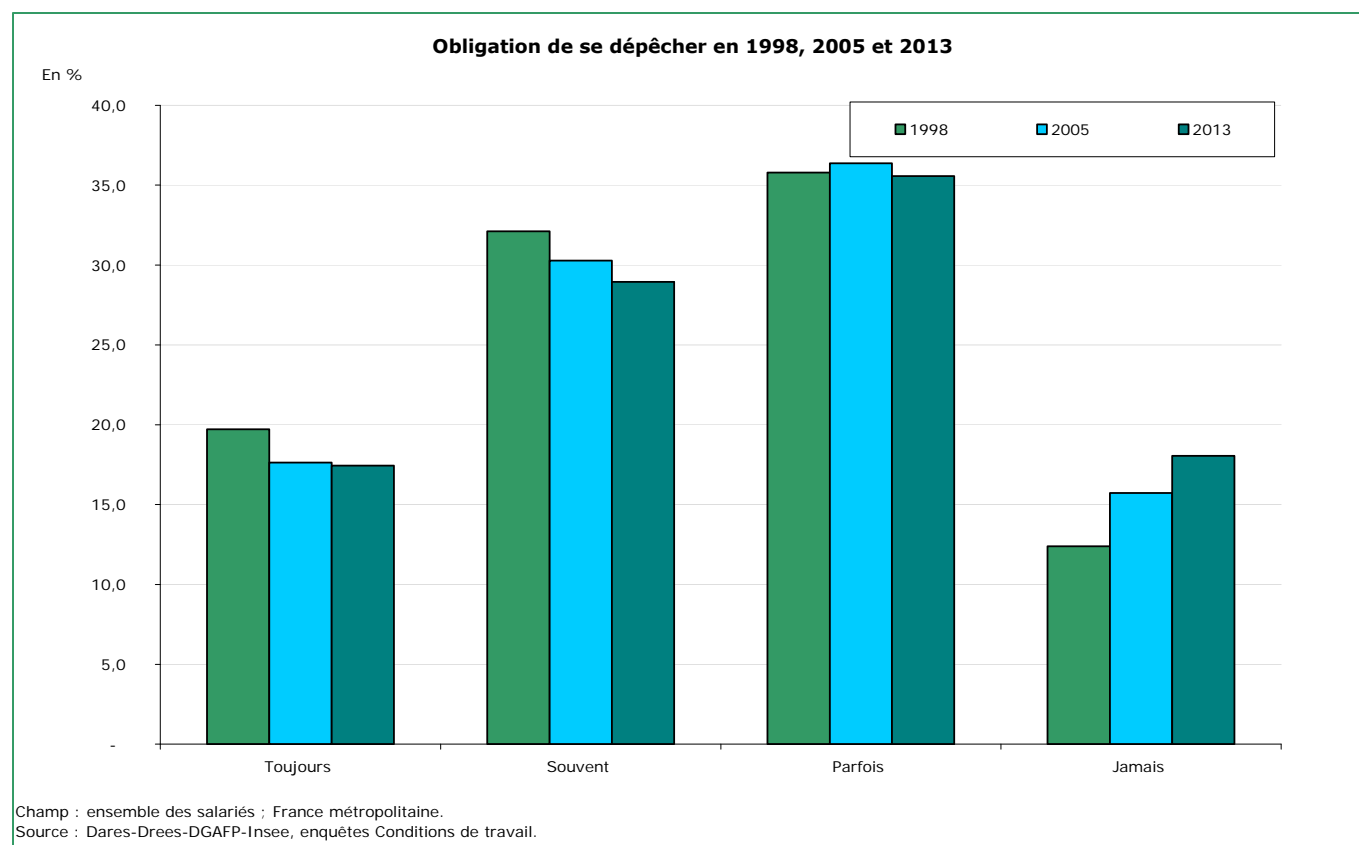


Tableau 16.2 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	18,8	38,9	33,5	8,8
	2005	3 327	16,9	37,4	35,1	10,6
	2013	4 417	16,9	34,0	36,3	12,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	14,9	32,5	38,7	13,8
	2005	1 341	13,6	34,3	37,3	14,8
	2013	1 664	16,0	32,9	34,4	16,7
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	21,9	43,9	29,5	4,7
	2005	1 958	19,2	39,9	33,5	7,4
	2013	2 564	17,6	34,8	37,4	10,3
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	18,4	34,9	34,8	12,0
	2005	5 778	17,4	32,3	36,9	13,4
	2013	5 887	16,0	31,5	36,3	16,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	13,6	33,5	36,1	16,8
	2005	2 337	15,4	30,5	37,0	17,1
	2013	2 326	18,3	32,1	32,7	16,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	25,9	35,9	29,1	9,1
	2005	1 771	19,1	36,9	34,0	10,1
	2013	1 835	15,9	33,5	35,1	15,5
47. Techniciens	1998	842	14,8	35,7	40,7	8,8
	2005	1 068	15,1	31,6	42,1	11,1
	2013	1 159	11,5	25,8	46,6	16,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	23,8	36,2	33,5	6,6
	2005	603	24,6	27,4	35,6	12,3
	2013	560	16,4	34,6	34,1	15,0

Tableau 16.2 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employés	1998	6 607	18,4	31,1	35,9	14,6
	2005	7 291	17,3	28,2	34,8	19,8
	2013	7 098	18,4	26,9	32,9	21,8
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	17,7	30,7	37,3	14,4
	2005	2 799	16,8	28,0	36,2	19,0
	2013	2 641	18,5	26,3	33,6	21,7
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	18,5	36,1	35,6	9,8
	2005	1 763	15,6	33,0	38,7	12,7
	2013	1 525	15,1	28,0	39,7	17,2
55. Employés de commerce	1998	785	24,3	32,8	36,1	6,7
	2005	1 042	23,4	32,6	33,1	10,9
	2013	1 075	22,4	32,6	28,3	16,7
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	16,3	23,4	33,1	27,1
	2005	1 686	15,9	20,7	29,4	34,0
	2013	1 853	18,4	23,6	29,1	28,9
6. Ouvriers	1998	5 812	22,6	28,1	37,5	11,8
	2005	5 847	18,7	26,8	38,6	15,9
	2013	5 456	18,2	24,8	37,5	19,4
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	22,2	29,2	37,7	10,8
	2005	3 815	18,6	27,8	38,7	14,9
	2013	3 584	17,5	26,8	38,2	17,5
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	24,5	25,8	36,0	13,7
	2005	1 810	19,7	24,8	37,4	18,0
	2013	1 616	20,7	21,4	35,6	22,3
69. Ouvriers agricoles	1998	244	17,0	24,7	43,5	14,8
	2005	222	13,0	25,4	44,5	17,2
	2013	252	11,2	19,3	40,0	29,5
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0

Lecture : en 2013, 17,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.3 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	18,7	40,5	33,0	7,8
	2005	2 115	17,3	37,1	35,2	10,4
	2013	2 656	14,3	32,4	39,4	13,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	13,0	33,4	40,0	13,5
	2005	700	12,2	32,4	40,2	15,3
	2013	824	12,7	29,7	39,3	18,3
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	21,8	44,2	29,2	4,7
	2005	1 406	19,7	39,7	32,8	7,8
	2013	1 714	14,7	34,0	39,6	11,7
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	18,5	33,6	37,4	10,5
	2005	3 043	16,5	31,6	39,0	12,8
	2013	2 830	13,5	28,8	39,6	18,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	12,5	28,0	43,0	16,5
	2005	730	11,0	28,3	43,5	17,1
	2013	613	13,6	24,6	39,0	22,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	24,6	34,5	30,9	10,0
	2005	840	19,7	36,6	33,8	9,9
	2013	748	14,8	34,1	32,1	19,1
47. Techniciens	1998	740	15,1	35,1	40,8	9,0
	2005	938	14,4	32,0	42,0	11,7
	2013	973	11,5	24,9	47,6	16,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	22,6	36,4	34,1	6,9
	2005	535	22,9	27,7	36,0	13,4
	2013	490	15,7	33,7	35,7	14,8

Tableau 16.3 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employés	1998	1 584	18,3	29,9	39,3	12,5
	2005	1 736	17,4	26,4	36,4	19,8
	2013	1 658	18,3	27,1	34,1	20,5
51. Employés de la fonction publique	1998	934	15,7	26,0	42,2	16,1
	2005	1 018	14,4	24,0	37,2	24,4
	2013	888	17,3	22,8	35,8	24,1
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	16,5	36,6	39,4	7,5
	2005	274	18,5	36,0	35,3	10,2
	2013	216	20,8	24,0	35,5	19,7
55. Employés de commerce	1998	182	21,7	37,6	36,2	4,5
	2005	261	19,8	27,6	39,5	13,1
	2013	264	18,1	40,3	30,3	11,2
56. Services directs aux particuliers	1998	168	32,0	31,4	26,9	9,7
	2005	183	28,4	23,9	29,0	18,7
	2013	290	20,0	30,4	31,2	18,4
6. Ouvriers	1998	4 739	19,9	28,4	39,6	12,1
	2005	4 820	16,9	25,9	40,4	16,8
	2013	4 351	16,5	25,3	38,7	19,6
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	20,5	29,5	38,8	11,2
	2005	3 409	17,4	27,2	39,8	15,6
	2013	3 127	16,8	26,7	38,6	17,9
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	18,9	26,1	40,4	14,7
	2005	1 255	16,4	22,6	41,3	19,7
	2013	1 032	16,5	22,1	38,5	22,8
69. Ouvriers agricoles	1998	187	14,6	21,9	49,0	14,6
	2005	156	9,2	23,8	48,4	18,6
	2013	187	10,7	18,3	40,1	30,9
Ensemble	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0

Lecture : en 2013, 15,5 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.4 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	19,0	35,8	34,4	10,9
	2005	1 211	16,3	37,8	34,8	11,0
	2013	1 761	20,7	36,4	31,7	11,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	17,2	31,4	37,3	14,2
	2005	642	15,1	36,3	34,3	14,3
	2013	839	19,2	36,0	29,6	15,2
36. Cadres d'entreprise	1998	345	22,1	42,8	30,4	4,7
	2005	552	17,8	40,2	35,4	6,6
	2013	850	23,5	36,2	32,8	7,4
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	18,2	36,3	31,8	13,7
	2005	2 735	18,4	33,1	34,4	14,0
	2013	3 057	18,4	34,1	33,3	14,2
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	14,0	35,7	33,3	17,0
	2005	1 606	17,4	31,5	34,0	17,1
	2013	1 713	20,0	34,8	30,5	14,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	27,2	37,3	27,3	8,2
	2005	931	18,5	37,1	34,1	10,3
	2013	1 087	16,7	33,1	37,1	13,1
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	20,5	29,0	43,3	7,1
	2013	186	11,9	30,9	41,4	15,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 16.4 • **Obligation de se dépêcher selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
5. Employées	1998	5 023	18,5	31,5	34,8	15,3
	2005	5 555	17,2	28,7	34,3	19,8
	2013	5 440	18,4	26,8	32,6	22,3
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	18,8	33,3	34,5	13,3
	2005	1 782	18,2	30,2	35,7	15,9
	2013	1 753	19,1	28,0	32,4	20,5
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	18,8	36,0	34,9	10,2
	2005	1 489	15,0	32,4	39,4	13,2
	2013	1 309	14,1	28,6	40,4	16,8
55. Employées de commerce	1998	603	25,1	31,4	36,1	7,4
	2005	781	24,6	34,3	31,0	10,2
	2013	811	23,8	30,1	27,6	18,5
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	14,0	22,2	34,1	29,7
	2005	1 503	14,4	20,3	29,4	35,9
	2013	1 563	18,2	22,3	28,8	30,8
6. Ouvrières	1998	1 073	34,7	26,5	28,3	10,5
	2005	1 027	27,3	31,0	29,7	12,0
	2013	1 105	24,9	23,1	33,1	18,8
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	36,1	27,2	28,9	7,8
	2005	406	28,4	32,7	30,2	8,7
	2013	456	22,7	27,0	35,7	14,6
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	34,7	25,3	28,1	11,9
	2005	555	27,2	29,9	28,6	14,2
	2013	584	28,1	20,1	30,4	21,4
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 19,4 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.5 • **Obligation de se dépêcher selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	216	19,8	30,2	45,3	4,7
	2005	320	10,0	25,1	46,7	18,1
	2013	257	19,8	17,5	45,7	17,1
De 20 à 24 ans	1998	1 105	19,6	29,8	37,1	13,5
	2005	1 588	19,0	29,5	40,0	11,5
	2013	1 536	15,6	28,5	38,6	17,2
De 25 à 29 ans	1998	2 793	18,7	33,4	36,9	11,0
	2005	2 632	17,3	34,1	35,4	13,2
	2013	2 578	17,9	31,9	35,8	14,4
De 30 à 34 ans	1998	2 977	17,5	35,0	37,0	10,5
	2005	3 014	17,9	30,9	36,4	14,8
	2013	2 734	20,4	30,7	34,0	15,0
De 35 à 39 ans	1998	2 989	19,2	32,7	35,2	12,9
	2005	3 133	18,5	30,7	36,2	14,5
	2013	2 934	16,7	31,7	37,3	14,3
De 40 à 44 ans	1998	2 884	20,8	31,8	35,8	11,7
	2005	3 263	17,3	30,3	38,2	14,2
	2013	3 269	18,3	30,3	35,1	16,4
De 45 à 49 ans	1998	2 860	21,5	31,0	34,7	12,9
	2005	3 103	18,3	30,1	34,5	17,1
	2013	3 243	16,1	29,5	35,0	19,4
De 50 à 54 ans	1998	2 324	21,1	30,4	34,6	13,9
	2005	2 884	18,3	29,4	34,2	18,1
	2013	3 026	18,1	25,8	36,1	20,0
55 ans et plus	1998	1 369	19,7	29,9	33,9	16,6
	2005	2 313	15,3	27,0	36,3	21,5
	2013	3 283	15,8	24,8	33,4	25,9
Ensemble	1998	19 517	19,7	32,1	35,8	12,4
	2005	22 251	17,6	30,3	36,4	15,7
	2013	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0

Lecture : en 2013, 17,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.6 • Obligation de se dépêcher selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	174	22,1	30,7	43,2	3,9
	2005	223	5,7	25,3	52,1	17,0
	2013	168	18,8	16,9	44,5	19,9
De 20 à 24 ans	1998	539	19,3	27,6	41,4	11,6
	2005	873	17,4	28,4	42,4	11,8
	2013	864	13,9	27,4	42,9	15,8
De 25 à 29 ans	1998	1 516	17,4	33,7	38,5	10,4
	2005	1 427	17,3	32,8	36,3	13,6
	2013	1 271	17,1	30,9	38,3	13,7
De 30 à 34 ans	1998	1 658	17,6	34,8	37,4	10,2
	2005	1 666	17,6	28,1	39,4	14,9
	2013	1 378	18,7	32,1	34,2	14,9
De 35 à 39 ans	1998	1 625	18,4	32,3	37,5	11,8
	2005	1 658	18,7	32,1	35,7	13,6
	2013	1 553	16,0	28,8	42,3	12,9
De 40 à 44 ans	1998	1 518	19,5	31,7	39,1	9,7
	2005	1 703	16,4	28,8	41,3	13,6
	2013	1 698	17,3	30,9	36,3	15,6
De 45 à 49 ans	1998	1 470	20,8	30,5	36,9	11,8
	2005	1 597	18,1	29,3	36,9	15,7
	2013	1 534	13,3	27,9	38,5	20,2
De 50 à 54 ans	1998	1 237	21,1	29,5	37,6	11,8
	2005	1 427	16,6	29,4	37,3	16,7
	2013	1 458	14,9	24,3	39,6	21,2
55 ans et plus	1998	745	19,6	30,6	35,5	14,3
	2005	1 146	14,4	27,0	38,2	20,4
	2013	1 572	12,5	23,3	36,4	27,8
Ensemble	1998	10 481	19,1	31,8	38,0	11,1
	2005	11 720	16,9	29,5	38,5	15,0
	2013	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0

Lecture : en 2013, 15,5 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.7 • Obligation de se dépêcher selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	19,8	31,9	32,9	15,4
	2005	715	20,9	30,9	37,1	11,1
	2013	672	17,8	30,0	33,1	19,1
De 25 à 29 ans	1998	1 278	20,2	33,1	35,0	11,7
	2005	1 204	17,3	35,7	34,3	12,7
	2013	1 306	18,7	32,9	33,4	15,0
De 30 à 34 ans	1998	1 319	17,3	35,2	36,4	11,0
	2005	1 348	18,2	34,5	32,7	14,6
	2013	1 356	22,1	29,1	33,8	15,0
De 35 à 39 ans	1998	1 364	20,0	33,3	32,5	14,2
	2005	1 475	18,3	29,2	36,9	15,7
	2013	1 381	17,6	34,9	31,7	15,8
De 40 à 44 ans	1998	1 366	22,3	31,9	32,0	13,8
	2005	1 560	18,3	32,0	34,9	14,9
	2013	1 571	19,4	29,6	33,8	17,2
De 45 à 49 ans	1998	1 390	22,2	31,4	32,4	13,9
	2005	1 506	18,6	31,0	31,9	18,6
	2013	1 709	18,6	31,0	31,9	18,6
De 50 à 54 ans	1998	1 088	21,2	31,5	31,1	16,2
	2005	1 457	20,0	29,4	31,2	19,4
	2013	1 568	21,1	27,2	33,0	18,8
55 ans et plus	1998	624	19,8	29,0	31,9	19,3
	2005	1 168	16,1	26,9	34,4	22,5
	2013	1 711	19,0	26,2	30,7	24,2
Ensemble	1998	9 036	20,4	32,4	33,3	13,9
	2005	10 530	18,4	31,1	34,0	16,5
	2013	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 19,4 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.8 • **Obligation de se dépêcher en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	11,1	22,0	39,5	27,3
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	21,3	28,8	36,4	13,6
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	20,9	26,1	37,8	15,1
Fabrication de matériels de transport	442	25,4	25,9	35,0	13,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	17,4	26,5	38,9	17,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	16,5	26,3	38,8	18,4
Construction	1 478	12,1	32,2	40,9	14,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	18,6	29,7	35,1	16,6
Transports et entreposage	1 322	17,4	27,8	37,9	17,0
Hébergement et restauration	814	34,2	30,0	25,9	9,9
Information et communication	677	13,3	27,9	45,9	12,9
Activités financières et d'assurance	823	15,4	38,2	36,5	9,9
Activités immobilières	255	14,2	27,1	36,7	22,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	16,7	30,4	36,8	16,1
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	18,0	29,8	33,2	18,9
Autres activités de services	1 612	11,0	21,5	33,3	34,2
Non renseigné	111	15,3	18,7	34,1	31,9
Ensemble	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 17,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.9 • **Obligation de se dépêcher en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	16,4	30,1	34,5	19,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	12,7	25,6	38,5	23,1
Fonct. pub. hospitalière	1 099	24,3	38,9	26,8	10,0
Marchand ou associatif	17 689	17,6	28,5	36,0	17,9
Ensemble	22 859	17,4	28,9	35,6	18,0

Lecture : en 2013, 17,4 % des salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.10 • **Obligation de se dépêcher en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent être obligés de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	14,1	27,4	38,7	19,7
Fonct. pub. territoriale	716	9,4	20,2	44,5	26,0
Fonct. pub. hospitalière	271	21,0	35,1	33,3	10,6
Marchand ou associatif	9 490	16,0	28,5	38,1	17,5
Ensemble	11 495	15,5	28,0	38,4	18,0

Lecture : en 2013, 15,5 % des hommes salariés déclarent être toujours obligés de se dépêcher.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 16.11 • **Obligation de se dépêcher en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent être obligées de se dépêcher			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	18,3	32,1	31,1	18,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	15,0	29,3	34,4	21,2
Fonct. pub. hospitalière	829	25,3	40,1	24,7	9,8
Marchand ou associatif	8 200	19,5	28,6	33,5	18,4
Ensemble	11 364	19,4	29,9	32,7	18,1

Lecture : en 2013, 19,4 % des femmes salariées déclarent être toujours obligées de se dépêcher.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

17 • Travail sous pression

Tableau 17.1 • Travail sous pression en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1
Hommes	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9
Ensemble	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5

Lecture : en 2013, 10,6 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

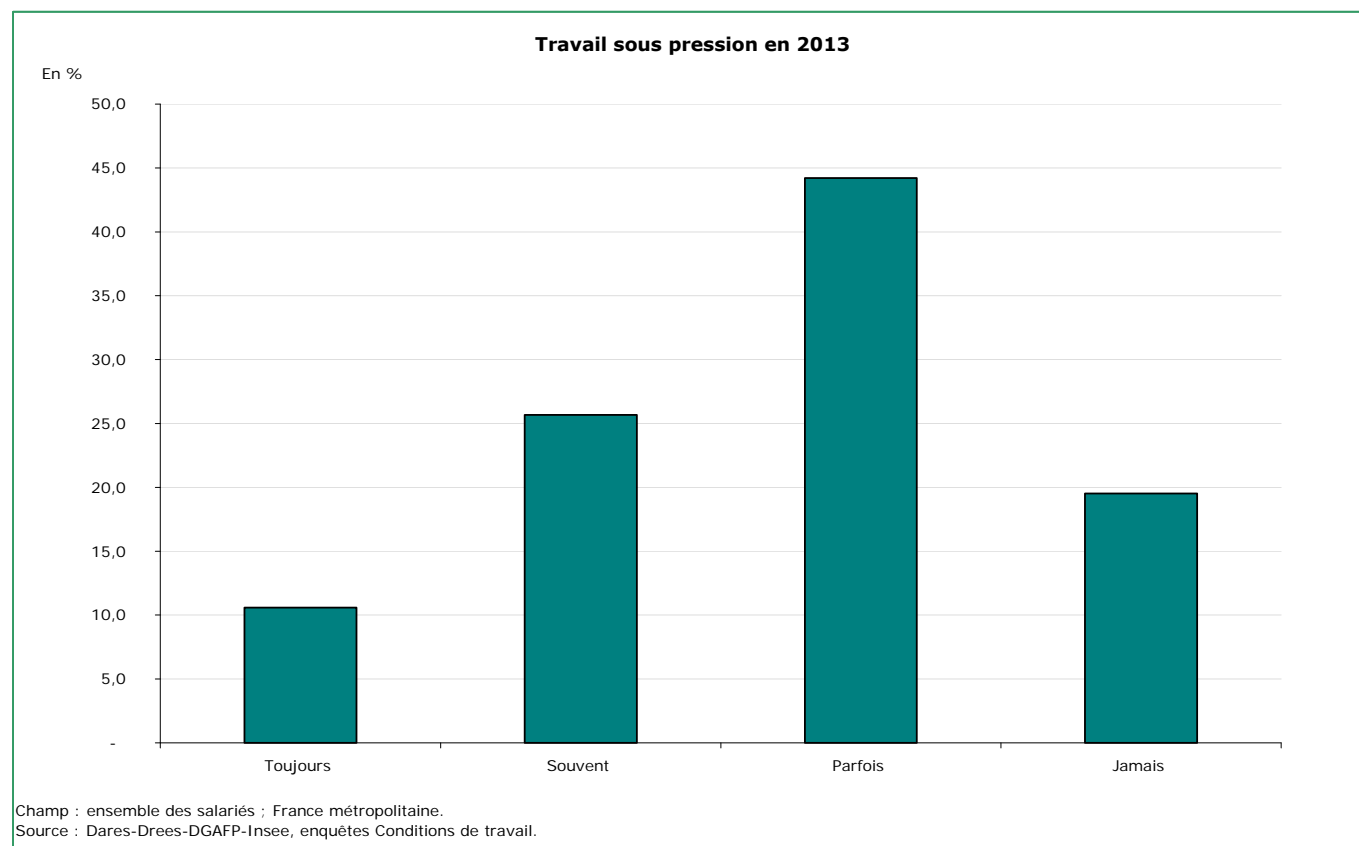


Tableau 17.2 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	15,1	35,4	42,8	6,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	10,9	35,5	45,6	7,9
36. Cadres d'entreprise	2 564	17,8	35,9	40,6	5,7
4. Professions intermédiaires	5 887	11,5	31,2	44,5	12,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	12,0	32,4	42,0	13,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	13,9	31,5	43,8	10,7
47. Techniciens	1 159	7,0	28,0	50,0	15,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	10,8	31,6	45,5	12,1
5. Employés	7 098	8,6	20,3	43,3	27,8
51. Employés de la fonction publique	2 641	9,1	21,3	44,5	25,2
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	9,5	24,0	47,5	19,0
55. Employés de commerce	1 075	10,4	24,4	44,2	20,9
56. Services directs aux particuliers	1 853	6,0	13,3	37,6	43,0
6. Ouvriers	5 456	8,6	18,8	46,2	26,4
61. Ouvriers qualifiés	3 584	8,4	20,7	47,5	23,4
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	9,3	16,2	42,8	31,8
69. Ouvriers agricoles	252	7,7	8,7	48,5	35,1
Ensemble	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5

Lecture : en 2013, 10,6 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.3 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	14,4	34,7	43,8	7,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	9,0	33,0	49,2	8,8
36. Cadres d'entreprise	1 714	16,9	35,4	41,3	6,5
4. Professions intermédiaires	2 830	10,3	29,0	47,3	13,4
41. P.I. enseignement, santé, public	613	10,2	29,0	44,4	16,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	14,5	28,6	47,6	9,3
47. Techniciens	973	6,8	27,7	50,2	15,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	11,1	32,3	44,4	12,1
5. Employés	1 658	11,1	20,4	44,3	24,1
51. Employés de la fonction publique	888	11,7	20,7	43,5	24,1
54. Employés adm. d'entreprise	216	8,8	30,7	46,6	13,8
55. Employés de commerce	264	11,5	22,2	52,0	14,4
56. Services directs aux particuliers	290	10,5	10,0	38,3	41,3
6. Ouvriers	4 351	8,1	19,4	47,4	25,1
61. Ouvriers qualifiés	3 127	8,2	20,6	47,5	23,7
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	7,2	17,8	46,5	28,5
69. Ouvriers agricoles	187	9,8	9,2	50,4	30,6
Ensemble	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.4 • Travail sous pression selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	16,3	36,6	41,3	5,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	12,8	38,0	42,1	7,1
36. Cadres d'entreprise	850	19,8	37,0	39,3	3,9
4. Professions intermédiaires	3 057	12,6	33,2	42,0	12,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	12,6	33,7	41,2	12,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	13,6	33,5	41,2	11,7
47. Techniciennes	186	8,0	29,4	48,9	13,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-
5. Employées	5 440	7,8	20,2	43,0	29,0
51. Employées de la fonction publique	1 753	7,7	21,6	45,0	25,7
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	9,6	22,9	47,7	19,9
55. Employées de commerce	811	10,1	25,2	41,7	23,0
56. Services directs aux particuliers	1 563	5,2	13,9	37,5	43,4
6. Ouvrières	1 105	10,8	16,3	41,2	31,6
61. Ouvrières qualifiées	456	9,1	21,5	47,8	21,6
66. Ouvrières non qualifiées	584	13,2	13,2	35,8	37,8
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-
Ensemble	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.5 • Travail sous pression selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	257	9,8	18,4	36,2	35,5
De 20 à 24 ans	1 536	8,3	20,1	47,6	24,0
De 25 à 29 ans	2 578	12,4	26,0	43,1	18,5
De 30 à 34 ans	2 734	11,5	28,7	44,6	15,2
De 35 à 39 ans	2 934	10,3	26,5	47,8	15,3
De 40 à 44 ans	3 269	10,2	27,3	43,5	19,0
De 45 à 49 ans	3 243	9,7	28,1	43,5	18,8
De 50 à 54 ans	3 026	11,1	23,1	46,2	19,7
55 ans et plus	3 283	10,7	23,6	40,2	25,5
Ensemble	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5

Lecture : en 2013, 10,6 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.6 • Travail sous pression selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	7,3	17,5	53,7	21,6
De 25 à 29 ans	1 271	13,1	23,9	44,5	18,5
De 30 à 34 ans	1 378	11,8	27,2	46,8	14,2
De 35 à 39 ans	1 553	10,9	25,2	49,9	13,9
De 40 à 44 ans	1 698	10,8	30,1	43,0	16,1
De 45 à 49 ans	1 534	8,5	28,0	45,2	18,4
De 50 à 54 ans	1 458	9,6	23,4	49,1	18,0
55 ans et plus	1 572	10,9	25,3	41,0	22,8
Ensemble	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.7 • Travail sous pression selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	9,7	23,4	39,7	27,2
De 25 à 29 ans	1 306	11,7	28,0	41,8	18,5
De 30 à 34 ans	1 356	11,2	30,2	42,3	16,3
De 35 à 39 ans	1 381	9,6	28,1	45,4	17,0
De 40 à 44 ans	1 571	9,5	24,4	44,0	22,1
De 45 à 49 ans	1 709	10,7	28,2	41,9	19,1
De 50 à 54 ans	1 568	12,4	22,8	43,5	21,3
55 ans et plus	1 711	10,5	22,1	39,5	27,9
Ensemble	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.8 • Travail sous pression en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	7,3	13,4	48,8	30,5
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	8,6	28,3	44,8	18,3
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	18,6	27,0	41,8	12,6
Fabrication de matériels de transport	442	8,8	32,1	44,4	14,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	11,2	24,6	46,9	17,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	8,7	25,6	47,2	18,5
Construction	1 478	6,0	22,1	50,6	21,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	11,0	26,5	43,7	18,8
Transports et entreposage	1 322	11,1	24,2	44,6	20,1
Hébergement et restauration	814	17,9	21,4	37,8	22,9
Information et communication	677	11,6	27,4	52,3	8,7
Activités financières et d'assurance	823	18,5	33,9	41,8	5,8
Activités immobilières	255	16,2	31,0	33,9	18,8
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	11,7	29,4	43,1	15,8
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	10,0	26,8	44,4	18,7
Autres activités de services	1 612	5,3	15,0	37,8	41,9
Non renseigné	111	6,8	26,3	40,5	26,4
Ensemble	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 10,6 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.9 • Travail sous pression en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS
En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	10,9	29,9	45,3	13,8
Fonct. pub. territoriale	1 755	6,9	21,2	46,3	25,6
Fonct. pub. hospitalière	1 099	13,1	33,5	43,2	10,2
Marchand ou associatif	17 689	10,8	25,1	43,9	20,2
Ensemble	22 859	10,6	25,7	44,2	19,5

Lecture : en 2013, 10,6 % des salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.10 • Travail sous pression en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES
En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	11,0	27,9	48,0	13,1
Fonct. pub. territoriale	716	6,0	18,7	48,4	26,9
Fonct. pub. hospitalière	271	13,8	31,1	45,1	9,9
Marchand ou associatif	9 490	10,7	25,5	45,8	18,0
Ensemble	11 495	10,5	25,5	46,1	17,9

Lecture : en 2013, 10,5 % des hommes salariés déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 17.11 • Travail sous pression en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES
En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent travailler sous pression			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	10,8	31,5	43,2	14,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	7,5	22,9	44,9	24,7
Fonct. pub. hospitalière	829	12,9	34,3	42,5	10,3
Marchand ou associatif	8 200	10,9	24,5	41,8	22,8
Ensemble	11 364	10,7	25,9	42,3	21,1

Lecture : en 2013, 10,7 % des femmes salariées déclarent travailler toujours sous pression.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

18 • Penser à trop de choses à la fois

Tableau 18.1 • Penser à trop de choses à la fois en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8
Hommes	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3
Ensemble	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

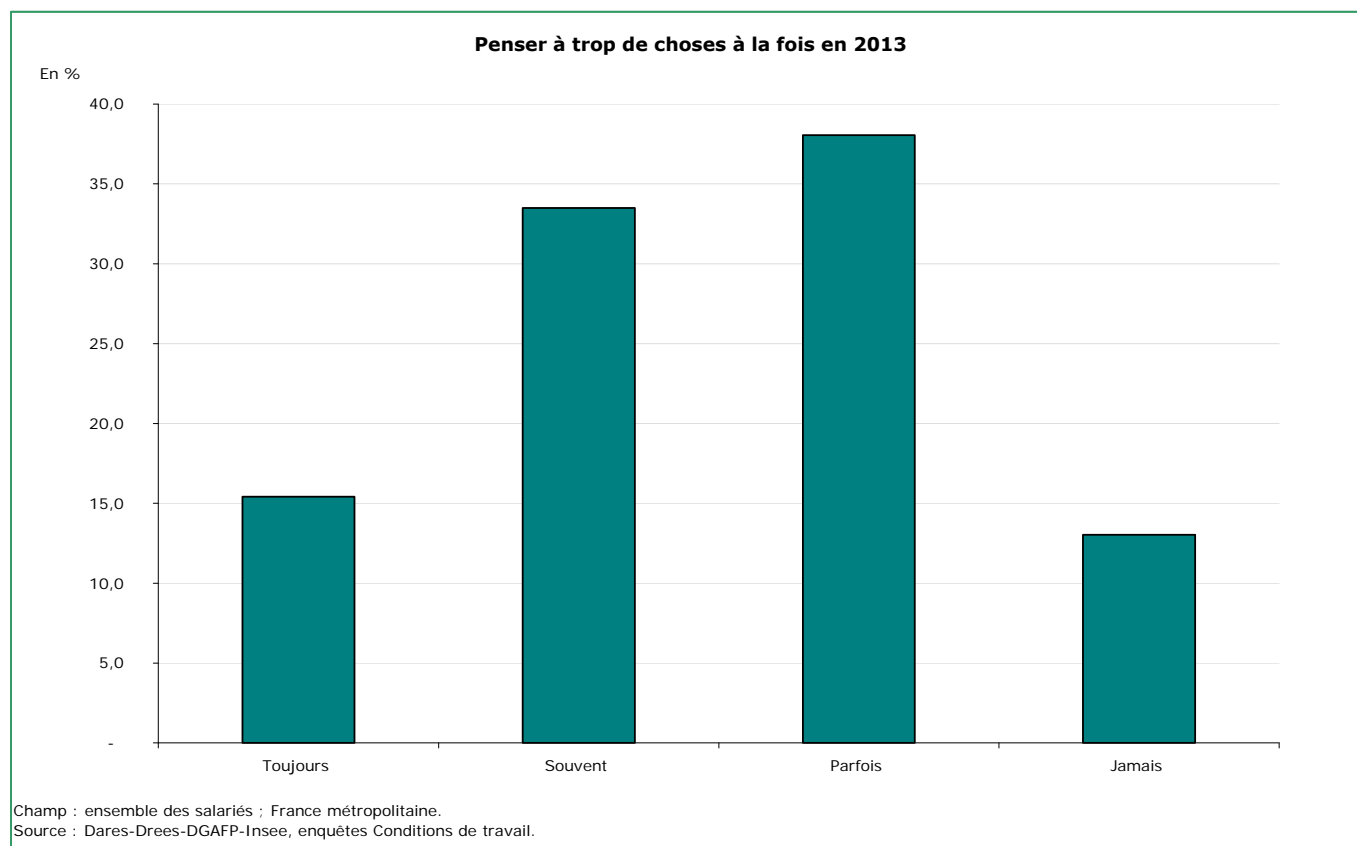


Tableau 18.2 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	21,0	41,9	32,0	5,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	21,2	40,5	32,0	6,3
36. Cadres d'entreprise	2 564	20,9	43,1	31,6	4,5
4. Professions intermédiaires	5 887	18,7	39,2	35,3	6,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	22,6	38,3	32,6	6,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	18,6	40,5	35,2	5,8
47. Techniciens	1 159	11,5	37,5	39,9	11,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	17,9	41,1	37,3	3,7
5. Employés	7 098	12,9	30,0	40,5	16,6
51. Employés de la fonction publique	2 641	13,2	30,5	40,7	15,6
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	14,5	34,5	40,5	10,5
55. Employés de commerce	1 075	13,1	31,2	42,5	13,2
56. Services directs aux particuliers	1 853	11,1	24,7	39,0	25,2
6. Ouvriers	5 456	10,7	25,0	42,9	21,4
61. Ouvriers qualifiés	3 584	10,8	28,3	43,0	17,8
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	10,8	18,0	42,4	28,8
69. Ouvriers agricoles	252	8,3	22,4	43,4	25,9
Ensemble	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.3 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	17,9	40,7	35,3	6,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	15,8	36,8	38,3	9,1
36. Cadres d'entreprise	1 714	18,4	43,2	33,6	4,8
4. Professions intermédiaires	2 830	15,3	38,4	38,1	8,2
41. P.I. enseignement, santé, public	613	16,0	36,4	38,6	9,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	18,7	39,1	35,3	6,9
47. Techniciens	973	11,2	37,3	40,3	11,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	17,8	41,6	37,5	3,2
5. Employés	1 658	12,9	29,4	42,9	14,7
51. Employés de la fonction publique	888	11,9	28,6	42,4	17,0
54. Employés adm. d'entreprise	216	15,3	38,5	35,0	11,2
55. Employés de commerce	264	14,5	26,4	49,6	9,5
56. Services directs aux particuliers	290	12,7	27,8	44,2	15,2
6. Ouvriers	4 351	10,9	26,0	42,7	20,4
61. Ouvriers qualifiés	3 127	11,4	28,6	42,4	17,6
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	9,6	18,7	43,6	28,1
69. Ouvriers agricoles	187	9,2	23,7	43,2	23,8
Ensemble	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3

Lecture : en 2013, 13,9 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.4 • **Penser à trop de choses à la fois selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	25,7	43,6	27,0	3,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	26,6	44,2	25,8	3,5
36. Cadres d'entreprise	850	25,8	42,9	27,5	3,8
4. Professions intermédiaires	3 057	21,8	39,9	32,7	5,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	25,0	39,1	30,4	5,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	18,4	41,5	35,1	5,0
47. Techniciennes	186	13,5	38,6	38,2	9,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-
5. Employées	5 440	12,9	30,1	39,7	17,2
51. Employées de la fonction publique	1 753	13,8	31,4	39,9	14,9
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	14,4	33,8	41,4	10,4
55. Employées de commerce	811	12,6	32,7	40,3	14,4
56. Services directs aux particuliers	1 563	10,8	24,1	38,0	27,1
6. Ouvrières	1 105	10,0	20,9	43,4	25,7
61. Ouvrières qualifiées	456	6,8	26,6	47,3	19,3
66. Ouvrières non qualifiées	584	13,0	16,7	40,2	30,1
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-
Ensemble	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 17,0 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.5 • **Penser à trop de choses à la fois selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	257	11,8	18,9	43,0	26,3
De 20 à 24 ans	1 536	12,6	25,6	45,9	15,9
De 25 à 29 ans	2 578	17,6	33,5	36,9	12,1
De 30 à 34 ans	2 734	20,3	34,0	35,5	10,2
De 35 à 39 ans	2 934	17,2	35,0	37,2	10,5
De 40 à 44 ans	3 269	16,0	35,5	36,7	11,8
De 45 à 49 ans	3 243	13,8	35,2	38,8	12,3
De 50 à 54 ans	3 026	12,8	33,7	38,9	14,6
55 ans et plus	3 283	13,1	32,8	37,6	16,6
Ensemble	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.6 • Penser à trop de choses à la fois selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	10,3	24,4	49,7	15,5
De 25 à 29 ans	1 271	16,5	31,9	38,1	13,4
De 30 à 34 ans	1 378	19,3	35,3	34,2	11,2
De 35 à 39 ans	1 553	15,6	33,2	39,7	11,4
De 40 à 44 ans	1 698	16,0	37,2	37,3	9,5
De 45 à 49 ans	1 534	10,3	33,5	43,3	12,9
De 50 à 54 ans	1 458	10,5	34,0	41,1	14,5
55 ans et plus	1 572	11,6	32,7	38,7	17,1
Ensemble	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 13,9 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.7 • Penser à trop de choses à la fois selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	15,5	27,2	41,0	16,3
De 25 à 29 ans	1 306	18,6	35,0	35,6	10,7
De 30 à 34 ans	1 356	21,3	32,5	37,0	9,2
De 35 à 39 ans	1 381	19,1	37,1	34,3	9,5
De 40 à 44 ans	1 571	16,1	33,7	36,1	14,2
De 45 à 49 ans	1 709	16,9	36,7	34,6	11,7
De 50 à 54 ans	1 568	15,0	33,4	36,9	14,7
55 ans et plus	1 711	14,5	32,9	36,6	16,1
Ensemble	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 17,0 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.8 • **Penser à trop de choses à la fois en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de vi'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	11,2	25,9	39,0	23,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	10,9	32,2	41,6	15,2
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	16,4	38,9	33,4	11,3
Fabrication de matériels de transport	442	11,0	41,5	37,7	9,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	12,8	33,5	40,7	13,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	14,4	39,0	31,4	15,2
Construction	1 478	11,6	31,3	42,7	14,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	15,0	34,1	38,9	12,1
Transports et entreposage	1 322	10,3	26,5	48,1	15,1
Hébergement et restauration	814	25,7	26,0	33,7	14,6
Information et communication	677	16,2	35,6	37,6	10,6
Activités financières et d'assurance	823	20,4	41,6	34,7	3,3
Activités immobilières	255	21,1	43,7	25,7	9,5
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	17,2	33,9	36,2	12,7
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	17,4	35,9	35,7	11,0
Autres activités de services	1 612	10,3	23,1	41,6	25,0
Non renseigné	111	19,6	27,8	34,4	18,2
Ensemble	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.9 • **Penser à trop de choses à la fois en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	20,2	37,4	34,2	8,2
Fonct. pub. territoriale	1 755	12,1	30,3	42,1	15,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	20,7	40,3	33,0	6,1
Marchand ou associatif	17 689	14,8	32,9	38,5	13,9
Ensemble	22 859	15,4	33,5	38,1	13,0

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.10 • **Penser à trop de choses à la fois en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	15,3	37,2	38,2	9,3
Fonct. pub. territoriale	716	9,0	27,4	45,4	18,2
Fonct. pub. hospitalière	271	15,7	41,0	33,5	9,9
Marchand ou associatif	9 490	14,0	32,8	39,8	13,4
Ensemble	11 495	13,9	33,0	39,8	13,3

Lecture : en 2013, 13,9 % des hommes salariés déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 18.11 • **Penser à trop de choses à la fois en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent devoir penser à trop de choses à la fois			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	24,1	37,6	31,0	7,3
Fonct. pub. territoriale	1 038	14,2	32,3	39,8	13,7
Fonct. pub. hospitalière	829	22,3	40,1	32,8	4,8
Marchand ou associatif	8 200	15,7	33,0	36,9	14,4
Ensemble	11 364	17,0	34,0	36,2	12,8

Lecture : en 2013, 17,0 % des femmes salariées déclarent devoir toujours penser à trop de choses à la fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

19 • Penser à son travail en dehors

Tableau 19.1 • Penser à son travail en dehors en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7
Hommes	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4
Ensemble	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6

Lecture : en 2013, 13,5 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

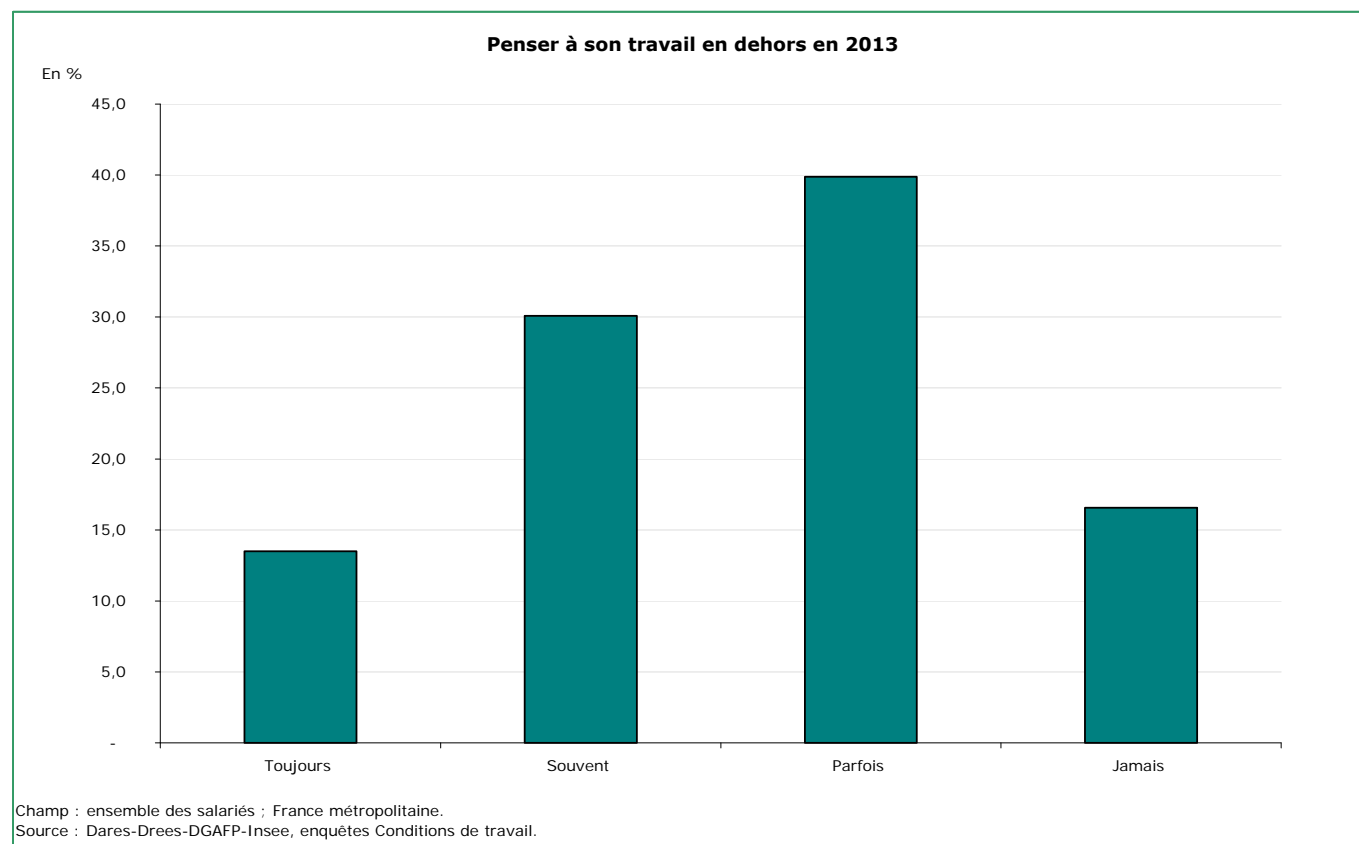


Tableau 19.2 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	21,8	43,1	31,1	3,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	29,1	44,2	22,0	4,7
36. Cadres d'entreprise	2 564	17,7	42,2	36,5	3,6
4. Professions intermédiaires	5 887	15,1	34,7	39,7	10,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	21,1	35,2	35,9	7,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	12,4	36,8	40,2	10,6
47. Techniciens	1 159	8,0	29,8	46,4	15,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	13,8	36,0	40,3	9,9
5. Employés	7 098	10,2	25,9	43,6	20,3
51. Employés de la fonction publique	2 641	10,0	25,4	44,6	20,0
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	9,3	27,8	48,1	14,8
55. Employés de commerce	1 075	10,0	28,3	42,3	19,5
56. Services directs aux particuliers	1 853	11,4	23,7	39,2	25,6
6. Ouvriers	5 456	9,3	20,1	42,1	28,6
61. Ouvriers qualifiés	3 584	8,8	22,3	43,9	25,0
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	10,3	14,0	39,0	36,7
69. Ouvriers agricoles	252	9,8	27,4	35,3	27,5
Ensemble	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6

Lecture : en 2013, 13,5 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.3 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	19,6	42,5	32,7	5,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	27,7	42,6	22,4	7,4
36. Cadres d'entreprise	1 714	16,2	41,7	37,7	4,3
4. Professions intermédiaires	2 830	12,3	33,4	42,3	12,1
41. P.I. enseignement, santé, public	613	15,9	34,3	40,8	9,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	14,5	36,7	38,0	10,8
47. Techniciens	973	7,5	28,7	47,6	16,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	14,2	36,5	39,6	9,8
5. Employés	1 658	10,9	26,4	41,8	20,9
51. Employés de la fonction publique	888	12,6	23,9	42,7	20,9
54. Employés adm. d'entreprise	216	10,6	24,3	47,4	17,6
55. Employés de commerce	264	10,3	32,1	40,3	17,3
56. Services directs aux particuliers	290	6,2	30,5	36,5	26,8
6. Ouvriers	4 351	9,2	20,8	43,0	27,0
61. Ouvriers qualifiés	3 127	9,0	22,7	44,3	24,1
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	10,1	13,7	40,9	35,3
69. Ouvriers agricoles	187	8,7	29,2	31,8	30,3
Ensemble	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4

Lecture : en 2013, 12,6 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.4 • **Penser à son travail en dehors selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	25,1	44,1	28,7	2,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	30,6	45,9	21,5	2,0
36. Cadres d'entreprise	850	20,5	43,2	34,2	2,1
4. Professions intermédiaires	3 057	17,7	36,0	37,4	9,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	23,0	35,5	34,1	7,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	11,0	36,9	41,7	10,5
47. Techniciennes	186	10,2	35,2	40,2	14,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-
5. Employées	5 440	10,0	25,7	44,1	20,1
51. Employées de la fonction publique	1 753	8,8	26,1	45,5	19,6
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	9,1	28,4	48,2	14,4
55. Employées de commerce	811	9,9	27,1	42,9	20,1
56. Services directs aux particuliers	1 563	12,4	22,4	39,7	25,4
6. Ouvrières	1 105	9,5	17,2	38,5	34,8
61. Ouvrières qualifiées	456	7,6	19,8	41,2	31,3
66. Ouvrières non qualifiées	584	10,5	14,6	35,6	39,3
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-
Ensemble	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.5 • **Penser à son travail en dehors selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	257	4,7	17,6	44,1	33,6
De 20 à 24 ans	1 536	11,4	24,3	42,8	21,5
De 25 à 29 ans	2 578	12,1	33,6	40,2	14,1
De 30 à 34 ans	2 734	14,9	29,8	40,1	15,2
De 35 à 39 ans	2 934	15,5	30,1	39,7	14,7
De 40 à 44 ans	3 269	14,0	31,8	39,7	14,5
De 45 à 49 ans	3 243	13,9	29,3	40,7	16,2
De 50 à 54 ans	3 026	12,6	30,1	38,8	18,6
55 ans et plus	3 283	13,2	30,5	38,2	18,2
Ensemble	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6

Lecture : en 2013, 13,5 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.6 • Penser à son travail en dehors selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	8,6	22,2	43,9	25,4
De 25 à 29 ans	1 271	10,4	31,7	40,9	17,0
De 30 à 34 ans	1 378	13,3	29,8	41,1	15,8
De 35 à 39 ans	1 553	15,4	27,3	39,9	17,4
De 40 à 44 ans	1 698	14,0	33,5	39,8	12,8
De 45 à 49 ans	1 534	11,9	31,8	40,1	16,2
De 50 à 54 ans	1 458	11,1	30,6	40,1	18,2
55 ans et plus	1 572	14,8	29,0	38,1	18,1
Ensemble	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 12,6 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.7 • Penser à son travail en dehors selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	15,1	27,1	41,3	16,5
De 25 à 29 ans	1 306	13,8	35,4	39,6	11,2
De 30 à 34 ans	1 356	16,6	29,7	39,1	14,6
De 35 à 39 ans	1 381	15,5	33,4	39,5	11,6
De 40 à 44 ans	1 571	14,1	29,9	39,6	16,4
De 45 à 49 ans	1 709	15,7	27,0	41,2	16,1
De 50 à 54 ans	1 568	14,0	29,6	37,5	18,9
55 ans et plus	1 711	11,7	31,8	38,3	18,2
Ensemble	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.8 • **Penser à son travail en dehors en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	12,4	34,1	34,1	19,4
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	8,5	26,4	42,1	23,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	11,3	27,4	43,5	17,9
Fabrication de matériels de transport	442	6,5	26,5	49,5	17,4
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	9,6	25,1	42,8	22,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	11,4	30,1	41,9	16,6
Construction	1 478	11,3	28,6	41,1	18,9
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	12,1	30,3	41,8	15,8
Transports et entreposage	1 322	7,0	24,6	43,9	24,5
Hébergement et restauration	814	15,4	25,4	37,5	21,7
Information et communication	677	15,7	38,0	38,1	8,1
Activités financières et d'assurance	823	14,6	37,7	41,4	6,4
Activités immobilières	255	14,6	42,7	28,4	14,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	14,2	33,4	38,0	14,4
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	17,3	31,7	37,6	13,4
Autres activités de services	1 612	12,8	25,2	39,3	22,7
Non renseigné	111	8,3	39,7	30,1	21,9
Ensemble	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 13,5 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.9 • **Penser à son travail en dehors en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	26,7	33,7	30,5	9,1
Fonct. pub. territoriale	1 755	12,2	28,7	42,5	16,6
Fonct. pub. hospitalière	1 099	12,9	33,0	41,2	12,8
Marchand ou associatif	17 689	11,9	29,6	40,7	17,8
Ensemble	22 859	13,5	30,1	39,9	16,6

Lecture : en 2013, 13,5 % des salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.10 • **Penser à son travail en dehors en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand ils n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	22,5	32,2	36,0	9,3
Fonct. pub. territoriale	716	10,9	26,1	43,4	19,6
Fonct. pub. hospitalière	271	14,1	32,8	37,7	15,4
Marchand ou associatif	9 490	11,6	29,6	40,6	18,2
Ensemble	11 495	12,6	29,7	40,3	17,4

Lecture : en 2013, 12,6 % des hommes salariés déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand ils n'y sont pas.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 19.11 • **Penser à son travail en dehors en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent continuer à penser à leur travail même quand elles n'y sont pas			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	30,0	34,9	26,1	8,9
Fonct. pub. territoriale	1 038	13,1	30,6	41,9	14,5
Fonct. pub. hospitalière	829	12,5	33,1	42,4	11,9
Marchand ou associatif	8 200	12,3	29,6	40,9	17,3
Ensemble	11 364	14,4	30,5	39,4	15,7

Lecture : en 2013, 14,4 % des femmes salariées déclarent toujours continuer à penser à leur travail, même quand elles n'y sont pas.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

20 • Aller travailler en étant malade

Tableau 20.1 • Aller travailler en étant malade en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Femmes	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8
Hommes	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5
Ensemble	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,3 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

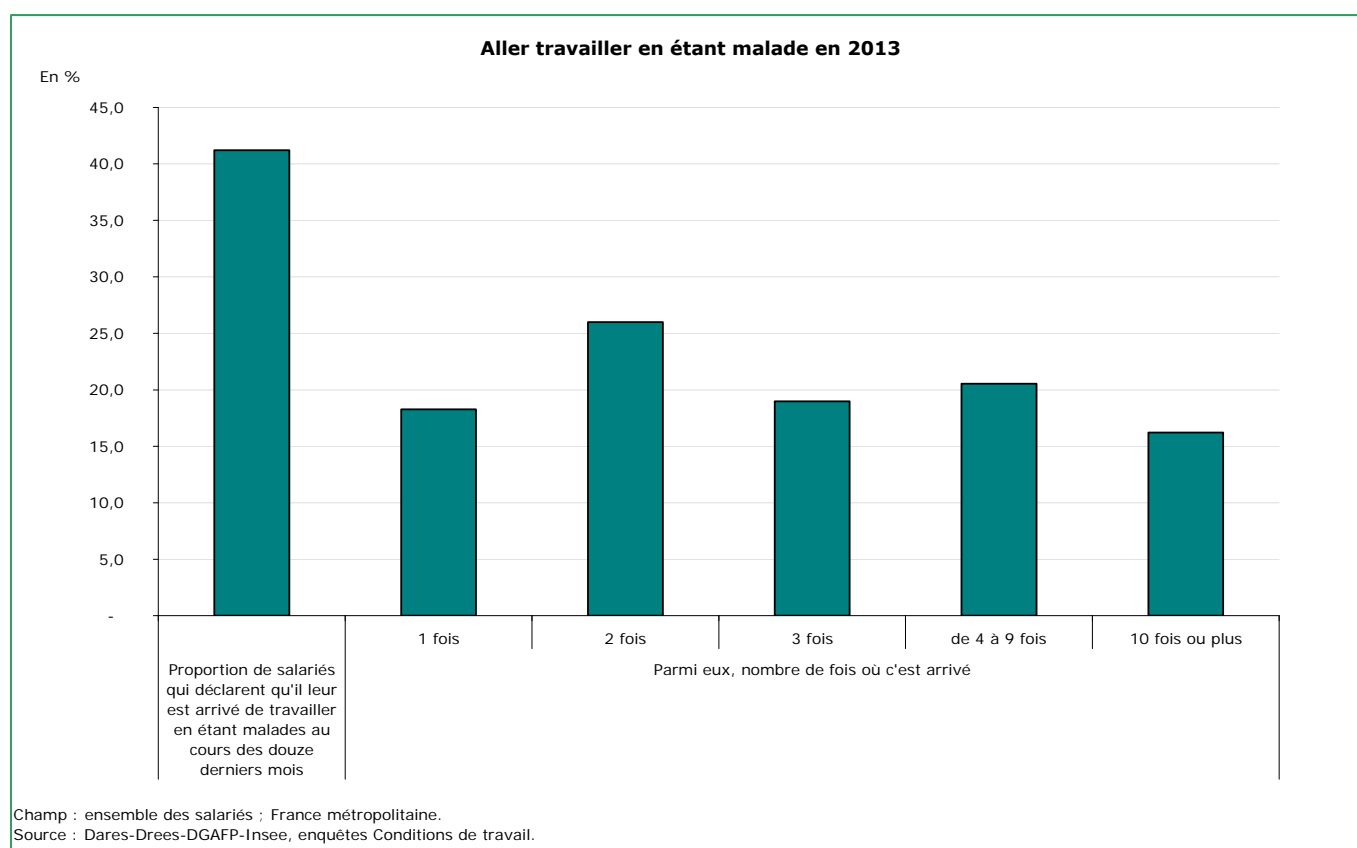


Tableau 20.2 • Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	39,2	17,8	28,8	18,0	20,4	14,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	44,7	15,0	25,8	22,2	20,0	17,1
36. Cadres d'entreprise	2 564	35,9	20,1	30,5	14,9	21,0	13,4
4. Professions intermédiaires	5 887	43,2	17,4	27,0	18,1	21,8	15,7
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	49,4	14,0	25,5	19,4	26,3	14,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	41,8	16,8	30,1	17,0	19,0	17,2
47. Techniciens	1 159	35,8	23,0	25,9	17,1	17,1	16,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	37,0	27,6	25,7	16,5	17,2	13,0
5. Employés	7 098	41,5	18,6	25,2	20,3	19,1	16,7
51. Employés de la fonction publique	2 641	43,9	17,9	23,5	21,8	19,9	17,0
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	41,6	19,4	30,8	16,8	19,3	13,7
55. Employés de commerce	1 075	47,2	18,3	23,9	20,4	17,4	19,9
56. Services directs aux particuliers	1 853	34,3	19,5	23,8	21,0	19,1	16,7
6. Ouvriers	5 456	40,3	19,2	23,3	19,2	21,2	17,2
61. Ouvriers qualifiés	3 584	42,5	18,4	25,3	18,6	19,0	18,7
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	37,6	21,0	18,8	20,8	25,5	13,9
69. Ouvriers agricoles	252	27,9	-	-	-	-	-
Ensemble	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,3 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.3 • Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	31,3	23,2	29,6	17,2	16,8	13,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	34,8	18,5	24,6	23,0	18,4	15,5
36. Cadres d'entreprise	1 714	30,2	25,7	32,1	14,3	16,1	11,8
4. Professions intermédiaires	2 830	36,4	19,8	29,0	19,0	18,7	13,4
41. P.I. enseignement, santé, public	613	42,9	14,9	27,1	22,1	22,3	13,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	33,8	15,6	37,0	19,0	18,1	10,3
47. Techniciens	973	34,5	23,3	25,9	18,8	16,1	15,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	36,1	26,0	26,6	15,1	19,3	13,0
5. Employés	1 658	35,1	21,6	24,5	19,9	16,7	17,3
51. Employés de la fonction publique	888	37,9	22,5	20,7	23,8	16,7	16,2
54. Employés adm. d'entreprise	216	30,2	-	-	-	-	-
55. Employés de commerce	264	37,6	-	-	-	-	-
56. Services directs aux particuliers	290	27,8	-	-	-	-	-
6. Ouvriers	4 351	39,7	18,1	24,2	19,3	21,0	17,3
61. Ouvriers qualifiés	3 127	42,0	17,8	25,3	18,8	19,5	18,5
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	35,9	19,1	20,6	20,8	25,7	13,9
69. Ouvriers agricoles	187	23,4	-	-	-	-	-
Ensemble	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 36,3 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 20,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.4 • Aller travailler en étant malade selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	51,0	12,9	28,1	18,8	23,7	16,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	54,4	12,7	26,5	21,7	21,0	18,1
36. Cadres d'entreprise	850	47,4	12,9	28,3	15,8	27,4	15,6
4. Professions intermédiaires	3 057	49,4	15,8	25,6	17,4	24,0	17,2
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	51,8	13,8	25,1	18,6	27,5	15,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	47,2	17,4	26,7	15,9	19,4	20,6
47. Techniciennes	186	42,8	-	-	-	-	-
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-	-	-
5. Employées	5 440	43,4	17,9	25,4	20,4	19,7	16,6
51. Employées de la fonction publique	1 753	47,0	16,0	24,6	21,0	21,2	17,3
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	43,5	19,7	29,4	18,0	18,6	14,3
55. Employées de commerce	811	50,3	16,0	22,5	21,7	19,9	20,0
56. Services directs aux particuliers	1 563	35,6	20,3	24,6	21,0	18,7	15,4
6. Ouvrières	1 105	42,7	23,0	20,0	18,4	21,7	16,9
61. Ouvrières qualifiées	456	45,8	22,3	25,1	17,3	15,7	19,7
66. Ouvrières non qualifiées	584	40,5	24,2	16,0	20,8	25,1	13,9
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-	-	-
Ensemble	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 46,1 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.5 • Aller travailler en étant malade selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Moins de 20 ans	257	24,1	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1 536	39,2	21,2	27,0	18,4	19,7	13,7
De 25 à 29 ans	2 578	44,5	18,2	25,2	18,1	20,2	18,2
De 30 à 34 ans	2 734	47,9	14,8	29,1	18,3	22,2	15,7
De 35 à 39 ans	2 934	43,2	19,7	26,9	18,1	19,1	16,2
De 40 à 44 ans	3 269	42,6	18,1	25,7	19,1	21,8	15,4
De 45 à 49 ans	3 243	39,1	19,4	24,6	19,7	20,0	16,3
De 50 à 54 ans	3 026	39,5	17,6	24,0	22,0	19,2	17,2
55 ans et plus	3 283	35,8	17,9	25,8	17,9	21,8	16,6
Ensemble	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,3 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.6 • Aller travailler en étant malade selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Moins de 20 ans	168	16,9	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	34,1	22,1	22,7	21,5	19,1	14,6
De 25 à 29 ans	1 271	39,6	23,6	25,1	14,8	18,5	17,9
De 30 à 34 ans	1 378	43,9	14,8	26,6	21,2	22,6	14,7
De 35 à 39 ans	1 553	38,0	19,7	27,0	17,4	15,6	20,2
De 40 à 44 ans	1 698	39,3	20,3	27,9	18,8	19,7	13,3
De 45 à 49 ans	1 534	31,8	22,8	27,7	16,4	17,1	16,1
De 50 à 54 ans	1 458	34,5	20,7	24,9	24,9	16,0	13,5
55 ans et plus	1 572	31,6	16,6	29,6	17,3	22,6	13,9
Ensemble	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 36,3 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 20,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.7 • Aller travailler en étant malade selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	45,7	20,4	31,2	15,5	20,2	12,8
De 25 à 29 ans	1 306	49,2	13,9	25,3	20,7	21,6	18,5
De 30 à 34 ans	1 356	52,0	14,7	31,2	15,8	21,8	16,5
De 35 à 39 ans	1 381	49,0	19,7	26,8	18,7	22,2	12,7
De 40 à 44 ans	1 571	46,2	16,2	23,6	19,3	23,6	17,3
De 45 à 49 ans	1 709	45,7	17,3	22,7	21,8	21,8	16,5
De 50 à 54 ans	1 568	44,3	15,3	23,3	19,8	21,6	20,0
55 ans et plus	1 711	39,7	18,9	23,0	18,3	21,2	18,5
Ensemble	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 46,1 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.8 • **Aller travailler en étant malade en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Agriculture, sylviculture et pêche	249	28,5	-	-	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	39,8	13,3	32,4	15,8	24,1	14,4
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	43,2	22,5	15,8	23,1	20,9	17,5
Fabrication de matériels de transport	442	42,7	16,7	23,1	17,8	29,1	13,4
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	39,4	24,1	25,2	21,6	15,4	13,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	32,0	34,3	21,6	14,3	12,9	16,8
Construction	1 478	37,6	20,5	23,9	16,4	20,8	18,4
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	43,3	18,6	29,1	17,1	17,8	17,4
Transports et entreposage	1 322	41,1	19,4	27,2	15,9	20,1	17,4
Hébergement et restauration	814	35,9	14,8	21,8	21,1	19,7	22,5
Information et communication	677	46,1	15,6	20,0	24,0	20,2	20,2
Activités financières et d'assurance	823	42,4	21,7	34,2	14,2	16,0	14,0
Activités immobilières	255	40,7	-	-	-	-	-
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	39,6	16,7	28,6	22,0	19,0	13,7
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	45,1	16,3	25,5	19,4	23,2	15,6
Autres activités de services	1 612	32,9	19,9	25,4	19,2	17,3	18,1
Non renseigné	111	26,6	-	-	-	-	-
Ensemble	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,3 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.9 • Aller travailler en étant malade en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	2 316	46,4	17,8	25,4	19,0	22,0	15,8
Fonct. pub. territoriale	1 755	41,0	18,7	23,3	20,3	21,4	16,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	47,5	13,5	26,9	20,3	24,2	15,0
Marchand ou associatif	17 689	40,2	18,6	26,3	18,8	20,0	16,3
Ensemble	22 859	41,2	18,3	26,0	19,0	20,5	16,2

Lecture : en 2013, 41,2 % des salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 18,3 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.10 • Aller travailler en étant malade en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi eux, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 019	39,6	21,5	26,9	17,9	20,2	13,5
Fonct. pub. territoriale	716	33,2	22,8	21,8	20,4	17,6	17,4
Fonct. pub. hospitalière	271	39,4	13,5	26,4	23,5	24,8	11,9
Marchand ou associatif	9 490	36,1	19,8	27,0	18,7	18,7	15,7
Ensemble	11 495	36,3	20,0	26,7	18,9	19,0	15,5

Lecture : en 2013, 36,3 % des hommes salariés déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 20,0 % d'entre eux c'est arrivé une seule fois.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 20.11 • Aller travailler en étant malade en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent qu'il leur est arrivé de travailler en étant malades au cours des douze derniers mois	Parmi elles, nombre de fois où c'est arrivé				
			1 fois	2 fois	3 fois	de 4 à 9 fois	10 fois ou plus
Fonct. pub. de l'État	1 297	51,8	15,6	24,5	19,6	23,1	17,2
Fonct. pub. territoriale	1 038	46,4	16,7	24,0	20,2	23,3	15,8
Fonct. pub. hospitalière	829	50,1	13,5	27,1	19,5	24,1	15,8
Marchand ou associatif	8 200	44,8	17,5	25,6	18,8	21,1	16,9
Ensemble	11 364	46,1	16,9	25,4	19,1	21,8	16,8

Lecture : en 2013, 46,1 % des femmes salariées déclarent qu'il leur est arrivé d'aller travailler en étant malades dans les douze derniers mois ; pour 16,9 % d'entre elles c'est arrivé une seule fois.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

IV – TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

21 • Utilisation de l'informatique

Tableau 21.1 • Utilisation de l'informatique en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
			Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Femmes	1998	9 036	36,5	21,3	-	3,9	15,8	53,2
	2005	10 530	52,8	14,3	-	7,9	11,7	62,2
	2013	11 364	-	-	63,3	19,1	-	74,0
Hommes	1998	10 481	34,6	23,2	-	9,9	19,6	48,9
	2005	11 720	49,3	16,1	-	17,3	16,2	57,4
	2013	11 495	-	-	50,9	28,4	-	68,2
Ensemble	1998	19 517	35,5	22,3	-	7,1	17,9	50,9
	2005	22 251	51,0	15,2	-	12,9	14,1	59,6
	2013	22 859	-	-	57,1	23,8	-	71,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 23,8 % des salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 71,1 % un matériel informatique.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

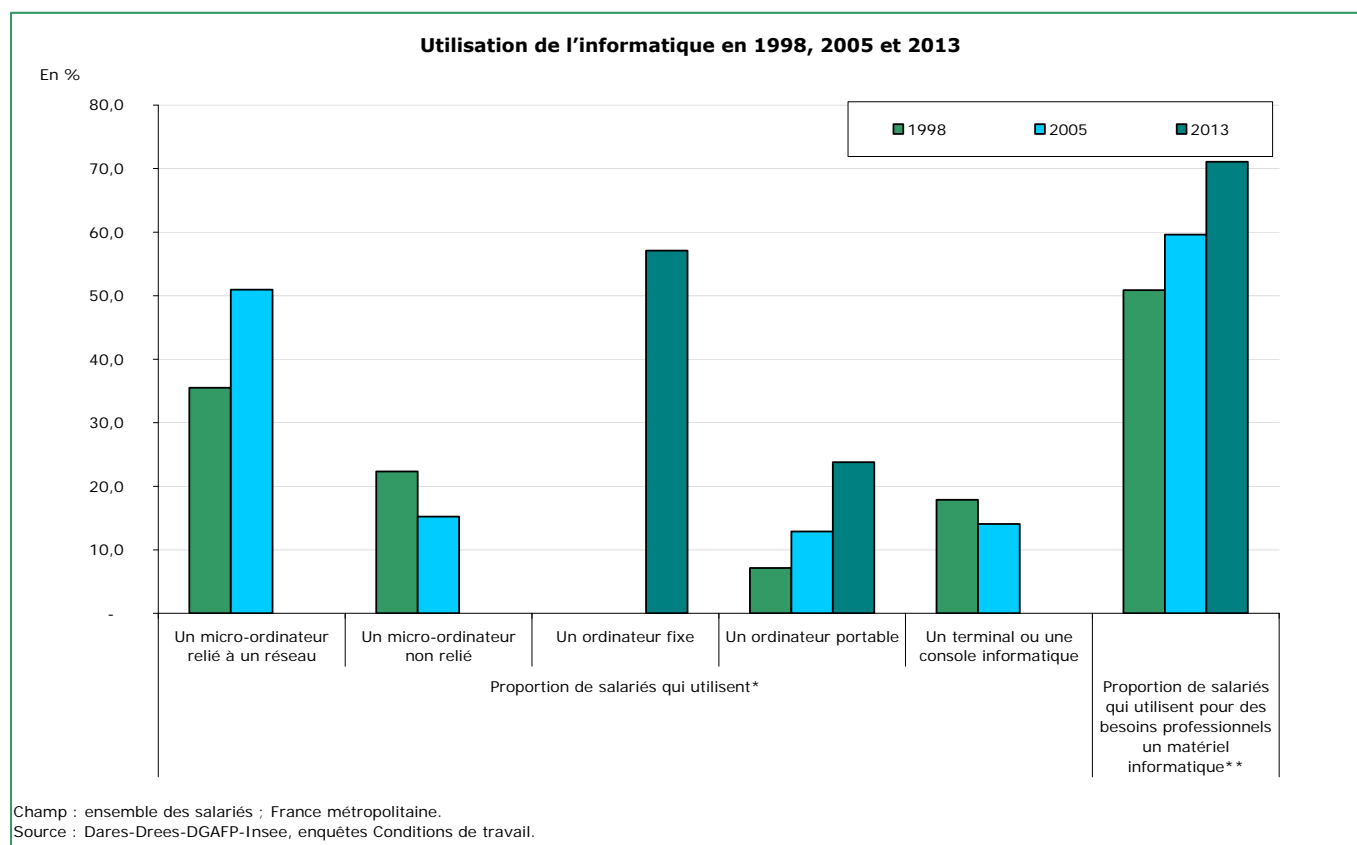


Tableau 21.2 • Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	64,9	41,9	-	25,3	30,3	85,0
	2005	3 327	85,2	27,1	-	43,6	19,0	93,5
	2013	4 417	-	-	68,1	61,0	-	98,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	48,4	45,5	-	13,4	19,9	75,9
	2005	1 341	76,9	35,0	-	35,5	18,7	88,6
	2013	1 664	-	-	77,7	53,8	-	98,6
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	77,8	39,3	-	34,4	38,5	92,4
	2005	1 958	91,7	21,7	-	49,5	19,6	97,3
	2013	2 564	-	-	61,2	66,3	-	99,2
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	48,2	35,4	-	9,8	25,3	70,9
	2005	5 778	71,1	23,0	-	17,0	18,0	81,8
	2013	5 887	-	-	77,4	29,9	-	92,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	34,7	35,9	-	4,9	16,9	63,3
	2005	2 337	63,3	27,7	-	12,2	14,6	77,8
	2013	2 326	-	-	78,8	30,6	-	92,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	58,9	33,1	-	12,2	27,9	79,8
	2005	1 771	81,2	17,1	-	18,7	18,9	90,1
	2013	1 835	-	-	82,0	25,6	-	96,9
47. Techniciens	1998	842	65,4	43,0	-	18,6	39,3	82,2
	2005	1 068	77,0	25,4	-	24,3	24,3	83,2
	2013	1 159	-	-	69,1	37,8	-	88,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	45,3	27,9	-	7,9	26,9	61,0
	2005	603	61,8	17,7	-	17,7	17,7	70,6
	2013	560	-	-	73,8	24,1	-	87,8

Tableau 21.2 • Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
5. Employés	1998	6 607	35,5	20,0	-	3,5	17,3	51,4
	2005	7 291	44,8	11,3	-	3,9	12,1	53,5
	2013	7 098	-	-	56,4	10,5	-	64,0
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	31,4	20,9	-	3,9	15,5	45,2
	2005	2 799	43,9	10,8	-	4,9	9,3	49,2
	2013	2 641	-	-	56,0	13,2	-	65,9
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	65,6	33,8	-	5,7	29,3	90,1
	2005	1 763	80,2	18,2	-	6,1	18,6	93,5
	2013	1 525	-	-	92,4	13,3	-	97,2
55. Employés de commerce	1998	785	26,9	11,7	-	1,9	19,2	48,9
	2005	1 042	50,3	12,9	-	2,9	23,8	66,2
	2013	1 075	-	-	71,4	6,6	-	74,5
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	2,8	2,4	-	0,1	1,5	6,1
	2005	1 686	5,8	3,8	-	0,6	2,7	10,9
	2013	1 853	-	-	18,7	6,8	-	27,9
6. Ouvriers	1998	5 812	12,6	6,1	-	1,2	7,2	19,6
	2005	5 847	19,3	5,7	-	2,5	9,8	26,2
	2013	5 456	-	-	27,2	4,6	-	34,8
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	15,5	7,7	-	1,6	8,9	23,9
	2005	3 815	22,8	6,4	-	3,4	11,2	30,2
	2013	3 584	-	-	31,0	5,4	-	39,7
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	7,4	2,5	-	0,3	4,1	11,6
	2005	1 810	13,6	4,1	-	0,9	7,8	19,5
	2013	1 616	-	-	20,8	2,8	-	26,4
69. Ouvriers agricoles	1998	244	1,4	4,2	-	-	0,9	6,3
	2005	222	3,9	7,3	-	1,1	1,1	11,3
	2013	252	-	-	14,5	4,3	-	19,7
Ensemble	1998	19 517	35,5	22,3	-	7,1	17,9	50,9
	2005	22 251	51,0	15,2	-	12,9	14,1	59,6
	2013	22 859	-	-	57,1	23,8	-	71,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 23,8 % des salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 71,1 % un matériel informatique.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.3 • **Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	69,1	42,8	-	30,7	34,2	86,9
	2005	2 115	86,7	28,0	-	50,4	21,4	94,8
	2013	2 656	-	-	62,2	67,5	-	98,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	53,5	49,7	-	18,8	24,2	79,4
	2005	700	78,7	36,6	-	40,8	22,4	90,6
	2013	824	-	-	72,2	59,9	-	98,5
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	77,6	39,2	-	37,1	39,5	91,2
	2005	1 406	91,0	23,6	-	55,2	21,1	97,1
	2013	1 714	-	-	56,9	71,1	-	98,8
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	49,9	39,2	-	13,5	30,0	72,6
	2005	3 043	71,0	24,4	-	22,7	22,0	80,8
	2013	2 830	-	-	71,1	34,7	-	89,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	34,5	51,2	-	10,0	21,8	71,4
	2005	730	66,7	31,5	-	20,3	18,5	80,8
	2013	613	-	-	76,0	36,3	-	91,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	51,7	31,9	-	14,3	28,3	73,7
	2005	840	76,5	21,7	-	25,1	23,5	87,2
	2013	748	-	-	72,4	33,1	-	94,4
47. Techniciens	1998	740	63,6	44,4	-	19,5	39,5	81,2
	2005	938	75,4	25,4	-	25,6	25,6	81,6
	2013	973	-	-	66,0	39,6	-	86,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	45,2	28,1	-	7,9	27,3	60,6
	2005	535	60,2	17,5	-	17,3	18,3	69,3
	2013	490	-	-	73,2	25,1	-	88,0

Tableau 21.3 • **Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
5. Employés	1998	1 584	37,6	26,9	-	7,4	23,3	55,9
	2005	1 736	47,2	15,1	-	8,1	16,2	55,5
	2013	1 658	-	-	60,9	16,5	-	69,0
51. Employés de la fonction publique	1998	934	32,3	29,4	-	8,5	21,2	50,4
	2005	1 018	42,7	15,2	-	8,4	13,2	49,6
	2013	888	-	-	56,9	19,5	-	68,0
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	69,6	32,0	-	8,5	41,3	88,1
	2005	274	79,4	19,9	-	14,9	27,4	87,8
	2013	216	-	-	85,0	18,8	-	93,6
55. Employés de commerce	1998	182	38,5	24,2	-	6,7	21,3	63,9
	2005	261	55,2	17,4	-	4,6	22,3	68,9
	2013	264	-	-	79,2	13,1	-	80,7
56. Services directs aux particuliers	1998	168	9,5	6,5	-	-	5,0	20,5
	2005	183	12,9	3,8	-	1,5	7,0	20,5
	2013	290	-	-	38,4	8,9	-	43,2
6. Ouvriers	1998	4 739	13,3	6,6	-	1,4	7,8	20,6
	2005	4 820	20,0	6,0	-	2,7	10,3	26,9
	2013	4 351	-	-	27,1	5,3	-	35,5
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	15,4	7,7	-	1,7	8,9	23,7
	2005	3 409	22,6	6,6	-	3,5	11,1	29,8
	2013	3 127	-	-	29,7	5,8	-	39,1
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	8,3	3,2	-	0,3	5,2	12,8
	2005	1 255	14,9	4,6	-	0,9	9,0	21,3
	2013	1 032	-	-	21,1	3,9	-	27,1
69. Ouvriers agricoles	1998	187	1,2	5,5	-	-	1,2	7,6
	2005	156	2,9	3,8	-	-	1,5	8,2
	2013	187	-	-	15,6	4,9	-	21,4
Ensemble	1998	10 481	34,6	23,2	-	9,9	19,6	48,9
	2005	11 720	49,3	16,1	-	17,3	16,2	57,4
	2013	11 495	-	-	50,9	28,4	-	68,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 28,4 % des hommes salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 68,2 % un matériel informatique.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.4 • **Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent*					Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	56,4	40,0	-	14,5	22,7	81,1
	2005	1 211	82,7	25,7	-	31,7	14,9	91,2
	2013	1 761	-	-	76,9	51,3	-	99,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	42,5	40,6	-	6,9	14,7	71,8
	2005	642	74,9	33,3	-	29,7	14,7	86,4
	2013	839	-	-	83,1	47,8	-	98,6
36. Cadres d'entreprise	1998	345	78,6	39,7	-	25,7	35,1	96,5
	2005	552	93,5	16,8	-	35,0	15,7	97,9
	2013	850	-	-	69,9	56,8	-	100,0
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	46,2	31,0	-	5,4	19,8	69,0
	2005	2 735	71,4	21,3	-	10,6	13,6	82,9
	2013	3 057	-	-	83,3	25,4	-	94,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	34,8	29,5	-	2,8	14,8	60,0
	2005	1 606	61,7	26,0	-	8,5	12,8	76,4
	2013	1 713	-	-	79,9	28,6	-	92,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	66,1	34,3	-	10,1	27,6	85,8
	2005	931	85,3	13,0	-	12,9	14,8	92,6
	2013	1 087	-	-	88,6	20,4	-	98,7
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-	-	-
	2005	130	88,8	24,8	-	15,3	15,2	95,2
	2013	186	-	-	85,2	28,3	-	98,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-	-	-

Tableau 21.4 • **Utilisation de l'informatique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent*					Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
5. Employées	1998	5 023	34,8	17,9	-	2,2	15,4	50,0
	2005	5 555	44,0	10,1	-	2,6	10,8	52,8
	2013	5 440	-	-	55,0	8,7	-	62,5
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	30,9	16,1	-	1,2	12,1	42,2
	2005	1 782	44,6	8,3	-	3,0	7,0	48,9
	2013	1 753	-	-	55,5	10,0	-	64,9
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	64,9	34,1	-	5,2	27,2	90,5
	2005	1 489	80,4	17,8	-	4,5	16,9	94,5
	2013	1 309	-	-	93,6	12,4	-	97,8
55. Employées de commerce	1998	603	23,3	7,9	-	0,5	18,5	44,3
	2005	781	48,6	11,4	-	2,3	24,3	65,3
	2013	811	-	-	68,8	4,5	-	72,4
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	1,7	1,7	-	0,1	1,0	4,0
	2005	1 503	4,9	3,8	-	0,5	2,1	9,7
	2013	1 563	-	-	15,0	6,4	-	25,1
6. Ouvrières	1998	1 073	9,6	3,6	-	0,4	4,6	15,3
	2005	1 027	15,9	4,5	-	1,5	7,6	23,0
	2013	1 105	-	-	27,7	1,8	-	32,3
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	16,0	7,1	-	0,6	8,6	25,5
	2005	406	24,4	4,9	-	2,1	12,3	33,9
	2013	456	-	-	39,6	2,8	-	44,0
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	5,7	1,4	-	0,3	2,2	9,2
	2005	555	10,8	3,0	-	0,9	5,0	15,6
	2013	584	-	-	20,2	0,9	-	25,2
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	36,5	21,3	-	3,9	15,8	53,2
	2005	10 530	52,8	14,3	-	7,9	11,7	62,2
	2013	11 364	-	-	63,3	19,1	-	74,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 19,1 % des femmes salariées déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 74,0 % un matériel informatique.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.5 • Utilisation de l'informatique selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
			Un micro- ordinateur relié à un réseau	Un micro- ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Moins de 20 ans	1998	216	1,2	2,2	-	-	2,8	5,1
	2005	320	16,0	6,3	-	2,6	5,4	25,8
	2013	257	-	-	34,7	9,5	-	44,0
De 20 à 24 ans	1998	1 105	24,8	14,3	-	2,8	11,7	37,8
	2005	1 588	42,1	12,2	-	7,0	15,5	53,8
	2013	1 536	-	-	49,7	18,3	-	62,7
De 25 à 29 ans	1998	2 793	39,0	27,2	-	8,1	17,8	57,8
	2005	2 632	59,5	18,7	-	16,2	14,5	69,3
	2013	2 578	-	-	62,9	24,5	-	75,4
De 30 à 34 ans	1998	2 977	37,8	24,2	-	8,9	17,5	53,5
	2005	3 014	57,2	17,6	-	15,3	15,5	66,0
	2013	2 734	-	-	60,6	27,0	-	76,0
De 35 à 39 ans	1998	2 989	36,4	22,2	-	8,1	19,2	51,5
	2005	3 133	53,9	15,6	-	15,0	13,9	62,0
	2013	2 934	-	-	60,4	25,7	-	75,9
De 40 à 44 ans	1998	2 884	38,1	23,2	-	7,6	20,0	53,9
	2005	3 263	50,6	15,7	-	13,5	13,2	59,2
	2013	3 269	-	-	57,1	26,1	-	72,0
De 45 à 49 ans	1998	2 860	34,9	22,9	-	6,7	19,1	51,0
	2005	3 103	49,6	13,3	-	11,9	14,7	57,9
	2013	3 243	-	-	55,3	24,6	-	70,0
De 50 à 54 ans	1998	2 324	36,7	21,6	-	6,3	18,5	50,7
	2005	2 884	50,0	12,8	-	11,0	13,5	56,4
	2013	3 026	-	-	56,3	22,4	-	69,0
55 ans et plus	1998	1 369	29,2	16,6	-	5,0	15,2	41,4
	2005	2 313	43,9	16,0	-	11,4	13,0	52,7
	2013	3 283	-	-	54,5	20,8	-	67,3
Ensemble	1998	19 517	35,5	22,3	-	7,1	17,9	50,9
	2005	22 251	51,0	15,2	-	12,9	14,1	59,6
	2013	22 859	-	-	57,1	23,8	-	71,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 23,8 % des salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 71,1 % un matériel informatique.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.6 • Utilisation de l'informatique selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**	
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique		
Moins de 20 ans	1998	174	0,8	0,4	-	-	1,6	2,0
	2005	223	14,2	5,3	-	1,7	5,6	20,3
	2013	168	-	-	24,5	7,8	-	34,4
De 20 à 24 ans	1998	539	19,9	11,7	-	3,0	10,2	29,3
	2005	873	35,3	11,0	-	8,8	16,7	45,5
	2013	864	-	-	42,2	18,9	-	55,5
De 25 à 29 ans	1998	1 516	37,2	27,5	-	10,4	20,4	54,6
	2005	1 427	54,9	19,2	-	20,0	17,2	63,9
	2013	1 271	-	-	53,5	28,7	-	69,4
De 30 à 34 ans	1998	1 658	36,1	25,6	-	10,7	19,1	51,3
	2005	1 666	52,3	17,6	-	19,2	16,5	60,7
	2013	1 378	-	-	51,0	30,8	-	70,6
De 35 à 39 ans	1998	1 625	36,2	23,5	-	11,5	20,9	49,9
	2005	1 658	52,9	16,7	-	19,8	15,4	59,9
	2013	1 553	-	-	52,3	28,6	-	71,0
De 40 à 44 ans	1998	1 518	37,1	24,8	-	10,9	21,4	51,6
	2005	1 703	48,6	17,3	-	19,0	16,3	57,3
	2013	1 698	-	-	53,1	31,0	-	70,7
De 45 à 49 ans	1998	1 470	35,3	24,3	-	10,4	22,8	50,8
	2005	1 597	51,6	14,4	-	17,6	17,4	59,6
	2013	1 534	-	-	51,0	30,0	-	68,7
De 50 à 54 ans	1998	1 237	38,1	22,9	-	10,0	20,2	51,6
	2005	1 427	49,2	14,7	-	15,5	15,1	54,9
	2013	1 458	-	-	52,1	28,8	-	67,6
55 ans et plus	1998	745	29,4	17,2	-	7,4	16,7	41,2
	2005	1 146	48,0	17,5	-	16,7	16,6	57,2
	2013	1 572	-	-	51,6	28,9	-	70,4
Ensemble	1998	10 481	34,6	23,2	-	9,9	19,6	48,9
	2005	11 720	49,3	16,1	-	17,3	16,2	57,4
	2013	11 495	-	-	50,9	28,4	-	68,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 28,4 % des hommes salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 68,2 % un matériel informatique.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.7 • Utilisation de l'informatique selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent*					Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	29,4	16,8	-	2,6	13,1
	2005	715	50,3	13,5	-	4,9	14,1
	2013	672	-	-	59,3	17,6	-
De 25 à 29 ans	1998	1 278	41,1	26,8	-	5,4	14,7
	2005	1 204	65,0	18,2	-	11,6	11,2
	2013	1 306	-	-	72,0	20,4	-
De 30 à 34 ans	1998	1 319	39,9	22,3	-	6,7	15,4
	2005	1 348	63,2	17,6	-	10,5	14,3
	2013	1 356	-	-	70,4	23,1	-
De 35 à 39 ans	1998	1 364	36,6	20,7	-	3,9	17,1
	2005	1 475	55,0	14,3	-	9,5	12,1
	2013	1 381	-	-	69,6	22,6	-
De 40 à 44 ans	1998	1 366	39,3	21,4	-	3,9	18,5
	2005	1 560	52,7	13,8	-	7,5	9,9
	2013	1 571	-	-	61,3	20,9	-
De 45 à 49 ans	1998	1 390	34,4	21,4	-	2,7	15,1
	2005	1 506	47,4	12,1	-	6,0	11,9
	2013	1 709	-	-	59,2	19,8	-
De 50 à 54 ans	1998	1 088	35,1	20,1	-	2,1	16,7
	2005	1 457	50,7	11,1	-	6,6	12,0
	2013	1 568	-	-	60,1	16,4	-
55 ans et plus	1998	624	29,1	15,7	-	2,2	13,4
	2005	1 168	39,8	14,6	-	6,2	9,4
	2013	1 711	-	-	57,1	13,2	-
Ensemble	1998	9 036	36,5	21,3	-	3,9	15,8
	2005	10 530	52,8	14,3	-	7,9	11,7
	2013	11 364	-	-	63,3	19,1	-

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 19,1 % des femmes salariées déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 74,0 % un matériel informatique.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.8 • **Utilisation de l'informatique en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Agriculture, sylviculture et pêche	249	-	-	26,5	8,7	-	35,5
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	-	-	45,0	12,0	-	52,8
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	-	-	53,7	39,0	-	83,7
Fabrication de matériels de transport	442	-	-	52,4	34,4	-	81,3
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	-	-	54,3	23,6	-	67,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	-	-	56,5	33,7	-	74,9
Construction	1 478	-	-	26,6	15,9	-	39,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	-	-	67,4	19,0	-	79,0
Transports et entreposage	1 322	-	-	49,9	15,3	-	67,6
Hébergement et restauration	814	-	-	42,8	10,1	-	49,5
Information et communication	677	-	-	66,6	59,8	-	98,0
Activités financières et d'assurance	823	-	-	88,6	25,2	-	99,4
Activités immobilières	255	-	-	67,5	27,7	-	79,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	-	-	57,2	33,5	-	75,3
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	-	-	66,3	24,6	-	78,0
Autres activités de services	1 612	-	-	32,0	17,8	-	45,6
Non renseigné	111	-	-	66,3	30,2	-	72,7
Ensemble	22 859	-	-	57,1	23,8	-	71,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 23,8 % des salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 71,1 % un matériel informatique.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.9 • **Utilisation de l'informatique en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Fonct. pub. de l'État	2 316	-	-	78,4	40,2	-	92,9
Fonct. pub. territoriale	1 755	-	-	53,5	13,2	-	64,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	-	-	77,6	23,2	-	85,6
Marchand ou associatif	17 689	-	-	53,4	22,7	-	68,0
Ensemble	22 859	-	-	57,1	23,8	-	71,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 23,8 % des salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 71,1 % un matériel informatique.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.10 • **Utilisation de l'informatique en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent*					Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Fonct. pub. de l'État	1 019	-	-	80,5	45,5	-	94,5
Fonct. pub. territoriale	716	-	-	51,9	14,5	-	64,0
Fonct. pub. hospitalière	271	-	-	76,9	25,1	-	86,8
Marchand ou associatif	9 490	-	-	46,9	27,8	-	65,2
Ensemble	11 495	-	-	50,9	28,4	-	68,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 28,4 % des hommes salariés déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 68,2 % un matériel informatique.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 21.11 • **Utilisation de l'informatique en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent*					Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique**
		Un micro-ordinateur relié à un réseau	Un micro-ordinateur non relié	Un ordinateur fixe	Un ordinateur portable	Un terminal ou une console informatique	
Fonct. pub. de l'État	1 297	-	-	76,9	36,0	-	91,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	-	-	54,6	12,4	-	64,5
Fonct. pub. hospitalière	829	-	-	77,8	22,6	-	85,3
Marchand ou associatif	8 200	-	-	60,9	16,9	-	71,2
Ensemble	11 364	-	-	63,3	19,1	-	74,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

** En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

Lecture : en 2013, 19,1 % des femmes salariées déclarent utiliser un ordinateur portable pour les besoins professionnels et 74,0 % un matériel informatique.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

22 • Disposer d'une boîte à lettres électronique

Tableau 22.1 • Disposer d'une boîte à lettres électronique en 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Femmes	2005	10 530	45,2	16,9	37,8
	2013	11 364	54,1	19,9	26,0
Hommes	2005	11 720	42,3	15,1	42,6
	2013	11 495	50,3	17,9	31,8
Ensemble	2005	22 251	43,7	16,0	40,4
	2013	22 859	52,2	18,9	28,9

Lecture : en 2013, 52,2 % des salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

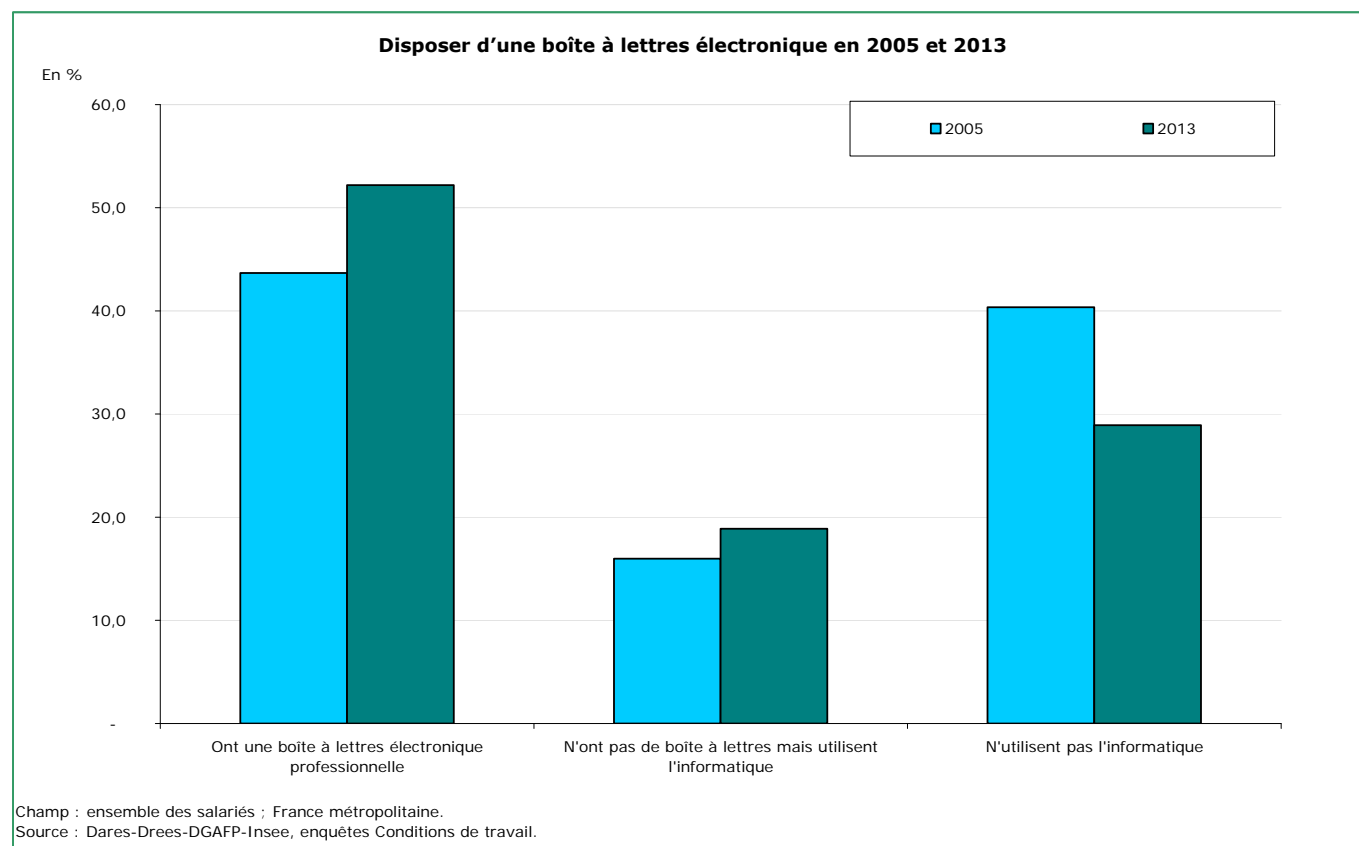


Tableau 22.2 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui			
		Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	86,5	7,0	6,5
	2013	4 417	93,7	5,1	1,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	78,1	10,5	11,4
	2013	1 664	89,4	9,2	1,4
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	92,9	4,4	2,7
	2013	2 564	97,3	1,9	0,8
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	64,8	17,0	18,2
	2013	5 887	75,0	17,4	7,6
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	56,0	21,7	22,2
	2013	2 326	67,0	25,2	7,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	77,4	12,7	9,9
	2013	1 835	85,6	11,4	3,0
47. Techniciens	2005	1 068	70,6	12,6	16,8
	2013	1 159	75,3	12,7	11,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	603	51,8	18,8	29,4
	2013	560	73,1	14,6	12,2
5. Employés	2005	7 291	34,8	18,7	46,5
	2013	7 098	39,0	25,0	36,0
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	32,7	16,5	50,8
	2013	2 641	37,3	28,5	34,1
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	72,4	21,1	6,5
	2013	1 525	83,5	13,7	2,8
55. Employés de commerce	2005	1 042	27,9	38,4	33,8
	2013	1 075	32,4	42,1	25,5
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	3,2	7,7	89,1
	2013	1 853	8,5	19,4	72,1
6. Ouvriers	2005	5 847	9,5	16,7	73,8
	2013	5 456	11,1	23,7	65,2
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	12,0	18,2	69,8
	2013	3 584	13,4	26,3	60,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	4,8	14,7	80,5
	2013	1 616	7,3	19,1	73,6
69. Ouvriers agricoles	2005	222	4,0	7,3	88,7
	2013	252	2,5	15,5	82,0
Ensemble	2005	22 251	43,7	16,0	40,4
	2013	22 859	52,2	18,9	28,9

Lecture : en 2013, 52,2 % des salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.3 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	89,8	5,0	5,2
	2013	2 656	94,8	3,7	1,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	84,1	6,6	9,4
	2013	824	91,6	6,9	1,5
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	92,9	4,2	2,9
	2013	1 714	96,9	1,9	1,2
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	65,6	15,2	19,2
	2013	2 830	75,2	14,7	10,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	65,1	15,7	19,2
	2013	613	74,0	17,3	8,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	72,9	14,3	12,8
	2013	748	80,8	13,7	5,6
47. Techniciens	2005	938	68,5	13,1	18,4
	2013	973	72,3	13,8	13,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	49,7	19,6	30,7
	2013	490	73,5	14,5	12,0
5. Employés	2005	1 736	33,2	22,3	44,5
	2013	1 658	38,8	30,2	31,0
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	29,0	20,6	50,4
	2013	888	40,2	27,7	32,1
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	72,3	15,5	12,2
	2013	216	79,0	14,6	6,4
55. Employés de commerce	2005	261	27,4	41,6	31,1
	2013	264	28,3	52,4	19,3
56. Services directs aux particuliers	2005	183	6,2	14,3	79,5
	2013	290	13,8	29,4	56,8
6. Ouvriers	2005	4 820	10,0	16,9	73,1
	2013	4 351	11,4	24,0	64,6
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	12,0	17,7	70,2
	2013	3 127	13,0	26,1	60,9
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	5,4	15,9	78,7
	2013	1 032	8,3	18,8	72,9
69. Ouvriers agricoles	2005	156	2,1	6,1	91,8
	2013	187	0,8	18,4	80,8
Ensemble	2005	11 720	42,3	15,1	42,6
	2013	11 495	50,3	17,9	31,8

Lecture : en 2013, 50,3 % des hommes salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.4 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	80,7	10,5	8,8
	2013	1 761	92,1	7,2	0,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	71,6	14,8	13,6
	2013	839	87,2	11,5	1,4
36. Cadres d'entreprise	2005	552	92,9	5,0	2,1
	2013	850	98,0	1,9	0,0
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	64,0	19,0	17,1
	2013	3 057	74,9	19,9	5,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	51,9	24,4	23,6
	2013	1 713	64,5	28,0	7,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	81,4	11,3	7,4
	2013	1 087	88,9	9,8	1,3
47. Techniciennes	2005	130	85,9	9,4	4,8
	2013	186	91,1	7,0	1,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-	-	-
	2013	69	-	-	-
5. Employées	2005	5 555	35,3	17,6	47,2
	2013	5 440	39,0	23,5	37,5
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	34,7	14,2	51,1
	2013	1 753	35,9	28,9	35,2
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	72,5	22,1	5,5
	2013	1 309	84,2	13,6	2,2
55. Employées de commerce	2005	781	28,0	37,3	34,7
	2013	811	33,7	38,7	27,6
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	2,8	6,9	90,3
	2013	1 563	7,5	17,5	74,9
6. Ouvrières	2005	1 027	7,2	15,8	77,0
	2013	1 105	10,0	22,3	67,7
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	12,1	21,8	66,1
	2013	456	16,1	27,9	56,0
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	3,5	12,1	84,4
	2013	584	5,6	19,5	74,9
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-
	2013	65	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	45,2	16,9	37,8
	2013	11 364	54,1	19,9	26,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 54,1 % des femmes salariées disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.5 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Moins de 20 ans	2005	320	7,0	18,8	74,2
	2013	257	10,3	33,7	56,0
De 20 à 24 ans	2005	1 588	29,7	24,0	46,2
	2013	1 536	35,3	27,2	37,4
De 25 à 29 ans	2005	2 632	49,4	20,0	30,7
	2013	2 578	51,9	23,5	24,6
De 30 à 34 ans	2005	3 014	47,4	18,5	34,0
	2013	2 734	56,5	19,6	23,9
De 35 à 39 ans	2005	3 133	45,9	16,1	38,0
	2013	2 934	57,6	18,3	24,1
De 40 à 44 ans	2005	3 263	44,9	14,3	40,8
	2013	3 269	54,7	17,3	28,0
De 45 à 49 ans	2005	3 103	45,3	12,7	42,1
	2013	3 243	52,3	17,7	30,0
De 50 à 54 ans	2005	2 884	43,3	13,1	43,6
	2013	3 026	52,4	16,6	31,0
55 ans et plus	2005	2 313	40,4	12,4	47,3
	2013	3 283	52,4	15,0	32,7
Ensemble	2005	22 251	43,7	16,0	40,4
	2013	22 859	52,2	18,9	28,9

Lecture : en 2013, 52,2 % des salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.6 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Moins de 20 ans	2005	223	5,6	14,8	79,7
	2013	168	5,2	29,2	65,6
De 20 à 24 ans	2005	873	23,2	22,2	54,5
	2013	864	28,8	26,5	44,7
De 25 à 29 ans	2005	1 427	46,5	17,4	36,1
	2013	1 271	49,4	19,9	30,7
De 30 à 34 ans	2005	1 666	43,8	16,9	39,3
	2013	1 378	51,6	19,0	29,3
De 35 à 39 ans	2005	1 658	44,0	15,9	40,1
	2013	1 553	53,8	17,2	29,0
De 40 à 44 ans	2005	1 703	44,3	13,1	42,7
	2013	1 698	54,3	16,3	29,3
De 45 à 49 ans	2005	1 597	47,6	11,9	40,4
	2013	1 534	52,1	16,6	31,3
De 50 à 54 ans	2005	1 427	42,5	12,3	45,1
	2013	1 458	51,9	15,8	32,4
55 ans et plus	2005	1 146	43,2	14,0	42,8
	2013	1 572	55,6	15,0	29,5
Ensemble	2005	11 720	42,3	15,1	42,6
	2013	11 495	50,3	17,9	31,8

Lecture : en 2013, 50,3 % des hommes salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.7 • Disposer d'une boîte à lettres électronique selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
			Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-
	2013	88	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	37,7	26,2	36,1
	2013	672	43,8	28,1	28,1
De 25 à 29 ans	2005	1 204	52,8	23,0	24,2
	2013	1 306	54,4	26,9	18,7
De 30 à 34 ans	2005	1 348	51,9	20,6	27,5
	2013	1 356	61,4	20,2	18,5
De 35 à 39 ans	2005	1 475	48,0	16,4	35,6
	2013	1 381	61,9	19,5	18,5
De 40 à 44 ans	2005	1 560	45,6	15,7	38,7
	2013	1 571	55,0	18,4	26,6
De 45 à 49 ans	2005	1 506	42,8	13,4	43,8
	2013	1 709	52,5	18,7	28,8
De 50 à 54 ans	2005	1 457	44,1	13,8	42,1
	2013	1 568	52,9	17,3	29,7
55 ans et plus	2005	1 168	37,6	10,7	51,7
	2013	1 711	49,4	15,0	35,6
Ensemble	2005	10 530	45,2	16,9	37,8
	2013	11 364	54,1	19,9	26,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 54,1 % des femmes salariées disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.8 • Disposer d'une boîte à lettres électronique en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Agriculture, sylviculture et pêche	249	17,8	16,4	65,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	27,0	26,0	47,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	65,3	18,4	16,3
Fabrication de matériels de transport	442	59,2	22,1	18,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	49,0	18,6	32,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	65,7	9,1	25,1
Construction	1 478	26,8	13,0	60,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	46,4	32,5	21,1
Transports et entreposage	1 322	43,6	23,9	32,5
Hébergement et restauration	814	27,8	21,8	50,5
Information et communication	677	91,9	6,1	2,0
Activités financières et d'assurance	823	96,2	3,2	0,6
Activités immobilières	255	74,0	5,1	20,8
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	66,7	8,6	24,7
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	57,6	20,4	22,0
Autres activités de services	1 612	27,4	18,2	54,4
Non renseigné	111	61,0	12,8	26,2
Ensemble	22 859	52,2	18,9	28,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 52,2 % des salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.9 • Disposer d'une boîte à lettres électronique en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Fonct. pub. de l'État	2 316	82,5	10,4	7,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	50,0	14,2	35,7
Fonct. pub. hospitalière	1 099	49,2	36,4	14,4
Marchand ou associatif	17 689	48,6	19,4	32,0
Ensemble	22 859	52,2	18,9	28,9

Lecture : en 2013, 52,2 % des salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.10 • Disposer d'une boîte à lettres électronique en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Fonct. pub. de l'État	1 019	85,6	8,9	5,5
Fonct. pub. territoriale	716	49,1	14,9	36,0
Fonct. pub. hospitalière	271	54,7	32,0	13,3
Marchand ou associatif	9 490	46,5	18,7	34,8
Ensemble	11 495	50,3	17,9	31,8

Lecture : en 2013, 50,3 % des hommes salariés disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 22.11 • Disposer d'une boîte à lettres électronique en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
		Ont une boîte à lettres électronique professionnelle	N'ont pas de boîte à lettres mais utilisent l'informatique	N'utilisent pas l'informatique
Fonct. pub. de l'État	1 297	80,1	11,6	8,2
Fonct. pub. territoriale	1 038	50,7	13,8	35,5
Fonct. pub. hospitalière	829	47,4	37,8	14,7
Marchand ou associatif	8 200	51,1	20,1	28,8
Ensemble	11 364	54,1	19,9	26,0

Lecture : en 2013, 54,1 % des femmes salariées disposent d'une boîte à lettres électronique professionnelle.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

23 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet

Tableau 23.1 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet en 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
Femmes	1998	9 036	5,2	-
	2005	10 530	36,6	32,3
	2013	11 364	53,8	47,6
Hommes	1998	10 481	8,3	-
	2005	11 720	33,1	34,3
	2013	11 495	48,2	48,9
Ensemble	1998	19 517	6,9	-
	2005	22 251	34,7	33,3
	2013	22 859	51,0	48,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 51,0 % des salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

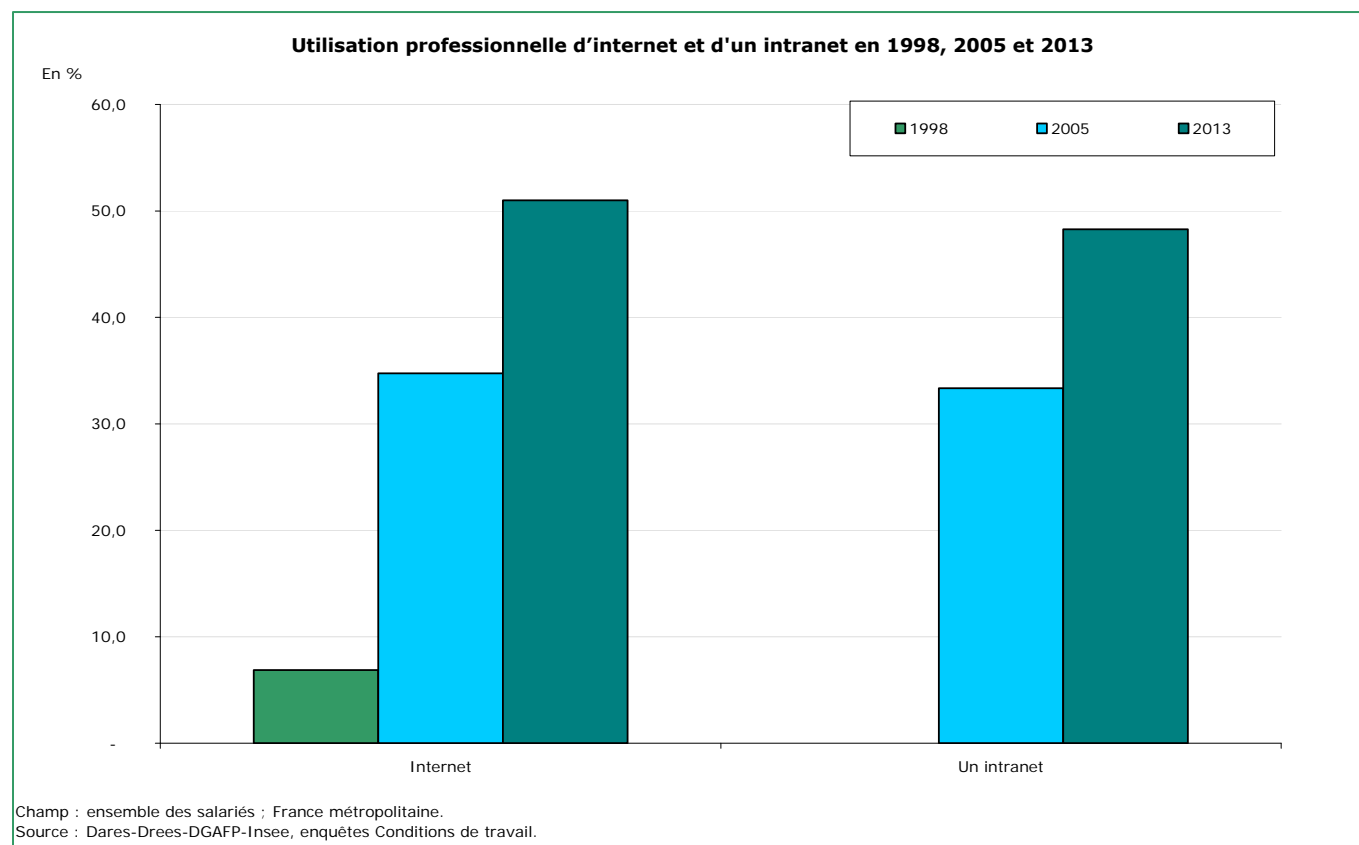


Tableau 23.2 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	29,4	-
	2005	3 327	77,9	67,5
	2013	4 417	92,3	81,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	23,0	-
	2005	1 341	76,0	54,4
	2013	1 664	92,5	76,1
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	34,5	-
	2005	1 958	79,7	77,0
	2013	2 564	92,8	86,4
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	8,4	-
	2005	5 778	51,6	48,0
	2013	5 887	71,3	67,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	5,0	-
	2005	2 337	51,3	37,9
	2013	2 326	74,6	62,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	10,3	-
	2005	1 771	60,3	58,9
	2013	1 835	77,1	72,5
47. Techniciens	1998	842	16,1	-
	2005	1 068	49,4	58,2
	2013	1 159	62,8	69,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	4,3	-
	2005	603	30,8	36,9
	2013	560	56,0	67,2

Tableau 23.2 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
5. Employés	1998	6 607	2,7	-
	2005	7 291	25,5	26,3
	2013	7 098	38,4	37,0
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	1,8	-
	2005	2 799	22,2	28,7
	2013	2 641	33,8	43,0
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	6,3	-
	2005	1 763	55,0	47,4
	2013	1 525	76,3	63,1
55. Employés de commerce	1998	785	0,9	-
	2005	1 042	21,1	24,3
	2013	1 075	34,5	41,7
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	0,3	-
	2005	1 686	2,6	1,6
	2013	1 853	16,2	4,0
6. Ouvriers	1998	5 812	0,4	-
	2005	5 847	5,1	8,3
	2013	5 456	12,1	15,3
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	0,5	-
	2005	3 815	6,1	10,4
	2013	3 584	14,8	17,8
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	0,2	-
	2005	1 810	3,3	4,6
	2013	1 616	6,2	11,5
69. Ouvriers agricoles	1998	244	-	-
	2005	222	4,0	2,1
	2013	252	10,4	2,0
Ensemble	1998	19 517	6,9	-
	2005	22 251	34,7	33,3
	2013	22 859	51,0	48,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 51,0 % des salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.3 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	33,4	-
	2005	2 115	78,9	72,0
	2013	2 656	92,1	84,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	28,5	-
	2005	700	79,2	60,4
	2013	824	93,0	78,2
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	36,2	-
	2005	1 406	79,0	77,9
	2013	1 714	92,2	88,3
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	9,9	-
	2005	3 043	50,1	50,3
	2013	2 830	66,6	68,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	7,0	-
	2005	730	57,8	42,6
	2013	613	75,4	66,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	10,7	-
	2005	840	58,3	57,9
	2013	748	73,7	68,5
47. Techniciens	1998	740	15,9	-
	2005	938	48,5	57,5
	2013	973	60,2	69,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	3,9	-
	2005	535	29,8	36,2
	2013	490	56,8	67,9

Tableau 23.3 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
5. Employés	1998	1 584	2,3	-
	2005	1 736	23,8	30,3
	2013	1 658	39,9	43,7
51. Employés de la fonction publique	1998	934	0,4	-
	2005	1 018	18,3	29,1
	2013	888	35,6	48,3
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	9,0	-
	2005	274	52,9	55,5
	2013	216	69,1	75,6
55. Employés de commerce	1998	182	2,3	-
	2005	261	28,8	28,5
	2013	264	46,5	41,8
56. Services directs aux particuliers	1998	168	0,8	-
	2005	183	4,2	1,9
	2013	290	25,1	7,3
6. Ouvriers	1998	4 739	0,5	-
	2005	4 820	5,5	9,0
	2013	4 351	12,7	16,7
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	0,5	-
	2005	3 409	6,2	10,6
	2013	3 127	14,9	18,5
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	0,2	-
	2005	1 255	4,1	5,5
	2013	1 032	6,3	13,9
69. Ouvriers agricoles	1998	187	-	-
	2005	156	2,1	1,0
	2013	187	10,2	2,2
Ensemble	1998	10 481	8,3	-
	2005	11 720	33,1	34,3
	2013	11 495	48,2	48,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 48,2 % des hommes salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.4 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	21,3	-
	2005	1 211	76,1	59,6
	2013	1 761	92,6	77,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	16,6	-
	2005	642	72,4	47,9
	2013	839	91,9	74,0
36. Cadres d'entreprise	1998	345	29,0	-
	2005	552	81,7	74,5
	2013	850	94,0	82,4
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	6,6	-
	2005	2 735	53,1	45,4
	2013	3 057	75,7	66,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	4,1	-
	2005	1 606	48,4	35,7
	2013	1 713	74,3	61,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	9,9	-
	2005	931	62,1	59,8
	2013	1 087	79,4	75,3
47. Techniciennes	1998	102	-	-
	2005	130	55,8	63,3
	2013	186	76,8	68,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 23.4 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**
SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
5. Employées	1998	5 023	2,9	-
	2005	5 555	26,0	25,1
	2013	5 440	38,0	34,9
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	2,6	-
	2005	1 782	24,5	28,5
	2013	1 753	32,9	40,2
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	5,8	-
	2005	1 489	55,4	45,9
	2013	1 309	77,5	61,1
55. Employées de commerce	1998	603	0,5	-
	2005	781	18,5	23,0
	2013	811	30,6	41,7
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	0,2	-
	2005	1 503	2,4	1,5
	2013	1 563	14,5	3,4
6. Ouvrières	1998	1 073	0,2	-
	2005	1 027	3,5	4,8
	2013	1 105	9,7	9,5
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	0,3	-
	2005	406	5,4	8,1
	2013	456	14,0	13,3
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	0,2	-
	2005	555	1,5	2,5
	2013	584	6,2	7,4
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1998	9 036	5,2	-
	2005	10 530	36,6	32,3
	2013	11 364	53,8	47,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 53,8 % des femmes salariées utilisent professionnellement internet.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.5 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
Moins de 20 ans	1998	216	0,7	-
	2005	320	11,2	7,7
	2013	257	25,0	11,2
De 20 à 24 ans	1998	1 105	3,1	-
	2005	1 588	26,8	24,8
	2013	1 536	39,3	37,1
De 25 à 29 ans	1998	2 793	8,9	-
	2005	2 632	41,8	38,1
	2013	2 578	51,9	52,4
De 30 à 34 ans	1998	2 977	8,7	-
	2005	3 014	39,6	37,7
	2013	2 734	56,6	52,6
De 35 à 39 ans	1998	2 989	8,2	-
	2005	3 133	36,3	33,6
	2013	2 934	57,1	54,2
De 40 à 44 ans	1998	2 884	6,6	-
	2005	3 263	34,9	33,5
	2013	3 269	52,7	48,6
De 45 à 49 ans	1998	2 860	5,5	-
	2005	3 103	32,6	34,3
	2013	3 243	51,1	47,4
De 50 à 54 ans	1998	2 324	5,3	-
	2005	2 884	32,4	33,3
	2013	3 026	47,0	47,4
55 ans et plus	1998	1 369	6,0	-
	2005	2 313	32,5	29,9
	2013	3 283	49,6	45,5
Ensemble	1998	19 517	6,9	-
	2005	22 251	34,7	33,3
	2013	22 859	51,0	48,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 51,0 % des salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.6 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
Moins de 20 ans	1998	174	0,8	-
	2005	223	11,2	9,7
	2013	168	22,3	8,5
De 20 à 24 ans	1998	539	2,1	-
	2005	873	22,6	21,4
	2013	864	33,5	36,7
De 25 à 29 ans	1998	1 516	10,2	-
	2005	1 427	38,6	38,8
	2013	1 271	48,5	49,8
De 30 à 34 ans	1998	1 658	9,8	-
	2005	1 666	35,9	36,3
	2013	1 378	51,9	50,5
De 35 à 39 ans	1998	1 625	10,5	-
	2005	1 658	32,9	34,8
	2013	1 553	51,3	53,0
De 40 à 44 ans	1998	1 518	8,4	-
	2005	1 703	33,9	34,5
	2013	1 698	49,7	50,4
De 45 à 49 ans	1998	1 470	7,5	-
	2005	1 597	32,3	37,5
	2013	1 534	49,3	49,5
De 50 à 54 ans	1998	1 237	6,7	-
	2005	1 427	32,0	35,3
	2013	1 458	45,9	49,3
55 ans et plus	1998	745	7,1	-
	2005	1 146	35,6	33,3
	2013	1 572	52,0	51,4
Ensemble	1998	10 481	8,3	-
	2005	11 720	33,1	34,3
	2013	11 495	48,2	48,9

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 48,2 % des hommes salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.7 • Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent professionnellement*	
			Internet	Un intranet
Moins de 20 ans	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	4,0	-
	2005	715	31,9	28,9
	2013	672	46,7	37,7
De 25 à 29 ans	1998	1 278	7,3	-
	2005	1 204	45,5	37,2
	2013	1 306	55,2	54,9
De 30 à 34 ans	1998	1 319	7,3	-
	2005	1 348	44,3	39,4
	2013	1 356	61,3	54,7
De 35 à 39 ans	1998	1 364	5,6	-
	2005	1 475	40,1	32,3
	2013	1 381	63,6	55,6
De 40 à 44 ans	1998	1 366	4,6	-
	2005	1 560	35,9	32,5
	2013	1 571	55,9	46,7
De 45 à 49 ans	1998	1 390	3,5	-
	2005	1 506	33,0	30,9
	2013	1 709	52,7	45,5
De 50 à 54 ans	1998	1 088	3,6	-
	2005	1 457	32,8	31,3
	2013	1 568	48,0	45,7
55 ans et plus	1998	624	4,6	-
	2005	1 168	29,3	26,6
	2013	1 711	47,5	40,1
Ensemble	1998	9 036	5,2	-
	2005	10 530	36,6	32,3
	2013	11 364	53,8	47,6

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 53,8 % des femmes salariées utilisent professionnellement internet.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.8 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
		Internet	Un intranet
Agriculture, sylviculture et pêche	249	26,3	8,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	23,3	27,5
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	56,9	61,7
Fabrication de matériels de transport	442	43,4	67,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	41,2	47,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	52,9	66,2
Construction	1 478	30,4	19,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	47,8	45,8
Transports et entreposage	1 322	36,5	48,6
Hébergement et restauration	814	31,9	19,7
Information et communication	677	89,1	80,6
Activités financières et d'assurance	823	81,3	94,6
Activités immobilières	255	71,0	52,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	67,2	53,2
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	57,9	55,5
Autres activités de services	1 612	35,1	17,7
Non renseigné	111	53,6	46,1
Ensemble	22 859	51,0	48,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 51,0 % des salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.9 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
		Internet	Un intranet
Fonct. pub. de l'État	2 316	76,0	72,2
Fonct. pub. territoriale	1 755	49,6	44,4
Fonct. pub. hospitalière	1 099	53,7	70,3
Marchand ou associatif	17 689	47,7	44,2
Ensemble	22 859	51,0	48,3

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 51,0 % des salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.10 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent professionnellement*	
		Internet	Un intranet
Fonct. pub. de l'État	1 019	75,1	81,5
Fonct. pub. territoriale	716	46,7	47,1
Fonct. pub. hospitalière	271	63,4	70,4
Marchand ou associatif	9 490	45,0	44,9
Ensemble	11 495	48,2	48,9

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 48,2 % des hommes salariés utilisent professionnellement internet.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 23.11 • **Utilisation professionnelle d'internet et d'un intranet en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent professionnellement*	
		Internet	Un intranet
Fonct. pub. de l'État	1 297	76,7	64,9
Fonct. pub. territoriale	1 038	51,6	42,5
Fonct. pub. hospitalière	829	50,5	70,2
Marchand ou associatif	8 200	50,8	43,2
Ensemble	11 364	53,8	47,6

* Plusieurs réponses possibles.

Lecture : en 2013, 53,8 % des femmes salariées utilisent professionnellement internet.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

24 • Durée d'utilisation des matériels informatiques

Tableau 24.1 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques en 1998, 2005 et 2013**

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Femmes	1998	9 036	53,2	18,4	19,7	61,9
	2005	10 530	62,2	14,0	18,7	67,4
	2013	11 364	74,0	19,1	15,6	65,4
Hommes	1998	10 481	48,9	25,2	30,1	44,7
	2005	11 720	57,4	16,9	25,7	57,4
	2013	11 495	68,2	18,6	20,3	61,1
Ensemble	1998	19 517	50,9	21,9	25,1	53,0
	2005	22 251	59,6	15,5	22,2	62,3
	2013	22 859	71,1	18,9	17,9	63,3

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 71,1 % des salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,9 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

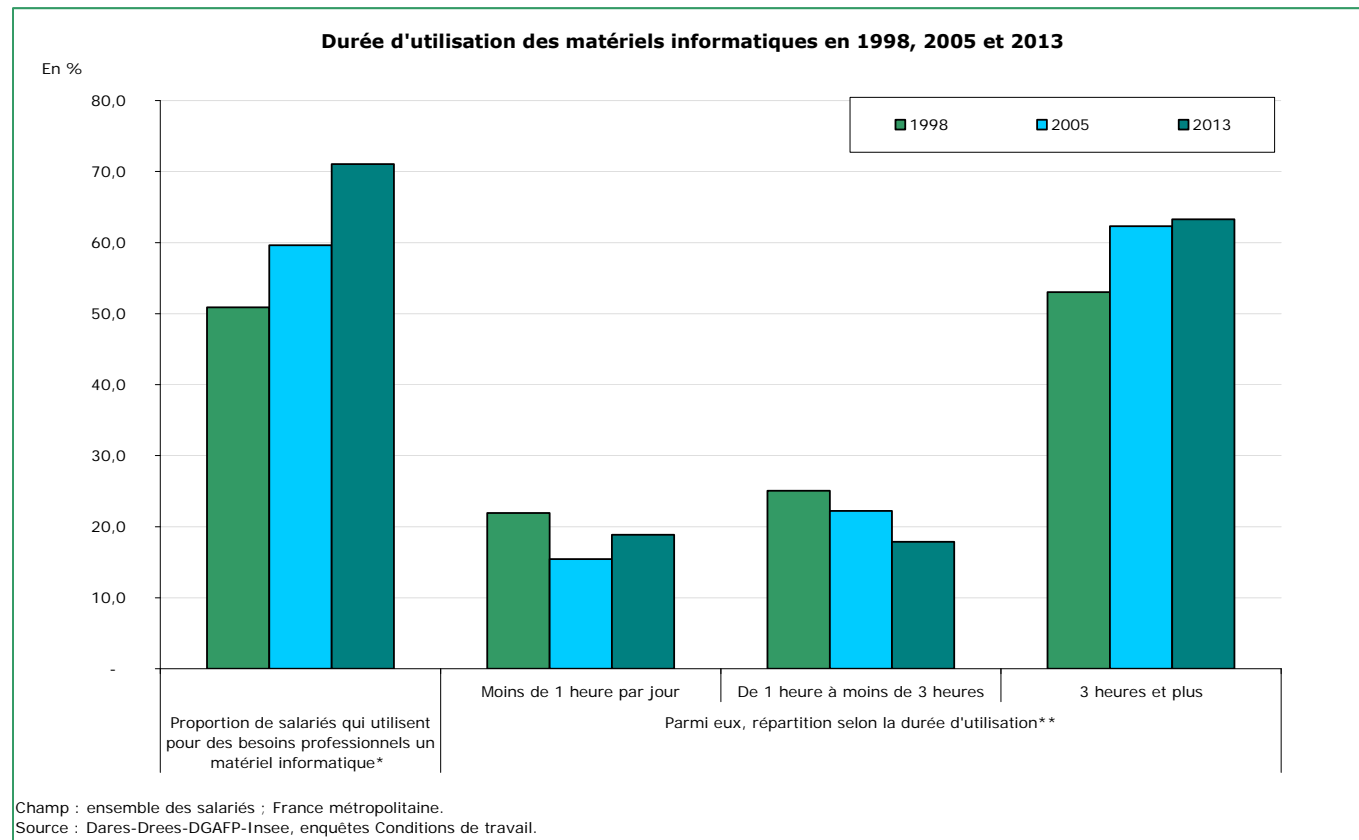


Tableau 24.2 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	2 582	85,0	20,4	27,6	52,0
	2005	3 327	93,5	8,7	18,8	72,5
	2013	4 417	98,8	5,5	11,3	83,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	1 104	75,9	34,2	30,4	35,4
	2005	1 341	88,6	15,2	27,6	57,2
	2013	1 664	98,6	8,6	20,5	70,8
36. Cadres d'entreprise	1998	1 464	92,4	11,8	25,8	62,4
	2005	1 958	97,3	4,5	13,3	82,2
	2013	2 564	99,2	2,6	4,9	92,6
4. Professions intermédiaires	1998	4 517	70,9	25,3	27,6	47,1
	2005	5 778	81,8	16,7	25,3	58,1
	2013	5 887	92,4	14,5	21,9	63,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 897	63,3	39,9	30,2	30,0
	2005	2 337	77,8	27,6	34,5	37,9
	2013	2 326	92,1	22,8	30,7	46,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	1 196	79,8	14,1	22,4	63,5
	2005	1 771	90,1	7,0	15,6	77,4
	2013	1 835	96,9	6,0	10,4	83,5
47. Techniciens	1998	842	82,2	17,5	24,3	58,2
	2005	1 068	83,2	11,6	20,1	68,3
	2013	1 159	88,0	11,6	22,1	66,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	582	61,0	21,3	39,4	39,2
	2005	603	70,6	16,4	32,5	51,1
	2013	560	87,8	14,9	24,9	60,2

Tableau 24.2 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
5. Employés	1998	6 607	51,4	13,4	19,3	67,3
	2005	7 291	53,5	12,6	16,7	70,7
	2013	7 098	64,0	26,1	15,7	58,2
51. Employés de la fonction publique	1998	2 562	45,2	20,4	25,1	54,4
	2005	2 799	49,2	19,6	20,4	59,9
	2013	2 641	65,9	39,1	18,8	42,1
54. Employés adm. d'entreprise	1998	1 969	90,1	4,7	14,5	80,8
	2005	1 763	93,5	3,3	7,6	89,1
	2013	1 525	97,2	3,1	6,6	90,2
55. Employés de commerce	1998	785	48,9	26,0	22,7	51,3
	2005	1 042	66,2	16,7	25,8	57,4
	2013	1 075	74,5	19,7	23,2	57,0
56. Services directs aux particuliers	1998	1 291	6,1	-	-	-
	2005	1 686	10,9	29,1	36,3	34,6
	2013	1 853	27,9	61,5	20,4	18,2
6. Ouvriers	1998	5 812	19,6	40,8	30,0	29,2
	2005	5 847	26,2	32,5	34,0	33,5
	2013	5 456	34,8	45,9	27,0	27,0
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 913	23,9	40,1	30,3	29,6
	2005	3 815	30,2	32,4	33,9	33,7
	2013	3 584	39,7	43,9	28,2	27,9
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 655	11,6	43,1	27,8	29,0
	2005	1 810	19,5	30,1	35,0	34,9
	2013	1 616	26,4	49,4	24,6	26,0
69. Ouvriers agricoles	1998	244	6,3	-	-	-
	2005	222	11,3	-	-	-
	2013	252	19,7	-	-	-
Ensemble	1998	19 517	50,9	21,9	25,1	53,0
	2005	22 251	59,6	15,5	22,2	62,3
	2013	22 859	71,1	18,9	17,9	63,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 71,1 % des salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,9 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.3 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	1 719	86,9	18,1	29,5	52,4
	2005	2 115	94,8	7,0	19,0	74,0
	2013	2 656	98,5	4,4	10,7	84,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	597	79,4	30,6	33,2	36,3
	2005	700	90,6	11,2	28,2	60,6
	2013	824	98,5	7,9	21,8	70,3
36. Cadres d'entreprise	1998	1 119	91,2	12,3	27,8	59,9
	2005	1 406	97,1	5,0	14,7	80,3
	2013	1 714	98,8	2,5	5,1	92,4
4. Professions intermédiaires	1998	2 440	72,6	23,7	30,9	45,5
	2005	3 043	80,8	15,2	26,7	58,0
	2013	2 830	89,8	13,8	24,1	62,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	557	71,4	35,9	34,4	29,6
	2005	730	80,8	24,4	36,5	39,1
	2013	613	91,3	21,1	30,9	48,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	600	73,7	21,0	28,7	50,3
	2005	840	87,2	9,4	20,9	69,7
	2013	748	94,4	8,3	17,2	74,5
47. Techniciens	1998	740	81,2	18,6	24,7	56,6
	2005	938	81,6	12,2	20,7	67,1
	2013	973	86,1	13,1	24,3	62,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	542	60,6	21,7	40,8	37,6
	2005	535	69,3	18,1	35,1	46,9
	2013	490	88,0	14,7	26,3	59,0

Tableau 24.3 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
5. Employés	1998	1 584	55,9	23,5	28,7	47,8
	2005	1 736	55,5	18,9	25,7	55,4
	2013	1 658	69,0	24,6	24,0	51,4
51. Employés de la fonction publique	1998	934	50,4	29,9	35,4	34,7
	2005	1 018	49,6	25,9	28,6	45,4
	2013	888	68,0	32,6	26,3	41,1
54. Employés adm. d'entreprise	1998	299	88,1	8,0	16,5	75,5
	2005	274	87,8	5,3	11,2	83,5
	2013	216	93,6	7,1	12,7	80,2
55. Employés de commerce	1998	182	63,9	25,9	29,0	45,0
	2005	261	68,9	18,2	31,9	49,9
	2013	264	80,7	13,3	25,5	61,2
56. Services directs aux particuliers	1998	168	20,5	-	-	-
	2005	183	20,5	-	-	-
	2013	290	43,2	-	-	-
6. Ouvriers	1998	4 739	20,6	40,6	30,9	28,5
	2005	4 820	26,9	33,8	34,1	32,1
	2013	4 351	35,5	47,3	28,0	24,7
61. Ouvriers qualifiés	1998	3 486	23,7	40,4	30,9	28,7
	2005	3 409	29,8	33,5	34,4	32,1
	2013	3 127	39,1	45,2	28,9	25,9
66. Ouvriers non qualifiés	1998	1 065	12,8	40,3	30,6	29,0
	2005	1 255	21,3	32,3	34,2	33,5
	2013	1 032	27,1	52,0	27,1	20,9
69. Ouvriers agricoles	1998	187	7,6	-	-	-
	2005	156	8,2	-	-	-
	2013	187	21,4	-	-	-
Ensemble	1998	10 481	48,9	25,2	30,1	44,7
	2005	11 720	57,4	16,9	25,7	57,4
	2013	11 495	68,2	18,6	20,3	61,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 68,2 % des hommes salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,6 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.4 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi elles, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1998	863	81,1	25,3	23,6	51,1
	2005	1 211	91,2	11,8	18,5	69,7
	2013	1 761	99,3	7,1	12,1	80,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1998	507	71,8	38,9	26,9	34,2
	2005	642	86,4	20,0	26,9	53,2
	2013	839	98,6	9,3	19,3	71,3
36. Cadres d'entreprise	1998	345	96,5	10,2	19,9	69,9
	2005	552	97,9	3,4	9,7	86,9
	2013	850	100,0	2,7	4,5	92,8
4. Professions intermédiaires	1998	2 077	69,0	27,3	23,6	49,1
	2005	2 735	82,9	18,2	23,7	58,1
	2013	3 057	94,9	15,1	19,9	65,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1998	1 340	60,0	41,9	28,0	30,1
	2005	1 606	76,4	29,2	33,5	37,3
	2013	1 713	92,4	23,4	30,6	46,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1998	596	85,8	8,1	17,0	74,9
	2005	931	92,6	4,9	11,3	83,8
	2013	1 087	98,7	4,6	6,0	89,5
47. Techniciennes	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	95,2	8,1	16,2	75,7
	2013	186	98,1	5,0	11,7	83,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 24.4 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi elles, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
5. Employées	1998	5 023	50,0	9,8	16,1	74,1
	2005	5 555	52,8	10,5	13,7	75,8
	2013	5 440	62,5	26,6	13,0	60,5
51. Employées de la fonction publique	1998	1 628	42,2	14,0	18,1	67,8
	2005	1 782	48,9	16,0	15,7	68,4
	2013	1 753	64,9	42,5	14,9	42,6
54. Employées adm. d'entreprise	1998	1 670	90,5	4,1	14,2	81,7
	2005	1 489	94,5	3,0	7,0	90,0
	2013	1 309	97,8	2,5	5,7	91,8
55. Employées de commerce	1998	603	44,3	26,0	20,0	54,0
	2005	781	65,3	16,2	23,7	60,1
	2013	811	72,4	22,1	22,4	55,5
56. Services directs aux particuliers	1998	1 122	4,0	-	-	-
	2005	1 503	9,7	33,0	32,7	34,3
	2013	1 563	25,1	68,3	17,7	14,0
6. Ouvrières	1998	1 073	15,3	42,0	24,4	33,6
	2005	1 027	23,0	25,4	33,2	41,5
	2013	1 105	32,3	39,9	22,8	37,3
61. Ouvrières qualifiées	1998	427	25,5	38,3	25,4	36,3
	2005	406	33,9	24,0	30,9	45,1
	2013	456	44,0	35,6	24,4	40,0
66. Ouvrières non qualifiées	1998	589	9,2	-	-	-
	2005	555	15,6	-	-	-
	2013	584	25,2	44,3	19,8	35,9
69. Ouvrières agricoles	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1998	9 036	53,2	18,4	19,7	61,9
	2005	10 530	62,2	14,0	18,7	67,4
	2013	11 364	74,0	19,1	15,6	65,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 74,0 % des femmes salariées utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 19,1% d'entre elles moins d'une heure par jour.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.5 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Moins de 20 ans	1998	216	5,1	-	-	-
	2005	320	25,8	-	-	-
	2013	257	44,0	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	1 105	37,8	26,7	24,9	48,4
	2005	1 588	53,8	14,1	26,6	59,3
	2013	1 536	62,7	28,1	20,3	51,7
De 25 à 29 ans	1998	2 793	57,8	23,5	22,1	54,4
	2005	2 632	69,3	16,1	19,7	64,2
	2013	2 578	75,4	21,2	17,0	61,9
De 30 à 34 ans	1998	2 977	53,5	19,6	23,6	56,9
	2005	3 014	66,0	14,8	22,3	62,8
	2013	2 734	76,0	16,9	17,2	65,9
De 35 à 39 ans	1998	2 989	51,5	20,2	27,1	52,6
	2005	3 133	62,0	15,3	21,1	63,6
	2013	2 934	75,9	16,8	17,2	66,0
De 40 à 44 ans	1998	2 884	53,9	19,9	24,5	55,6
	2005	3 263	59,2	15,6	22,3	62,0
	2013	3 269	72,0	17,9	17,1	65,0
De 45 à 49 ans	1998	2 860	51,0	22,9	25,8	51,3
	2005	3 103	57,9	15,0	22,4	62,6
	2013	3 243	70,0	19,2	19,4	61,3
De 50 à 54 ans	1998	2 324	50,7	21,7	26,9	51,4
	2005	2 884	56,4	15,1	20,2	64,7
	2013	3 026	69,0	19,7	17,0	63,3
55 ans et plus	1998	1 369	41,4	28,2	27,9	43,9
	2005	2 313	52,7	16,4	26,8	56,8
	2013	3 283	67,3	15,7	18,8	65,5
Ensemble	1998	19 517	50,9	21,9	25,1	53,0
	2005	22 251	59,6	15,5	22,2	62,3
	2013	22 859	71,1	18,9	17,9	63,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 71,1 % des salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,9 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.6 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon l'âge des HOMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Moins de 20 ans	1998	174	2,0	-	-	-
	2005	223	20,3	-	-	-
	2013	168	34,4	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	539	29,3	40,7	25,9	33,4
	2005	873	45,5	18,1	30,7	51,2
	2013	864	55,5	30,9	22,9	46,3
De 25 à 29 ans	1998	1 516	54,6	28,8	27,8	43,4
	2005	1 427	63,9	16,6	22,1	61,3
	2013	1 271	69,4	23,1	15,8	61,1
De 30 à 34 ans	1998	1 658	51,3	22,9	28,7	48,5
	2005	1 666	60,7	16,6	24,0	59,4
	2013	1 378	70,6	18,1	18,9	63,0
De 35 à 39 ans	1998	1 625	49,9	23,4	31,9	44,6
	2005	1 658	59,9	15,7	26,2	58,1
	2013	1 553	71,0	16,2	18,6	65,2
De 40 à 44 ans	1998	1 518	51,6	21,9	29,2	48,9
	2005	1 703	57,3	16,5	26,5	57,1
	2013	1 698	70,7	14,8	19,2	66,0
De 45 à 49 ans	1998	1 470	50,8	24,5	32,6	42,9
	2005	1 597	59,6	16,7	26,7	56,7
	2013	1 534	68,7	18,3	23,8	57,9
De 50 à 54 ans	1998	1 237	51,6	24,1	30,8	45,1
	2005	1 427	54,9	17,4	22,2	60,4
	2013	1 458	67,6	19,8	21,5	58,7
55 ans et plus	1998	745	41,2	31,9	32,3	35,8
	2005	1 146	57,2	16,8	32,0	51,2
	2013	1 572	70,4	14,6	22,3	63,2
Ensemble	1998	10 481	48,9	25,2	30,1	44,7
	2005	11 720	57,4	16,9	25,7	57,4
	2013	11 495	68,2	18,6	20,3	61,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 68,2 % des hommes salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,6 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.7 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques selon l'âge des FEMMES en 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi elles, répartition selon la durée d'utilisation**		
				Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Moins de 20 ans	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1998	566	46,0	18,4	24,3	57,3
	2005	715	63,9	10,7	23,1	66,2
	2013	672	71,9	25,3	17,7	57,0
De 25 à 29 ans	1998	1 278	61,7	17,9	16,1	66,0
	2005	1 204	75,8	15,6	17,2	67,2
	2013	1 306	81,3	19,6	17,9	62,4
De 30 à 34 ans	1998	1 319	56,2	15,8	17,7	66,6
	2005	1 348	72,5	13,0	20,6	66,4
	2013	1 356	81,5	16,0	15,6	68,4
De 35 à 39 ans	1998	1 364	53,5	16,6	21,8	61,5
	2005	1 475	64,4	14,8	15,9	69,3
	2013	1 381	81,5	17,4	15,7	66,8
De 40 à 44 ans	1998	1 366	56,4	17,9	19,8	62,3
	2005	1 560	61,3	14,8	18,1	67,1
	2013	1 571	73,3	21,1	14,9	64,0
De 45 à 49 ans	1998	1 390	51,2	21,3	18,6	60,1
	2005	1 506	56,2	13,1	17,7	69,2
	2013	1 709	71,2	20,1	15,6	64,3
De 50 à 54 ans	1998	1 088	49,5	18,9	22,3	58,8
	2005	1 457	57,9	12,9	18,4	68,7
	2013	1 568	70,3	19,7	12,8	67,5
55 ans et plus	1998	624	41,6	23,9	22,6	53,6
	2005	1 168	48,3	15,8	20,8	63,3
	2013	1 711	64,4	16,9	15,3	67,9
Ensemble	1998	9 036	53,2	18,4	19,7	61,9
	2005	10 530	62,2	14,0	18,7	67,4
	2013	11 364	74,0	19,1	15,6	65,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 74,0 % des femmes salariées utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 19,1% d'entre elles moins d'une heure par jour.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.8 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
			Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Agriculture, sylviculture et pêche	249	35,5	-	-	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	52,8	24,1	20,5	55,4
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	83,7	12,3	17,6	70,1
Fabrication de matériels de transport	442	81,3	19,6	18,7	61,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	67,6	14,5	19,3	66,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	74,9	10,3	12,9	76,7
Construction	1 478	39,7	20,1	17,5	62,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	79,0	15,8	21,3	62,9
Transports et entreposage	1 322	67,6	28,0	12,6	59,3
Hébergement et restauration	814	49,5	25,1	19,9	54,9
Information et communication	677	98,0	2,8	5,3	91,9
Activités financières et d'assurance	823	99,4	0,9	2,3	96,8
Activités immobilières	255	79,2	4,7	14,9	80,5
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	75,3	6,4	6,8	86,9
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	78,0	25,7	23,8	50,5
Autres activités de services	1 612	45,6	37,4	18,5	44,0
Non renseigné	111	72,7	-	-	-
Ensemble	22 859	71,1	18,9	17,9	63,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 71,1 % des salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,9 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.9 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
			Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Fonct. pub. de l'État	2 316	92,9	16,9	26,6	56,5
Fonct. pub. territoriale	1 755	64,3	27,7	14,8	57,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	85,6	33,4	27,9	38,7
Marchand ou associatif	17 689	68,0	17,2	15,8	67,0
Ensemble	22 859	71,1	18,9	17,9	63,3

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 71,1 % des salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,9 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.10 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi eux, répartition selon la durée d'utilisation**		
			Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Fonct. pub. de l'État	1 019	94,5	14,8	25,1	60,1
Fonct. pub. territoriale	716	64,0	30,8	21,6	47,6
Fonct. pub. hospitalière	271	86,8	28,7	32,6	38,7
Marchand ou associatif	9 490	65,2	17,9	19,0	63,0
Ensemble	11 495	68,2	18,6	20,3	61,1

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 68,2 % des hommes salariés utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 18,6 % d'entre eux moins d'une heure par jour.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 24.11 • **Durée d'utilisation des matériels informatiques en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent pour des besoins professionnels un matériel informatique*	Parmi elles, répartition selon la durée d'utilisation**		
			Moins de 1 heure par jour	De 1 heure à moins de 3 heures	3 heures et plus
Fonct. pub. de l'État	1 297	91,7	18,7	27,8	53,5
Fonct. pub. territoriale	1 038	64,5	25,6	10,1	64,3
Fonct. pub. hospitalière	829	85,3	35,0	26,4	38,6
Marchand ou associatif	8 200	71,2	16,5	12,4	71,1
Ensemble	11 364	74,0	19,1	15,6	65,4

* En 2013, une personne est utilisatrice si elle utilise un ordinateur fixe, un ordinateur portable, la messagerie, internet, un intranet ou encore si elle a accès au réseau de son entreprise depuis son domicile.

En 2005, il fallait utiliser un ordinateur fixe (connecté ou non), un ordinateur portable ou un terminal.

** Pour les utilisateurs d'informatique ayant déclaré une durée.

Lecture : en 2013, 74,0 % des femmes salariées utilisent pour des besoins professionnels l'informatique ; 19,1% d'entre elles moins d'une heure par jour.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

25 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement

Tableau 25.1 • **Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement en 2013**

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Femmes	11 364	56,0	16,7
Hommes	11 495	65,2	22,0
Ensemble	22 859	60,5	19,5

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 60,5 % des salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

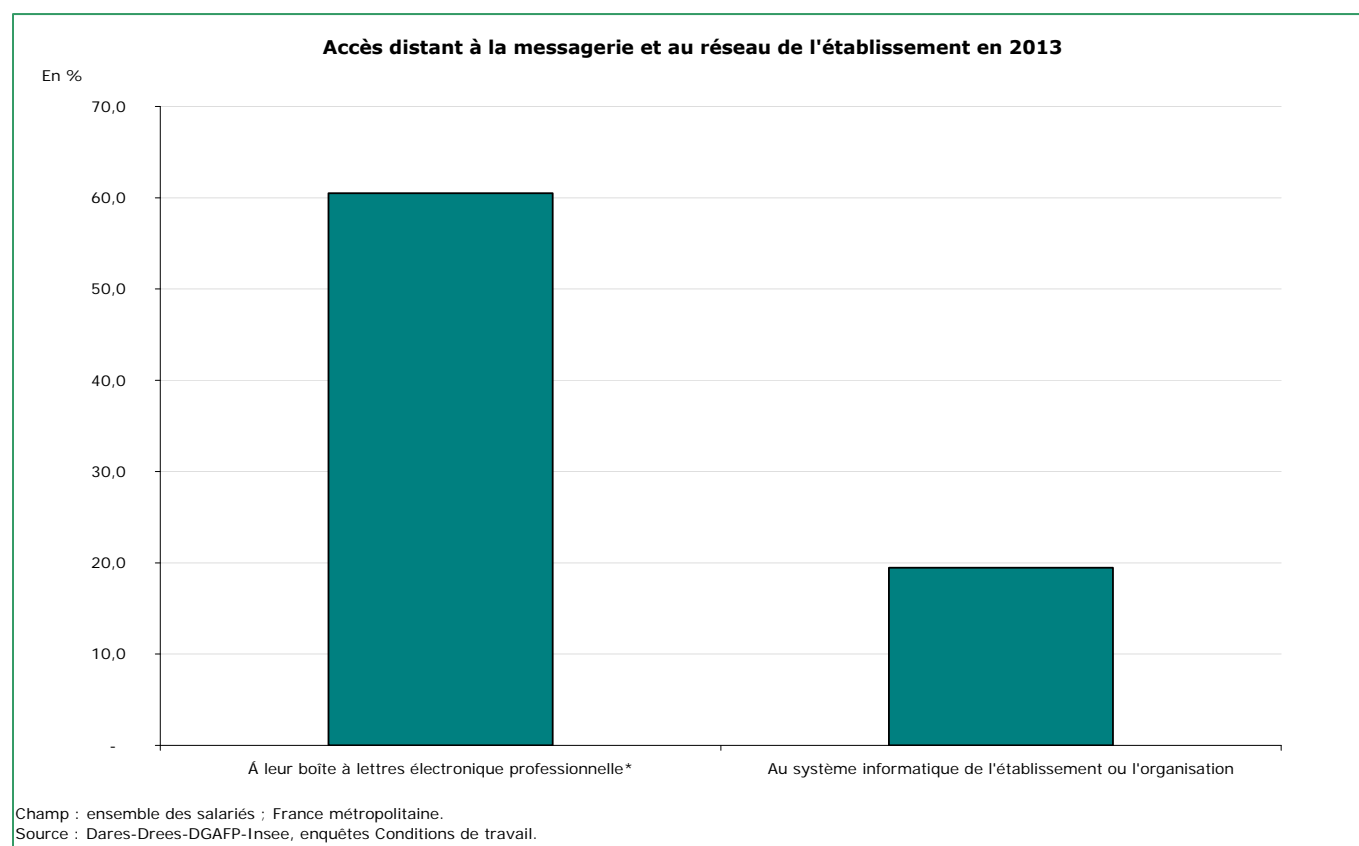


Tableau 25.2 • **Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	79,4	50,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	83,1	45,8
36. Cadres d'entreprise	2 564	77,2	53,6
4. Professions intermédiaires	5 887	55,6	21,1
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	65,5	20,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	47,6	21,2
47. Techniciens	1 159	53,8	20,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	52,2	23,3
5. Employés	7 098	42,4	8,6
51. Employés de la fonction publique	2 641	44,8	8,6
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	41,9	13,2
55. Employés de commerce	1 075	30,7	5,4
56. Services directs aux particuliers	1 853	56,6	5,4
6. Ouvriers	5 456	47,3	5,2
61. Ouvriers qualifiés	3 584	46,9	6,1
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	46,3	3,1
69. Ouvriers agricoles	252	-	4,4
Ensemble	22 859	60,5	19,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 60,5 % des salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.3 • **Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	80,6	53,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	84,9	48,2
36. Cadres d'entreprise	1 714	78,5	57,0
4. Professions intermédiaires	2 830	58,0	24,2
41. P.I. enseignement, santé, public	613	72,2	28,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	54,3	23,6
47. Techniciens	973	53,6	21,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	54,8	25,1
5. Employés	1 658	42,5	9,9
51. Employés de la fonction publique	888	47,0	11,2
54. Employés adm. d'entreprise	216	33,9	13,3
55. Employés de commerce	264	-	4,7
56. Services directs aux particuliers	290	-	7,9
6. Ouvriers	4 351	47,6	5,6
61. Ouvriers qualifiés	3 127	46,1	6,3
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	-	3,7
69. Ouvriers agricoles	187	-	4,4
Ensemble	11 495	65,2	22,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 65,2 % des hommes salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.4 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui peuvent accéder, quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	77,6	44,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	81,2	43,5
36. Cadres d'entreprise	850	74,7	46,9
4. Professions intermédiaires	3 057	53,3	18,2
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	62,7	18,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	43,3	19,5
47. Techniciennes	186	54,7	16,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-
5. Employées	5 440	42,3	8,2
51. Employées de la fonction publique	1 753	43,5	7,3
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	43,1	13,2
55. Employées de commerce	811	30,8	5,6
56. Services directs aux particuliers	1 563	54,7	4,7
6. Ouvrières	1 105	46,3	3,4
61. Ouvrières qualifiées	456	-	4,8
66. Ouvrières non qualifiées	584	-	2,1
69. Ouvrières agricoles	65	-	-
Ensemble	11 364	56,0	16,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 56,0 % des femmes salariées ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.5 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Moins de 20 ans	257	-	4,7
De 20 à 24 ans	1 536	50,8	10,5
De 25 à 29 ans	2 578	56,8	15,6
De 30 à 34 ans	2 734	61,3	19,9
De 35 à 39 ans	2 934	63,1	22,8
De 40 à 44 ans	3 269	62,0	20,4
De 45 à 49 ans	3 243	63,1	21,7
De 50 à 54 ans	3 026	61,5	19,9
55 ans et plus	3 283	58,0	21,4
Ensemble	22 859	60,5	19,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 60,5 % des salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.6 • **Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon l'âge des HOMMES en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Moins de 20 ans	168	-	3,5
De 20 à 24 ans	864	57,0	10,7
De 25 à 29 ans	1 271	58,6	17,2
De 30 à 34 ans	1 378	67,7	23,7
De 35 à 39 ans	1 553	65,7	24,2
De 40 à 44 ans	1 698	66,8	22,4
De 45 à 49 ans	1 534	67,4	24,8
De 50 à 54 ans	1 458	66,9	24,3
55 ans et plus	1 572	64,9	25,5
Ensemble	11 495	65,2	22,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 65,2 % des hommes salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.7 • **Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement selon l'âge des FEMMES en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui peuvent accéder, quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Moins de 20 ans	88	-	-
De 20 à 24 ans	672	45,5	10,1
De 25 à 29 ans	1 306	55,2	14,1
De 30 à 34 ans	1 356	55,8	15,8
De 35 à 39 ans	1 381	60,5	21,0
De 40 à 44 ans	1 571	56,7	17,9
De 45 à 49 ans	1 709	59,2	18,8
De 50 à 54 ans	1 568	56,3	15,6
55 ans et plus	1 711	50,8	17,0
Ensemble	11 364	56,0	16,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 56,0 % des femmes salariées ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.8 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Agriculture, sylviculture et pêche	249	-	8,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	56,3	8,9
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	53,8	22,9
Fabrication de matériels de transport	442	65,7	30,5
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	56,1	17,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	43,1	20,2
Construction	1 478	71,4	11,1
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	50,3	14,0
Transports et entreposage	1 322	50,6	19,5
Hébergement et restauration	814	48,1	9,2
Information et communication	677	85,8	58,1
Activités financières et d'assurance	823	40,9	23,0
Activités immobilières	255	59,9	23,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	70,1	26,1
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	63,0	19,3
Autres activités de services	1 612	71,5	19,0
Non renseigné	111	-	13,5
Ensemble	22 859	60,5	19,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 60,5 % des salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.9 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Fonct. pub. de l'État	2 316	72,8	35,5
Fonct. pub. territoriale	1 755	62,4	15,2
Fonct. pub. hospitalière	1 099	50,5	9,3
Marchand ou associatif	17 689	58,1	18,4
Ensemble	22 859	60,5	19,5

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 60,5 % des salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.10 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui peuvent accéder, quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Fonct. pub. de l'État	1 019	68,1	37,8
Fonct. pub. territoriale	716	69,7	17,6
Fonct. pub. hospitalière	271	62,6	13,4
Marchand ou associatif	9 490	64,4	20,9
Ensemble	11 495	65,2	22,0

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 65,2 % des hommes salariés ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand ils ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 25.11 • Accès distant à la messagerie et au réseau de l'établissement en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui peuvent accéder, quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail	
		À leur boîte à lettres électronique professionnelle*	Au système informatique de l'établissement ou l'organisation
Fonct. pub. de l'État	1 297	76,7	33,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	57,4	13,5
Fonct. pub. hospitalière	829	45,9	7,9
Marchand ou associatif	8 200	51,5	15,1
Ensemble	11 364	56,0	16,7

* Pour ceux qui ont une boîte à lettres électronique professionnelle.

Lecture : en 2013, 56,0 % des femmes salariées ayant une boîte à lettres électronique professionnelle peuvent y accéder quand elles ne sont pas sur leur lieu de travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

26 • Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles

Tableau 26.1 • Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles en 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Femmes	2005	10 530	19,6
	2013	11 364	33,7
Hommes	2005	11 720	43,6
	2013	11 495	55,8
Ensemble	2005	22 251	32,3
	2013	22 859	44,8

Lecture : en 2013, 44,8 % des salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

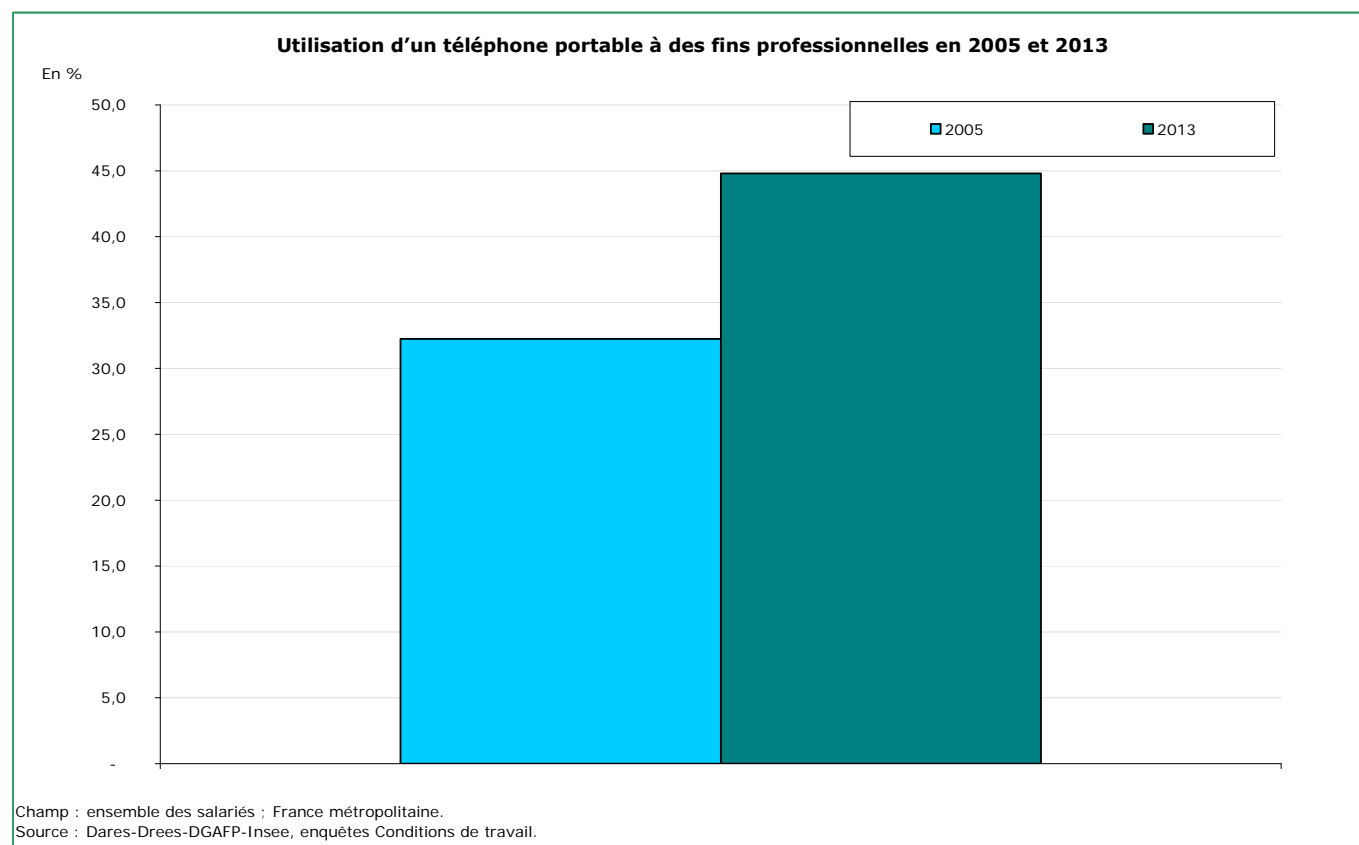


Tableau 26.2 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	53,1
	2013	4 417	60,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	39,7
	2013	1 664	51,0
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	62,7
	2013	2 564	65,0
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	38,3
	2013	5 887	48,6
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	31,1
	2013	2 326	42,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	36,2
	2013	1 835	45,6
47. Techniciens	2005	1 068	47,8
	2013	1 159	56,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	603	56,3
	2013	560	68,0
5. Employés	2005	7 291	19,7
	2013	7 098	34,5
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	24,1
	2013	2 641	42,3
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	16,6
	2013	1 525	26,7
55. Employés de commerce	2005	1 042	15,1
	2013	1 075	25,1
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	18,3
	2013	1 853	35,2
6. Ouvriers	2005	5 847	30,0
	2013	5 456	42,0
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	36,7
	2013	3 584	49,0
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	15,2
	2013	1 616	26,0
69. Ouvriers agricoles	2005	222	36,0
	2013	252	44,0
Ensemble	2005	22 251	32,3
	2013	22 859	44,8

Lecture : en 2013, 44,8 % des salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.3 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	62,4
	2013	2 656	67,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	46,8
	2013	824	59,8
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	70,3
	2013	1 714	70,5
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	50,6
	2013	2 830	62,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	43,9
	2013	613	53,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	50,4
	2013	748	64,6
47. Techniciens	2005	938	51,5
	2013	973	61,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	58,5
	2013	490	70,7
5. Employés	2005	1 736	34,8
	2013	1 658	48,7
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	40,4
	2013	888	62,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	30,9
	2013	216	32,4
55. Employés de commerce	2005	261	22,7
	2013	264	32,0
56. Services directs aux particuliers	2005	183	27,0
	2013	290	33,9
6. Ouvriers	2005	4 820	34,1
	2013	4 351	47,1
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	39,2
	2013	3 127	52,5
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	19,1
	2013	1 032	30,5
69. Ouvriers agricoles	2005	156	42,1
	2013	187	49,3
Ensemble	2005	11 720	43,6
	2013	11 495	55,8

Lecture : en 2013, 55,8 % des hommes salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.4 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	36,9
	2013	1 761	48,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	32,0
	2013	839	42,4
36. Cadres d'entreprise	2005	552	43,3
	2013	850	53,9
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	24,7
	2013	3 057	36,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	25,2
	2013	1 713	38,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	23,3
	2013	1 087	32,5
47. Techniciennes	2005	130	21,0
	2013	186	32,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-
	2013	69	-
5. Employées	2005	5 555	14,9
	2013	5 440	30,1
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	14,8
	2013	1 753	32,1
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	14,0
	2013	1 309	25,8
55. Employées de commerce	2005	781	12,5
	2013	811	22,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	17,3
	2013	1 563	35,4
6. Ouvrières	2005	1 027	11,1
	2013	1 105	21,6
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	15,7
	2013	456	25,0
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	6,6
	2013	584	18,1
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-
	2013	65	-
Ensemble	2005	10 530	19,6
	2013	11 364	33,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 33,7 % des femmes salariées utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.5 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Moins de 20 ans	2005	320	14,7
	2013	257	26,8
De 20 à 24 ans	2005	1 588	26,7
	2013	1 536	32,3
De 25 à 29 ans	2005	2 632	31,3
	2013	2 578	40,8
De 30 à 34 ans	2005	3 014	33,2
	2013	2 734	45,2
De 35 à 39 ans	2005	3 133	34,1
	2013	2 934	49,2
De 40 à 44 ans	2005	3 263	35,0
	2013	3 269	48,5
De 45 à 49 ans	2005	3 103	34,5
	2013	3 243	46,6
De 50 à 54 ans	2005	2 884	31,4
	2013	3 026	46,1
55 ans et plus	2005	2 313	30,0
	2013	3 283	44,4
Ensemble	2005	22 251	32,3
	2013	22 859	44,8

Lecture : en 2013, 44,8 % des salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.6 • Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Moins de 20 ans	2005	223	17,5
	2013	168	28,7
De 20 à 24 ans	2005	873	35,0
	2013	864	36,6
De 25 à 29 ans	2005	1 427	40,1
	2013	1 271	50,7
De 30 à 34 ans	2005	1 666	44,1
	2013	1 378	54,8
De 35 à 39 ans	2005	1 658	44,7
	2013	1 553	60,6
De 40 à 44 ans	2005	1 703	47,9
	2013	1 698	60,5
De 45 à 49 ans	2005	1 597	48,0
	2013	1 534	60,0
De 50 à 54 ans	2005	1 427	44,4
	2013	1 458	59,0
55 ans et plus	2005	1 146	43,5
	2013	1 572	57,3
Ensemble	2005	11 720	43,6
	2013	11 495	55,8

Lecture : en 2013, 55,8 % des hommes salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.7 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Moins de 20 ans	2005	97	-
	2013	88	-
De 20 à 24 ans	2005	715	16,6
	2013	672	26,8
De 25 à 29 ans	2005	1 204	20,7
	2013	1 306	31,3
De 30 à 34 ans	2005	1 348	19,8
	2013	1 356	35,4
De 35 à 39 ans	2005	1 475	22,1
	2013	1 381	36,3
De 40 à 44 ans	2005	1 560	20,9
	2013	1 571	35,5
De 45 à 49 ans	2005	1 506	20,1
	2013	1 709	34,5
De 50 à 54 ans	2005	1 457	18,8
	2013	1 568	34,1
55 ans et plus	2005	1 168	16,8
	2013	1 711	32,5
Ensemble	2005	10 530	19,6
	2013	11 364	33,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 33,7 % des femmes salariées utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.8 • Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Agriculture, sylviculture et pêche	249	44,3
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	34,6
Cokéfaction et raffinage	55	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	50,6
Fabrication de matériels de transport	442	51,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	36,9
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	62,2
Construction	1 478	62,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	39,8
Transports et entreposage	1 322	53,4
Hébergement et restauration	814	29,1
Information et communication	677	59,2
Activités financières et d'assurance	823	31,0
Activités immobilières	255	65,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	48,2
Adm. publique, enseignemnt, santé et social	7 034	43,3
Autres activités de services	1 612	41,4
Non renseigné	111	50,5
Ensemble	22 859	44,8

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 44,8 % des salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.9 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Fonct. pub. de l'État	2 316	37,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	45,1
Fonct. pub. hospitalière	1 099	50,7
Marchand ou associatif	17 689	45,4
Ensemble	22 859	44,8

Lecture : en 2013, 44,8 % des salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.10 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Fonct. pub. de l'État	1 019	50,6
Fonct. pub. territoriale	716	61,6
Fonct. pub. hospitalière	271	65,2
Marchand ou associatif	9 490	55,6
Ensemble	11 495	55,8

Lecture : en 2013, 55,8 % des hommes salariés utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 26.11 • **Utilisation d'un téléphone portable à des fins professionnelles en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels
Fonct. pub. de l'État	1 297	26,3
Fonct. pub. territoriale	1 038	33,7
Fonct. pub. hospitalière	829	46,0
Marchand ou associatif	8 200	33,6
Ensemble	11 364	33,7

Lecture : en 2013, 33,7 % des femmes salariées utilisent un téléphone portable pour des besoins professionnels.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.